

Pour relancer les investissements

Seize milliards de francs
de prêts bonifiés
aux entreprises

LIBRE PAGE 31

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dh. ; Tunisie, 250 m. ;
Autriche, 1,50 sch. ; Belgique, 14 sch. ; Brésil,
32 Cr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 70 pes. ; E.-U., 40 c.
Grèce, 45 dr. ; Iran, 120 rls. ; Israël, 70 N. ;
Italie, 1000 L. ; Japon, 320 ¥ ; Liban, 150 L.L. ;
Mexique, 4,75 p. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
45 esc. ; Roumanie, 275 F O.R. ; Suède, 4,75 kr. ;
Suisse, 1,30 f. ; T.-U., 25 cent. ; Yougoslavie, 30 d.

Tarif des abonnements page 27
A. RUE DES ITALIENS
75221 PARIS CEDEX 10
Tél. : Paris 2° 68472
C.C.P. 4201 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La reprise de la conférence de Madrid

C'est une « Europe de l'Atlantique à l'Oural » traumatisée par le coup des militaires polonais qui se réunit ce mardi 9 février à Madrid. Les Occidentaux ont envoyé leurs ministres des affaires étrangères pour cette reprise de la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne (C.S.C.E.), qui n'en paraît que plus irréaliste.

Première conférence de l'Europe entière (seule l'Albanie la boycotte, mais les Etats-Unis et le Canada y participent) depuis le congrès de Vienne en 1815, la C.S.C.E. a été amorcée par les Soviétiques dès les années 50, consacrée par l'Acte d'Helsinki en 1975 et suivie de conférences de Belgrade en 1977 et de Madrid. Réunie le 11 novembre 1980, celle-ci a connu de nombreux ajournements.

L'enjeu de la C.S.C.E. — qui s'en souvient ? — était de donner un fondement quasi institutionnel à la détente. Sur la base territoriale établie après la guerre mondiale (deux Allemagnes et la frontière Oder-Neisse), il s'agissait de rapprocher non plus seulement les Etats mais les peuples et de donner les divisions. Il est vain de se demander si les Occidentaux ont lâché la proie de l'étatisme territorial pour l'ombre d'une démocratisation des régions de l'Est européen. La proie, l'U.R.S.S. la tenait déjà, et nul en tout cas pas le gouvernement français, ne prétendait la lui disputer. En revanche, il n'y avait que des avantages à engager par écrit l'Europe communiste au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus comme « un facteur essentiel de la paix ».

C'est pour donner plus d'effet à leur réquisitoire qu'ils ont envoyé les ministres des affaires étrangères à Madrid. Mais la controverse est ouverte au sein de l'Occident sur la conduite à suivre. Faut-il claquer la porte et proclamer que le non-respect des droits de l'homme à l'Est rend l'Acte d'Helsinki sans objet ? C'est l'avis de Washington. Ne faut-il pas plutôt, selon l'expression de l'Y. Mauroy, continuer d'« utiliser » ce document pour mettre sans relâche l'U.R.S.S. et ses amis en contradiction avec eux-mêmes ? Plus encore que du gouvernement français, c'est l'avis du gouvernement de Bonn.

Redoutant plus que tout autre qu'une reprise de la guerre froide n'entraîne la rupture des relations humaines avec la R.D.A., la R.F.A. fait valoir trois arguments : aussi longtemps que fonctionne le forum de la C.S.C.E., le Kremlin ne peut se soustraire à la controverse sur la Pologne ; l'objet officiel de la conférence est un projet français pour l'établissement de mesures de confiance militaires entre l'Est et l'Ouest — une chimère dans les circonstances actuelles, mais qui entrave plus qu'elle ne sert les desseins soviétiques ; enfin, il existe dans les pays de l'Est des courants démocratiques, et la rupture du dialogue ne servirait pas leur cause.

Les Occidentaux auraient finalement trouvé un terrain d'entente : après quelques jours ou quelques semaines de discussion, les participants de la C.S.C.E. constateraient qu'aucun résultat positif n'est possible dans le climat international actuel. Ils ajourneraient leurs travaux pour une longue période — six mois par exemple — en espérant que d'ici l'automne le climat aura changé.

(Lire nos informations page 34.)

La crise tchadienne

M. Hissène Habré accuse la France
d'« entretenir la guerre »

Avant l'ouverture, mercredi 10 février, à N'Djaména, du sommet des chefs d'Etat africains sur le Tchad, les Forces armées du Nord (F.A.N.) de M. Hissène Habré accusent le Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) d'avoir « séquestré et emprisonné » sept cents personnes qui, au Kanem et à N'Djaména, leur étaient favorables. Les F.A.N. accusent par ailleurs le gouvernement français d'entretenir la guerre à grands moyens tant militaires que diplomatiques en déversant quotidiennement et en quantités énormes des armes sophistiquées à l'adversaire du gouvernement français (qui lie le sort de tout un peuple à un seul homme, désavoué même par son entourage).

De son côté, le GUNT a accusé, dès vendredi, la presse internationale de commettre une « agression psychologique contre le Tchad » et de « dénaturer les faits ». Un communiqué de la présidence du Tchad a déclaré : « Cette nouvelle campagne contre le GUNT vise à réhabiliter ceux qui, sciemment, ont détruit leur pays ».

Enfin, on apprend de Kinshasa que le Zaïre a décidé de surseoir à l'envoi d'un second bataillon au Tchad, dans le cadre de la force interafricaine de maintien de la paix dans ce pays, et que le général Mobutu a reporté « à une date ultérieure » la visite qu'il devait faire le 12 février à N'Djaména.

Avec les combattants d'Oum-Hadjer

De notre envoyé spécial

Oum-Hadjer (centre du Tchad). — Dans cette oasis sahéarienne sur les bords du Bahr, un quadrilatère transformé en lac trois mois par an et à sec le reste du temps, on imagine volontiers la douceur d'une vie de sous-préfet de la colonie. Une résidence, sur l'île, sans doute peuplée sous les lauriers et les bougainvilliers, avec, sur l'autre rive, un horizon reposant de mangroves et de goudouas. L'un d'entre eux y élève des lions en liberté et doit renoncer à ses fureurs, pendant la deuxième guerre mondiale, car le passage de la colonne Leclerc les rendait trop évidents. Oum-Hadjer devait être un de ces paradis pour jeunes administrateurs avides de grands espaces, curieux de l'univers nomade et sans doute, heureux du calme qui les entourait.

Aujourd'hui, cette sous-préfecture de plus de six mille habitants — si l'on compte les cinq mille

nomades environ qui y séjournent saisonnièrement — offre une toute autre image. Rares y sont les fleurs et la résidence est vide de tout mobilier. Carreaux cassés aux fenêtres, carcasses de voitures abandonnées dans le jardin — à commencer par celle d'un gros camion-citerne sans roues, — toiles d'araignée et poussière en guise de bougainvilliers. Bien avant d'entrer en guerre, le Tchad s'était déjà abandonné.

Oum-Hadjer, que l'on dit « arabe », a changé plusieurs fois de mains. Les Forces armées du Nord (F.A.N.) de M. Hissène Habré, pour s'en tenir aux deux dernières années, l'avaient perdue début septembre 1980, peu avant d'évacuer la capitale tchadienne face aux renforts libyens.

J.-C. POMONTI

(Lire la suite page 5.)

La réforme foncière

Des offices départementaux décideraient
de l'attribution des terres libérées

Le ministère de l'Agriculture a commencé à présenter aux organisations agricoles l'avant-projet de loi sur les offices fonciers qui devrait être déposé, début avril, sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Ce projet, qui doit réformer en profondeur la politique foncière agricole, constitue, avec le projet de création d'offices par produits, l'un des piliers du programme socialiste pour l'agriculture. Il était fort attendu des milieux paysans qui redoutaient, sinon la « nationalisation des terres » dénoncée par l'ancienne majorité, du moins une prise en main complète de la gestion du domaine foncier par les pouvoirs publics.

Le projet finalement présenté est plus modéré que prévu : les SAUER (1), qui insèrent généralement les opérations foncières agricoles, ne seront pas remplacées purement et simplement par des offices publics mais « encadrées » par ceux-ci.

A leur rôle essentiel — l'achat et la vente des terrains libérés — sera ajoutée la gestion de terres louées à des jeunes agriculteurs, terres achetées préalablement avec l'aide de l'Etat et de divers investisseurs institutionnels (mutuelles) ou privés.

L'objectif essentiel de la réforme proposée par le gouvernement est de faciliter l'installation des jeunes agriculteurs. C'est indéniablement la pierre angulaire d'un choix partagé par les syndicats paysans — conserver une agriculture de type familial en maintenant à la terre une part minimale de la population active.

Actuellement, 500 000 exploitants, soit près de la moitié du total, approchent de l'âge de la retraite. 340 000 n'ont pas successeur. Compte tenu du bas niveau des revenus agricoles et du prix atteint par les terrains (une exploitation moyenne de 30 hectares, dans l'Ouest, vaut au moins 50 millions de centimes), les terres ainsi libérées ont toutes les chances, si rien ne change, d'être rachetées par les plus gros exploitants, accélérant ainsi le processus de concentration.

Au rythme et dans les conditions d'aujourd'hui, explique-t-on au ministère de l'Agriculture, on pourrait tomber en dessous de 3 % de la population active en pluri-actifs dans l'agriculture, contre 8 % actuellement (et 20 % en 1960).

Pour enrayer ce processus, une seule solution : encourager l'installation des jeunes. La politique d'aide à l'emprunt et de primes jusqu'ici mise en œuvre ne suffit pas.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 30.)

Le fonctionnement de la machine gouvernementale

Un moteur qui commence à tourner rond

(Lire p. 6 le premier article d'une étude d'A. ROLLAT.)

AU JOUR LE JOUR

SCANDALE

Il y a eu, jeudi 4 février, à Antenne 2, une émission inédite. Jugez plutôt : on nous a présenté des patrons sérieux, des commerçants et des artisans globalement fiers de l'être. Et cela à une heure de grande écoute, etc.

De vieux P.M.S., des boulangers, des P.D.G., des futurs patrons, aujourd'hui à H.E.C. ou à Sciences-Po, les frères Darty, M. Dassault, M. Michelin. Vous savez qu'on nous dira bientôt qu'ils ont deux bras, deux jambes, une tête, un cœur, et qu'ils sont des êtres humains comme nous. C'est un scandale !

BRUNO FRAPPAT

P.C.C. CLAUDE VIELFANNE.

P.S. — L'ennui, c'est que cette émission-là elle n'aura pas lieu. Pourquoi ? Ou plutôt, pourquoi pas ?

Point de vue

« Il se fait tard, monsieur le président... »

« Nous ne pouvons plus reculer parce que nous n'avons plus de place pour le faire. »
« Je ne crains personne que Dieu. »

LECH WALESA.

La France a bougé. Sortant avec peine du lourd et long sommeil où la société de consommation, la détente, la description et quelques autres drogues douces à usage des peuples heureux l'avaient plongée, la France s'agite et s'interroge. Elle n'est pas encore lucide, mais elle est inquiète. Le monde lui paraît avoir changé et sa place dans le monde n'est plus la même : « Où suis-je ? Que suis-je ? Où m'en va-t-il ? », se demande-t-elle.

C'est bon signe, mais si elle ne secoue pas rapidement l'engourdissement qui la maintient encore couchée et somnolente, il sera

par PIERRE JUILLET (*)

trop tard et elle risque de mourir en tant que nation libre.

C'est l'histoire de tous les peuples qui se sont endormis dans la facilité, qui ont cru que le bonheur était un droit acquis, que la sécurité était un dû, que la licence pouvait remplacer l'ambition nationale. Ils gaspillent les efforts et les compétences dans la poursuite et la surenchère de solutions économiques, sociales ou financières, ce qui rabaissent l'Etat au rang de comptable cherchant désespérément à équilibrer ses comptes. Le pouvoir n'est plus l'art de rassembler mais le partenariat d'une vaste foire d'empoigne où chaque représentant de parti, de syndicat ou de catégorie sociale essayait de faire pièce aux autres.

La victoire des socialistes en mai dernier fit l'effet d'un coup de tonnerre. La table où l'on jouait tranquillement fut renversée et les joueurs se retrouvèrent par terre. Le coup fut si rude qu'ils y restèrent un certain temps ; puis, les plus valides se mirent à courir à quatre pattes à la recherche de leurs jetons, croyant candideusement que la table serait bientôt remise sur ses pieds et que la partie allait pouvoir reprendre. Les nouveaux maîtres ne l'entendirent pas de cette oreille. Portés par une vague de mécontentement, ils crurent que c'était une vague d'adhésion à leur programme et à leur idéologie, et ils commencèrent frénétiquement à les mettre en œuvre. Le jeu avait changé ; on jouait à la France socialiste comme on avait joué à la France libérale. Mais de la France tout court il n'était plus question. On assistait donc aujourd'hui à une partie d'enfer où chacun n'a fait que changer de place : les nouveaux joueurs veulent démontrer le sérieux des nouvelles règles et la supériorité

(*) Ancien chargé de mission de Georges Pompidou à la présidence de la République.

de leur martingale sous les quolibets et les sarcasmes des évincés.

Il est exact que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, on peut raisonnablement penser qu'avec le temps il pourrait se produire un changement inverse à celui du mois de mai. Ainsi chacun prenant en application tour à tour le changement nous assisterions à un quadrille quinquennal au rythme d'une démagogie sans frein.

Seulement, « ôlé », nous n'en aurons probablement pas le temps ; celui-ci nous est maintenant chichement compté. Les Socialistes, forts de leur supériorité militaire et posés par la désastreuse de leur économie, vont tenter d'étendre leur influence à l'Ouest et nous sommes l'objectif évident de cette grande invasion.

(Lire la suite page 6.)

Le souvenir de Charonne

Il aura donc fallu vingt ans pour accorder la place qu'elle mérite à la tuerie de Charonne qui, le 8 février 1962, a coûté la vie à neuf personnes à l'issue d'une manifestation « anti-O.A.S. ». Et encore, c'est en ordre dispersé que parties politiques, syndicats ont rendu hommage aux victimes de ce qui restera dans la mémoire collective comme le symbole de la répression policière. La gauche s'est attachée aux martyrs, le P.C. et le C.G.T. soulignant qu'ils étaient communistes, le P.S., la C.F.D.T. et la FEN précisant qu'ils appartenaient à toute la classe ouvrière.

Le gouvernement de gauche aurait pu donner quelque chose à cet anniversaire. L'hôtel Maignon s'est contenté d'un communiqué s'associant au deuil des familles et évoquant la violence de la répression ; le premier ministre a fait déposer une gerbe. Mais, au-delà du souvenir, reste, vingt ans après, à établir les responsabilités de cette tragédie. La C.F.D.T. réclame des pouvoirs publics qu'ils prennent « la responsabilité historique de faire éclater toute la vérité ». Les passions sont cependant loin d'être éteintes.

M. Pierre Charpy, éditeur de la Lettre de la Nation, s'en prend à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, qui a rappelé que MM. Roger Fray, président du Conseil constitutionnel, et Maurice Papon « furent tous les deux responsables ». M. Fray était à l'époque ministre de l'Intérieur et M. Papon préfet de police. Tous deux ont pu poursuivre leur carrière politique. Aujourd'hui encore, ils refusent de parler. Quant aux policiers, ils sont, eux aussi, restés en place après cette tuerie.

Si aujourd'hui l'on se souvient enfin de ce qui fut Charonne, l'on oublie trop facilement que, quatre mois auparavant, le 17 octobre 1961, les Algériens de Paris furent victimes d'ignobles « rafles ». Selon des sources proches de l'Institut médico-légal, il y aurait eu au moins deux cents morts. Des morts que l'on ne doit pas non plus oublier.

(Lire page 7.)

UNE DIZAINE DE DIRIGEANTS DES MOUDJAHIDIN TUÉS À TÉHERAN

(Lire page 3.)

JEAN PROUVÉ AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Une architecture mécanicienne

Architecte ? Ingénieur ? Constructeur ? Le sobre exposition du Musée des arts décoratifs qui présente les travaux de Jean Prouvé pendant soixante ans, autant d'années où l'invention fut souvent au rendez-vous, pose la question et propose une réponse.

On suit les progrès qu'il a fait accomplir à l'art de construire en six siècles d'industrialisation, étonné par le nombre des réalisations, on France ou à l'étranger, qui lui doivent une part de leur originalité. Jean Prouvé a presque toujours travaillé dans l'ombre des autres, les architectes patentés avec lesquels il collaborait.

Car, aux yeux de la loi, cet autodidacte, inventeur de solutions architecturales dévotement classiques, n'est ni un architecte ni un ingénieur. Mais, au milieu de l'anonymat de ce qui

se produit, il a établi un langage architectural reconnaissable entre tous. Si Jean Prouvé a participé à la conception de la façade d'une tour, c'est au vu d'entrées de jeu, à la fois à travers la précision des solutions techniques et à leur intégration dans ce qu'on pourrait appeler un style.

Après avoir longtemps caressé un songe de constructeur total produisant en usine des maisons qu'il aurait conçues et mises au point, Jean Prouvé s'est finalement cantonné aux façades d'immeubles à la « peau architecturale » qui différencie des constructions dont les plans intérieurs, dits fonctionnels, sont, on le sait, à peu près les mêmes partout. Il est, en effet, l'inventeur du mur-rideau, le mur qui ne porte rien et s'accroche au plancher des étages.

JACQUES MICHEL

(Lire la suite page 12.)

L'ETAT
offre des
EMPLOIS
STABLES

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Les candidats doivent être âgés de 18 à 25 ans, être Français, avoir le baccalauréat ou un diplôme équivalent, et être sans emploi.

Le Monde

idées

AMÉRIQUE LATINE

L'éventualité d'une intervention américaine au Salvador attire l'attention sur la tragédie que connaissent bien des pays d'Amérique latine. Agni Castro Pita appelle ceux qui se sont mobilisés pour la Pologne à en faire autant pour la cause des droits de l'homme dans l'hémisphère occidental. Stephen Suffern met en évidence la tendance des régimes militaires de cette région à s'institutionnaliser. Quant à Léon Gani et Alain Bentolila, ils expliquent pourquoi ce serait une erreur, à leur avis, de couper l'aide au régime Duvalier.

L'institutionnalisation du pouvoir militaire

UNE année exceptionnelle dans l'histoire pourtant turbulente de l'Amérique latine : 1980. Entre février et décembre, des coups de force partant des casernes ou recevant aussitôt leur appui renversent les gouvernements de six des vingt pays de la région. Durant les années 30, le nombre de coups d'Etat militaires réussis s'élève à vingt-six.

Mil neuf cent quatre-vingt-deux : environ la moitié des pays du sous-continent, y compris la presque totalité des plus développés, vivent à l'heure militaire. Un demi-siècle pour rien ?

La pérennité du pouvoir militaire en Amérique latine est une évidence. Mais les armées ne sont pas des institutions figées ; leur évolution pèse sur la façon dont elles exercent leur rôle politique. Sans oublier les autres acteurs, il importe d'examiner de plus près l'institution militaire elle-même, d'autant plus qu'elle a été souvent négligée.

Moi, le Suprême. L'Autisme du Patriarche. Monsieur le Président : dans la littérature latino-américaine la figure du caudillo-dictateur joue un rôle de premier plan. Mais ce personnage existe-t-il encore ? Exception faite de Stroessner au Paraguay, vestige d'un âge révolu, et peut-être de Pinochet, anomalie très particulière au Chili, qui d'autre, parmi les gouvernements militaires contemporains, pourrait servir de modèle à ce genre de roman ? Qui connaît même les noms de ces soldats sans visage ?

Les caudillos ont cédé la place, sur la scène historique, à des gouvernements institutionnels des forces armées. Il ne s'agit pas là d'un simple changement d'étiquette, mais de l'aboutissement d'un processus de modernisation amorcé vers la fin du dix-neuvième siècle - notamment au Chili, en Argentine et au Brésil - et qui, par la suite, a gagné tout le continent. Les armées se sont muées en organisations hautement professionnelles. Le principe bureaucratique s'impose, même s'il est contre-

balancé par un certain attachement émotionnel à celui qui commande.

La stricte observation des règlements, particulièrement de ceux qui obligent à la retraite en raison de l'âge ou des années de service, réduit les possibilités d'émergence d'un caudillo de style ancien. Bien que les dispositions réglementaires ne déterminent qu'exceptionnellement le nom précis d'un promu de haut rang, elles poussent au renouvellement des cadres et délimitent le choix.

Il est maintenant de règle, dans certains pays, de voir une procession de chefs militaires se succéder plus ou moins régulièrement à la tête de l'Etat. Depuis 1964, cinq généraux se sont relayés à la présidence du Brésil. En Argentine, les règlements promulgués à la suite du coup d'Etat de mars 1976 prévoient que les membres de la junte militaire ne peuvent y siéger pendant plus de trois ans ; des dispositions postérieures limitent à trois ans, renouvelables une seule fois, le mandat de militaire président de la République.

Le sort récent du général Viola, limogé après moins de neuf mois à la présidence de l'Argentine, montre, certes, que ces systèmes connaissent des à-coups. Pourtant, Viola a été écarté par un vote de la junte, conformément à ses statuts. Son remplaçant, le général Gallieri, est commandant en chef de l'armée de terre, poste où il avait succédé à Viola en 1979.

L'emploi du mot « institutionnel » pour qualifier les gouvernements militaires contemporains se fonde également sur d'autres caractéristiques.

Les armées nouvelles avaient besoin d'officiers capables de s'acquiescer de responsabilités accrues. Les cadres devaient être à même de gérer une organisation complexe, de manier et d'entretenir des armements sophistiqués. Les connaissances qu'il fallait acquérir, le plus souvent dans des écoles professionnelles, s'accompagnaient d'une prise

de conscience de l'importance, pour la défense, du développement économique. Dans certains pays et bien avant la seconde guerre mondiale, les militaires avaient déjà commencé, même sous des gouvernements civils, à jouer un rôle-clé dans la création d'industries lourdes, notamment dans l'exploitation du pétrole en Argentine et dans la constitution de la sidérurgie au Brésil.

L'Etat subjugué

En acquérant de nouvelles compétences organisationnelles et techniques, les militaires ont bouleversé leurs rapports avec le reste de l'Etat pour entièrement le subjuguer. Traditionnellement, les militaires participaient à un coup d'Etat pour abandonner aussitôt l'administration aux civils, en raison pour une part du manque de préparation des officiers. Actuellement, les forces armées prennent le pouvoir pour l'exercer elles-mêmes. Leur tâche est souvent facilitée par l'emprise auparavant acquise sur les organismes et les entreprises d'Etat considérées comme essentielles pour la défense. Toute l'administration publique est bientôt truffée d'officiers ; les civils y font figure de comparses.

La structure hiérarchique et unifiée des armées, allée à leurs nouvelles compétences techniques, conduisait autrefois certains observateurs à prôner le développement de leur pays, les élites civiles étant, à leur avis, souvent divisées et défaillantes. Que les experts aient confondu l'organigramme et la réalité, c'est le moins que l'on puisse dire !

L'aspect bureaucratique des nouvelles organisations militaires n'a pas empêché, tant s'en faut, l'éruption en leur sein de divergences politiques. Les tentatives pour imposer la politique des forces armées ont presque universellement abouti à

l'exacerbation des conflits politiques à l'intérieur des casernes. Le « parti militaire » se scinde en plusieurs « partis militaires ».

Le coup d'Etat dans le coup d'Etat est devenu, par conséquent, un trait caractéristique de la vie politique en Amérique latine. Ces actions, qui font qu'un groupe de militaires s'empare du pouvoir déjà exercé par un autre afin d'imposer un changement de politique, se multiplient. Le cas du malchanceux général Viola - éliminé pour « raisons médicales », alors qu'il protestait de sa bonne santé - s'ajoute à une longue liste : Brésil en 1963, Argentine en 1969 et 1971, Pérou en 1975, Equateur en 1976, Bolivie à maintes reprises... Qu'en est-il alors de la prétendue stabilité des gouvernements des forces armées ?

Ces putschs internes sont peut-être la preuve la plus spectaculaire de la violence des luttes à l'intérieur des casernes ; ils ne sont pas la seule. Témoins des épurations des forces armées qui font suite invariablement à la prise du pouvoir par les militaires : souvent massives, comme au Brésil en 1964, parfois sanglantes, comme au Chili en 1973.

Toute la gamme des tiraillements qui marquent la vie des gouvernements civils semble en effet réapparaître avec les militaires, sous des formes particulières à ce genre de milieu. Dans certains pays, le sens corporatif a même enfanté une espèce de démocratie militaire sui generis, toujours menacée cependant par le recours aux sabres. Les décisions les plus importantes, en particulier celles concernant la succession aux plus hautes charges, ne sont prises qu'après consultation du corps des officiers. Le poids attaché à chaque voix est proportionnel au grade et à la fonction de chacun.

Parfois les batailles politiques des militaires tournent au ridicule. Ainsi, la revue brésilienne *Veja* a offert, il y a quelques mois, le spectacle peu édifiant d'un général de l'armée de terre, juge au tribunal

militaire supérieur, traitant de « canaille » un autre juge, amiral césaila. Ce dernier voulait ouvrir l'enquête sur un récent attentat à la bombe dans lequel les services secrets de l'armée de terre étaient compromis ; le général, lui, considérait cette demande comme une offense à l'honneur de ses camarades... L'affaire n'a pu se régler qu'après les mises au point des ministres de l'armée de terre et de la marine.

Comprendre l'évolution politique des pays latino-américains suppose une connaissance de leurs institutions militaires. Les interprétations simplistes sont à écarter dans une région qui offre le paradoxe d'un pays, l'Argentine, relativement développé, où la présence militaire au pouvoir est presque permanente depuis cinquante ans, et d'un autre, la Colombie, socialement beaucoup moins développé, où, sauf le bref interlude de Rojas Pinilla de 1953 à 1957, les militaires n'ont pas gouverné directement depuis le début du siècle. L'existence, dans plusieurs pays, pendant les années 70, de régimes militaires « progressistes » (1), contemporains de gouvernements conservateurs mieux connus, complique encore l'étude.

Les forces armées de chaque pays sont un élément politique et social parmi beaucoup d'autres, possédant des caractéristiques propres mais, comme le reste des acteurs, ni entièrement autonome ni purement manipulé. L'intelligence de la pérennité des interventions militaires et celle aussi de leur contenu doit passer par l'analyse de chacune des armées et de ses rapports avec tous les autres acteurs politiques et sociaux, tant étrangers que nationaux.

* Chercheur américain travaillant au Centre de recherche internationale de l'Institut d'études politiques de Paris.

Une sous-tragédie pour sous-développés

LES tristes événements de Pologne nous ont fait oublier, un moment, d'autres épisodes tragiques qui, en cette sombre décennie, se produisent en divers endroits de la planète.

L'ours soviétique et (ou) sa cohorte ont frappé durement la Pologne. Mais l'Asie africaine n'est pas moins redoutée en Amérique latine - que ce soit au Salvador, au Brésil, en Haïti ou au Guatemala. Avec des méthodes différentes, ses interventions ont abouti, dans la plupart des cas, à la castration des mouvements démocratiques.

La presse nous a appris que plus d'un million de militaires salvadoriens effectuent des stages d'entraînement aux Etats-Unis pour aider le gouvernement de ce pays à lutter contre les contestataires, dont les rangs grossissent chaque jour. L'Etat de siège est toujours en vigueur. Les dernières déclarations faites par la hiérarchie catholique dénoncent la campagne de terreur du régime et précisent que, des 30 000 personnes qui ont trouvé la mort en 1980-1981, la majorité était des paysans de quinze à trente-cinq ans.

Au Brésil, où la police bénéficie de l'aide des conseillers américains, la torture est encore à l'ordre du jour - à tel point que le cardinal archevêque de Rio, Mgr Sales, connaît pour sa modération, s'élève contre le fait que des criminels soient gardés par des criminels !

A Miami, les exilés haïtiens qui - peut-être au bout du désespoir - ont, dans un geste suicidaire, essayé de débarquer sur l'île de la Tortue, en vue d'affaiblir le régime corrompu et meurtrier de Jean-Claude Duvalier, ont été traduits, en justice ; ils sont accusés d'avoir violé la loi sur la « neutralité américaine ».

Au Guatemala, où la guerre civile fait des ravages, plus de 3 500 personnes sont mortes l'année dernière, victimes de la répression d'un des régimes les plus féroces du continent. Depuis l'intervention armée, aidée par les Etats-Unis, de 1954, environ 60 000 personnes ont été exécutées par des policiers parallèles ou officelles.

Dans la plupart des cas, les gouvernements de ces pays invoquent la

nécessité de contrecarrer l'action des « extrémistes », de défendre la « démocratie » et de ne pas laisser sombrer le pays dans le « chaos ».

Etrange similitude de propos avec les Husak, Ceausescu, Brejnev ou Jaruzelski des pays de l'Est !

La continuelle tragédie des « démocraties populaires » nous touche profondément. Cependant, il y a quelque chose qui nous révolte : cette levée de bouillie peu sélective. Car les droits de l'homme sont piétinés chaque jour dans des centaines de régimes bien différents.

Les tragédies du tiers-monde seraient-elles des sous-tragédies renvoyant à l'étonnante dénomination de pays « sous-développés » ?

Les souffrances de l'Europe de l'Est seraient-elles insupportables et celles du reste de la planète seulement gênantes ?

Le devoir de solidarité

Pourquoi les analystes politiques occidentaux, assimilent-ils souvent les prétendus « extrémistes » du tiers-monde, sans préalable, à des *guérilleros*, avec toutes les connotations que cela implique en Europe, alors même qu'ils peuvent représenter de larges franges de la population ? Pourquoi, en revanche, les rebelles des pays de l'Est sont-ils, eux, assimilés automatiquement - fût-ce à très juste titre - à des hommes libres ? Pourquoi les syndicalistes du tiers-monde sont-ils généralement considérés comme des « agitateurs », alors que ceux des pays de l'Est sont reconnus - fort heureusement - comme des hommes incarnant les idéaux démocratiques et l'identité nationale ?

Nous sommes - ô combien - solidaires du peuple polonais. Mais vous, Européens, avez aussi le devoir de solidarité avec tous les hommes, qui, en tout lieu et en tout temps, luttent pour le respect de la dignité humaine. Leur combat est le même. Il est lui aussi imprégné du désir de liberté. Et la liberté, tous l'ont bien compris, n'a jamais été acquise que dans la lutte.

D'Europe occidentale, la voix de la France s'est déjà levée pour dire haut et fort que les Droits de l'homme ont une portée universelle. Pourra-t-elle, dans un deuxième temps, entraîner les démocraties occidentales, ainsi que certains pays du mouvement des non-alignés, à faire comprendre aux Etats-Unis que ce n'est pas en aidant et en soutenant des régimes de terreur, en étouffant ces cris de détresse et de révolte sortis du tréfonds de peuples martyrs qu'ils servent la cause de la liberté ? Que l'hégémonie dans une région du globe ne peut être conser-

vée qu'à un prix insupportable de sang, de sueur et de larmes ? Que dans l'état d'agitation et de convulsion où vivent les peuples sud-américains, l'explosion peut toujours avoir lieu, et que ses conséquences sont imprévisibles ? C'est à ces conditions que les pays à longue tradition démocratique, aidant les Latino-Américains à sortir du marasme où ils se trouvent, éloigneraient le spectre du totalitarisme. Cela les intéresse au tout premier chef.

Certes, il est malaisé de concilier l'exigence du respect des Droits de l'homme et la non-ingérence. Il y faut ce qu'on pourrait appeler « une certaine pression démocratique ».

C'est, en tout cas, dans les faits, et non dans les mots, que l'on vérifiera la crédibilité, et l'honnêteté, de l'engagement des démocraties européennes, pour la liberté et la fraternité.

(*) Journaliste équatorien.

Faut-il coopérer avec M. Duvalier ?

TOUT a été dit ou presque sur la question en Haïti : une question méritoire cependant d'être posée : faut-il développer ou, au contraire, réduire, voire interrompre la coopération française avec Haïti ? On pourrait être enclin à penser que l'assistance technique et financière fournie par la France contribue à la survie du régime actuel, qu'il n'est pas admissible qu'un gouvernement socialiste puisse entretenir des relations de coopération avec celui de M. Jean-Claude Duvalier. Pourtant, à notre avis, il est d'une extrême importance pour le peuple haïtien que l'assistance française soit poursuivie et renforcée, et ce pour plusieurs raisons :

1) La France a toujours une dette à l'égard d'Haïti :

Si le système colonial a été rompu en 1804, l'exploitation de ce pays par la bourgeoisie française a duré plus d'un siècle encore. L'indépen-

dance d'Haïti fut en effet reconnue par la France de Charles X moyennant une indemnité destinée à dédommager les anciens colons propriétaires de terres. Robert Lacombe rappelle que « cette indemnité fut fixée par le gouvernement français à 150 millions de francs, somme énorme. (...) Malgré de nouveaux décrets et un nouvel emprunt or qui figurait encore à la cote du marché de Paris avant 1939, il fallut plus de cent ans à Haïti pour acquitter cette dette d'honneur (car politiquement Haïti n'avait pas à payer une indépendance qu'elle avait su conquérir) (1) ». A son déclin, le peuple haïtien - car c'était lui qui subissait directement ce prélèvement considérable - apportait sa contribution à l'essor économique de notre pays. On ne peut ignorer cet aspect des choses, car le sous-développement à des racines lointaines ! La « morale de l'histoire » exige maintenant que la France fournisse les moyens nécessaires pour aider le peuple haïtien à sortir de sa misère.

2) L'assistance française concerne, pour l'essentiel, les domaines technique, culturel et médical : citons, parmi d'autres exemples, le Centre pilote de formation professionnelle qui prépare des techniciens dans différents secteurs (mécanique, électricité, bâtiment, etc.), le Centre de Madien-Salagnac qui, tirant parti de l'expérience des paysans haïtiens, forme des techniciens et des agronomes indispensables au pays. Enfin, l'Institut pédagogique national, où des coopérateurs français soutiennent l'effort remarquable des pédagogues haïtiens pour rénover le système éducatif. Rappelons que le créole est la langue maternelle de tous les Haïtiens alors que le français, langue officielle, n'est parlée et écrite par 15 % de la population.

En 1979, pour la première fois, le créole est devenu avec le français, langue d'enseignement dans les écoles primaires malgré la résistance bornée de ceux qui croient encore défendre la francophonie en tirant à boulets rouges sur le créole, ou qui considèrent cette langue comme un objet d'étude exotique réservé à certains linguistes distingués. Une transformation profonde des contenus et des finalités de l'enseignement est en cours pour que l'école haïtienne cesse de renforcer les cohortes d'analphabètes (80 % de la population) et puisse enfin former des agriculteurs, des artisans, des ouvriers et des techniciens, capables d'ouvrir sur place au développement des campagnes et des villes. L'alphabétisation et la formation de la jeunesse rurale et urbaine ne peuvent que stimuler les transformations qui s'imposent en Haïti.

3) Haïti est, dans la zone où les Etats-Unis exercent une influence déterminante. Cependant, les Etats-Unis n'ont guère modifié le système d'import-export hérité de la période coloniale qui draine la substance du pays sans permettre les investissements indispensables. La tutelle américaine est durement ressentie par les patriotes haïtiens qui attendent de la France un soutien effectif aux initiatives susceptibles de contribuer au développement économique, social et culturel de leur pays et de soutenir son indépendance nationale.

L'assistance française va dans ce sens, au bénéfice du peuple haïtien, et alimente l'espoir de ceux qui veulent que l'avenir d'Haïti ne soit pas fait de misère, de famine et d'écrasement culturel. Le nouveau gouvernement français va certainement définir une nouvelle politique à long terme à l'égard des Antilles. Nous pensons à la Martinique, à la Guadeloupe mais aussi aux Etats indépendants de la Caraïbe, dont Haïti. On ne saurait « punir » les cinq millions d'Haïtiens en diminuant l'assistance française parce qu'ils vivent sous le régime duvalériste.

Ne pas abandonner les Haïtiens

On ne saurait ignorer cet ensemble culturel rayonnant, où les langues créole et française peuvent se développer en se renforçant mutuellement, à moins de donner raison par avance au professeur américain A. Valdman quand il affirme que l'« hégémonie économique, politique et technologique des Etats-Unis dans la zone caribbe, véritable chasse gardée américaine, hisse la langue de cette super-puissance au rôle incontrôlé de première langue véhiculaire régionale » (2). Aucun processus de coopération n'est dénué de contradictions : on pourrait passer en revue les nombreux pays où les libertés démocratiques élémentaires ne sont pas respectées, mais avec lesquels la France entretient des relations économiques, politiques et culturelles. Bien évidemment, certains détenteurs du pouvoir dans ces pays profitent d'une telle coopération, mais, en définitive, le bénéfice historique de ces échanges revient toujours aux peuples.

(*) Responsables du Centre d'éducation permanente internationale de l'université René-Descartes (Paris-V).

(1) R. Lacombe : *la République d'Haïti*, La Documentation française. Notes et Etudes documentaires, n° 4 436, 4 437, 4 438, 29 novembre 1977.

(2) A. Valdman : « La situation linguistique d'Haïti » in *Etudes créoles*, n° 2, décembre 1979.



La marginalité sociale.

Par Yves Barel.

Au nombre des paradoxes de notre siècle : l'indécidabilité est au premier rang. Elle fait partie de la décision, que ce soit celle des sociaux, des militants, des marginaux, de vous ou de moi. Si la décision est dans l'indécision, si le centre est à la périphérie et la périphérie au centre, la marginalité sociale devient celle de la société, et non celle de ses marginaux.

Collection "La politique éclairée" dirigée par Lucien Sfez. 256 pages - 78 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jacques Favret, directeur de la publication.
Claude Jéhu.

Imprimerie
du "Monde"
11, rue de Valenciennes
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437

I.S.S.N. : 0395-2037.

pouvoir militaire

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Guatemala

LES QUATRE PRINCIPALES ORGANISATIONS DE GUÉRILLA DÉCIDENT D'UNIR LEURS FORCES.

Les quatre principales organisations de guérilla du Guatemala ont décidé le lundi 8 février d'unir leurs forces et de coordonner leur action. Il s'agit de l'Armée de la guérilla des pauvres (E.G.P.), de l'Organisation du peuple en armes (O.R.P.A.), des Forces armées rebelles (F.A.R.) et du Parti révolutionnaire du travail (P.R.T.), parti communiste.

Dans un tract, largement diffusé dans la capitale, ces organisations manifestent leur intention de poursuivre « une guerre populaire et révolutionnaire », seule issue laissée au peuple « pour se libérer de l'oppression, de l'exploitation, de la discrimination et de la dépendance à l'égard de l'étranger ». Le tract dénonce la « genocide la plus odieuse perpétrée dans tout l'hémisphère occidental », précisant que chaque jour trente-cinq personnes, en moyenne, disparaissent ou sont assassinées.

On a appris d'autre part que les maîtres de deux villages de l'ouest du pays, San-Pedro-Jocopolis et Chichicastenango (1), ont été tués à la fin de la semaine dernière. Le crime n'a pas été revendiqué. — (A.F.P., Reuters.)

(1) Chichicastenango, près du lac Atitlan, est un haut lieu touristique maintenant à peu près désert.

● L'AIDE AMÉRICAINE au Guatemala sera de 15 millions de dollars (38 millions de francs) pour 1982, contre 10 millions de dollars (23 millions de francs) en 1981, et 8 millions de dollars en 1980 (19 millions de francs). Le président du Guatemala, le dimanche 7 février l'ambassadeur américain, M. Negroponte. — (A.F.P.)

États-Unis

Le département d'État dresse un tableau de la situation des droits de l'homme dans le monde

Washington (A.F.P.). — Le Département d'État américain a publié le 8 février un rapport de 1142 pages sur la situation des droits de l'homme dans le monde, en particulier au Salvador, où 6116 personnes ont péri l'an dernier dans des conflits de nature politique. Le Département d'État précise que ce chiffre accuse « une tendance à la baisse ». Le rapport indique pourtant que « certaines sources sociologiques affirment que le nombre des victimes civiles est deux fois supérieur au chiffre publié ».

Le respect des droits de l'homme en Union soviétique préoccupe également le Département d'État. Celui-ci estime que 4 millions de personnes sont soumises au travail forcé en U.R.S.S., et que quelque 10 000 prisonniers politiques y sont actuellement incarcérés, en prison, en camp de travail ou soumis à l'exil intérieur.

En Asie, seuls le Japon, la Malaisie et le Sri-Lanka apparaissent comme des États respectueux des droits de l'homme.

Le Département d'État décrit la Chine comme « une société plus propre et plus ouverte » depuis l'éviction de la « bande des quatre ». Toutefois, « la structure politique continue à imposer des limitations importantes aux droits et libertés des citoyens ». Contrairement aux années 1979 et 1980, il n'a pas été fait état de tortures l'an dernier.

Aux Philippines, la situation a peu progressé en dépit de la tenue de la loi martiale. Il est question, dans le rapport, d'exécutions sommaires et de pouvoirs de la part des autorités civiles et militaires, surtout dans les zones affectées par les combats contre les rebelles musulmans.

En Amérique latine, le rapport estime que « les droits de l'homme ont été plus respectés que l'année précédente, en Argentine, au Brésil et au Chili ».

En Argentine, où le pouvoir est aux mains de trois officiers supérieurs, l'état de siège est en application. Mais, précise le rapport, les restrictions des libertés civiles et politiques tendent à diminuer et les partis reprennent peu à peu la parole pour indiquer leurs positions sur les problèmes du pays.

Au Brésil, le président José Figueiredo appuie un processus de libération politique qui a permis la tenue de élections municipales et provinciales. Mais, précise le document, le traitement général des individus et le comportement de la police s'est amélioré.

Le nouveau régime au Nicaragua est accusé d'être responsable d'une grave détérioration des libertés civiles et politiques. On estime que mille cinq cents prisonniers politiques, si l'on en croit le Département d'État.

ASIE

Philippines

Retrouvé par l'armée

LE GOLFEUR TOMAS MANOTOC AURAIT ÉTÉ ENLEVÉ PAR DES CRIMINELS SOUTENUS PAR LES COMMUNISTES.

Manille (A.F.P.). — Le golfeur philippin Tomas Manotoc a été libéré sain et sauf, lundi 8 février, par une force spéciale des services de renseignements militaires, qui, selon un communiqué diffusé mardi par le ministère de l'Information, s'est heurtée à une vive résistance quand elle a donné l'assaut au camp des ravisseurs installés dans les montagnes de la Sierra-Madre.

Le golfeur, âgé de trente-deux ans, avait, rappelle-t-on, mystérieusement disparu le 25 décembre à la suite d'un différend avec Marcos, l'ancien chef de l'État philippin. L'armée a déclaré qu'il avait disparu à la fin de l'année dernière, après avoir divorcé de sa première femme (« le Monde » du 7 janvier).

La disparition du sportif avait donné lieu à un échange d'accusations entre les familles Marcos et Manotoc, chacune accusant l'autre d'être impliquée d'une manière ou d'une autre dans l'enlèvement. Les Manotoc avaient notamment accusé la famille du chef de l'État d'avoir trempé dans cette affaire, en raison de son opposition à l'ajout de M. Manotoc avec l'Inde-Maroc. Quoi qu'il en soit, le camp dans lequel le golfeur a été libéré est situé dans une zone traditionnellement sous le contrôle de la Nouvelle Armée du peuple (N.P.A.), la branche armée du parti communiste philippin. Le communiqué du gouvernement a déclaré à ce propos que les ravisseurs de M. Manotoc étaient « manifestement des criminels soutenus et protégés par la N.P.A. ».

Chine

Les autorités s'efforcent de minimiser l'affaire Deng Xiaoping

De notre correspondant

Pékin. — Si le mystère qui entoure la situation actuelle de M. Deng Xiaoping s'est dissipé quelque peu au cours des dernières vingt-quatre heures, l'affaire Deng Xiaoping, elle, demeure. Les organes d'information chinois n'ont toujours pas soufflé mot des propos tenus samedi 6 février par M. Wan Li à des représentants de l'agence Reuters et selon lesquels le vice-président du parti s'était « retiré de la première ligne de front sur la seconde ligne » (1). En revanche, selon des sources dignes de foi, dans certaines unités de travail de la capitale, des réunions d'information politique ont été convoquées de façon impromptue lundi après-midi. D'autres le seraient ce mardi. On ne ignore toutefois le thème, celui-ci n'étant jamais indiqué à l'avance.

La discrétion de la presse de Pékin n'a en soi rien d'étonnant. Il n'est pas dans ses habitudes, comme le rappelle les interlocuteurs chinois, de rapporter des informations de « caractère personnel » sur les dirigeants du pays, encore que cet usage ait subi dans le passé quelques entorses. Des reportages ont été publiés. Par exemple, l'an dernier dans un magazine, sur la vie et les activités de certains membres du secrétariat du parti à Zhongnanhai, l'immense résidence du comité central dans le centre de Pékin, ou encore sur leurs déplacements dans les provinces.

Il reste que l'affaire Deng Xiaoping n'est apparemment pas de

caractère personnel ou privé, mais bien, selon des indications de plus en plus convergentes, de nature politique.

Le directeur de l'agence Chine nouvelle, M. Zeng Tao, qui était présent samedi à l'audience de M. Wan Li, s'est efforcé, lundi soir, au cours d'une réception donnée par l'agence Reuters, de minimiser les déclarations du dirigeant chinois. Selon M. Zeng Tao, M. Deng Xiaoping se serait « toujours trouvé en seconde ligne », n'ayant pas accédé l'an dernier à la demande de devenir président du parti. La situation serait donc « inchangée ». Autrement dit, tout cela ne serait qu'une tempête dans un verre d'eau. Reprochant aux correspondants étrangers, massés autour de lui et qui le pressaient de questions, de « se livrer à des spéculations », M. Zeng Tao leur a annoncé que, « d'ici quelques jours, Chine nouvelle publierait un article qui les contredirait et leur ferait regretter leurs écrits ». Il conviendrait d'attendre.

Selon des informations concordantes, il semble bien toutefois que M. Deng Xiaoping ait présenté récemment — au moins du 20 au 22 janvier — au cours d'une réunion des instances dirigeantes (bureau politique élargi ?), un rapport sur la lutte contre la bureaucratie. A cette occasion, des divergences auraient manifestées entre lui et certains de ses collègues. C'est cet incident qui aurait décidé le vice-président à prendre du recul pour quelques temps et à partir dans le Sud, dans la province de Canton, où il se trouverait encore.

Il faut noter que, dans son entretien avec l'agence Reuters, M. Wan Li avait fait une référence expresse au rôle de M. Deng Xiaoping dans les efforts actuels pour réduire la bureaucratie. Mais sans doute est-il préférable, dans l'état présent des informations, de ne pas trop s'avancer en espérant qu'une fois la première émotion apaisée, la situation se dénouera et permettra d'y voir un peu plus clair.

MANUEL LUCBERT.

Iran

Le chef militaire des Moudjahidin et une dizaine de dirigeants de l'organisation ont été tués à Téhéran

M. Mousa Khatami, le commandant militaire des Moudjahidin Khatami en Iran, a été tué lundi matin à Téhéran, en compagnie d'une dizaine de membres du comité central de son organisation, lorsque la maison dans laquelle il se trouvait avec ses compagnons a été prise d'assaut par les forces de la garde révolutionnaire.

M. Khatami était devenu, depuis le départ de M. Radjavi, le principal chef du mouvement en Iran. Agé de trente-quatre ans, il avait été condamné à la prison à vie sous le régime du chah pour son action révolutionnaire. Il avait été libéré de la prison d'Alvin pour avoir la dévotion de février 1979 en même temps que M. Massoud Radjavi. Il avait cependant gagné la clandestinité en 1980 lorsque les relations entre les deux dirigeants des Moudjahidin s'étaient détériorées. Les Moudjahidin ont perdu au moins deux mille de leurs militants ces huit derniers mois, par exécution ou au cours d'actes de violence, mais la mort de Mousa Khatami constitue le coup le plus dur qui leur ait été porté jusqu'à ce jour.

Peu de détails ont été fournis par les autorités sur les circonstances de l'attaque contre la maison où se trouvait M. Khatami et ses compagnons. Selon un habitant du quartier où a eu lieu l'assaut, il a fallu plus de deux heures de combat aux forces de l'ordre pour investir la maison. Tout le quartier avait été bouclé auparavant.

D'autre part, l'ambassadeur de la R.F.A. à Téhéran, M. Jens Petersen, a échappé lundi matin dans la capitale iranienne à la mort dans un attentat, en se cachant dans le fond de sa voiture blindée, tandis que des inconnus tiraient trente coups de feu sur celle-ci.

Les raisons de cet attentat sont totalement inconnues. La R.F.A. est un des pays d'Europe occidentale avec lequel la République islamique entretient des relations économiques et politiques des plus difficiles. Une loi économique décrétée lors de l'arrivée de l'ambassadeur américaine de Téhéran, l'attentat a cependant été revendiqué mardi, dans un coup de téléphone à l'A.F.P., par une branche dissidente de l'organisation des Fedayin du peuple d'Iran (tendance d'Ahmed Zadeh), peu connue dans l'opposition de

gauche, « parce que l'impérialisme américain est à l'origine d'une situation qui empêche l'Iran de jouer un rôle important dans la reconstruction d'un monde meilleur », selon un communiqué de presse en Iran. — (A.F.P., Reuters.)

● A PARIS, le comité syndical du syndicat des correcteurs (C.G.T.) a condamné, dans une déclaration rendue publique le 7 février, « la sanglante répression qu'exerce l'actuel pouvoir moudjahidiste des religieux intégristes sur le peuple iranien », exprimant « sa solidarité avec toutes les forces qui combattent contre la tyrannie moudjahidiste, et contre les vestiges de la monarchie, pour un Iran où les libertés démocratiques seront garanties ».

● Une délégation iranienne, conduite par l'ingénieur Abolhasan Sarraf, séjourne en Chine depuis le 5 février, et a été reçue lundi 8 février par le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. He Xing. La Chine avait déjà envoyé au mois de janvier une délégation à Téhéran à l'occasion de l'anniversaire de la chute du chah, amorçant ainsi un rapprochement entre les deux pays. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

A la suite des déclarations de M. Sarraf

TROIS ORGANISATIONS APPELLENT À LA CRÉATION D'UN COLLECTIF JUIF POUR FAVORISER UN DIALOGUE ISRAËLO-PALESTINIEN.

Trois organisations — Identité et dialogue, Socialisme et judaïsme, et l'Association des juifs de gauche (1) — ont publié un communiqué appelant à la création d'un « collectif juif pour la paix qui appuiera toute initiative visant à élargir le processus de dialogue israélo-arabe et à établir le dialogue israélo-palestinien ».

Le communiqué ajoute notamment : « Le maximalisme de la coalition gouvernementale en Israël confortée par l'extrémisme qui reste la règle majoritaire de l'O.L.P., a contrarié un dialogue et une attitude défensive tous ceux qui en Israël et dans la diaspora, ont choisi de militer pour l'établissement d'un dialogue israélo-arabe. Depuis quelques semaines, c'est à nouveau l'espoir. En déclarant que « les Arabes devraient renforcer le camp de la paix en Israël » et que « le dialogue israélo-palestinien se renouera sur des bases plus solides et plus larges » (le Monde du 22 janvier), M. Isaac Sarraf, l'un des responsables de l'O.L.P., n'a été ni démenti ni condamné par ses pairs. En Israël, sa prise de position a suscité les réactions positives de plusieurs organisations et personnalités, parmi lesquelles le MAPAM et Yossi Sarid, député du parti travailliste qui, avec d'autres avait déjà appelé au dialogue avec les Palestiniens (2). » (3) Ce dialogue est la seule voie susceptible de convaincre de plus en plus d'Israéliens de prendre en compte les droits nationaux du peuple palestinien. Il est le seul moyen de convaincre de plus en plus de Palestiniens que rien ne sera réellement possible avec Israël et que la très grande majorité des juifs en diaspora tant que la charte de l'O.L.P. n'aura pas été modifiée dans le sens de la coexistence.

(1) A.G., 24, rue de Chine, 75020 Paris.

● L'Association de solidarité franco-arabe critique la politique française au Proche-Orient, notamment le prochain voyage de M. Mitterrand en Israël et les votes de la France à l'O.N.U. sur l'annexion du Golan. Dans un communiqué publié le 8 février, l'Association estime que ce voyage « a peu de chances de ramener la paix au Proche-Orient ». L'Association déplore, d'autre part, que la France ait voté à l'Assemblée générale des Nations unies contre la résolution, recommandant le boycottage d'Israël.

Le sénateur républicain Charles Percy critique les « actions répréhensibles » d'Israël dans la région

Washington (A.F.P.). — Le sénateur républicain Charles Percy, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a affirmé, lundi 8 février, qu'il ne pouvait espérer que « les États-Unis continueront à s'opposer à la communauté mondiale pour défendre des actions répréhensibles ».

Le sénateur américain, qui vient de rentrer d'un voyage au Proche-Orient où il a rencontré les dirigeants de quinze pays arabes et d'Israël, a déclaré : « Les inquiétudes des pays arabes ont augmenté l'an dernier à la suite des nouvelles implantations israéliennes en Cisjordanie, de la rade sur Beyrouth et l'aggravation de l'annexion du Golan et des serviles provocations d'Israël arabes ». Il a ajouté : « L'échec des États-Unis à s'opposer de façon significative à ces menaces n'a pas pu qu'augmenter l'impression fautive, mais néanmoins générale dans les pays arabes, que les États-Unis soutiennent ou au moins tolèrent ces actions ».

Le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, d'autre part, indique qu'il avait reçu des « pages de bonne volonté » de certains dirigeants arabes pendant son voyage. C'est ainsi que le président syrien Assad l'avait assuré, a-t-il dit, que la Syrie acceptait les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur le règlement du problème palestinien.

DIPLOMATIE

LE PREMIER MINISTRE DANOIS DÉNONCE L'ENGAGEMENT « STUPIDE ET DANGEREUX » DES ÉTATS-UNIS AU SALVADOR

Copenhague (Reuters, UPI). — L'engagement américain au Salvador est moralement dangereux, stupide, inutile, néfaste, et il réduit les chances de la coopération entre l'Amérique et l'Europe », a dit lundi 8 février M. Joergensen, premier ministre danois, au cours d'une rencontre avec la presse étrangère.

Comparant cette situation à l'engagement américain au Vietnam, M. Joergensen a ajouté : « On ne peut attendre que nous soyons d'accord simplement parce que les États-Unis décident de faire quelque chose ».

A propos de la Pologne, M. Joergensen a critiqué la politique américaine de sanctions, qui risque d'affaiblir, selon lui, la coopération occidentale. Le Danemark, a-t-il ajouté, condamne la loi martiale, mais il ne tient pas à voir cette situation déboucher sur une continuation à la conférence de Madrid.

Syrie

DES TROUBLES SÉRIEUX SE SONT PRODUITS CES DERNIERS TEMPS

Sans atteindre l'ampleur que lui attribuent les médias libanais, les troubles sérieux se sont produits ces derniers temps en Syrie. Le plus grave de ces troubles serait, selon des informations parvenues à Paris de sources sûres, un complot militaire auquel auraient participé une quinzaine d'officiers, pour la plupart des sunnites.

Ces officiers ne seraient pas de jeunes capitaines, mais des colonels ayant dépassé la cinquantaine et jusqu'à la tête au régime. Le complot aurait cependant été facilement déjoué et n'aurait eu aucun moment menacé sérieusement le régime. Les militaires libanais sous contrôle phalangiste (dont les informations sont dans ce domaine souvent fondées, mais exagérées) ont participé dans la tentative de coup d'État, dont cinquante auraient été exécutés. Mais rien ne permet de vérifier ces assertions.

Il en est de même pour les attentats et affrontements de rue provoqués par les Frères musulmans. Malgré la rigueur de la répression, ceux-ci ne sont pas neutralisés et continuent d'entreprendre des actions terroristes, principalement à Alep, Homs et Hama. Mais si la situation de ces trois villes est suffisamment tendue pour que les habitants restent chez eux à la nuit tombée, le couvre-feu n'y est pas pour autant imposé et il ne s'est pas produit au cours du mois écoulé d'incidents particulièrement marquants.

De même les informations concernant le départ de des Frères musulmans, semblent fortement exagérées. Il est vrai que des familles ont été rapatriées à la suite des menaces des Frères musulmans, mais il n'y a pas eu à proprement parler de départ de conseillers, mais de rotations plus fréquentes, le poste étant devenu plus dangereux et plus dur, notamment par suite de l'absence des familles.

Cenitaires sautes tous dans un bain au hasard

Le Monde

GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs « Pour un couple nouveau ».

M. Mme Mlle.

Prénom _____ Age _____

Adresse _____

■ NON FRANCE (M 81) 24, rue Saint-Lazare 75002 PARIS - Tél. 33.23.52.52

■ NON MONTAGNE (M 81) 31, allée Domestiques - 34000 TOULOUSE - Tél. 58.25.95

■ NON RHÔNE-ALPES (M 81) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 854.25.44

■ NON BELGIQUE (M 81) rue du Marché-aux-Herbiers 105 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30

■ NON SUISSE (M 81) 10, rue Pothier CP 263 1211 GENEVE 11 - Tél. (022) 21.75.01

de l'Union 1970

EUROPE

Italie

La lutte contre les Brigades rouges s'étend à tout le territoire

Correspondance

Rome. — Les derniers résultats de la lutte contre le terrorisme en Italie peuvent paraître exceptionnels. Selon un premier bilan effectué le 8 février par le *Corriere della Sera* au cours du dernier mois quatre-vingt-dix-sept membres ou présumés tels des Brigades rouges, et trente-deux du groupe Prima Linea ont été mis sous les verrous ; en outre, quinze bases des R.R. et quinze de Prima Linea ont été neutralisées. Depuis, lors une vingtaine d'autres présumés terroristes ont été arrêtés.

Parties de Rome et de la découverte de la base logistique de l'«*Italie politique*» des R.R., ainsi que de l'arrestation de son leader, Giovanni Senzani (le *Monde* du 12 janvier) pour arriver à la libération du général D'Amico, puis, à partir de documents trouvés dans la base de Padoue et des confessions de différents terroristes arrêtés, les enquêtes ont rebondi et se sont étendues à toute la péninsule.

Certaines des personnes appréhendées ces derniers jours étaient déjà recherchées, d'autres comme l'«*Italie politique*», qui enseignait à Paris à l'Institut de langues étrangères, avaient déjà été ou prou soupçonnées de complicité dans la lutte armée. Mais la plupart étaient jusqu'alors totalement inconnues des forces de police.

L'arrestation, le 5 février à Florence, en pleine réunion de conseil de confédération syndicale, d'un dirigeant de cette dernière centrale (centrale syndicale proche des socialistes), M. Luigi Scricciolo, trente-cinq ans, de sa femme, Paola Rini, vingt-huit ans, tous deux inculpés de «*participation à bande armée*», a suscité une émotion intense, d'autant plus forte que ce dernier collaborait de M. Giorgio Benvenuto, secrétaire général de l'U.L.I., l'occupant des relations internationales de cette confédération.

MARC SEMO.

Turquie

Les invitations d'organisations étrangères sont soumises à l'autorisation du commandement militaire

De notre correspondant

Ankara. — «*Nous allons retourner en démocratie parce que c'est le jeu de la nation turque et que c'est le régime qu'elle mérite, et non pas en raison des pressions de nos amis européens.*» Qu'on le sache, aucune pression ne pourra nous écarter de la voie que nous nous sommes tracée.

C'est ainsi que le général Evren, chef de l'Etat, s'est adressé à la foule, lundi 8 février, à Erzurum (Anatolie orientale) alors qu'il venait assister aux manœuvres d'hiver de l'armée turque. Visiblement déçu par les critiques émanant de certains pays européens auxquels il reproche le parti pris contre la Turquie, le pouvoir militaire prend ainsi ses distances à leur égard.

C'est sous cet angle que l'on devrait interpréter la décision du 5 février dernier de l'état-major des armées indiquant que dorénavant tous les syndicats, associations, organisations professionnelles et fondations tirées de l'étranger, et aussi avant tout les organisations régionales de l'état de siège avant d'inviter des représentants ou des délégations officielles ou privées d'organisations étrangères, et aussi avant d'organiser des séminaires, des conférences ou des colloques avec ces derniers. Les délégations ou personnes, une fois arrivées en Turquie, ne pourront rencontrer leurs hôtes turcs qu'après avoir obtenu l'autorisation du commandement de l'état de siège.

«*Le poison du mensonge*»

Le pouvoir militaire interdit également la publication par la presse des traductions d'articles, ou les émissions de radio de l'étranger, lesquelles d'une manière systématique diffusent «*le poison du mensonge, de la haine et des calomnies contre le régime actuel de la Turquie*». Cette mesure vise les émissions de

Notre radio, organe du P.C. turc émettant d'Allemagne de l'Est, et aussi certains journaux ou périodiques de gauche européens.

Les observateurs à Ankara sont partagés sur l'utilité de telles mesures. Alors que certains estiment que ceux qui critiquent «*le régime turc*» la Turquie ne doivent pas obtenir toutes les facilités d'entrée, en revanche, considèrent que ces mesures sont peu efficaces, car elles ne peuvent empêcher la majorité des étrangers en Turquie avec les divers milieux sont vraiment difficiles, ce qui n'est pas du tout le cas, comme peuvent en témoigner la majorité des étrangers venus s'informer sur place.

ARTUR UNAL.

UN APPEL CONTRE LA RÉPRESSION

Nous avons reçu l'appel suivant :

En Turquie, cinquante-deux militants syndicalistes du syndicat «*Disk*» sont dès maintenant menacés d'être pendus, et très bientôt deux mille passeront en jugement.

A juste titre, l'opinion française s'est émue et continue à s'émouvoir pour la Pologne et la République tchèque. Mais la même opinion française s'émue à propos de la situation faite aux syndicalistes en Turquie car les deux grèves sont parfaitement semblables. Dans les deux cas, il s'agit d'un mouvement ouvrier où se mêlent toutes les tendances et qui, dans les deux cas, lutte le plus vigilement du monde pour imposer la démocratie et le droit de grève.

Dans les deux cas, la même justice militaire prétend l'anéantir au profit du pouvoir en place. La justice militaire, c'est, d'un côté, ce pouvoir, c'est le pouvoir du parti communiste et, de l'autre, le gouvernement d'un pays capitaliste. Mais dans les deux cas il y a danger de mort, et c'est pourquoi les sous-séances s'ouvrent ardemment que l'opinion publique française se mobilise pour sauver les syndicalistes turcs.

Parmi les premiers signataires : Veronique, Pierre Emmanuel, Michel Foucault, professeur au Collège de France, Jacques Taffet, Yves Montand, Simone Signoret, Arletty, Lucien, Patrice Chéreau, François Périer, Jean-Paul Belmondo, Henri Leclerc, le professeur Théodore Monod, Jorge Semprun, le professeur Jean-Pierre Luminet, le professeur Georges Séguy, Bourdieu, professeur au Collège de France, Ariane Mnouchkine, Bernard Kouchner, Costa Gavras, et son épouse, et le C.F.T.C.

Belgique

Le gouvernement applique sa politique d'austérité sans tenir compte de la grève générale

De notre correspondant

Bruxelles. — Au lendemain de la grève générale de vingt-quatre heures déclenchée par le puissant syndicat socialiste F.G.T.B., les ministres se sont réunis en conseil, le mardi 9 février, pour faire le point de cette action et pour décider le deuxième train de mesures en application des pouvoirs spéciaux qui leur ont été accordés par le Parlement la semaine dernière. M. Martens, premier ministre social-chrétien, et M. Gol, vice-premier ministre libéral, ne tiendront aucun compte de la grève et ont décidé la suspension temporaire de l'index (l'indice des prix auquel les salaires sont automatiquement liés) et aussi la diminution de 3 % de certains salaires, ainsi que la réduction des charges des entreprises, pour obtenir une relance économique.

Le verdict sur la grève n'est pas inattendu. Totale en Wallonie, pratiquement nulle en Flandre (sauf à Anvers), modérée à Bruxelles, elle a ramené l'accent sur le fossé qui sépare les travailleurs wallons et flamands, et précipite des syndicats chrétiens, M. Jef Houhuys, le conseiller en faisant un premier bilan lundi soir, regrettant «*le mot d'ordre unilatéral et prématuré*» du syndicat socialiste et constatant que le mouvement «*est divisé, forment la classe ouvrière et mis en relief les oppositions entre travailleurs flamands et wallons*».

La grève a incontestablement porté un coup à la Confédération des syndicats chrétiens (C.S.C.), dont l'alle flamande a refusé tout débrayage, tandis que la majorité de ses sections wallonnes rejoignent le syndicat socialiste dans la grève. La C.S.C. devait se réunir mardi pour tirer les leçons de cette journée, qui a marqué une véritable scission dans l'organisation.

M. Georges Debunne, le secrétaire général de la F.G.T.B. socialiste, concurrente immédiate de la C.S.C. (les deux organisations sont d'une force sensiblement égale), aurait donc tout lieu de se féliciter, mais il constate, de son côté, que la grève a été peu suivie en pays flamand et que le gouvernement social-chrétien-libéral a été fort peu secouru.

PIERRE DE VOS.

La Banque nationale de Belgique s'inquiète de la gravité de la situation économique du pays

Dans son rapport annuel qui doit être rendu public jeudi 11 février, la Banque nationale de Belgique réaffirme son opposition sans réserve à toute dévaluation de la monnaie nationale.

Pour extraire du rapport publié dans la presse belge à la suite de fuites, énumérons les arguments avancés par la Banque pour défendre sa thèse d'un maintien du cours de la monnaie. La Banque nationale de Belgique affirme qu'une telle mesure ne résoudrait rien mais au contraire aurait des conséquences inflationnistes. Elle ajoute une monnaie qui n'a pas résisté à la spéculation est plus exposée que toute autre à de nouvelles manœuvres. Une dévaluation ébranlerait la confiance dans la monnaie et ceux qui l'auraient estimée insuffisante au lieu de rapatrier leurs capitaux pourraient au contraire chercher à les expatrier encore plus que par le passé.

Enfin, la Banque nationale estime que même la politique d'austérité du gouvernement ne résoudrait pas le problème de l'indemnisation des salariés n'est pas suffisante pour résister à une dévaluation.

L'année 1981 est à marquer d'une pierre noire, écrit la B.N.B. qui constate dans son rapport que «*le dynamisme s'est arrêté, que la*

croissance ralentit, et que la perspective apparaît déprimée de plus en plus à l'avenir au profit de l'immédiat».

La Banque nationale fait deux constatations : une portion congrue est réservée à l'investissement (en 1981, la consommation a absorbé 88 % du P.N.B. contre 85 % de 1970 à 1979). La balance des paiements courants se détériore depuis 1974 (le déficit cumulé au cours de sept années s'élève à 64 milliards de francs belges (soit environ 30 milliards de francs français)).

La Banque illustre la dégradation de l'économie par une série d'autres chiffres. En 1981, le P.N.B. a diminué de 1,00 % en volume. Le nombre de chômeurs s'est accru de 100 000 personnes pour atteindre en fin d'année 1981 12 % de la population active, soit quatre fois le nombre de chômeurs sans-emplois (dont trois cent soixante-dix mille chômeurs indemnisés). Les prix à la consommation ont augmenté de 8,10 %.

Sur le plan des grands équilibres financiers, le déficit de l'Etat a atteint 580 milliards de francs belges (60 milliards de francs français), passant de 910 % du P.N.B. en 1980 à 16,30 % du P.N.B. en 1981.

Pologne

Le gouvernement règlera seul tous les problèmes qui devaient être à l'origine négociés avec Solidarité

Après huit semaines d'état de guerre, le gouvernement du général Jaruzelski vient d'adopter un programme exhaustif qui vise, dans le domaine économique, à assurer l'indépendance de la Pologne à l'égard de ses anciens partenaires occidentaux et à renforcer ses liens de coopération avec le Comecon.

Le programme économique, pré-publié à rendu compte lundi 8 février, prévoit également d'un comité ministériel, présidé par le vice-premier ministre Mieczyslaw Rakowski, présentera à la population, pour discussion, dans le courant du mois de février, un «*ensemble de principes politiques*» concernant la «*renaissance du mouvement syndical en Pologne*». Ce texte affirme : «*Une représentation authentique, indépendante et autonome des intérêts professionnels et sociaux des travailleurs doit être harmonieusement liée aux intérêts supérieurs que sont le renforcement de l'Etat et celui de la démocratie sociale.*» Autrement dit, les syndicats ne constitueront pas un contre-pouvoir.

Le programme économique présenté comme un calendrier de réalisation des objectifs définis par le général Jaruzelski dans son discours du 25 janvier devant la Diète, introduit dans le fonctionnement du conseil des ministres le modèle militaire de chaque problème étant confié à un groupe de ministres, sous la supervision d'un vice-premier ministre.

Ainsi, le vice-premier ministre Zbigniew Mazowiecki est personnellement chargé de la supervision d'un «*plan de transformation des structures économiques visant à restaurer la souveraineté économique du pays en limitant la dépendance démesurée de sa production à l'égard des importations*». Dans cette perspective, une

«*conception actualisée de solutions du problème des paiements de la dette des pays capitalistes*» sera présentée dans le courant de février. Il y aura aussi un «*programme*» d'extension de la coopération avec les pays du Comecon avant la fin du mois de mars et un plan de développement de l'agriculture visant à l'«*autosuffisance alimentaire*», en même temps qu'un programme de «*reconstruction de la production industrielle en faveur de l'agriculture*».

«*L'amélioration de la pureté de la langue*»

Le document gouvernemental, qui ne laisse rien au hasard, passant des principes de la fixation des loyers à «*l'amélioration de la pureté de la langue*», sans oublier la modernisation des postes et télécommunications, prévoit encore pour le mois de février l'«*élaboration d'un système de consultation sociale*». Il s'agit d'«*assurer la participation des milieux ouvriers et paysans*», et de créer auprès des voyovodes (préfets) des «*conseils sociaux consultatifs*».

Il en ressort très clairement que tout ce qui avait fait l'objet d'amorces de négociations avec Solidarité est désormais du seul ressort du gouvernement. Un collaborateur du général Jaruzelski, le professeur Jerzy Wlasiak reconnaît certes dans *Rzeczpospolita* qu'il «*est impossible de concevoir le rôle dirigeant de la classe ouvrière contre la volonté de millions de travailleurs réunis dans Solidarité*», mais il estime aussi qu'il est impossible de «*concevoir l'accord des forces sociales sans un combat contre les ennemis d'un tel accord*». Il accuse des «*éléments anticomunistes*», comme les membres du K.O.R. et du K.P.N., d'avoir «*manipulé Solidarité*» contre l'Etat

— ce qui semble être une nouvelle manière de contraindre le conseil du syndicat et une nouvelle tentative pour faire apparaître Solidarité comme la victime d'extrémistes et de forces antisocialistes, en prétendant à une renaissance du syndicat comme institution apolitique totalement affilée à l'Etat.

Afghanistan

CONFIRMATION OFFICIELLE DES AFFRONTEMENTS DE KANDAHAR. — Des opérations, visant à «*nettoyer la ville de Kandahar des bandes de rebelles*», se sont effectivement déroulées récemment, a affirmé un responsable des services de sécurité de la ville, cité, lundi 8 février, par l'agence officielle soviétique Tass (le *Monde* des 3 et 5 février). L'adjoint du chef des services de sécurité de la ville a dit : «*Dans certaines régions de la zone verte, à 20-30 kilomètres de la ville, ces opérations ont été appuyées par l'aviation.*» «*C'est ce qui a véritablement servi de prétexte*» à la presse occidentale «*pour répandre des fausses nouvelles sur le bombardement de la ville*». Selon le responsable afghan, ces opérations, auxquelles ont pris part les forces de sécurité, l'armée et «*le bataillon opérationnel de la défense de la révolution*», ont «*été menées avec succès*». D'autre part, Radio-Kaboul a indiqué, lundi 8 février, que les forces de sécurité avaient chassé les rebelles des abords de Kandahar, après les avoir «*écrasés*». — (A.F.P., Reuters.)

Égypte

FIN DU PREMIER VOYAGE EN OCCIDENT DE M. MOU-

A travers le monde

BARAK. — Après une escale à Vienne au cours de laquelle il s'est entretenu avec M. Kreisky, le raïs a regagné Le Caire lundi 8 février après une visite de dix jours en Europe et aux Etats-Unis. Au cours de ses entretiens à Bonn, la veille, l'aidé financier de la République fédérale au Caire avait été évoqué. Depuis 1974, l'Égypte a reçu de l'Allemagne 2,2 milliards de marks. En dépit des vœux des Égyptiens, il est peu probable que la situation des finances de la R.F.A. lui permette d'accroître son assistance dans un avenir immédiat. — (Corresp.)

MORT DE M. CHOURBAGUI. — Environ deux mille personnes ont été empêchées, lundi 8 février au Caire, par les brigades anti-émeutes de participer aux funérailles de l'ancien hôte du Caire, le plus des avocats égyptiens, Abdel Aziz Chourbagui, décédé la veille, et considéré comme l'un des adversaires les plus farouches des accords de Camp David. M. Chourbagui faisait partie des mille cinq cent trente-six opposants arrêtés en septembre par le régime de Sadate. Il avait été libéré en novembre à la demande du président Moubarak.

El Salvador

LES GUERRILLEROS ont évacué les abords de la ville d'Usulután, dans l'est du pays, après une semaine de combats, a annoncé le lundi 8 février Radio-Venceremos. Les affrontements auraient fait de nombreuses victimes des deux côtés. Un porte-parole des forces armées a affirmé à San-Salvador, lundi, que ces dernières contrôlaient toute la partie orientale du pays, y compris les régions d'Usulután et de Morazan. — (Reuters, A.F.P.)

Espagne

LES AUTORITÉS MILITAIRES ESPAGNOLES ont radifié, le lundi 8 février, les peines de deux mois et un jour d'arrêt de rigueur prononcées le 28 janvier contre deux officiers dont le capitaine Milans del Bosch, qui avait tenu des propos injurieux envers le roi Juan Carlos. Un premier jugement, en octobre dernier, avait condamné le capitaine Milans del Bosch, fils du général impliqué dans le putsch du 23 février 1981, à un mois et un jour d'arrêt seulement. Cette première sentence avait été invalidée pour vice de forme. — (A.F.P.)

Gambie

L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'AFRIQUE (AFASPA) a protesté, lundi 8 février, contre les tristes récentes coïncidences à mort prononcées à Banjul (Gambie) contre des artisans du coup d'Etat manqué du 30 juillet 1981 (le *Monde* du 23 décembre).

Indonésie

LE GOUVERNEMENT A EXPULSÉ, mardi 9 février, l'attaché militaire soviétique dans Djakarta, le lieutenant-colonel S.M.P. Egorov, soupçonné d'espionnage. — (A.F.P.)

Zaïre

LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DU P.S. qualifie, lundi 8 février, de «*sérieuses atteintes aux droits de l'homme*» l'enrôlement de force dans l'armée zaïroise à des fins de «*rééducation civique*» d'étudiants ayant manifesté leur désaccord avec la politique universitaire du gouvernement zaïrois. Dans un communiqué, le P.S. lance un appel pour que ces «*mesures antidémocratiques soient reportées*» et marque «*sa plus vive inquiétude*» face aux événements survenus à l'université de Kinshasa et à l'Institut pédagogique de Zaïre.

pour vos vacances en Tunisie, à deux heures d'ici...

«*un ciel pur, une mer*»

AFRIQUE

Algérie

Après de nouvelles condamnations pour détournement de fonds publics

L'équipe de l'ancien ministre de l'industrie M. Abdesselam est mise sur la sellette

De notre correspondant

Alger. — Le tribunal criminel d'Alger vient de prononcer une série de lourdes peines à l'encontre de quatre dirigeants de l'Office du complexe olympique de la capitale (O.C.O.). Le directeur général, M. Hadjout, a été condamné à quinze années de détention, ainsi que le chef du service financier, M. Bouhamed. Deux autres accusés, MM. Bouhachem et Loutfi, ont été condamnés à dix ans de prison. La peine capitale avait été requise contre les trois premiers, afin sans doute de montrer la détermination des autorités de châtier sévèrement les crimes économiques. Mais la cour, présidée par une femme, Mme Aïcha, n'a pas suivi le procureur. La seule condamnation à mort prononcée l'a été par contumace pour un accusé en fuite.

Quelque quarante avocats ont défendu les seize inculpés qui avaient été arrêtés au total en dix ans près de 2,5 milliards de centimes. Le procès, qui a été suivi de près par l'opinion publique, est le second d'une série qui pourrait être longue.

Peu auparavant, la section économique du tribunal criminel avait en effet condamné à sept années de prison l'ancien directeur de l'Entreprise de travaux touristiques (E.T.T.), M. Rabia. Ali Cherif, accusé entre autres de « sabotage économique ». Quelques centaines d'autres cadres de différents niveaux ont été en prison de passer devant la justice pour répondre de malversations.

Une nouvelle vague d'arrestations a eu lieu depuis l'arrestation d'une d'entre elles, celle de M. Karaman, le P.D.G. d'une des grandes entreprises publiques du pays, la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonegaz), a causé une certaine émotion. M. Karaman était considéré comme l'un des plus proches collaborateurs de M. Abdesselam, l'ancien ministre de l'énergie et de l'industrie, récemment suspendu du comité central du P.L.N.

Ainsi se poursuit la « campagne d'assainissement » lancée par les autorités à l'automne 1980 et dont le président Chadli Bendjedid a dit à plusieurs reprises qu'elle n'épargnerait aucun délinquant, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Les atteintes contre l'ancienne équipe de M. Abdesselam se sont développées ces derniers jours dans la presse et ont été plus particulièrement M. Ali Leoussine, si haut placé qu'il soit. Le quiescent El-Moudjahid, commentant, lundi 8 février, le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat, écrivait : « Pendant longtemps, dans une société socialiste, certains ont cru dans une course effrénée à la richesse, agissant sur le sursur du peuple, n'importe dans l'Algerie de la révolution, une classe de féodaux intouchables. »

Tchad

Avec les combattants d'Oum-Hadjer

(Suite de la première page.)

Les « acolytes » — partisans de M. Ayl Almat, actuel ministre des affaires étrangères de Djama — s'y étaient alors installés ou, plus exactement, y étaient revenus puisqu'il s'agissait, dit-on, de l'un de leurs anciens fiefs.

Au lendemain du retrait libyen, les FAN ont repris, le 22 décembre dernier, après avoir défilé les troupes de la coalition de N'Djamena dans deux lieux-dits qui se trouvent à une vingtaine de kilomètres à l'est, ceux de Koro-Falata et de Moutar, sur la route d'Abché, ville qu'ils avaient reconquise le 19 novembre.

A 80 kilomètres en retrait des premières lignes des FAN, en direction de N'Djamena, Oum-Hadjer est donc devenue une petite ville-garnison. Selon le sous-préfet actuel, membre du Conseil de commandement des FAN, de deux à trois mille soldats sont installés à la périphérie du bourg, attendant des ordres de mission en campagne à l'encontre des mangués. Six bataillons y bivouaquent à la façon des nomades, leurs sacs de voyage toujours prêts.

Leur butin de guerre est constitué, pour l'essentiel, d'armes, de véhicules et de munitions libyennes ou que la Libye avait fournies aux gens de N'Djamena : canons anti-chars à teneur de type SPG 8 soviétique, tubes de 100 millimètres de la même origine, BM 16 à douze tuyaux — mieux connus sous le nom d'orgues de Staline. Mais il offre aussi un assortiment de ce que la France a fourni à la coalition de N'Djamena, notamment à cette « armée nationale intégrée », formée l'été dernier et qui s'est dissoute à Koro-Falata, comme en témoignent les centaines de prisonniers qui attendent, en ce moment, à la maison d'arrêt d'Abché, que les combats prennent fin ou, plus simplement, des jours meilleurs.

Une caisse de munitions de 127 millimètres (les mitrailleuses lourdes de l'OTAN) était destinée à M. l'attaché M.D.F.A.-P.D.F. à Bangui, autrement dit à l'attaché militaire français au Centrafrique, qui devait être sans doute chargé de la réexpédier discrètement sur N'Djamena. Les soldats exposent une dizaine de L.R.A.C. des lance-roquettes anti-chars de 80 millimètres, livrés par Paris. Ils disent en avoir récupéré une centaine, mais manquent de munitions. Il y a aussi des caisses d'obus de mortier de 60 millimètres à l'adresse de M. l'attaché des forces armées à N'Djamena. Enfin, partout, les FAN exhibent des fusils d'assaut de type Sig. de fabrication suisse, repris sur les troupes de la coalition de N'Djamena.

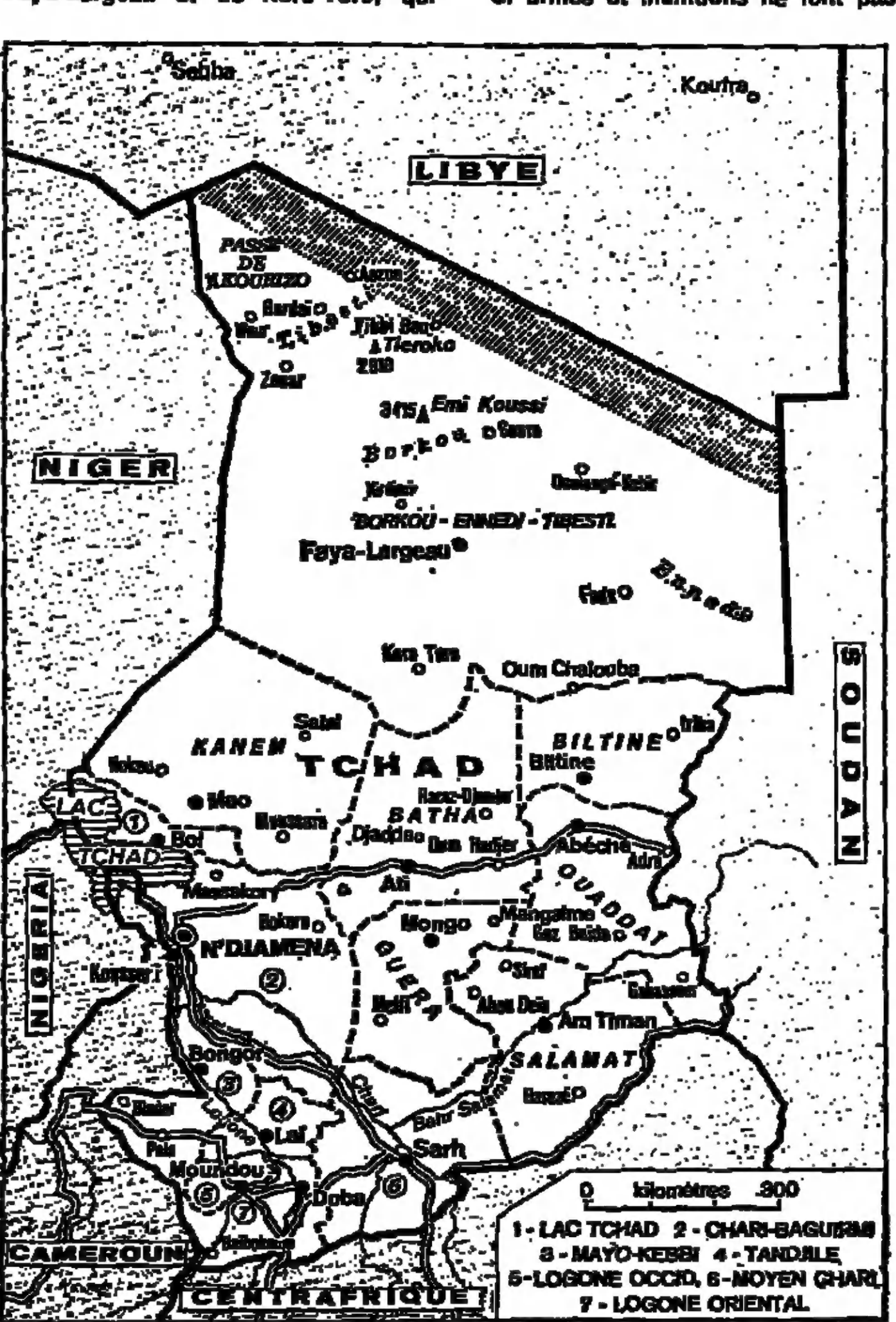
Un moral élevé

Outre qu'elles en disent long sur l'opportunité des livraisons françaises aux hommes de M. Goukouni Couderat, ces armes capturées témoignent de la complexité d'une guerre où s'entremêlent les interventions étrangères et les oppositions locales. On comprend que les FAN aient, depuis les combats de décembre, un moral élevé. Une tactique astucieuse — démonstration de force, négociations à l'échelon local, politique de ralliement — leur a permis, en janvier, d'occuper Faya-Largeau, dans le nord, et de progresser au sud d'Oum-Hadjer, notamment en prenant Mangalmé, sans pratiquement subir de pertes.

Mal, dans le calme de cette bourgade-étape un peu dégradée du Sahel, qui semble attendre le prochain camion ou l'annonce de l'arrivée d'une colonne de chameaux, au milieu de ces soldats assoupis ou qui traînent les pieds en attendant le branle-bas bruyant provoqué par un « ordre de mission », on ne peut s'empêcher d'avoir l'impression que cette guerre s'accommoderait mal de l'oisiveté des temps morts, et que, tout en consolidant leurs arrières, les FAN sont contraintes d'avancer, puisqu'elles ont déjà, sur le terrain, en net avantage sur la coalition dissoute de N'Djamena.

Dans les derniers jours de janvier, sans attendre que ses hommes renforcés suffisamment leur emprise sur Mangalmé pour pouvoir avancer, un peu plus bas, en direction d'Am-Timan. M. Hissène Habré est remonté lui-même sur le nord, visiblement avec l'intention de donner un coup de fouet aux opérations en cours dans ce secteur. Son second, M. Idria Miskine, retour d'une longue mission à l'étranger, complait l'y rejoindre quelques jours plus tard.

Les FAN veulent descendre de Faya-Largeau et de Koro-Toro, qui



se trouve un peu plus au sud, en direction de N'Djamena. Jusqu'à la localité de Massakory, située à 770 kilomètres environ au nord-est de la capitale tchadienne. Cette manœuvre leur permettrait d'élargir le territoire sous leur contrôle tout en contournant les garnisons de la Force interafricaine de paix stationnées à Abché, entre N'Djamena et Oum-Hadjer, et à Mongo, un peu plus au sud. Elle aurait surtout l'avantage, en cas de succès, de faire sentir le poids de leur efficacité dans la coalition tchadienne et auprès des chefs d'Etat africain, qui se réunissent à Nairobi.

Mal, au Tchad, rien n'est vraiment simple. Pour les FAN, par exemple, il y a le problème de la région de Fada — le nord-est du

départ, ce n'est pas le cas du carburant, dont les FAN manquent sérieusement au moment même où leur territoire s'est considérablement agrandi. Il faut au moins trois jours de Land-Rover pour gagner Faya-Largeau à partir d'Abché. Dans la zone FAN, l'essence se vend 2 400 F le fût de 100 litres, à condition d'en trouver. La faute vient, du Soudan ou du Nigeria, n'est pas une mince affaire. A Khartoum, le fût coûte déjà 2 000 francs.

Enfin, les palabres engagées pour rallier à la cause des FAN des notabilités locales — ou des garnisons libyennes « acolytes », de Forces armées tchadiennes (FAT) « su-distes », de « goukounistes », les Forces armées populaires (FAP), ou encore, d'éléments de la « première

relance » des relations entre Paris et Rabat (le Monde du 23 janvier).

Zimbabwe

● DÉCOUVERTE D'UN IMPOR- tant stock d'armes. Plusieurs milliers d'armes, dont des missiles sol-air SAM-7, ont été découvertes, samedi 6 février, par l'armée et la police zimbabwaises, à Asoc, à 40 kilomètres de Bulawayo, dans une ferme appartenant au Front patriotique (Gartu Minutaires) de M. Joshua Nkomo, a annoncé M. Emmerson Mnangagwa, ministre d'Etat chargé de la sécurité. Le ministre a notamment précisé que l'on avait trouvé notamment plus de deux mille fusils semi-automatiques, près de deux mille pistolets automatiques, soixante-quinze lance-grenades, vingt canons anti-aériens, vingt-six mortiers, cent mitrailleuses et près de quatre cents mines. — (A.F.P.)

Maroc

● LE ROI HASSAN II a regagné Marrakech, lundi 8 février, après une visite privée de deux semaines en France, au cours de laquelle il a eu avec M. Mitterrand quelque sept heures d'entretiens qui ont été consacrées, selon l'agence marocaine de presse MAP, à la

territoire — où les hommes du sultan Alatchi, père d'un ministre de N'Djamena, ont rompu l'encerclement des FAN — qui peuvent compter sur l'autre sultan du Fada, Mangatta, — pour gagner des montagnes difficiles à pénétrer. Il s'agit de quelques centaines d'hommes, présentés par les uns comme des « chasseurs de moutons », mais que d'autres, parmi les FAN, considèrent comme un danger. En bref, il faudrait que M. Hissène Habré réduise ce bastion pour être parfaitement tranquille sur ses arrières.

Si armes et munitions ne font pas

armée, autre faction de N'Djamena — prenant souvent des semaines. Pour aboutir, le plus souvent, à des « alliances locales » qu'une intervention étrangère — on l'a vu par le passé — ou un retournement de situation pourraient remettre en cause. Les FAN ont le vent en poupe et la lassitude générale de la population plaide en leur faveur. « On en a assez de la situation actuelle », disent les FAN, « et on en a assez de la situation actuelle ».

Après l'annonce du retrait libyen, début novembre, M. Goukouni Couderat n'a-t-il pas commis la double erreur de ne pas accepter le cessez-le-feu unilatéral de M. Hissène Habré — il l'aurait ainsi pris à son propre piège, puisque les FAN n'avaient pas encore occupé Abché — et de nier, à l'époque, l'existence des FAN — ce que les combattants de M. Habré ont très mal pris ? « Nous n'avons plus qu'à lui donner une bonne leçon », disent-ils aujourd'hui. On peut difficilement nier qu'ils y sont parvenus. Mais, un succès militaire en apparence d'autres, il leur était alors difficile de s'asseoir à Abché et d'attendre, dans leur fief de l'Est, la suite des événements.

« Nous sommes en train de forger un véritable front libyen et nous sommes les seuls à le faire », affirme aujourd'hui l'un des conseillers de M. Hissène Habré. A ses yeux, quels que soient la gêne provoquée par la présence d'une Force interafricaine et les problèmes posés par l'approche de la capitale tchadienne — les FAN veulent éviter un nouveau bain de sang à N'Djamena — la guerre actuelle ne peut pas déboucher sur une impasse. Les offensives des FAN, pour résumer le sentiment de M. Hissène Habré lui-même, doivent susciter un règlement politique qui tiendra compte de la situation sur le terrain.

D'Oum-Hadjer, on retire également une autre impression : dans un univers sahéarien à la merci d'une calamité — en l'occurrence la sécheresse actuelle, — l'équilibre de populations nomades, ou semi-nomades, est fragile. Sur ce plan, la guerre a fait son œuvre, et la disette à laquelle tout le monde s'attend l'été prochain, en raison d'une très maigre récolte de mil, s'ajoutera aux incertitudes du moment. « Nous serons obligés de réclamer une assistance internationale », disent plusieurs membres du conseil de commandement des FAN.

Une telle perspective, quoi qu'il advienne par ailleurs, n'a pas de quoi réjouir à long terme. Dans l'immédiat, la marge de manœuvre des FAN semble confortable. Si l'on fait abstraction d'une imprévisible intervention étrangère, l'issue du conflit dépend, en partie, de l'image que les FAN — à commencer par leur président — donnent d'eux-mêmes. M. Hissène Habré ne veut pas passer pour un « putschiste », et la direction du pays le préoccupe moins que le risque de rébellion, au cas où son mouvement prendrait le pouvoir. Dans cet interminable conflit, l'obsession du passé joue un rôle non négligeable. Les gens d'Oum-Hadjer calculent, patiemment, comment leur rêve de paix pourrait devenir réalité.

J.-C. POMONTI.

Centrafrique

● LE CHEF DE L'ETAT INVITE EN FRANCE. — M. Guy Fenne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines et malgaches, a annoncé, lundi 8 février à Bangui, que le général André Kolingba, chef de l'Etat centrafricain, effectuera une visite officielle en France aux mois de septembre ou octobre prochains, à l'invitation de M. Mitterrand. — (A.F.P.)

Maroc

● LE ROI HASSAN II a regagné Marrakech, lundi 8 février, après une visite privée de deux semaines en France, au cours de laquelle il a eu avec M. Mitterrand quelque sept heures d'entretiens qui ont été consacrées, selon l'agence marocaine de presse MAP, à la

relance » des relations entre Paris et Rabat (le Monde du 23 janvier).

Zimbabwe

● DÉCOUVERTE D'UN IMPOR- tant stock d'armes. Plusieurs milliers d'armes, dont des missiles sol-air SAM-7, ont été découvertes, samedi 6 février, par l'armée et la police zimbabwaises, à Asoc, à 40 kilomètres de Bulawayo, dans une ferme appartenant au Front patriotique (Gartu Minutaires) de M. Joshua Nkomo, a annoncé M. Emmerson Mnangagwa, ministre d'Etat chargé de la sécurité. Le ministre a notamment précisé que l'on avait trouvé notamment plus de deux mille fusils semi-automatiques, près de deux mille pistolets automatiques, soixante-quinze lance-grenades, vingt canons anti-aériens, vingt-six mortiers, cent mitrailleuses et près de quatre cents mines. — (A.F.P.)

Maroc

● LE ROI HASSAN II a regagné Marrakech, lundi 8 février, après une visite privée de deux semaines en France, au cours de laquelle il a eu avec M. Mitterrand quelque sept heures d'entretiens qui ont été consacrées, selon l'agence marocaine de presse MAP, à la

relance » des relations entre Paris et Rabat (le Monde du 23 janvier).

Zimbabwe

● DÉCOUVERTE D'UN IMPOR- tant stock d'armes. Plusieurs milliers d'armes, dont des missiles sol-air SAM-7, ont été découvertes, samedi 6 février, par l'armée et la police zimbabwaises, à Asoc, à 40 kilomètres de Bulawayo, dans une ferme appartenant au Front patriotique (Gartu Minutaires) de M. Joshua Nkomo, a annoncé M. Emmerson Mnangagwa, ministre d'Etat chargé de la sécurité. Le ministre a notamment précisé que l'on avait trouvé notamment plus de deux mille fusils semi-automatiques, près de deux mille pistolets automatiques, soixante-quinze lance-grenades, vingt canons anti-aériens, vingt-six mortiers, cent mitrailleuses et près de quatre cents mines. — (A.F.P.)

Maroc

● LE ROI HASSAN II a regagné Marrakech, lundi 8 février, après une visite privée de deux semaines en France, au cours de laquelle il a eu avec M. Mitterrand quelque sept heures d'entretiens qui ont été consacrées, selon l'agence marocaine de presse MAP, à la

relance » des relations entre Paris et Rabat (le Monde du 23 janvier).

Zimbabwe

● DÉCOUVERTE D'UN IMPOR- tant stock d'armes. Plusieurs

Pèlerins ou joueurs ?

A PARIS

Malhouze. — L'ouverture dans quelques mois d'un casino dans la station climatique des Trois-Epis, commune d'Amersbachwiler (Haut-Rhin) sous de vives protestations, notamment de la part du clergé et d'associations religieuses. Le projet de M. Claude Cizeau, le futur P.-I.G. de la section de Malhouze des Trois-Epis, fils d'une famille de constructeurs de Luxeuil (Vosges), lui-même depuis dix-sept ans dans la profession, suscite en effet une controverse qui se fait de plus en plus âpre.

Les Trois-Épis étaient jusqu'alors essentiellement connus comme lieu de pèlerinage, depuis que le pape Pie XII a consacré à Vienne une main trois épis sur une tige, un glaçon de l'autre (symbole trinitaire) et un grain de blé (de la diète), apparaît à un forgeron d'Orbèy un gros bouvier des environs de Schœrd, alors qu'il se trouvait en route pour le marché de Niedermörsch, dans la plaine d'Al-

Se remémorer, la station des Trois-Épis, la doit également à l'installation en 1948 du Centre médical national de la mutuelle générale de l'Éducation nationale (M.G.E.N.) de deux cent soixante-dix lits où quelque trois mille trois cents malades effectuent annuellement des séjours de plusieurs semaines.

Bâle, troisième raison de sa renommée, la plus récente, la création d'itinéraires de syzyothérapie. Bénéficiant d'un microclimat particulièrement favorable, les Forêts de Bâle ont une station climatique, le 28 novembre 1980. Située à 650 mètres d'altitude, la station bénéficie d'un ensoleillement de 2 000 heures annuelles, d'un vent dominant de l'ouest (300 000 habitants). Ces deux bassins de joueurs potentiels sont à moins d'une heure de route de la capitale suisse.

L'ouverture du casino, avec deux tables de roulette et une

Normis les locaux du couvent des rédemptoristes, ceux de la M.G.E.N., les Trois Epais (environ deux cents habitants) sont constitués, ce sont quelques hôtels (cent quatre-vingt lits au total) et de membres. On comprend que les Normis ont un projet d'immplantation d'un casino, ses distracteurs argumentent essentiellement que les voleurs-gamblers des environs sont dangereux et qu'ils sont compatibles avec les lieux

FAITS ET JUGEMENTS

Le ministère de l'intérieur minimise l'affaire Granger.

Chargé, le lundi 8 février, de l'information ouverte « contre tous les personnes que l'insurrection sera considérée comme un acte de rébellion », après la révélation du *Journal* du dimanche mettant en cause des policiers (voir page 10), il a été chargé du trafic des suppliantes (le *Monde* du 9 février), M. Yves Cornejo, un journaliste de 35 ans, a été entendu durant deux heures et demi, lundi, M. Michel Guyot, ancien peintre âgé de trente-huit ans qui était déprimé depuis la mort de sa femme, a été entendu, lundi soir 8 février, dans son pavillon de Chévrier, sous le pseudonyme de « Jeanne ». Cornejo et de sa fille. Il a tiré sur son époux et se sa fille qui tentaient d'entrer dans la maison. Il a été entendu, finalement, elles se sont alors réfugiées chez un voisin, M. Girardin. Chévrier est sorti pour parler avec les policiers, mais, finalement, il les blessant gravement.

Interrogé ce même jour sur Europe 1, le docteur Didier, ministre de l'intérieur, avait, pour sa part déclaré qu'il « ne sanctionne pas des fonctionnaires sans avoir de preuves » et qu'on ne prend pas de sanctions à partir d'une simple rumeur. Les deux dernières éditions.

La question se pose de savoir pourquoi le ministre de l'intérieur n'a été mis au courant des faits qui se sont déroulés pendant les trois premiers jours de la manifestation. La ministre administrative eut été prise à l'encontre de l'inspecteur principal de la police nationale, le colonel Nauleau sur qui, jusqu'alors, portèrent des soupçons. De même, on s'est demandé si le directeur général de la police nationale (D.G.P.N.) n'a été saisi du dossier de la manifestation.

au ministre de l'intérieur, on se bornait à indiquer, ce mardi matin, que cette affaire, « reposant, jusqu'à preuve du contraire, sur des doutes et non sur des certitudes », doit être considérée

« exclusivement comme un fait administratif », qu'une première procédure d'ordres administratifs (la mutation de M. Granger) a réglé, du moins momentanément. Dans ces conditions, déclare-t-on, rien ne justifiait que le ministre en soit averti.

● **Un jeune Français de vingt-deux ans, M. Mohammed Chehi, a été tué, dimanche 7 février, vers 2 heures du matin, devant le casino de La Grande-Motte (Hérault), par le portier de l'établissement, M. Roger Fournier. Ce dernier s'opposait à l'entrée de**

Henri Chellin, l'un des amis dans le dancing du casino, en raison des perturbations qu'ils avaient causées dans le passé. Des menaces furent alors échangées, et des déclarations furent faites que des jeunes mourraient de nouveau. M. Floquin, armé d'un revolver de collection, a alors tiré et tué M. Chellin. M. Floquin a été inculpé d'homicide volon-

L'immuable sera cassé, de préférence. Il prendra l'ascenseur, il s'arrêtera au premier et redescendra par l'escalier. Puis il attendra devant la porte qu'elle arrive. Il n'est pas exigeant sur son âge — de onze à soixante-trois-sept ans, — sur sa taille, la couleur de ses cheveux, son regard ou sa démarche. Ce sera la première qui rentre, en tournure ou en cabas. La voilà. Il se jette dans l'ail, il monte avec elle dans l'ascenseur, il se penche, il se méfie, lui trouve l'air convenable. Elle ne s'aperçoit pas quand il appuie sur le bouton du premier. Là il entrouvre la porte, mais au moment de quitter cette femme, il se retourne

L'enquête trace des contours en pointillés. « Travaille. » « N'opère qu'à certaines heures. » « Part en vacances au mois d'août... porte un pull rouge autour de la taille l'été. » Il est droitier, il prend des risques. « Un soir, du côté de Passy, nous faisons une ronde, et l'on a eu, le lendemain, qu'il avait attaqué une femme dans une rue voisine. Après avoir harponné aux Champs-Élysées, il s'est enfilé en traversant l'avenue à toutes jambes devant les voitures qui freinaient. Autre commentaire : il n'a vu au milieu de la rue, peut avoir une agression, faire la circulation pour laisser passer une ambulance. »

Jamais les week-ends

Il parle peu, ne dit que sèchement aux poitrines râplées : « Vous allez dégonfler », et aux maigrechonnes d'un ton secourable : « Aïe! vous avez besoin ».

Depuis le 14 mai 1976, jour de la première piqûre rue de la Convention à Paris, les commissariats ont enregistré soixante-trois plaintes et chaque fois retracé sur ce même scénario. « Mais il est certain que toutes les femmes agressées ont passé par la même affaire », annonce l'inspecteur Marc Roux, ancien membre de la brigade territoriale chargée pendant quatre ans de l'enquête. Sans résultat. Le 13 janvier 1982, l'incrimine à encore piqué trois fois. « Nous étions la brigade du "piqûre de sautoir", dit-il. M. Jean Chénou, chef de la B.T. Tout le monde rigolait... Sauf les victimes. »

Brucelloses mais indifférentes
aux autres, mais polioxygènes, on
donc regardé leur traque. « Nous
avons toujours procédé comme
si l'homme était très armé d'un
poignard, il peut être très dangereux
— piquer n'est pas pincer.
Même si on peut raisonnable-
ment penser qu'il n'y aura pas
d'escalade, le manique vert

ses pairs. « A commencé avec des petites hypodermiques, puis avec des pointes plus grosses et, enfin, avec des hameçons, pour les laisser plantés dans la chair, explique l'inspecteur Roux. Une femme a gardé une aiguille pendant un an et demi ; une autre, qu'il avait manquée, a eu une perforée. Cela nous oblige à prendre l'affaire au sérieux. »

Chaque fois, le melade, qui ne peut se refréner, échappe à la police en donnant une indication. Le fillet se resserre autour de lui. Si bien que les enquêteurs ont fini par reconnaître sans avoir jamais vu « Nous avons tout examiné, confie M. Cheuvrol. Pour les chasseurs que nous sommes, ce dossier est passionnant, mais l'enquête est difficile. L'homme agit par pulsion. L'acte est très imprévisible. Bref, il n'est

ni frappé comme avec un couteau, de haut en bas... On faut une bon train sur l'obésité en question. On l'a vu dans l'acte on l'impression de le rencontrer dans la rue. Une fille Artillaise vient d'être prise à l'hameçon : elle s'assoit sur un banc pour se remettre. Un homme s'approche d'elle et lui dit : "Faut pas se gêner, j'ai des yeux. Elle lève les yeux et reconnaît qui ? quoi ? Le piqueur."

Les policiers reçoivent des lettres anonymes. Les brigades territoriales rivalisent. Les dernières infractions ont été commises dans le cinquième arrondissement et le dossier est tombé aux mains de la 5^e B.T. Les inspecteurs de la 5^e B.T. la inspectent en principe tous les jours, mais, à l'heure actuelle, néanmoins, ils sont typiques. A l'entrée, n.1 reviennent

décourager les physionomistes, il est tracé la géographie des agressions : le quinzième arrondissement de Paris, puis les septième, sixième, deuxième, dans la dix-septième, les beaux quartiers. L'Est est épargné. « Il agit par série, puis il s'arrête trois ou six mois, fait observer M. Cheuvré, — et peut-être alors pris dans une pluie un horrible psychotique... »

exclusif **A voir !**
salvador **Brésil**
carnaval de Bahia 4.350 F AR
Dep. Madrid Val. 10/60 I

nouveau monde 8, rue Mabilion 75006 PARIS
(1) 329 40 40

Points de vente: Aix, Bruxelles, Lille, Marseille, Montpellier, Nice, Toulouse

Vous aurez bien plus de succès...
plus de succès, en faisant vos études en

Graphologie

Information gratuite sur notre cours de graphologie scientifique (certification dipl. Graphologie BPC) par: MSI-Ecole Suisse de Graphologie, Weiermatt 54, Dsp. 3 CH-3027 Berne

Le Monde

MEDECINE

LES HORMONES FÉMININES

Processus et progrès

Trois millions de Françaises en âge de procréer recourent régulièrement à ce que l'on nomme assez improprement la « pilule ». La contraception orale n'a été réellement disponible en France qu'en 1962, après la suppression des dispositifs interdisant — pour des motifs démographiques — toute vente, propagande ou utilisation de ces méthodes.

Le taux actuel d'utilisation des contraceptifs oraux et du stérilet par les Françaises (34 % des femmes fertiles) les situe légèrement en dessous des Suédoises (42 %), mais au niveau des Néerlandaises ou de la population féminine des pays les plus avancés à ce sujet, pays où la diffusion beaucoup plus ancienne de ces méthodes a permis l'évaluation de leurs effets sur la santé.

Contrairement à ce qu'affirme, avec autant

d'agressivité que de légèreté, le Dr Salat-Baroux dans un livre abondamment diffusé par les médias, ce recul et le nombre considérable des utilisatrices (plus de cent millions dans le monde) permettent d'affirmer que les pilules contraceptives ne présentent que des risques extrêmement faibles pour la santé, qu'elles ont, au contraire, un effet bénéfique, et qu'elles ont largement contribué à l'augmentation de l'espérance de vie des femmes dans les pays où elles étaient diffusées.

Un communiqué du collège national des gynécologues et obstétriciens français publié le 25 janvier, rappelle opportunément ces faits : « La pilule est la méthode contraceptive la plus efficace si elle est utilisée avec les précautions nécessaires [...] Aucun élément nouveau ne permet d'inquiéter les femmes sur ce sujet. »

Encore faut-il que chaque femme bénéficie de la pilule qui convient le mieux à son profil hormonal. Le Pr Mauvais-Jarvis rappelle ici ce principe essentiel et dénonce avec vigueur l'utilisation dangereuse, chez les jeunes, des « minipilules » qui représentent en France 70 % du marché.

L'hormonologie, mal enseignée dans notre pays, prend cependant une place de plus en plus importante en gynécologie médicale, y compris pour le traitement des stérilités, des douleurs menstruelles ou des perturbations liées au syndrome prémenstruel.

Aux toutes physiologiques d'arrière-garde conduisant à la remise en cause de l'un des acquis les plus importants de ces trente dernières années, il est grand temps que se substitue le bilan honnête, critique, mais si largement positif des progrès accomplis. — Dr E.L.

Minipilules et pilules « normodosées »

Il y a une trentaine d'années, l'usage de la contraception hormonale. Fruit de l'imagination d'un endocrinologue américain, Gregory Pincus, une première pilule voyait le jour : elle avait pour but de bloquer l'ovulation, phénomène physiologique nécessaire à la fécondation. C'est par quel processus ? Tout simplement en recréant un état de pseudo-grossesse, en administrant de fortes doses de dérivés d'hormones ovariennes, à savoir de progestérone naturelle, et d'œstrogènes artificiels (œstrogène-œstadiol).

Or, vers les années 60, il apparaît que les composés de synthèse, et plus particulièrement les œstrogènes, en raison de leur concentration élevée, entraînent des accidents vasculaires, notamment chez les femmes de plus de quarante ans et chez les grandes fumeuses. C'est alors qu'apparaît sur le marché une seconde génération de

par le professeur
PIERRE
MAUVAIS-JARVIS (*)

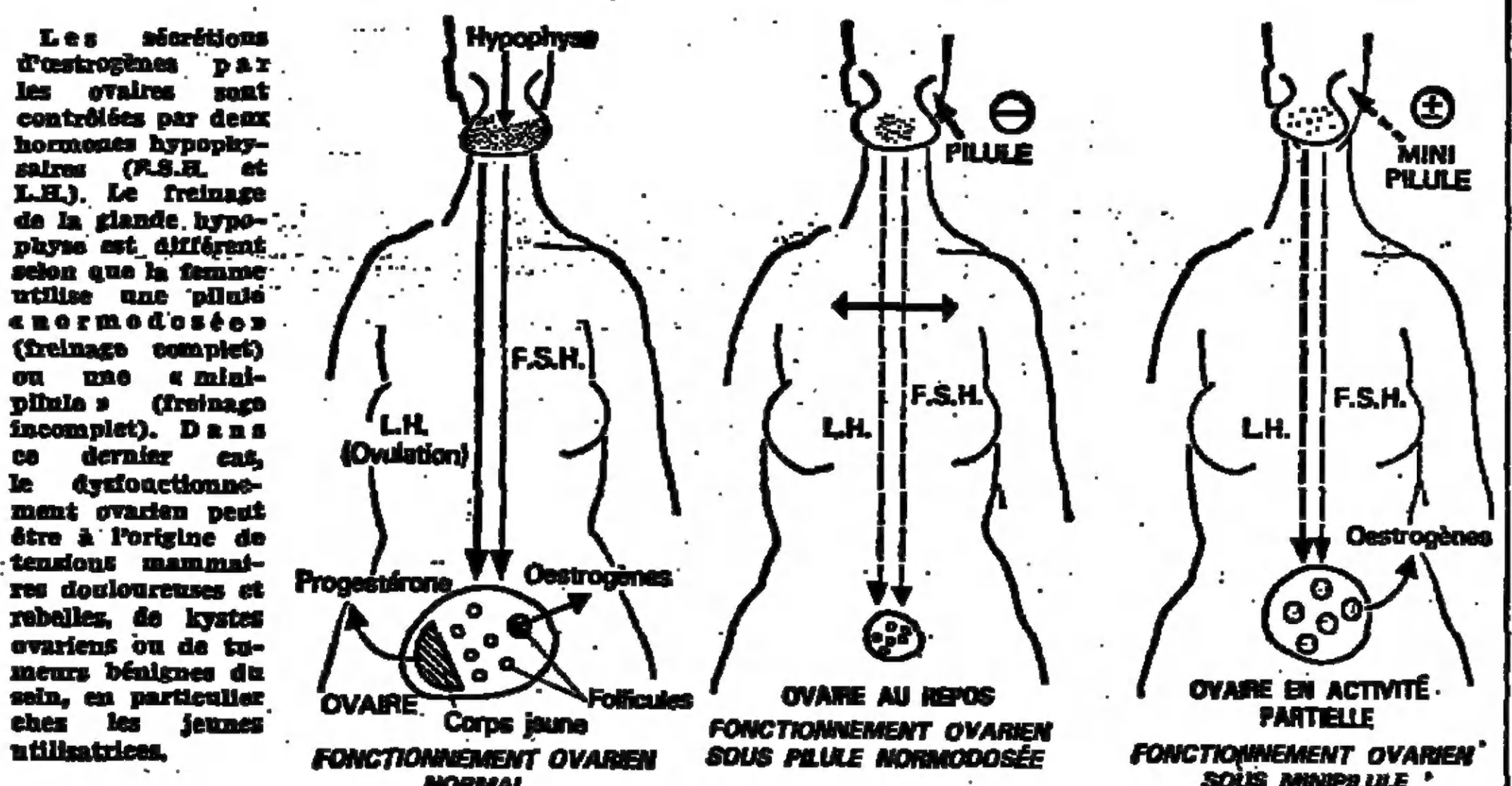
ovarienne au niveau de l'hypophyse (voir figure).

Ainsi qu'il y a encore dix ans on utilisait volontiers les pilules « normodosées » pour mettre l'ovaire au repos, notamment chez les jeunes femmes présentant des kystes ovariens, on observe actuellement et de manière paradoxale de gros ovaires porteurs de kystes chez des femmes normales sous minipilules.

Cet effet itératif (1) est la preuve évidente d'un mauvais freinage de l'hypophyse. De nombreux dosages hormonaux pratiqués par plusieurs équipes prouvent d'ailleurs en atteste (2). Témoin de ce dysfonctionnement ovarien, citons encore une fréquence anormale de tumeurs mammaires, de tumeurs bénignes mais surtout de tumeurs malignes

contre des agressions cancérogènes de quelque nature qu'elles soient. La preuve d'un effet cancérogène en relation avec une hyper-œstrogénie liée à une contraception mal adaptée ne peut être apportée qu'après un long temps d'observation. En effet, la période de latence qui s'écoule entre l'apparition d'une première cellule cancéreuse et celle d'une tumeur cliniquement détectable s'étale sur un laps de temps d'environ dix à quinze ans.

C'est la raison pour laquelle, sans sombrer ni dans le sensationnel ni dans le « catastrophisme », il serait légitime de mettre en garde les jeunes filles et les jeunes femmes n'ayant pas fait la preuve de leur fertilité (donc porteuses de cellules mammaires dites « susceptibles ») contre le danger qu'elles encourrent en absorbant des minipilules mal adaptées à leur sensibilité individuelle — notamment celle de leur glande mammaire.



Les sécrétions d'œstrogènes par les ovaires sont contrôlées par deux hormones hypophysaires (F.S.H. et L.H.). Le freinage de la glande hypophysaire est différent selon que la femme utilise une pilule « normodosée » (œstrogène complet) ou une « minipilule » (œstrogène incomplet). Dans ce dernier cas, le dysfonctionnement ovarien peut être à l'origine de tensions mammaires, de douleurs et de réactions, de kystes ovariens ou de tumeurs bénignes du sein, en particulier chez les jeunes utilisatrices.

Alors, prend naissance une troisième génération de pilules : celle des minipilules. On ne peut contester certains de leurs avantages, telle l'amélioration de leur tolérance digestive et pondérale. En revanche, conséquence immédiate de leur faible concentration hormonale, les minipilules s'avèrent souvent incapables de bloquer la commande des hormones qui régulent l'acti-

du sein, chez les jeunes utilisatrices de minipilules.

Or des enquêtes épidémiologiques effectuées avant 1975 et portant sur des pilules normodosées laissent ressortir de manière évidente que ce mode de contraception avait un rôle de prévention contre l'apparition de telles tumeurs. Rappelons pour mémoire que ces tumeurs, quoique bénignes, témoignent d'une hyperœstrogénie d'œstrogènes non contrebalancée par une sécrétion adéquate de progestérone (le Monde du 22 novembre 1978 et du 18 janvier 1981).

La première grossesse

En dépit de nombreuses mises en garde à l'encontre de ces minipilules, celles-ci ont, malgré tout, accaparé les deux tiers du marché de la contraception hormonale durant ces trois dernières années. Or, pourtant, au tort de sous-estimer, au cours de ce passé récent, la susceptibilité aux œstrogènes de la glande mammaire en période de croissance maximale, soit entre l'âge de dix et vingt ans. Actuellement, de nombreux chercheurs de par le monde (3) s'intéressent sur l'effet cancérogène qui pourrait résulter d'une inflation œstrogénique au niveau de cellules mammaires sensibles.

Un médecin américain, S. Korenman, professeur à l'université de Californie, a donné le nom de « première fenêtre d'exposition aux œstrogènes » à la période de vie qui s'écoule entre le début de la croissance mammaire, qui commence vers l'âge de dix ans, et celle qui prend fin avec la première grossesse menée à terme. Or c'est un fait acquis que cette première grossesse menée avant l'âge de vingt ans confère un rôle protecteur

En revanche, pourquoi ne plus utiliser les pilules normodosées chez des femmes jeunes ? En effet, rien ne permet d'affirmer que celles-ci soient plus nocives que les minipilules dans le domaine dit des métabolismes (graisses du sang, facteurs de coagulation, etc.), du moins pour une fraction de la population moins exposée aux facteurs de risque, notamment vasculaires. Ces pilules normodosées assurent, en effet, une mise au repos ovarienne efficace. Ultérieurement, un relai éventuel par les minipilules pourrait être envisagé à cette seule condition qu'aucun retentissement mammaire ne se manifeste.

Plus complexe s'avère la décision à prendre chez les adolescentes : l'activité sexuelle de ces dernières étant souvent occasionnelle et leur fonction de reproduction encore mal équilibrée.

(Lire la suite page 10.)

(1) Intégrine : qui est provoqué par une thérapie hormonale.
(2) Extrait de l'ouvrage : Revue de gynécologie, 1980, tome 87, p. 401.
(3) Un groupe de travail s'est réuni le 9 décembre 1980 à l'Institut de la Force d'intervention contre le cancer du sein (Breast Cancer Test Force) de l'Institut du cancer américain. Un groupe similaire se réunira le 19 février prochain à Londres à l'invitation de l'Imperial Cancer Fund (Grande-Bretagne). La Société française de gynécologie maternelle perçoit les travaux épidémiologiques français en gestation sur ce même sujet.

PREMIERE MONDIALE
ENSEIGNEMENT ACCÉLÉRÉ
ACUPUNCTURE
par vidéo-cassettes d'une durée totale de 60 heures. Distribution APAMO : 69, bd. de la République, 69400 Cannes. (03) 45-57-24.

Un nouveau test précoce de grossesse

Un nouveau test permettant le diagnostic d'une grossesse, dès le premier jour du retard des règles, sera disponible sur le marché français cette semaine. Mis au point par le laboratoire français Human-Pharm, il repose sur le repérage de quantités infimes (cent unités internationales par litre) de cette fraction, dite bêta, de l'hormone gonadotrophine chorionique (ou H.C.G.) dont la sécrétion est spécifiquement liée à l'implantation d'un œuf fécondé dans la matrice.

Les femmes ont connu, en 1973, l'événement qui leur présentait la possibilité de faire elles-mêmes le diagnostic d'une grossesse éventuelle, et cela dès le neuvième jour du retard des règles.

Le principe du mini-laboratoire ainsi placé à la libre disposition du grand public repose sur une réaction immunologique complexe permettant le repérage très précis de doses infimes d'une hormone dite gonadotrophine chorionique (H.C.G.) présente dans l'urine et dans le sang des femmes dès l'implantation d'un ovule fécondé. Le taux de cette hormone ne cesse de croître pendant les deux premiers mois de la grossesse, jusqu'au moment où le placenta en prend le relais.

Jusqu'à cet avènement, des techniques compliquées, quasiment impossibles d'emploi à domicile, autorisaient seules le diagnostic de la grossesse dans des laboratoires spécialisés. L'injection d'urine d'une femme présumée enceinte à des lapins, ou à des grenouilles vertes mâles, conduisait, en cas de sécrétion d'H.C.G., à une ovulation chez la lapine, et à une production de spermatozoïdes chez la grenouille, qui signalaient le diagnostic de grossesse.

Selon les dispositions législatives en vigueur, et le code pénal, ce diagnostic ne pouvait être exécuté en France que « sur une ordonnance médicale datée et signée et qui devait être transmise sur un registre paraphé par le maire ou le commissaire de police, et par des hôpitaux et laboratoires habilités à cet effet par le ministre de la Santé publique » (sic !). Ces inscriptions devaient en outre indiquer « les noms et adresses de la personne dont l'état fait l'objet du diagnostic et la pièce d'identité présentée par ladite personne ».

Tout cet incroyable processus s'inscrivait évidemment dans le cadre du dispositif de répression contre l'avortement.

Un progrès venu, en 1973, de sciences éminemment fondamentales, l'hormonologie et l'immunologie, permettait ainsi de court-circuiter, sans recours possible, le législateur, en rendant caduc d'un seul coup et le code pénal et la loi.

Le diagnostic immunologique de la grossesse était fondé sur l'observation d'un anneau foncé au fond d'une éprouvette où la femme avait placé un solvant et trois gouttes d'urine, sur une poudre contenant d'une part du sérum d'un lapin sensible aux gonadotrophines humaines et, d'autre part, des globules rouges de mouton capables de fixer ces mêmes gonadotrophines (le Monde du 20 janvier et 7 février 1973).

De l'imprécision...

Un marché considérable s'ouvrait aux fabricants chiffré, par exemple, à 30 millions de dollars aux États-Unis l'an passé, marché qui échappait naturellement à tout contrôle relevant de la pharmacovigilance puisqu'il s'agissait de tests biologiques et non de médicaments.

Les premiers tests ainsi commercialisés constituaient certes une révolution et un progrès considérable, mais n'étaient pas

sans présenter de sérieux inconvénients.

L'hormone gonadotrophine chorionique ainsi grossièrement repérée est une glycoprotéine qui se compose, en effet, de deux sous-unités polypeptidiques dissimilaires. L'une, dite chaîne alpha, a une structure identique à celle qui contiennent diverses hormones hypophysaires (F.S.H., L.H. et T.S.H.) présentes dans un cycle hormonal normal (1). D'où l'imprécision de ces tests, donnant des résultats tantôt faussement positifs, tantôt (dans 20 % des cas) faussement négatifs.

Nombre d'erreurs de diagnostic furent ainsi — et sont toujours — commises, dans les cas notamment de grossesse extra-utérine donnant un résultat faussement négatif alors qu'une intervention s'imposait.

En juillet 1979, par exemple, près de quarante mille tests de grossesse insuffisamment sensibles et vendus au Canada, en France et en Suisse furent retirés du marché sur l'ordre de la Food and Drug Administration américaine.

... à une précision coûteuse

Un progrès important devait être accompli dans les années 80, par l'isolement de la chaîne bêta de l'hormone gonadotrophine chorionique. Cette chaîne est, elle, rigoureusement spécifique et sa structure, très différente de celle des autres hormones hypo-

(1) F.S.H. : hormone folliculo-stimulante - L.H. : hormone lutéinisante - T.S.H. : hormone thyroïdienne.

physaires, permet un diagnostic infiniment plus sûr et plus précis.

En 1981, le test bêta permettant de repérer une grossesse en évolution dès le deuxième jour de retard des règles (dosage à 250 unités d'H.C.G. par litre d'urine) était lancé sur le marché français.

La semaine prochaine, un test plus performant encore sera disponible : il permet de repérer une grossesse en évolution dès le premier jour du retard de règles, car il peut détecter la dose infime de 100 unités internationales par litre d'urine d'H.C.G.

Son utilisation devrait être réservée au corps médical, ou aux pharmaciens, car sa sensibilité est extrême, et les manipulations, au demeurant fort simples, doivent être rigoureuses. Il autorise le diagnostic très précoce d'une grossesse débutante et le recours, très précoce lui aussi, à une thérapie hormonale si elle s'avère nécessaire. Il permet aussi la confirmation d'une grossesse extra-utérine, le diagnostic précis d'un certain nombre de stérilités, la distinction, en phase ménopausique, de grossesses débutantes ou de simples retards des règles, et, dans certains cas, la surveillance de certaines tumeurs.

Comme pour les autres diagnostics immunologiques de la grossesse, la réaction peut être perturbée par les changements de température, l'exposition au soleil, les vibrations et autres malaises de manipulation.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.
(Lire la suite page 10.)

Pr. Jacques Salat-Baroux

La vie est ma passion

Le formidable pouvoir du gynécologue

Entretiens avec Marie-Thérèse Guichard

Jacques Salat-Baroux fait le point avec rigueur, courageusement, et sans concession aux modes : la contraception masculine et féminine, l'insémination artificielle, les bébés éprouvettes, la ménopause - cette injustice biologique - l'andropause, et le cancer du sein. Ce gynécologue ne triche pas avec la vérité.

Plon

LES VENTES EN 1981

Cinq spécialités totalisent 70 % des ventes. Il s'agit des minipilules et pilules biphasiques (taux d'œstrogène-œstadiol inférieur à 50 microgrammes) suivies par ordre des chiffres de vente en France en 1981 : Adepal, Minidril, Miniphas, Othormovan.

Les pilules normodosées (taux d'œstrogène-œstadiol supérieur ou égal à 50 microgrammes) se répartissent le reste du marché, soit 30 % des ventes. Il s'agit des trois spécialités suivantes (par ordre des chiffres de vente en 1981) : Scélidil, Ovarone, Gynofert, Planon, Ovarone, Ovarone, Anovlar, Norasynine, Gynophase, Balovir, Mini-Anovlar, Métruline, Gynostat.

(*) Chef du service d'endocrinologie de la reproduction à l'hôpital Necker, professeur à l'université René Descartes.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LES HORMONES FÉMININES

Minipilules et pilules « normodosées »

(Suite de la page 9.)

C'est alors au médecin — et à lui seul — de décider. Décision qui repose sur sa compétence en homéostasie et sur son aptitude à appréhender le problème social auquel il se trouve confronté. L'interruption de grossesse devant toujours être considérée comme une solution dramatique.

Deux notions fondamentales

L'espoir, en matière de contraception, en fait, des progrès de la science, notamment de l'usage, à visée anticonceptionnelle, du Gn-RH, hormone hypothalamique libérant les gonadotrophines hypophysaires FSH et LH.

Cette hormone pourrait, en effet, dans certaines conditions d'utilisation, permettre soit une contraception à long cours, soit une contraception ponctuelle, grâce à une administration programmée en fonction d'un rapport sexuel, et ce en empêchant un œuf fécondé d'effectuer sa nidation. Pour parvenir à cette « sophistication » d'une contraception à la carte, encore faut-il trouver en chaque individu une volonté de « se mieux connaître ». En effet, nous ne contestons pas, sur le fond, le droit qu'ont les femmes d'aujourd'hui d'être informées sur la contraception. Nous estimons, toutefois, que cette information doit passer avant tout par l'objectivité, et une véritable politique de santé pour la femme se doit de prendre en compte toute la réalité scientifique et sociale de la contraception. Ce raisonnement repose sur deux notions fondamentales :

● **Première notion :** une meilleure connaissance dans le domaine des hormones impliquées dans la fonction de reproduction humaine devrait désormais permettre à tout praticien de trouver, pour chaque femme, une solution contraceptive adaptée à sa demande, à son âge et à son terrain.

Pour ce faire, il faut admettre que la contraception demeure un acte médical obéissant aux mêmes règles d'éthique (*Primum non nocere*) que n'importe quelle autre prescription médicamenteuse. Or il faut déplorer, outre des carences d'enseignement que nous avons déjà évoquées, l'indigence de notre système de santé dans le domaine de la pharmacovigilance des hormones sexuelles, ainsi que dans celui de l'épidémiologie qui s'y attache.

● **Deuxième notion :** on doit savoir que grâce à la contraception,

une véritable politique de prévention peut être mise en place chez la femme en période d'activité génitale. C'est désormais une évidence que les frottes vaginaux de dépiquage effectués régulièrement à partir des premiers rapports sexuels permettent la découverte de lésions précancéreuses du col utérin et des états dysplasiques, voire des hypertension artérielles ainsi que des maladies des épididymes, à la faveur d'une surveillance pour contraception hormonale.

Hélas, l'état des ventes de pilules en France fait ressortir que tous les risques potentiels, concernant le sein, que nous venons d'évoquer ne sont guère pris en compte. En effet, les instituts de statistiques sont unanimes pour admettre que ce sont les jeunes filles qui demeurent les plus grandes utilisatrices de la contraception hormonale, donc de minipilules.

Si la contraception veut conserver un réel caractère de progrès scientifique et social, encore faut-il que ses utilisatrices participent de leur plein gré et en connaissance de cause à la recherche de son efficacité et de son innocuité.

On ne peut accepter que l'information en matière de contraception soit véhiculée par certains monopoles pharmaceutiques au travers d'une publicité déguisée en prétendu « enseignement post-universitaire ».

Alors qu'il existe un autre terrorisme intellectuel : celui-là même qui consiste au nom de la liberté sexuelle, voire de la liberté de la femme, à tronquer la vérité, du moins à l'obscurcir consciemment ou inconsciemment par manque de connaissance ou d'information.

Ayons enfin le courage d'admettre que la véritable choix réside dans l'élaboration d'une politique de recherche volontariste en matière de reproduction humaine. Des solutions contraceptives nouvelles, efficaces et sans danger sont désormais envisageables : elles sont le fruit de découvertes fondamentales très récentes. Reste à élargir le champ de leur expérimentation clinique. Pour ce faire, encore faut-il obtenir une allocation de moyens efficaces, mais également le concours de médecins dont on puisse se prévaloir de l'intégrité et de la rigueur scientifique.

Ne nous laissons pas sur les difficultés de mener à bien une telle entreprise, au dépit de l'intérêt socio-économique majeur qu'elle met en jeu. Indubitablement, sa réussite dépendra d'une investigation clinique adaptée ; sans quoi elle donnera l'essor qu'elle mérite.

PIERRE MAUVAIS-JARVIS.

Un nouveau test précoce de grossesse

(Suite de la page 9.)

Le coût du test — réponse bêta-250 est de 73 francs ; celui du bêta-test-100, plus précoce et plus précis encore, est de 89 francs. C'est ce coût élevé qui explique que les laboratoires spécialisés, en ville ou dans les hôpitaux, recourent aux tests de grossesse moins chers, mais plus justes, qui ne sont valables qu'après le neuvième jour de retard des règles et qui repèrent les gonadotrophines brutes, avec les facteurs d'erreur dus aux autres hormones hypophysaires que cela implique.

Ces tests de première génération — dont huit cent mille sont vendus chaque année en France (contre cent vingt-deux mille en huit mois pour les bêta-tests), devraient être, semble-t-il, rapidement retirés du marché, pour cause d'insuffisante fiabilité.

Encore faudrait-il que le prix des bêta-tests puisse devenir plus accessible.

L'importance de la fiabilité de tels tests de grossesse est d'autant plus grande que ce type de diagnostic précoce et précis autorise ce que l'on nomme la « régulation menstruelle ».

Il s'agit d'une mini-interruption de grossesse pratiquée dans une simple salle de consultation de gynécologie, avec une simple saignée d'aspiration qui permet de vider le contenu utérin. Aucune anesthésie n'est nécessaire, aucune prémédication, et la patiente

repart chez elle après une demi-heure de repos.

En somme, et par cette méthode, les dispositions concernant l'interruption de grossesse sont, à leur tour, court-circuitées.

Encore faudrait-il éviter les « régulations » inutilisées : une récente statistique française montre que, dans 13 % des cas (25 % dans certaines statistiques américaines), la femme n'était, en réalité, pas enceinte.

Le nombre d'erreurs de diagnostic liées au caractère trop fruste des tests de première génération explique, certes, en partie ces faits. Mais les Françaises achètent encore annuellement huit cent mille exemplaires de ces tests incertains.

La régulation menstruelle n'est d'ailleurs pas totalement exempte de complications, et il semble exclu qu'elle puisse être appliquée à large échelle par un public non qualifié, comme l'exigeaient et le pratiquent un certain nombre de communautés américaines.

Mais on voit mal ce qui pourrait empêcher les gynécologues qui disposent à présent de tests de grossesse d'une précision et d'une spécificité exceptionnelles de substituer à l'avortement traumatisant et coûteux la méthode plus rapide, plus simple, moins traumatisante et plus facile qu'est l'hypocrite « régulation menstruelle ».

Dr ESCOFFER-LAMBIOTTE.

UN LIVRE DU PROFESSEUR SALAT-BAROUX

« Si j'étais une femme... »

« Si j'étais une femme, je ne prendrais pas la pilule. » S'il ne prendrait pas cette phrase, le livre du professeur J. Salat-Baroux n'aurait guère attiré l'attention. Il serait allé, sans publicité, grossir la flot croissante des ouvrages dans lesquels, depuis quelques années, des docteurs en médecine « philosophent ». Un magazine féminin et une émission de radio reprenant cette phrase, quelques critiques scabreuses dans la presse spécialisée, il n'en aura pas fallu davantage pour, l'espace d'un instant, créer le scandale et « lancer » l'ouvrage.

L'auteur, chirurgien et gynécologue-obstétricien à l'hôpital Tenon (Paris), chef de la plus grande maternité du pays, bavard avec un journaliste. Durant deux cent quarante pages, il explique, critique, s'enflamme. En treize chapitres, il veut englober tout le champ de sa spécialité. Il s'y perd. Jugements dénués, approximations, incohérences, le lecteur, lui, sombre corps et biens. Il ne trouvera qu'à grand-peine quelques informations dans ce débordement d'autosatisfaction et d'attaques à peine feutrées contre certains confrères.

Tout cela, au total, ne tirerait pas à conséquence si ce spécialiste de la reproduction ne parlait en guerre d'une manière totalement désordonnée contre la plupart des méthodes contraceptives actuelles. Farouche adversaire de la « pilule » (qu'il prescrit néanmoins), en particulier pour les adolescentes, devant lesquelles il est « partagé entre un sentiment de dévotion et de pitié très sincère » [il voit] à quel impérieux elle s'est soumise. L'auteur s'étonne d'évoquer « dans ces sociétés masculines d'homme fait pour imposer à l'adolescente cette idée qu'il faut qu'elle soit prête à accueillir son mâle ».

On cherchera en vain un conseil, une conduite à tenir. En revanche, plusieurs pages sont consacrées à la critique de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse et à celle du projet de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics.

L'auteur nous confie à plusieurs reprises qu'il est un passionné. Sans doute est-il enclin aux débordements, aux envolées d'humour. On regrettera simplement que l'un d'entre eux ait pu donner naissance à un livre aussi engagé. — J.-Y. N.

★ La vie est une passion ou le formidable pouvoir du gynécologue, par le professeur Jacques Salat-Baroux. Plon. Prix 55 F.

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

LE FUTUR MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

Privilégier l'action

Deux journées d'études sont consacrées au futur musée national des sciences et de l'industrie de La Villette, mardi 9 et mercredi 10 février au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris.

Organisées par l'Établissement public d'aménagement du parc de La Villette, le CNAM, et la société des ingénieurs de France, ces journées doivent permettre un premier examen des résultats des travaux de la mission d'étude du musée. Dirigée depuis février 1980 par M. André Lebeau, professeur au CNAM, cette mission a travaillé à la conception de ce qui devrait être une réalisation sans exemple au monde, même si elle s'inspire sur certains points d'exemples étrangers.

A ce jour beaucoup d'options peuvent encore être modifiées. Pour M. Lebeau, ces journées devaient avoir un triple rôle : faire largement connaître l'état actuel de la préparation du musée, les options prises et les décisions qui restent à prendre ; permettre un débat, éventuellement critique, sur le travail déjà fait ; enfin, et ce devrait être le sens de la présence attendue de plusieurs ministres, faire prendre ce travail en compte par le gouvernement au début d'une année où les décisions administratives devront être prises, et des travaux importants engagés pour que le musée puisse ouvrir ses portes en 1985.

La mission dispose de 851 millions de francs — au prix de juin 1981 — pour mener à bien la réalisation de l'exposition permanente et des autres installations. Cette somme ne comprend pas les dépenses de génie civil, incluses dans l'aménagement du parc de La Villette, et qui permettront de transformer ce qui aura été la salle des ventes d'objets géants dont le projet fut abandonné. Cette salle, réduite à une carcasse de béton et d'acier — vingt piles supportant seize poutres de 65 mètres de portée — sera habillée de verre et entourée d'eau, conformément au projet établi par l'architecte Adrien Fainsilber (le Monde du 7 octobre 1980).

Pas une morgue

« Un musée est une morgue. » Cette méchante citation de Jean Cocteau, placée en exergue d'un des textes préparatoires aux journées d'études, indique à contrario ce que ne veut pas être le musée national des sciences et de l'industrie — dénomination provisoire. Le terme « musée » est d'ailleurs jugé impropre pour qualifier l'ambitieux ensemble qui va être réalisé dans les quelque 90 000 mètres carrés occupés dans une première phase — superficie qui pourrait ensuite être portée à plus de 150 000 mètres carrés.

L'exposition permanente, organisée autour de « vingt thèmes » qui occupera quelque 30 000 mètres carrés de plancher, ne sera en effet que l'élément principal d'un véritable centre de la culture scientifique et technique. On organisera aussi à La Villette des expositions temporaires, liées à l'actualité, et qui pourraient être réalisées par des établissements de recherche, des industries, des associations ou clubs scientifiques. La Villette n'ayant alors qu'un rôle d'accueil. Ce lieu d'expositions temporaires jouera un centre de conférences, disposant d'une salle de mille places ; l'ensemble sera adapté à l'accueil de manifestations du genre Salons Industriels.

Deux « médiathèques » (bibliothèques, vidéothèques, cinémathèques...) largement informatisées et ainsi consultables à distance sont aussi prévues. L'une sera tournée vers le grand public, l'autre destinée aux chercheurs. La Villette aura une activité de recherche dans trois domaines : l'histoire des sciences et des techniques ; la muséologie scientifique et technique ; la didactique des sciences et des techniques. Mais la médiathèque « chercheurs » devrait avoir un éventuel beaucoup plus vaste et offrir des facilités de travail à des chercheurs extérieurs au centre.

L'ensemble comportera aussi des salles d'actualité, qui devraient donner, dans un délai très bref, en

liaison avec la presse (1), des informations sur des événements d'ordre scientifique ou technique — qu'il s'agisse de séminaires ou de prix Nobel. Et pour les enfants de cinq à dix ans sont prévues des salles de découvertes propres à éveiller l'activité créatrice.

Enfin, une grande salle hémisphérique de trois cent cinquante places, couverte d'un vaste dôme-écran, équipée d'un projecteur de film qui permet de couvrir avec une seule image toute la demi-sphère, permettra une forme de spectacle — à peu près inconnue en France — à l'exception du planétarium du palais de la Découverte — mais dont disposent déjà plusieurs musées étrangers. Cette salle pourrait être ouverte dès l'été 1984, et un premier « film » sur l'eau est en préparation. Cette rapide description montre bien l'insuffisance du terme musée appliqué à cet ensemble. Cette appellation est notamment inadéquate pour ce qui concerne les expositions qui ne devraient surtout pas être des lieux où l'on se promène passivement. Des études sur les attitudes du public, corroborées par l'expérience de réalisations étrangères, ont fait ressortir plusieurs lignes directrices : le public demande la possibilité de manipuler et d'obtenir rapidement un résultat ; il souhaite la simplicité et refuse la surabondance d'informations ; enfin « c'est l'action à mener qui est première » et qui éventuellement induit par son résultat une question. La présentation doit donc être organisée de manière à fournir alors la réponse à cette question, en l'ajoutant au contexte socio-culturel.

« Aider le public à se réapproprier cet élément essentiel de la culture moderne que devrait être la familiarité avec les sciences et les techniques » : tel est l'objectif que se donne la mission du musée. Les journées d'études qu'elle organise devraient déjà indiquer à la direction suivie est bonne.

MAURICE ARVONNY.

(1) L'Association des journaux scientifiques de la presse d'information sera partie prenante de cette initiative.

LES VINGT THÈMES

Auguste Comte et sa classification des sciences ne seront pas à La Villette. L'exposition permanente est organisée en vingt thèmes concrets, qui « traversent » les disciplines académiques. Ils sont regroupés en cinq secteurs :

UNIVERS — Astronomie, espace, atmosphère, la Terre et ses ressources.
VIE — La biosphère et son devenir, l'hérédité, le corps et son milieu intérieur, le cerveau.
LE TRAVAIL DE L'HOMME — Fabrication, transformation, contrôle, transport.
ÉNERGIE ET INFORMATION — Énergie, communication, informatique.
MATIÈRE, MATHÉMATIQUE, ESTHÉTIQUE — Son ; lumière ; structure de la matière ; mathématiques ; technique, art et science.

Vingt « chargés de thèmes », assistés de conseillers scientifiques à temps partiel, ont la responsabilité de concevoir l'exposition, puis de collaborer avec les équipes d'architectes, ingénieurs, décorateurs, qui réaliseront les présentations. Ceux-ci seront appelés dans une large mesure à l'informatique et à l'audiovisuel. Ainsi se trouvera amplifiée et dépassée la suggestion de Jean Perrin qui proposait en 1927, lors de la création du Palais de la découverte, que les expériences soient présentées « par des démonstrateurs qui les expliquent, s'aidant au besoin de phonogrammes synchronisés ou de films cinématographiques ».

L'existence de chargés d'exposition est d'ailleurs une originalité du Palais de la découverte, et sera d'autant plus naturellement conservée que les équipes actuelles, quittant les locaux qu'elles occupent à titre provisoire, devraient s'installer dans l'ensemble plus vaste que constituera le Musée national des sciences et de l'industrie de La Villette. — M. A.

CORRESPONDANCE

Psychiatrie sociale et psychiatrie biologique

Une mise au point de quatre médecins genevois

À la suite de la publication d'une tribune libre, « Vingt-quatre psychiatres prennent la défense d'un confrère accusé de sanction » (le Monde daté 24-25 janvier 1982), quatre médecins chefs de service au département de psychiatrie de la Faculté de médecine de Genève, nous adressent la lettre suivante. Il s'agit des docteurs A. Andreoli, Ph. Bourgeois, J. Lalive et N. Nicolodi.

Cette tribune libre et la mobilisation des signataires de cet article montrent l'ampleur de cette affaire, qui a provoqué une vive émotion dans l'opinion publique et le milieu psychiatrique genevois et a amené le Conseil d'État de la République et le canton de Genève à mettre sur pied une commission d'enquête.

Devant des problèmes aussi graves, un dialogue sérieux s'impose. C'est dans cet esprit que nous souhaitons répondre à nos confrères étrangers qui, à côté d'une solidarité contrastée, nous ont fait part de leurs inquiétudes, fondées, nous le savons, sur des informations subjectives ou carrément erronées. Signalons tout d'abord qu'aucune sanction ne menace le professeur Tissot. Dans la réorganisation proposée par la commission d'enquête et approuvée par la majorité du milieu psychiatrique, il trouvera sa place de chercheur dans un des domaines de la psychiatrie, domaine dans lequel sa compétence n'est pas contestée. Ce qui est contesté, c'est le fait que le directeur de la clinique psychiatrique s'inspire exclusivement de la psychiatrie biologique, et en particulier de la « psychopathologie du cerveau », et qu'il néglige les aspects relationnel et social de la maladie mentale dans ses conceptions et ses formes actuelles.

Le texte de la tribune publiée indique que la commission constituée le 11 mai, que la section d'assistance psychiatrique recommandée est la « section d'assistance », nous ne connaissons au-

cune assistance psychiatrique (c'est-à-dire un mode de traitement) qui s'appelle « section d'assistance ». La section d'assistance n'est qu'un moyen. En effet, le projet de restructuration comporte le renforcement de la psychiatrie clinique, l'hôpital cantonal et le développement de aspects psycho-sociaux de la pharmacologie clinique. Ce projet permet à la psychiatrie de s'exprimer sous les différentes formes d'application dans les lieux mêmes où la maladie se développe et où le malade vit. Cela n'implique pas, bien au contraire, qu'elle soit « pratiquement détachée de la médecine ». Il n'y a jamais eu question de détachement de la médecine, mais nous vous demandons sérieusement d'où vous avez sorti cette proposition !

Il n'y a à notre sens aucune opposition à une psychiatrie plus médicale utilisant les médicaments et à une recherche en collaboration étroite avec la clinique. En ce sens, il n'est pas exact, comme l'écrivent les signataires de cette tribune, que « les auteurs du rapport émettent des réserves sur la validité d'un tel concept ».

Nous le répons, la commission n'a jamais conclu « à une impossibilité de coexistence de ces deux conceptions de la psychiatrie, sociale et biologique ». Tout simplement, la commission d'enquête propose, et nous la suivons complètement, que la recherche en psychiatrie se déroule en liaison étroite avec les impératifs cliniques.

Nous ne gardons pas rigueur à nos confrères étrangers d'avoir intervenu dans les affaires genevoises, comme ils le souhaitent. Cependant, nous pensons, en lisant leur lettre de solidarité au professeur Tissot, qu'ils n'ont pas eu la possibilité d'exprimer leur opinion « aussi clairement que possible », c'est-à-dire avec toutes les nuances que nous sommes habitués à rencontrer chez nos confrères et amis, français en particulier.

(Publié)

REVUE ARCHÉOLOGIQUE SITES

Vente en kiosque : 15 F
LIVRES SUR L'ARCHÉOLOGIE EN FRANCE
Océanologie, Numismatique, Fondamentaux...
Catalogue contre 2 timbres : 11, rue de l'Orfèvrerie, 84 Arignon

Le Monde DE L'ÉDUCATION

LES ÉTUDES, L'EMPLOI, L'AVENIR DE LA RECHERCHE

FAUT-IL FAIRE DES SCIENCES ?

Jobs d'été à l'étranger
Les métiers de l'hôtellerie

LAENNEC (1781-1826)

Un numéro spécial de la Revue du Palais de la Découverte édité à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Laennec, la seule publication des conférences présentées au colloque du Collège de France.

Laennec professeur au Collège de France ; Laennec médecin ; Laennec humaniste parisien ; la diffusion étrangère de l'œuvre de Laennec. 346 pages. Franco France 49,50 - Franco Étranger 52,00 FF

Palais de la Découverte, av. P.-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

SPORTS

Trouver d'autres champions

ROBLOT S.A.

SCIENTIFIQUE
LE FUTUR MONDIAL
EN SCIENCES ET EN INDUSTRIE
Privilégier l'action

SPORTS

NATATION

Trouver d'autres champions

Avez-vous conscience de faire partie désormais de l'élite mondiale? Considérez-vous que vous êtes le meilleur nageur de 200 mètres dos en petit bassin? La gloire, est-ce que vous aimez? Rien n'étonne Frédéric Delcourt, nouvelle vedette de Boulogne-Billancourt. Ce Marseillais d'adoption, originaire d'Angers, garde les pieds sur terre. Sa victoire face au Soviétique Shemetov, vice-champion d'Europe à Split en 1981, à l'Américain Berniavot, son vainqueur de la réunion de Gainesville (Floride) au début de janvier, à l'Allemand de l'Est Raitzsch, meilleur temps mondial, ne lui fait pas tourner la tête.

Fait-il partie de l'élite mondiale? « Oui, et alors? » Est-il le meilleur nageur de la spécialité? « Oh! Vous savez, chaque jour est une remise en cause. Aujourd'hui c'est moi, demain ce peut être le Soviétique, l'Américain ou l'Allemand de l'Est. La gloire? Oh! Il y a dans un grand sourire, c'est agréable d'être ovationné, mais nous ne sommes quand même pas des vedettes. »

A dix-huit ans, Frédéric Delcourt sait ce qu'il veut. Il a réalisé une grande performance, portée par son public, mais il estime ne pas être le meilleur. Il n'ignore pas non plus qu'il doit beaucoup à ses entraîneurs : MM. Gérard Garoff, directeur technique national en fonction jusqu'en 1980 (Ecoust), qui l'a fait venir au Centre national d'entraînement de l'INSEP (Institut national des sports et de l'éducation physique) pour y poursuivre ses études et un entraînement de futur champion, et Michel Medrolet.

Avec Frédéric Delcourt, deux autres Français ont établi de meilleures performances nationales : le Havrais Xavier Savin, âgé de vingt et un ans, étudiant en troisième et dernière année d'une école supérieure de commerce, qui a terminé deuxième, en 2 min. 20 sec. 70 au 200 mètres papillon, remporté par l'Américain Yntema; le Toulousain Nicolas Boucher, âgé de dix-neuf ans, futur vétérinaire, qui a terminé troisième du 200 mètres brasse en 2 min. 18 sec. 47 derrière l'Anglais Moorhouse (2 min. 18 sec. 25) et l'Américain Moffet (2 min. 18 sec. 41).

Mais si ces performances ont contribué à relever le prestige de la natation française, ces trois nageurs ne sont-ils pas aujourd'hui, les nages libres qui cachent la forêt? De ce point de vue, la réunion de Boulogne-Billancourt a fait apparaître bien des faiblesses. M. Gérard Garoff n'hésite pas à dire que, en dehors de Delcourt, de Savin et de Boucher, seuls Fabien Neuf, Frank Jacquet et Olivier Borice se situent à un bon niveau international.

Projets fédéraux

Pour M. Gérard Garoff, la relative faiblesse de la natation française tient au fait qu'« on ne peut pas vraiment dégager une élite à partir d'une masse de trente-cinq mille nageurs ». De son côté, M. Henri Sarradour, président de la Fédération française de natation, estime qu'« on ne peut entraîner sérieuse-

ment des nageurs avec un corps de dirigeants souvent bénévoles, insuffisamment formés; que, d'une part, la rupture entre la natation scolaire et la natation sportive, d'autre part, l'absence de postes d'entraîneurs de piscine, constituent autant de freins au développement de la natation en France ».

Dans un dossier qu'il vient de publier, le président de la Fédération expose un plan nécessaire, à son avis, pour améliorer la situation. Il s'agit notamment :

— de créer une Ecole nationale de formation des cadres, lieu de formation initiale et continue, de l'entraîneur à l'entraîneur national;

— de reconnaître la profession d'entraîneur dans la hiérarchie municipale;

— de rechercher une scolarité plus équilibrée qui se traduise par une réduction des journées scolaires, compensée par une diminution des vacances et par un étalement de l'année;

— d'assurer une plus grande disponibilité des installations sportives, etc.

La Fédération française souhaite également une réforme des sections sports-études qui permette une intégration de l'horaire sportif dans l'emploi du temps général et estime que les athlètes de haut niveau ne doivent plus être marginalisés et pénalisés parce qu'ils consacrent de quatre à cinq heures par jour à leur entraînement. Elle propose un étalement dans le temps des cursus universitaires et l'accès à la fonction publique par le biais des postes réservés.

Enfin, le plan fédéral souligne que la France ne possède pas d'installations nautiques permettant l'organisation de grandes manifestations, tels les championnats d'Europe, qui ont lieu en 1985, voire les Jeux olympiques en 1992, si la France était candidate. M. Henri Sarradour estime qu'il est urgent de doter la Ville de Paris de ce stade et de procéder également à la couverture de la piscine des Tourelles.

GHLES MARTINEAU.

TENNIS. — Yannick Noah s'est qualifié pour le deuxième tour du tournoi de Memphis, doté de 225 000 dollars. En battant Thierry Tulasne, 6-1, 6-2, Pascal Portes a été éliminé par l'Américain Harold Solomon, 7-5, 7-6. Gilles Moretton, champion du monde pour les moins de 18 ans, a battu John McEnroe au deuxième tour.

Selon M. Murdoch

LA SURVIE DU GROUPE TIMES EXIGE LE DÉPART DE SIX CENTS EMPLOYÉS

De notre correspondant

London. — Dans une lettre adressée à tous les salariés du groupe Times — qui publie le célèbre quotidien britannique du même nom et le Sunday Times, — M. Rupert Murdoch a annoncé, le lundi 8 février, que la survie de ces deux journaux était liée à six cents licenciements sur un effectif total de deux mille six cents personnes. Le magnat australien de la presse, éditeur propriétaire de News International, qui a acquis le Times il y a un an pour 12 millions de livres (133 millions de francs), espère que cette réduction de personnel pourra se faire par départs volontaires. Mais, selon lui, le temps presse : « Nous sommes littéralement saignés », écrit M. Murdoch, qui souhaite une solution « dans les prochains jours plutôt que dans les prochains mois ».

Si l'annonce n'est pas satisfaisante, il se verra dans l'obligation de fermer le Times et le Sunday Times, qu'il considère comme un poids mort. En 1981, le groupe a perdu 12 millions de livres et devrait en perdre 15 millions cette

année. Alors que le tirage du quotidien a légèrement augmenté en un an (tirage total de près de trois cent mille exemplaires), celui du journal dominical (un million trois cent cinquante-quatre mille exemplaires) est en baisse de 6 %. Ces mauvais résultats entraînent des difficultés pour News International, qui publie deux journaux populaires, News of the World et le Sun. Ils sont dus, selon M. Murdoch, non seulement à la crise économique générale mais surtout à la piétinement de personnel. Le groupe Times emploie plus de salariés que ses concurrents et plus qu'il n'en faudrait pour fabriquer ces deux publications. Les syndicats se sont déclarés prêts à négocier sur les problèmes financiers de l'entreprise.

C'est en un an, le troisième ultimatum de M. Murdoch, qui avait déjà licencié plus de cinq cent salariés employés lors de sa prise de contrôle du groupe Times, en février 1981.

DANIEL VERNET.

Propriétaire de l'ancien « New York Herald Tribune »

M. JOHN HAY WHITNEY EST MORT

John Hay Whitney, propriétaire de l'ancien New York Herald Tribune, est mort à New York, le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-cinq ans, après une longue maladie.

André ambassadeur des Etats-Unis en Grande-Bretagne sous Eisenhower, jusqu'en 1957, John Hay Whitney était ensuite devenu président du conseil d'administration de la Whitney Communications et avait pris la direction de Newsday, le plus important journal de New York. Il avait également dirigé à l'époque le groupe parisien dont dépendait l'International Herald Tribune.

Enfant d'une fortune colossale, John Hay Whitney était le descendant d'importants hommes politiques. Son grand-père maternel, John Jay, avait été le secrétaire personnel du président Abraham Lincoln avant d'être secrétaire d'Etat sous les présidences de William McKinley, Theodore Roosevelt, son grand-père paternel, William Courtney Whitney, avait été secrétaire à la marine sous le président Grover Cleveland.

Grand sportif et philanthrope, John Hay Whitney avait contribué généralement au Musée d'Art Moderne de New York et à la National Gallery of Art de Washington. Amateur de théâtre et de cinéma, il avait financé des succès mondialement connus tels que Un tramway nommé désir et Autant en emporte le vent.

LES RÉACTIONS DE SYNDICATS DE JOURNALISTES AUX CONSIGNES DE LA C.G.T.

LE SYNDICAT GENERAL DES JOURNALISTES FORCE OUVRIERE, dans un communiqué publié lundi 8 février, exprime sa plus vive inquiétude devant la ligne adoptée par les dirigeants du P.C.F. et relayée par les responsables de la C.G.T. contre la presse et les médias, mettant systématiquement en cause l'honnêteté et l'indépendance des journalistes.

Le S.G.J.-F.O. souligne l'extrême gravité des consignes de l'indépendance et de la liberté de la presse. A l'heure où les journalistes tentent d'obtenir des garanties d'indépendance et de la suppression de toute censure sur l'information, le P.C.F. et de la C.G.T. apparaît particulièrement inacceptable.

Le syndicat des journalistes C.G.C., dans un communiqué, déclare avoir lu avec stupeur la ligne adoptée par la C.G.T. et le P.C.F., faisant écho au parti communiste pour mener « des opérations de protestation directes des journalistes ou dans les locaux des journaux et des médias ».

« Les journalistes C.G.C. poursuivent les mêmes objectifs que leurs confrères contre cette ligne de consigne une information imposée par la rue. Ils s'indignent d'autant plus que, bien souvent, les dirigeants syndicaux communistes et de la C.G.T. leur ont donné raison, mais avec dix mois ou des ans de retard. » (Concernant les débats sur la loi de presse, avant et après Gomulka, avant et après Giersek).

CARNET

Naissances

— Sylvie et Alain FLEURY, Sarah, Héloïse et Benjamin sont heureux d'annoncer la naissance de Remond le 21 janvier 1982, 12, avenue Alphonse-de-Neuville, 92350 Garches.

— M. et Mme Alain AUDLAIRE laissent à Stéphane et à Philippe Alexandre la joie d'annoncer la naissance de Héloïse, Ariane, le 23 janvier 1982, 11, rue Léonide-de-Lisle, 75016 Paris.

Décès

— Le conseil d'administration de la Caisse d'allocation familiale de la région parisienne, la direction générale, ses collègues et collaborateurs, l'ensemble du personnel, ont la profonde tristesse de faire part du décès de M. Jacques COURTES, ingénieur conseil principal en informatique, survenu accidentellement le 3 février 1982, dans sa quarante-huitième année. Les obsèques auront lieu le mercredi 10 février, à 11 heures, au cimetière parisien de Thiais. Renseignements à l'entrée principale. Ni fleurs ni couronnes. Le présent avis tient lieu de faire-part. 9, rue Saint-Charles, 75010 Paris Cedex 13.

— Mme Rachel Dymensstein, née Spont, Mlle Monique Dymensstein, M. Serge Dymensstein, M. et Mme Armand Dimet, leurs enfants Yves, Jacques, Mlle Anne-Sophie Dimet, ses enfants, Alex, Sylvie, Didier, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice DYMENSTEIN, dit Derthola, survenu le 6 février 1982. Les obsèques auront lieu le 10 février 1982, à 15 heures, au cimetière de Montreuil-sous-Bois (91, rue Galliéni). Cet avis tient lieu de faire-part. 46, rue Saint-Denis, 93100 Montreuil-sous-Bois.

— Les familles Volla, Galan, Xaman, Fournier, alliés et amis, ont la tristesse de faire part du décès de Marie-Louise EVESQUE, cheville des Palmes académiques, survenu le 30 janvier 1982 (6, place Delibes, Marseille). La cérémonie religieuse aura lieu le 2 février 1982, en l'église du Sacré-Cœur à Marseille, suivie de l'inhumation au cimetière de Roumieu (Gard).

— La direction et le personnel des Etablissements Alfred Herlin et Fils ont la tristesse de faire part du décès de M. Serge FAUCONNET, leur directeur général. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 février, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chailly (35, avenue Marceau, Paris-16^e). Ni fleurs ni couronnes.

— Le comité directeur de la Nouvelle Action royaliste a la douleur de faire part du décès d'un de ses fondateurs, Michel GIRAUD, survenu le 7 février 1982, dans sa trente-quatrième année. La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 février, à 14 h. 30, en l'église Saint-Symphorien (place Saint-Symphorien, Versailles).

— M. et Mme Jean Malardie, M. et Mme François Sollier, M. et Mme Schmitt, M. et Mme Jean Paul Bohard, M. et Mme Jean Zeytoun, M. et Mme Etienne Grizmannelli, M. et Mme Jacques Grizmannelli, M. et Mme Philippe Degio de Boesse, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre GRIZMANELLI, né André Malardie, survenu le 7 février 1982, à Paris. Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Germain-sur-Seine (Paris), le mercredi 10 février 1982, à 15 heures. Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Médard à Paris, le samedi 20 février, à 10 h. 30.

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

— M. et Mme Jean Martin, Mlle Marie, M. et Mme Michel Ribot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de M. Jean MARTIN, ancien élève de l'école polytechnique, officier de l'Armée d'Océan, administrateur et ancien président adjoint de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices, survenu le 7 février 1982, à l'âge de cinquante-deux ans, de

PRESSE

La C.G.T. et le conflit au groupe Progrès-les Dépêches

L'article de notre collaborateur Claude Régent, relatif au conflit sur le groupe Progrès-les Dépêches (le Monde daté 31 janvier 1982), nous vaut une lettre des responsables du Syndicat du livre (F.F.T.L.-C.G.T.) et du Syndicat des journalistes C.G.T. concernant, exprimant leur désaccord avec le contenu de l'article. On relèvera cependant que la mise au point ne concerne pas les faits rapportés, mais leur interprétation. Voici l'essentiel de cette lettre :

1) Selon l'auteur de l'article : « Si les conflits précédents étaient, par leur objet, assez à craindre, les récents s'enrichissent d'un caractère plus complexe. » Sachant que l'actuelle situation conflictuelle au Progrès est le prolongement des conflits précédents et, d'ailleurs, des mêmes motifs : remises en cause des avantages acquis, réduction des effectifs, compression de personnel par l'implantation de nouvelles techniques et, plus globalement, refus de la direction du groupe Progrès-Dépêches de négocier sur les revendications syndicales avancées depuis deux ans. Ces revendications ne sont pas réduites à un « type de négociation traditionnelle » et sont à l'origine de la grève du 27 janvier.

2) Votre collaborateur considère les quarante-cinq licenciements prévus aux Dépêches de Dijon comme de simples « pressions de la rue », selon les termes mêmes de Jean-Charles Lignel. Nous ne saurions admettre cette subtilité nuance. Toute suppression de poste, fût-elle effectuée sous forme de préretraites (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui à Dijon), équivaut à des licenciements. Ces licenciements, M. Jean-Charles Lignel, en tant que P-D.G. du Progrès et principal actionnaire des Dépêches de Dijon, en porte l'entière responsabilité.

3) L'article laisse entendre que le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures, lancé pour le 27 janvier par la C.G.T., le C.F.D.T. et le S.N.J. du groupe Progrès-Dépêches, n'était autre qu'un règlement de compte politique entre la C.G.T. et Jean-Charles Lignel, notamment autour de la question polonoise.

Cette question n'a strictement rien à voir avec les revendications qui sont à l'origine du conflit au Progrès. Ces revendications ont été largement exposées lors de la conférence de presse organisée par les syndicats le 27 janvier à Lyon. Nous déplorons que Claude Régent les ait évacuées au profit d'interprétations politiques qu'il n'engage que lui.

Ainsi, mettre en avant les deux interventions de l'U.D. C.G.T. du Rhône (d'une part, après la grève du 27 janvier, et d'autre part lors de la conférence de presse du 27 janvier) plus haut citée) comme preuves irréfutables du caractère politique du conflit relève du pur délire.

S'il est vrai que ces deux interventions ont eu lieu, leur date respective suffit à prouver l'absence de lien de cause à effet entre le problème polonois et le conflit au Progrès qui s'est notamment exacerbé dès le 27 novembre.

Nous tenons à vous souligner que le soutien de l'U.D. C.G.T. du Rhône ne nous est pas indifférent : au contraire, nous nous en félicitons. En revanche, à notre connaissance, l'U.D. C.G.T. n'a pas apporté un soutien équivalent aux salariés en lutte du groupe Progrès-Dépêches.

4) Enfin, selon l'article de Claude Régent, André Charvet, secrétaire régional et membre du bureau fédéral de la F.F.T.L.-C.G.T., « a décerné un brevet de bonne conduite » aux dirigeants du Progrès-Dépêches.

André Charvet, lors de la conférence de presse du 27 janvier, a simplement souligné que la direction du Progrès-Dépêches négociait et que, si la direction du Progrès faisait de même, ses salariés n'auraient pas besoin de recourir à la grève.

Cela dit, nous vous rappelons, si nécessaire, que la F.F.T.L.-C.G.T., dans l'histoire de ses luttes, a maintes fois refusé de négocier pas pour principe ni pour tradition d'entrer dans le jeu de la concurrence entre patrons de presse et de préférer un patron à un autre.

5) M. JEAN GAITS, fondateur de la Nouvelle République des Pyrénées — quotidien tarbais, dont la Dépêche du Midi vient de prendre le contrôle (le Monde daté 26 et 27 janvier et du 3 février) — nous prie de donner les précisions suivantes :

1) La société n'est pas modifiée — et ne peut pas l'être — à savoir que la Société tarbaise d'éditions, créée en septembre 1981, a la propriété exclusive du titre et de la clientèle de la Nouvelle République des Pyrénées, quotidien d'information qui est une tribune démocratique sans pouvoir devenir l'organe d'un parti.

2) M. Claude Gaits, membre de la Société tarbaise d'éditions, demeure directeur général de la Société pyrénéenne d'éditions, directeur et rédacteur en chef du journal, et M. Jean Gaits, gérant de la Société tarbaise d'éditions, directeur de la publication.

FAITS DIVERS

TRENTE-DEUX MORTS A TOKYO

L'incendie de l'hôtel New Japan est dû à des négligences criminelles

De notre correspondant

Tokyo. — Au prix très élevé où se paient la chambre et les services, d'un grand hôtel du centre de Tokyo, et compte tenu de la réputation de l'industrie hôtelière du Japon, le client serait en droit d'espérer un maximum de sécurité. Tel n'est pas toujours le cas. Un incendie, qui a coûté, lundi 8 février, la vie à trente-deux clients de l'hôtel New Japan et fait une trentaine de blessés graves, met en lumière les négligences criminelles de la direction et le laxisme des services publics.

Une nouvelle fois, au mépris des règlements, la loi du profit maximum a pris le pas sur les dépenses de sécurité les plus élémentaires. Il ressort des premières constatations que près de la moitié de l'hôtel (dix étages et une capacité d'un millier de clients), construit en 1960, n'était toujours pas équipée d'installations contre l'incendie. Cela après vingt-deux années de fonctionnement, malgré les impératifs de la loi et malgré les mises en demeure répétées de l'agence municipale des pompiers.

Les signaux d'alarme ne se sont pas déclenchés. Le personnel de l'hôtel, dont l'ensemble des effectifs avait déjà été réduit pour cause de rentabilité, était très insuffisant pendant le service de nuit pour un établissement de cette importance : neuf personnes, dont deux standardistes et deux gardiens. Il a mis longtemps à réagir, et mal : les premiers appels aux pompiers ont été lancés par des voisins, une demi-heure après le début du sinistre.

Malgré des dizaines de véhicules de secours, les grandes échelles étaient trop courtes pour atteindre les étages supérieurs, les prises d'eau insuffisantes ou peu accessibles : ceux qui n'ont pas péri carbonisés se sont jetés par les fenêtres. Il a fallu neuf heures pour maîtriser les flammes.

Ce grand hôtel, dont le nom semblait offrir toutes les garanties du Japon moderne, était depuis longtemps sur la liste noire des établissements à la sécurité hasardeuse. Mais il n'a jamais été fermé. Pour ne pas entraver la « bonne marche » des affaires, les autorités ont laissé faire. Les clients l'ignoraient, à leurs risques et périls. L'autant plus que les autorités n'évaluaient pas, malgré tout, le danger à décerner le label de qualité touristique internationale à l'hôtel.

R.-F. PARINGAUX.

UN AVION JAPONAIS S'ABÎME DANS LA BAIE DE TOKYO : VINGT-QUATRE MORTS

Tokyo (A.F.P., Reuters). — Un DC-8 de la compagnie Japan Air Lines s'est abîmé dans la baie de Tokyo, mardi 9 février, à 11 heures, à dix-sept kilomètres au large de la baie de Tokyo. L'appareil, qui venait de Fukuoka, dans le sud du Japon, transportait cent cinquante-quatre personnes. Selon des témoins, l'appareil avait perdu de la puissance lors de son approche finale et un porte-parole de la compagnie a déclaré qu'il avait heurté une baie d'approfondissement à quelque 300 mètres de l'entrée de la baie.

Six heures après l'accident, le bilan s'élevait à vingt-quatre morts et cent cinquante blessés, dont soixante-dix-sept gravement atteints.

« Accident en gare de Ferracha. — Deux voyageurs ont été blessés et trente-cinq autres contusionnés, lundi après-midi 8 février, gare de Lyon-Ferracha, une mortelle avarie, pour des raisons indéterminées, percute contre la rame à bord de laquelle ils avaient pris place.

ROBLLOT S.A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

LAENNEC 1781-1826

06/11/1982

CINÉMA

Le réalisateur Lino Brocka au Festival de Manille SUR FOND DE RÉALITÉ PHILIPPINE

par JOAN DUPONT (*)

Lino Brocka, le plus connu des cinéastes philippins, a remporté le Festival de Manille (le Monde des 9 et 20 janvier), où son film *PX* était présenté hors compétition. Un film dont il accepte mal le patronat.

Ce premier Festival international du film de Manille 18 au 29 janvier est l'œuvre de M^{me} Imelda Romualdez Marcos. Son but : attirer les vedettes de l'industrie mondiale. Son coût : le prix d'une superproduction. Quelques mille cinq cents invités d'honneur, protégés par un service de sécurité omniprésent, ont été fêtés aux frais de la First Lady des Philippines. Avec le boycottage de la Société des réalisateurs de film (S.R.F.), les vedettes philippines manquent à la fête.

Il était impossible d'oublier dans cette mise en scène le seul réalisateur philippin internationalement connu : le 27 janvier, *PX*, le film de Lino Brocka était présenté hors compétition en version originale. Brocka, lui-même, restait dans l'ombre, peu flatté par la sélection de *PX*, film de commande qu'il réalise aujourd'hui.

Présent à Cannes avec *Insang* en 1979, *Jaguar* en 1980, et *Born* en 1981, Brocka s'est établi comme le cinéaste des bas-fonds de Manille. Incroyablement prolifique — il est souvent comparé à Fassbinder — Brocka a sorti une quarantaine de films depuis ses débuts en 1970. Il a réalisé de nombreuses séries pour la télévision ; au théâtre, il a dirigé des pièces comme *Un tramway nommé Désir*. Directeur engagé du Philippine Education Theater (PET), Brocka préside aussi l'Association des réalisateurs philippins.

La dernière de la projection de *PX*, Brocka remonte quelques jours à la piscine de l'hôtel Philippine Plaza. Certains, indulgents, parlent d'un film fort, malgré la censure, et insistent même que le film pourrait en avoir bénéficié. C'est à peine si on ne le félicite pas d'être là, au soleil, au lieu de se trouver dans un goulag.

Montrer « Le vrai le bon et le beau »

Le film met en scène Angeles, ville dépendante d'une base militaire américaine, et noyée de drogue, de marché noir et de prostitution. « Je voulais montrer que sans les Américains, Angeles est une ville morte. La situation économique est telle qu'Américains et Philippines s'exploitent l'un l'autre. J'avais d'abord appelé le film *Amerika*, avant de devoir changer pour *PX*. Ensuite, on m'a demandé de substituer un « bon » Américain pour chaque « mauvais ». On m'a fait savoir enfin que mon scénario ne se conformait pas aux trois règles de la production philippine : « montrer le vrai, le bon et le beau ».

« Moi, je filme la pauvreté, c'est ma réalité. Mais le *First Lady* n'aime pas cela. « Who wants to see your slums ? », demande-t-elle. « Seuls les intellectuels veulent voir des bidonvilles au cinéma. » Elle suit ses carrières depuis que mes films sont allés à Cannes et quand ma société de production a fait faillite, laissant 1 million de dollars de dettes. On m'a proposé de m'aider et demandé de réaliser un film sur la vie du président Marcos ; j'ai refusé. »

« Mon statut, face à des réalisateurs plus commerciaux, c'est que je tourne très rapidement en me tenant à des budgets très serrés — *PX* a été

fini en vingt-deux jours. J'ai même tourné des films en dix jours, des films pour teeny-boppers (jeune ado-lescente) comme *Hello, Young Lovers*. Alors, malgré tout, je rends les producteurs heureux. »

Déjà depuis un an, Brocka n'a pas pu tourner dans des bidonvilles. Aujourd'hui, John Litton, secrétaire général du Festival de Manille, semble le tenir pour responsable du boycott de la S.R.F., qui a coincé avec sa présence à Nante, où, invité par le Festival des trois continents, Brocka a vu et commenté l'émission « Les trottoirs de Manille ».

Dans un sens, il aurait cependant aimé participer davantage au Festival de Manille : « Je meurs d'envie de voir certains films. Mais j'ai de priorités. Je suis président de l'Association des réalisateurs philippins et j'ai des responsabilités. La censure militaire a été levée deux semaines avant le Festival. Elle est remplacée par une nouvelle commission qui se met à l'œuvre ces jours-ci. En plus de contrôler préalable des scénarios, la commission serait présente tout au long du tournage. Si on en vient là, nous sommes gravés. »

« Je demande à ceux qui sont venus à Manille de regarder tout ceci — se main fait le tour du patio encoillé — sur fond de réalité philippine. » Brocka regarde la piscine turquoise. L'autre jour il y a eu un léger tremblement de terre ; ceux qui nageaient n'ont pas remarqué.

Lino Brocka continue son jeu de funambule. Il s'occupe de son travail théâtral avec passion. Bientôt, en avril, il est invité à apporter un film au Festival de Hongkong.

(*) Journaliste américaine, collaboratrice au New York Herald Tribune.

« A peine une semaine après la clôture du Festival de Manille, l'Association des réalisateurs philippins a organisé une manifestation et un arrêt de travail pour protester contre la nouvelle commission civile qui remplace depuis le mois de janvier la censure militaire et qui semble faire preuve d'une plus grande rigueur encore. »

Un nouveau conseil d'administration est élu à la Cinémathèque française

Une assemblée générale des membres de la Cinémathèque française (deux cent cinquante-neuf personnes présentes ou représentées) s'est réunie, lundi 8 février, pour élire un nouveau conseil d'administration. La séance a été ouverte par M^{me} Yvonne Donné, première vice-présidente du conseil sortant, qui a rendu hommage à M. Michel Guy. Pendant les dix-huit mois où il a exercé la présidence du conseil d'administration, M. Michel Guy a mis à l'abri l'ensemble des films de la Cinémathèque, réorganisé et structuré le service de programmation et fait nommer un directeur général, M. André-Marc Deloche-Pourcaud, qui a pris ses fonctions en novembre 1981.

Grâce à l'action de M^{me} Donné, toutes les dettes de la Cinémathèque ont été réglées le 31 décembre 1981. M. Deloche-Pourcaud a salué l'assemblée générale et annoncé qu'il avait commencé à mettre en œuvre la bibliothèque Georges Sadoul, qui réunira le Fonds Sadoul, les ouvrages rassemblés par la Cinémathèque et la bibliothèque de l'IDHEC, des que des locaux assez vastes auront été attribués. M. Pierre Kast a rappelé les orientations principales données par Henri Langlois à la Cinémathèque française en expliquant que le nouveau conseil d'administration allait les retrouver.

Vingt-six membres ont été élus : M^{me} Yvonne Donné et Marie Epstein (toutes deux à une forte majorité), Marie Meerson et M. Henri Laporte, quatre personnes qui ont été très proches d'Henri Langlois ; M^{me} Yvonne Baby et Lucie Lichter ; M^{me} René Bonnell, Patrick Brion, Anatole Dauman, Claude Gagger, Jean-Pierre Beauvillain, Jean-Michel Arnold, Michel Fano, Jack Gagos, Jean Tulard, Georges Langlois, Jean Douchet, Jean Narboni, Bernard Emschitz et les cinéastes Coste-Germes, Jean Dréville, Pierre Kast, Jean Aurenche, Jean-Charles Tacchella, Bertrand Tavernier et Henri Colpi. Le nouveau conseil d'administration doit se réunir, mercredi 10 février, pour élire son bureau et son président.

J. S.

MUSIQUE

« TEMA » DE DONATONI

Une création en or

On connaît trop mal, en France, comme ailleurs, les opéras de Rimsky-Korsakov pour que l'audition en concert du Coq d'or, par l'Orchestre national et les Chœurs de Radio-France, lundi soir, au Théâtre des Champs-Élysées, ne constitue pas un événement. Grâce à la retransmission en direct sur France-Musique de cette superbe partition dont le mérite ne se limite pas à annoncer le maître Stravinski, on jugera peut-être un peu plus équitablement ce grand musicien qui possède, comme Saint-Saëns, un véritable génie de l'habileté.

Maïs puisque, selon l'expression, la justice est en marche et qu'elle va lentement, on pouvait déléguer le Coq d'or au profit du programme italien proposé à deux pas de là — au Théâtre du Rond-Point — par l'Ensemble Intercontemporain. Sans doute y avait-il peu à attendre de l'introduction d'un opéra de Salvatore Sciaccino (1947) étant donné que ce compositeur réécrit incessamment la même musique à fleur de cordes, murmurante, chuchotante et bruisante, mais la création de Terna, fruit d'une commande de l'Etat et de l'Ensemble Intercontemporain à Franco Donatoni, était un motif suffisant.

Cette nouvelle création était précédée de celle de la Sirfaria d'essai d'artichaut, d'Arlo Corel (1977), qui est presque inconnu en France et dont il faudrait entendre d'autres œuvres pour se faire une opinion plus précise. Il s'agit ici de l'introduction à un Gargantua que l'auteur destine au théâtre musical ; peut-être les notes du programme et l'évocation de l'univers babelien ont-elles contribué à faire attendre quelque chose de plus truculent, toujours est-il que cette page, initiée en soi, réalisant un subtil équilibre entre les instruments en direct et les sons diffusés par les haut-parleurs, manquait un peu de caractère. Cependant, il sera utile de reconnaître ce fragment lorsqu'il prendra place, dans un ensemble plus complet, auquel il donnera le ton.

Franco Donatoni (1927), dont la renommée ne cesse de grandir, se trouve de ce fait dans la situation périlleuse de devoir confirmer, avec chaque nouvelle œuvre, la réputation qui le précède... S'il y réussit avec une aisance déconcertante, ce n'est

pas seulement à un métier consommé qu'il le doit, mais aussi à la tranquille assurance avec laquelle, insensiblement, au mode ou aux mots d'ordre, il suit la direction dans laquelle il s'est engagé depuis longtemps et où il réalise une singulière synthèse entre le dodecaphonisme classique de Schoenberg et l'écriture instrumentale de Stravinski de la dernière période. Ce qui trépane dans cette œuvre comme dans les précédentes, c'est la clarté des superpositions de plans sonores dont l'un se déroule beaucoup plus rapidement que l'autre. Le procédé est classique sans doute, mais la souplesse de sa mise en œuvre, le soin avec lequel les artifices sont dissimulés, évitent toute redondance. Il semblerait impossible de faire rendre à une petite formation (cordes, bois et cuivres) autre chose que ce que l'on entend à longueur d'années, et voilà la preuve faite une fois de plus, que l'imagination suffit à transformer le plomb en or.

Le concert s'achevait avec le Juillard Sérénade, de Bruno Maderna (1920-1973) composée en 1971 et qui appartient à la période révolue de la musique, dite aléatoire, en raison de la marge d'indétermination laissée aux interprètes par le compositeur, soucieux de ne pas enfermer l'auditeur dans un cadre trop rigide. Un certain nombre d'œuvres conçues dans cet esprit ont été depuis lors plus ou moins fixées par leurs auteurs ; ce n'est pas le cas de celle-ci qui offre d'intéressants contrastes entre des passages de polyphonie libre et des sections strictement mesurées. Le chef, Zoltan Pasko, qui dirigeait avec une précision exemplaire de sécheresse l'Ensemble Intercontemporain tout au long de la soirée, a réalisé une version de cette sérénade en y incorporant des séquences préalablement enregistrées et empruntées à l'œuvre elle-même. La dextérité avec laquelle il s'est libéré ces deux éléments justifiait le parti qu'il avait pris. Cependant l'intérêt du dialogue s'émoussait à la longue, la partition semblait artificiellement et perdait ce caractère d'innocence et d'incertitude qui en faisait le charme au début.

GÉRARD CONDÉ.

Dans le Monde de la musique

LE CM2 ET L'IONOPHONE

Quelle musique écoute-t-on en 1982 lorsqu'on a huit ou dix ans ? Pour tenter de le savoir et pour le rapporter dans le Monde de la musique, Chris Stoffick a laissé derrière lui une classe de CM2 à Nante.

« En plein milieu de la rangée des filles, il y a Juliette, une Noire impressionnante, disquette, d'Arlo Corel (1977), qui est presque inconnu en France et dont il faudrait entendre d'autres œuvres pour se faire une opinion plus précise. Il s'agit ici de l'introduction à un Gargantua que l'auteur destine au théâtre musical ; peut-être les notes du programme et l'évocation de l'univers babelien ont-elles contribué à faire attendre quelque chose de plus truculent, toujours est-il que cette page, initiée en soi, réalisant un subtil équilibre entre les instruments en direct et les sons diffusés par les haut-parleurs, manquait un peu de caractère. Cependant, il sera utile de reconnaître ce fragment lorsqu'il prendra place, dans un ensemble plus complet, auquel il donnera le ton. »

Franco Donatoni (1927), dont la renommée ne cesse de grandir, se trouve de ce fait dans la situation périlleuse de devoir confirmer, avec chaque nouvelle œuvre, la réputation qui le précède... S'il y réussit avec une aisance déconcertante, ce n'est

que les autres ont vu de quoi il s'agissait, ce fut un long soupir d'attente, enfin ! Bob Marley... Premières mesures... Ce silence ! Une écoute recueillie, religieuse, ils plantent, la complainte de Marley les transportant... ni bruit, ni chuchotement. Incroyable ! Ils sont passés en quinze secondes de l'excitation explosive aux réveries quasi mystiques.

« Et ceux qui me disaient qu'ils détestaient la musique classique parce que « on ne peut parler pendant » ont les yeux fixés au-delà des fenêtres : Nante, on se soie couchant. Je coupe le morceau au bout de deux minutes, comme les autres et au lieu de riler et de crier : « encore ! (voir Elvis), ce sont vingt-cinq regards étonnés qui se tournent vers moi. Il n'y a qu'Ahmed pour me dire d'une voix guineuse : « e'il vous plaît, monsieur, est-ce qu'on pourrait en écouter un peu plus ? »

On lira dans le numéro de février du Monde de la musique le début et le fin de cette enquête suivie des commentaires de M. Maurice Fleuret, directeur de la musique, et de M. Jean-Marie Favrot, directeur de l'enseignement primaire. Au sommaire de ce numéro 42, outre les ritournelles habituelles, un dossier sur la Pologne, une évocation d'Yves Nat et une rencontre avec le professeur Klein qui a inventé l'ionophone.

G.C.

La Folle Histoire du Monde de Mel Brooks

Dieu remet à Moïse Trois tables de la Loi, mais Moïse en casse une, et il n'y aura plus que dix commandements au lieu de douze. Dans une auberge de Palestine, le peintre Léonard (de Vinci) fait placer un certain Jésus et ses compagnons du même côté de la table où ils dînaient, pour peindre la Cène. A part ces deux gags, rapides et drôles, le nouveau film de Mel Brooks, qui se présente de la Préhistoire à la Révolution française, en passant par un épisode biblique, l'Empire romain sous Néron, et l'inquisition espagnole, ne vaut pas triptique. Trop occupé à faire le cabotin dans cinq rôles, Mel Brooks a négligé sa mise en scène et son rythme, en comédie musicale avec humour s'est considérablement alourdi (il n'était déjà pas très fin, mais, au moins, réellement provocateur) dans des plaisanteries scatologiques et obscènes. Si l'évocation de l'inquisition lui a inspiré une parodie de ballet nautique à la Busby Berkeley, la transformation du fanatisme religieux, des tortures infligées aux juifs, en comédie musicale avec quelques prières relevant leur soutien pour montrer leurs jambes et leurs fixe-chaussettes, est franchement déplaisante. Ce comique-là amène la nausée. La pire est qu'il doit y avoir une suite.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

« Un film du cinéaste indien Satyajit Ray, 36 *chowringhee lane*, a reçu l'Alga d'or du festival de Manille, le 29 janvier. Le prix du meilleur metteur en scène est allé au Yougoslave Goran Markovic pour « *Majstori*, *Majstori* ».

« Les quatrèmes Recontres avec le cinéma méditerranéen et italien, organisées à Montpellier par le club-club Jean-Vigo et la Fédération des œuvres laïques, auront lieu du mercredi 10 au mardi 16 février. Au programme de cette manifestation patronnée par la municipalité de Montpellier et le Centre national de la cinématographie : des bouquins à Lucienne Visconti, à Pier Paolo Pasolini, Federico Fellini et Yvonne Chabrier ; une présentation de jeunes cinéastes méditerranéens ; un cycle consacré à la comédie italienne ; une rétrospective du cinéma néoréaliste ; une « table ronde » à laquelle participera l'écrivain Laurence Durrell et une exposition de livres de cinéma. Réservations : (67) 64-42-36 ou (67) 63-49-93.

EXPOSITIONS

Une architecture mécanicienne

(Suite de la première page.)

Cette invention de 1936 fut appliquée peu après lors de la construction du Palais du peuple, à Clichy, avec Lods, Beaudouin et Bodinier. Jalon significatif de l'histoire de l'architecture moderne, le principe du mur-rideau nous est revenu par la suite des Etats-Unis, en plus sophistiqué, sous la dénomination de *curtain-wall*, nouvelle « peau » miroitante et lisse des grandes tours de bureaux qui symbolisent le style international de l'ère industrielle.

Pour sa part, Jean Prouvé n'a jamais eu une dimension d'artisan. Un artisan qui rêve et voit plus grand à partir de l'étude de détails. Par exemple : accrocher une fenêtre par l'assemblage précis des divers éléments d'une façade et assurer son équilibre grâce à des joints de néoprène ?... Le prix Erasmus, qui lui a été attribué en 1981, en Hollande, « pour son apport dans le domaine du design industriel », souligne bien sa double préoccupation d'artiste et son exigence technique d'ingénieur. Mais il révèle en même temps la situation particulière de ce créateur au sein de l'architecture française. Naturellement notre homme n'est pas un dessinateur industriel. Il est même tout le contraire. C'est l'*homo faber* qui trouve ses idées en manipulant le matériau avant d'en affiner les détails par le dessin. Et Jean Prouvé a montré une aptitude particulière à mettre au point ces « détails » qui sont le pain et le sel de l'architecture de série.

Son matériau de prédilection est le métal. Le fer, l'aluminium dans lesquels il taille les profils en U, en T, les tubes des structures bidimensionnelles, les traves et les poutres dessinées selon leur charge fonctionnelle. Si l'on veut mesurer la portée esthétique de cette « écriture » mécanicienne fondée sur la précision et la logique, il n'est que de voir les façades du « palais » de Clichy, des immeubles de la Fédération du bâtiment, rue La Pérouse, de l'UNESCO, rue Molière, de l'école de médecine à Rotterdam, la tour Nobel à la Défense — qui est, quinze ans plus tard, l'équivalent du *Louvre-building*, première tour à *curtain-wall* de New York, — le Palais des expositions de Grenoble, la tour hertzienne d'Osney.

Pourtout, ou presque, on trouvera de l'art devant se rapprocher de l'usine, il était soigné de troquer son col blanc contre un col bleu et s'installer en aval des chaînes auxquelles

de forgeron à Nancy, ville de glorieuse tradition dans l'art du métal. Il n'aurait été qu'un « spécialiste » des techniques de la construction s'il ne s'était révélé un spécialiste qui sait ce qu'il fait. Une révolution technologique a changé son horizon, dès ses débuts : le développement des tôles laminées, puis des tôles minces, qu'on peut plier à merci, découper, embourner, ondule pour en sculpter la résistance. C'est la fin du bois dans la production industrielle du bâtiment. Il a certes perdu son usine de maisons préfabriquées, mais on sollicite ses conseils et sa présidence d'honneur ! Ce prix Erasmus et cette exposition fêtent le quatre-vingtième anniversaire d'un créateur obstiné.

JACQUES MICHEL.

* Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. Jusqu'au 21 février.

DU 16 FÉVRIER AU 27 MARS 82

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 930 60 44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER

Sherlock Holmes
de SIR ARTHUR CONAN DOYLE
et WILLIAM GILLETTE
Adaptation Française de GUY DUMUR
Mise en scène de MICHEL RAGADAU
Musique de ISABELLE HUGUES
Décors de MARIO FRANCESCHI
Costumes de ROGER JOUAN

AVEC
PAUL GUERS

FRANÇOIS MAISTRE
VIVIANE ELBAZ
FRANÇOISE CAILLAUD
YVES PINOT
PHILIPPE BRIGAUD
JACQUES TESSIER
PHILIPPE LAUDENBACH

GEORGES AUDOUBERT
SOPHIE DESCHAMPS
BERNARD BENSER
JEAN SAUBRAY
GASTON VACHON
BORIS AZAIS

Adaptation de la série de la BBC
DANIEL CHUTAUD
Mise en scène de FRED KIRILOFF

60 RUE DE LA BELLE PÉRIE (Métro: Mairie Saint-Prix) • 930 60 44
LOCATION THEATRE (602 60 44) FNAC et AGENCES

théâtres

MAISON VERDI
macbeth
masnadieri
ottila
MADELEINE
ernani
requiem
grands airs
opéras de verd
Dernière dimanche 14 février
TCA
Suoni

SPECTACLES

LA CHEVRE (Fr.) : Berlin, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Quinze, 2 (633-79-38); Montparnasse 13, 2 (544-14-27); Ambassade, 2 (359-19-08); Marigny, 2 (723-69-23); Favette, 12 (331-56-46); Neuville Montparnasse, 12 (544-25-02); Gaumont Convention, 12 (828-42-27); Clichy Pathé, 12 (322-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-It., v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Studio Alpha, 2 (354-30-46); Studio Jean-Cochet, 2 (354-47-62); Paramount Odéon, 2 (323-59-83); George - V, 2 (562-41-46); Monte - Carlo, 2 (223-09-83); V.F. Marivaux, 2 (296-80-40); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Opéra, 2 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Gobelins, 12 (707-12-28); Paramount Galaxie, 12 (360-18-03); Paramount Orfèvre, 12 (540-45-01); Paramount Montparnasse, 12 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 12 (579-33-00); Paramount Odéon, 12 (758-24-24); Paramount Montmartre, 12 (606-34-25).

COUP DE TORCHON (Fr.) : Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 2 (323-59-83); Paramount City, 2 (562-45-76); Saint-Ambroise, 11 (700-49-16) H. sp.; Paramount Montparnasse, 12 (329-90-10).

CROQUE LA VIE (Fr.) : Marivaux, 2 (223-18-45).

DERNIER CAPRICE (Jap., v.o.) : Studio G. le Cour, 2 (326-40-25); Olympic Balzac, 2 (561-10-40); Olympic Entrée, 12 (543-67-42).

DIVA (Fr.) : Radios, 2 (354-15-04); Marigny, 2 (359-92-82); Française, 2 (770-33-88).

EAUX PROFONDES (Fr.) : Impérial, 2 (742-72-52); Cécile, 2 (633-79-38); Marigny, 2 (359-92-82); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79).

ESPION LEVE-TOI (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74); Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Brocante, 2 (222-57-97); U.G.C. Odéon, 2 (323-59-83); Normandie, 2 (350-41-18); Helder, 2 (770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 12 (336-23-44); Métro, 12 (339-52-43); Magic Convention, 12 (828-42-27); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79); Miroir, 12 (651-99-75); Paramount Maillet, 12 (742-24-24); Clichy Pathé, 12 (322-46-01); Secrétaire, 12 (206-71-33); EXCALIBUR (A., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

FAME (A. v.o.) : Saint-Michel, 2 (326-79-17).

LES FANTASIES DE MADAME JORDAN (Fr.) : (Séid, v.o.) : Quinze, 2 (633-79-38); Marigny, 2 (359-92-82); Paramount, 12 (329-90-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79); V.F. Impérial, 2 (742-72-52); Montparnasse 83, 2 (544-14-27); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79).

LE FAUSSE SAISON (Ail., v.o.) : Vendôme, 2 (742-97-52); U.G.C. Odéon, 2 (323-59-83).

FONTAMARA (It., v.o.) : Studio Logos, 2 (354-30-46); Olympic Balzac, 2 (561-10-40); Olympic Entrée, 12 (543-67-42).

FORCES-6 (A.) : Ermitage, 2 (359-15-71); V.F. Rio Opéra, 2 (329-19-08); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Miramar, 12 (320-89-52); Métro, 12 (339-52-43); Magic Convention, 12 (828-42-27); Paramount Montmartre, 12 (606-34-25); FRANCESCA (Port., v.o.) : Olympic, 12 (542-67-42).

GARDE A VUE (Fr.) : Ambassade, 2 (359-19-08).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Gaumont Les Halles, 12 (297-49-70); Richelieu, 2 (233-56-70); Saint-Germain Studio, 2 (633-79-38); Hanteville, 2 (633-79-38); U.G.C. Rotonde, 2 (633-08-23); Ambassade, 2 (359-19-08); Saint-Lazare Paquet, 2 (367-35-43); Française, 2 (770-33-88); Adèle, 12 (343-01-59); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Favette, 12 (331-56-46); Gaumont Sud, 12 (327-84-50); Gaumont Convention, 12 (828-42-27); Broadway, 12 (327-41-16); U.G.C. Danton, 2 (327-41-16); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.-Can.) : Impérial, 2 (742-72-52); Richelieu, 2 (233-56-70); Clichy Beaubourg, 2 (271-50-32); U.G.C. Danton, 2 (329-92-82); Marigny, 2 (359-92-82); Nation, 12 (343-04-67); Favette, 12 (331-56-46); Gaumont Sud, 12 (327-84-50); Pathé, 12 (322-19-23); Kinopanorama, 12 (306-50-50); Clichy Pathé, 12 (322-46-01).

L'HIVER LE PLUS FROID A PEKIN (Chin., v.o.) : Clichy Seine, 2 (325-99-09).

LE JARDINIER (Fr.) : Lucerna, 2 (544-57-34).

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE (Ail., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 2 (326-48-18).

LOIN DE MANHATTAN (Fr.) : Action République, 11 (805-51-33).

LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE (Ail., v.o.) : Espace Gaîté, 14 (327-95-94); V.F. Paris Loin de Manh. 12 (606-64-98).

MAD MAX (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 2 (329-92-82); U.G.C. Rotonde, 2 (633-08-23); Ermitage, 2 (359-15-71); Marivaux, 2 (296-80-40); V.F. Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 12 (336-23-44); Métro, 12 (339-52-43); Miramar, 12 (320-89-52); Convention Saint-Charles, 12 (579-33-00); Paramount Montmartre, 12 (606-34-25); Secrétaire, 12 (206-71-33).

MA FEMME S'APPELLE REVIENS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 12 (297-49-70); Berlin, 2 (725-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Quinze, 2 (633-79-38); Marigny, 2 (359-92-82); Nation, 12 (343-04-67); Favette, 12 (331-56-46); Gaumont Sud, 12 (327-84-50); Montparnasse Pathé, 12 (322-19-23); Convention Saint-Charles, 12 (579-33-00); Miroir, 12 (651-99-75); Wapex, 12 (522-46-01).

MAMAN TRÈS CHÈRE (A., v.o.) : Miroir, 12 (651-99-75); Paramount Odéon, 2 (323-59-83); Paramount City, 2 (562-45-76); Paramount Montparnasse, 12 (329-90-10); V.F. : Paramount Opéra, 2 (261-50-32).

MÉPHISTO (Hong., v.o.) : Miroir, 12 (651-99-75); Epée de Bois, 2 (337-57-47).

MUR MURS ET DOCUMENTAIRE (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74); Racine, 2 (633-43-71); 14-Juillet Beaubourg, 2 (326-38-00); 14-Juillet Bastille, 11 (337-90-41); Olympic Entrée, 12 (543-67-42).

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 2 (633-08-40).

LE PETIT LORD FAINTLEWOOD (A., v.o.) : Marivaux, 2 (296-80-40); 14-Juillet Beaubourg, 2 (326-38-00); Montparnasse, 12 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 12 (579-33-00).

VENIN (Ail., v.o.) : U.G.C. Danton, 2 (329-92-82); Biscuits, 2 (723-69-23); V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Maxville, 2 (770-72-46); U.G.C. Caméo, 2 (246-46-44); Montparnasse, 12 (327-52-37); Tourville, 20 (564-51-98).

POPEYE (A., v.o.) : Napoléon, 12 (380-41-46).

LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 12 (297-49-70); Paramount Odéon, 2 (323-59-83); Publicis Elysee, 2 (720-76-23); V.F. : Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Montparnasse, 12 (329-90-10); Paramount Maillet, 12 (742-24-24).

LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Berlin, 2 (742-60-33); Colisée, 2 (359-29-46); Montparnasse Pathé, 12 (322-19-23).

PRUNE DES BOIS (Belg.) : Rivoli, 2 (272-33-32); Banque de l'Image, 2 (329-41-19).

QUAND TU SERAS DÉMOULÉ... : FAIS-MOI SIGNED (Fr.) : Berlin, 2 (742-60-33); Colisée, 2 (359-29-46); Montparnasse Pathé, 12 (322-19-23).

QUI CHANTE LA BAS ? (Yong., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 2 (326-48-18); Lucerna, 2 (544-57-34).

RATON LÉON (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 12 (297-49-70); Quinze, 2 (633-79-38); Hanteville, 2 (633-79-38); Gaumont Champs-Élysées, 2 (350-44-71); Parisiens, 12 (589-68-42); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79); Mayfair, 12 (523-27-06); V.F. : Capri, 2 (308-11-69); Française, 2 (770-33-88); Nation, 12 (343-04-67); Montparnasse Pathé, 12 (322-19-23); Gaumont Convention, 12 (828-42-27); Clichy Pathé, 12 (322-46-01).

REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 2 (326-48-18) H. sp.

RIEN QUE POUR VOS YEUX (A., v.o.) : Normandie, 2 (350-41-18).

LE ROSE ET LE BLANC (Fr.) : Clichy Seine, 2 (325-99-09).

ROX ET ROUKY (A., v.o.) : Rex, 2 (236-83-93); La Royale, 2 (329-19-08); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 12 (336-23-44); Métro, 12 (339-52-43); Montparnasse, 12 (327-52-37); Magic Convention, 12 (828-42-27); 14-Juillet Beaubourg, 2 (271-50-32); Clichy Pathé, 12 (322-46-01).

SAINT L'AMÉLIEU LE TRESOR (A., v.o.) : Marivaux, 2 (296-80-40).

SAYAT NOVA (Sov., v.o.) : Comos, 2 (544-28-80); Olympic Luxembourg, 2 (327-41-16); André-Bazin, 12 (327-41-16).

SHE DANCES ALONE (A.-Aut.) (v.o.) : Clichy Beaubourg, 2 (271-50-32); Studio Clichy, 2 (354-89-22); Elysee Lincoln, 2 (329-92-82).

SI MA GUEULE VOUS PLAÎT (Fr.) : Caméo, 2 (246-46-44).

LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Ambassade, 2 (359-19-08); Française, 2 (770-33-88); Montparnasse Pathé, 12 (322-19-23).

STALKER (Sov., v.o.) : Studio de la Harpe, 2 (354-89-22).

TES POUX OU QUOI ? (Fr.) : Brocante, 2 (222-57-97); Clichy Seine, 2 (325-99-09); Caméo, 2 (246-46-44).

THE ROSE (A., v.o.) : Studio Raspail, 12 (328-38-98).

TOTO APOTHE ET MARTYR (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

TOTO LE MOKO (It., v.o.) : Forum, 1 (297-53-74).

TOUT FEU TOUT FLAMME (Fr.) : Gaumont Les Halles, 12 (297-49-70); Richelieu, 2 (233-56-70); Hanteville, 2 (633-79-38); Publicis Saint-Germain, 2 (222-72-80); Colisée, 2 (359-29-46); Publicis Elysee, 2 (720-76-23); Saint-Lazare Paquet, 2 (367-35-43); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Favette, 12 (331-56-46); Montparnasse Pathé, 12 (322-19-23); Parisiens, 12 (589-68-42); Paramount Orfèvre, 12 (540-45-01); Gaumont Convention, 12 (828-42-27); Victor Hugo, 12 (727-49-75); Paramount Maillet, 12 (742-24-24); Clichy Pathé, 12 (322-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

TRANSES (Mar., v.o.) : Saint-Séverin, 2 (354-50-91).

LE TUEUR DU VENDREDI (A., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

UNE ÉTRANGE AFFAIRE (Fr.) : Paramount Odéon, 2 (323-59-83); Paramount City, 2 (562-45-76); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Galaxie, 12 (360-18-03); Paramount

Montparnasse, 12 (329-90-10); Pasty, 12 (288-62-34).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Marivaux, 2 (296-80-40); Publicis Marigny, 2 (359-92-82); Paramount Montparnasse, 12 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 12 (579-33-00).

VENIN (Ail., v.o.) : U.G.C. Danton, 2 (329-92-82); Biscuits, 2 (723-69-23); V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Maxville, 2 (770-72-46); U.G.C. Caméo, 2 (246-46-44); Montparnasse, 12 (327-52-37); Tourville, 20 (564-51-98).

MOI CHRISTIANE F. (Ail., v.o.) : Paramount Montparnasse, 12 (329-90-10).

MONTY PYTHON (Sacré Graal et la Vie de Brian) (Angl., v.o.) : Champs-Élysées, 2 (354-20-12).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Olympic-Halles, 12 (278-34-15); Olympic-Balzac, 2 (561-10-40).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 2 (223-67-29); Bolo à films, 12 (622-44-21); Hap., 2 (329-45-11).

PANDORA (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 2 (633-97-77).

PRENDS L'OSILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Studio Médicis, 2 (633-25-97).

REMPAIS D'ARGILE (Fr.-Ail.) : Studio de la Contrepartie, 2 (325-78-35).

SABOTAGE (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 2 (633-43-30); Elysee-Lincoln, 2 (359-36-14); 14-Juillet-Bastille, 11 (367-90-41); Parisiens, 12 (589-68-42).

LA SEULE FEMME SUR TERRE (Ail., v.o.) : Olympic St-Germain, 2 (222-87-23).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 2 (271-50-32); Elysee-Lincoln, 2 (359-36-14); 14-Juillet-Bastille, 11 (367-90-41); Parisiens, 12 (589-68-42).

TOMME LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Champollion, 2 (354-51-60).

TOUT EN SCÈNE (A., v.o.) : Action Christine bis, 2 (633-22-13); Marmah, 12 (380-24-41).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 2 (783-64-66).

LES VALEUSES (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Berlin, 2 (742-60-33).

VOYAGE AU PAYS DE LA FLEUR (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 2 (633-97-77).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Damesnil, 12 (343-52-97).

YOYO (Fr.) : Epée de Bois, 2 (337-57-47).

DEMAIN

Avec elles tous les coups sont permis

DEUX FILLES AU TAPIS

PETER PARK "DEUX FILLES AU TAPIS" avec VOICI FREDERICK - LAURENCE LONDON et BURT YOUNG
Musique originale de FRANK DE VOL - scénario de MEL FROHMAN - produit par WILLIAM ALDRICH
© DOLBY DIGITAL / COLUMBIA PICTURES

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

ROGER HANIN - CLIO GOLDSMITH - BERNARD GRAUDEAU
RICHARD BERRY - ANNY D'UTREY - JEAN-LOUIS TRINTIGNANT

Roger Hanin, superbe, drôle, émouvant, pittoresque.
Robert Chazal France Soir

Incontestablement, un événement. Marcel Julien VSD

- Quelle chance pour notre cinéma! - Jacques Sicier Le Monde

LE GRAND PARDON

UN FILM DE ALEXANDRE ARCADY

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

RECORD ABSOLU en 3 semaines

1.110.000 spectateurs Paris et périphérie

PIERRE RICHARD **GERARD DEPARDIEU**

LA CHEVRE

un film de FRANCIS VERD
Producteur Délégué ALAIN POIRE

Les grandes reprises

L'AMERIQUE EN FOLIE (A., v.o.) : Opéra-Night, 2 (206-62-56).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Christine, 2 (633-22-13).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : 3-Hausmann, 2 (770-47-55).

BONAPARTE ET LA RÉVOLUTION (Fr.) : Eclair, 12 (707-28-04).

CHUT, CHUT, CHÈRE CHARLOTTE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 2 (783-64-66).

LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Champollion, 2 (354-51-60).

2001 OYSESE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Hausmann, 2 (770-47-55).

DUELLES (Ang., v.o.) : Ranelagh, 12 (288-44-44).

ET LA TENDRESSE... BORDELLI (Fr.) : Opéra-Night, 2 (206-62-56).

ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS (It.) : Argos, 2 (233-67-06).

LA FORÊT PÉTRIFIÉE (A., v.o.) : Action Christine bis, 2 (633-22-13).

LE GRAND FRISSON (A., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Christine, 2 (633-22-13).

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Templiers, 2 (272-94-56).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (It., v.o.) : Champs-Élysées, 2 (354-20-12).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (Amér., v.o.) : 3 Hausmann, 2 (770-47-55).

INDISCRÉTIIONS (A., v.o.) : Action Christine, 2 (633-22-13).

JONNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : La Banque de l'Image, 2 (329-41-19); Damesnil, 12 (343-52-97); H. sp.

L'ABYSSIN (écrit par) : Rivoli Cinema, 2 (272-63-32).

LA LAUREAT (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 2 (633-43-30); Elysee-Lincoln, 2 (359-36-14).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Berlin, 2 (742-60-33); Montparnasse, 12 (329-90-10).

LA MAISON DES SEPT PÉCHES (A., v.o.) : Action Christine, 2 (633-22-13).

MIDNIGHT EXPRESS (Amér., v.o.) : Parisiens, 12 (589-68-42); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79).

1900 (1^{re} partie) (It., v.o.) : Calypso, 12 (380-24-41).

1900 (2^e partie) (It., v.o.) : Clichy Beaubourg, 2 (271-50-32); Quartier-Latin, 2 (326-84-65); 14-Juillet Beaugrenelle, 12 (575-79-79).

MERCREDI

CARLOS SAURA

STRESSÉS TRES, TRES

GERALDINE CHAPLIN

MERCREDI

GAUMONT COLISÉE - U.G.C. BIARRITZ 2 ET 3 - MIRAMAR - U.G.C. ROTONDE - U.G.C. RICHELIEU - U.G.C. CAMÉO - U.G.C. OPÉRA - U.G.C. DANTON - U.G.C. CONVENTION - MISTRAL - FAUVETTE - WEPLER PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT HALLES - LIBERTÉ GARE DE LYON - VICTOR HUGO - CLUNY PALACE - BELLE ÉPINE THIAIS - GAUMONT ÉVRY - GAUMONT ouest Boulogne - FRANÇAIS ENGHEN - TRICYCLE ANNIERS - ALPHA Argenteuil - FLANADES SARCILLAS - ARIEL RUEIL - CYRANO VERSAILLES - ARTEL Romy - PARINOR AULNAY - ARTEL Marne-la-Vallée - U.G.C. POISY - LE TEMPS La Défense - ARTEL Villeneuve - ARCEL Corbeil - U.G.C. Conflans.

UN \$USPENSE *signé* : **HENRI VERNEUIL**

MILLE MILLIARDS DE DOLLARS

PATRICK DEMAERE
MICHEL ALOUAI
CAROLINE CAILLIER
CHARLES DENIER
ANNY DUTREY
JEANNE MOREAU
MEL PERRER

UN FILM DE HENRI VERNEUIL

FRANÇOIS LÉON - JEAN MERCIER - JEAN-PIERRE KALFON - JEAN-LOUIS COCHET - ANDRÉ FALCON - JACQUES FRANÇOIS - PHILIPPE SARDE

LES CARTES D'ABONNEMENT AIR INTER

VOUS AVEZ LE CHOIX ENTRE 30% DE REDUCTION

30% DE REDUCTION dès le premier vol

LES CARTES D'ABONNEMENT AIR INTER

VOUS AVEZ LE CHOIX ENTRE 30% DE REDUCTION

30% DE REDUCTION dès le premier vol

RADIO-TÉLÉVISION

Sur les ondes officielles

LES RADIOS LIBRES SABOTÉES ?

Après « Radio libre aux journalistes », « Radio libre au rock et aux rockers » ou « Radio libre aux homosexuels », Ivan Laval proposera, mercredi 10 février, à 20 heures sur Europe 1, « Radio libre... aux radios libres ». Un titre d'émission qui, programmé sur la plus puissante des stations nationales, résonne comme une énorme provocation. Quel est le plus riche des radios accueille aimablement quelques amateurs turbulents et idéalistes, la plus dévouée reçoit celles qui cherchent d'abord à se faire entendre, la plus commerciale ouvre son antenne, entre deux flux de publicité, aux petites associations qui risquent l'asphyxie pour ne pas avoir droit à... Pourquoi pas, au fond, mais à condition qu'on ne compose pas le plateau en observant à réinventer la dynamite, et que tout se conjugue pour qu'à l'issue du débat, les radios ne s'estiment pas piégées... voire ridiculisées comme ce fut le cas, à la télévision cette fois, lors de l'émission « Droit de réponse ».

Ce samedi soir, Michel Polac recevait les radios libres. Pour être sincère, cette perspective n'en était pas moins inquiétante. Trop d'images en tête, sans doute : vacarme, chahut, démagogie, ou pédantisme, enlaidissement et paranoïa. Qu'étaient donc faire les radios libres dans cette galère ? Et comment amorcer un

débat sur ce monde où se côtoient le pire et le meilleur, où la multiplicité n'a d'égal que la tentation d'explosion de vie, un besoin dévorant de communication et un amour immodéré du micro et de la radio.

La méfiance était légitime, et nos craintes justifiées. Les radios libres n'ont rien gagné en participant à l'émission de TF 1, samedi soir. Certes, les lycéens maladroits et les chauffeurs de taxi sympas se sont révélés des auditeurs assidus de la bande FM (et non pas d'une station particulière, si ce n'est R.F.M., avant son brouillage) et les vedettes des périphériques ont reçu quelques gifles tonifiantes (malgré l'humour grinçant d'un Ivan Laval en position inhabituelle d'accusé).

« Les animateurs de ces radios n'ont rien à dire, disent-ils, ils ne réinventent que du plagiat leurs grandes sœurs... encore la font-ils de façon désastreuse. »

On attendait une réponse. Quelqu'un allait bondir, riposter, crier à la trahison, donner des exemples d'ouverture ou d'innovation (il y en a tout de même), bref, les défendre à l'arme blanche. On bouillait devant nos écrans, on était consterné. Polac allait-il finir par décréter le bilan de la libération des ondes globalement négatif ? Et Radio Soléil, la

station des immigrés de Paris ? Et Glida ? Et Radio Ivre ? Et Radio La Rochelle ? Radio Métropole ? Roubaix ? Arles ? Rouen ? L'écho des garrigues à Montpellier ?

Patrick Meyer avait beau pontifier en énonçant quelques vérités (tiens, Polac avait pourtant affirmé avoir fermé sa porte aux radios associatives, rétorquer de ne pouvoir parler plus vite, et les « radiotelegraphes » de Trolé polémiquer avec rancœur. On est passé à côté du débat. À signaler, toutefois, deux heureuses interventions dans cette confusion malheureuse : Alexandre de la Carda, de Radio-Adour, à Bayonne, donnait une idée du temps perdu en province et de l'importance d'une voix des régions ; et Philippe Gavi, de Libération, qui, en donnant quelques chiffres bien choisis, témoignait avec éloquence de l'énormité du phénomène. S'en est-on seulement rendu compte ?

Michel Polac annonce une nouvelle émission sur le même thème. Si cela tourne encore au procès des radios libres et à leur condamnation, à quel bon ? A moins, bien sûr, qu'un représentant du ministère de la culture s'y manifeste. M. Fillioud, chez M. Polac ? On peut rêver.

ANNICK COJEAN.

LES PETITES ANNONCES DE R.F.M. : « RACCROCHEZ, C'EST UNE HORREUR »

Après le conflit qui l'a opposé à la direction de FR 3 (le 29 janvier), Jean-Luc Henzig n'a pas renoncé à son projet de petites annonces. Ainsi, à partir de 17 février, tous les mercredis, de 21 heures à 22 heures, il animera R.F.M. (100,3-MHz), en compagnie de Marie-Odile Delacour - une autre ancienne de Sandwich - une émission de petites annonces de rencontres « au sens large », appelée

« Raccrochez, c'est une horreur ». Les auditeurs y énonceront par téléphone, en toute liberté, le texte de leur annonce.

D'autre part, dans le but de renforcer sa vocation de station de « musique et informations » et de s'ouvrir à plusieurs associations, ainsi que le préconise la loi sur les radios privées locales, R.F.M. projette de développer l'information à destination des communautés de langues

anglaise et allemande de Paris et de sa région. Ce projet pourrait s'appuyer sur une association de la station avec des organismes de presse étrangers (des négociations seraient entamées entre les responsables de la station et l'International Herald Tribune et le Spiegel), et pourrait aussi faire appel à différentes associations de communication, d'échange ou d'amitié entre la France et l'un des pays concernés.

circulez mieux dans le monde des affaires :

30% DE REDUCTION dès le premier vol



avec LES CARTES D'ABONNEMENT AIR INTER

VOUS AVEZ LE CHOIX ENTRE DEUX FORMULES

Il n'est pas nécessaire de voyager très souvent en France par avion pour rentabiliser une carte d'abonnement « AIR INTER ».

Quelques aller-retour dans l'année (1) suffisent à en amortir le prix d'achat.

La carte d'abonnement « vols rouges, vols bleus » vous donne accès sans restriction à tous les vols sur la ou les lignes choisies.

La carte d'abonnement « vols blancs, vols bleus » (toute nouvelle) sur certaines lignes, donne accès exclusivement aux vols blancs et aux vols bleus.



(1) - entre 5 et 7 aller-retour sur une même ligne pour une carte annuelle « vols rouges » - vols blancs - vols bleus - entre 3 et 5 aller-retour sur une même ligne pour une carte annuelle « vols blancs » - vols bleus

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ADRESSEZ-VOUS À VOTRE AGENCE DE VOYAGES, À AIR INTER PARIS TEL. : (1) 20 50 60, OU ÉCRIVEZ À AIR INTER 10-CL, 1, AVENUE DU MARÉCHAL DEWAILLÉ - 91560 PARAY VIEILLE POSTE.

AIR INTER
NOTRE MONDE C'EST LA FRANCE

Mardi 9 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 La nouvelle malle des Indes. Réal. Christian-Jacques (n° 6).
- 21 h 35 Les mariages de l'information. De J.-M. Carvallo et M. Thoulouze.
- « Liverpool : la crise et la culture ». Réal. : J.-J. Pêche et D. Paschi.
- Un reportage sur les émeutes, le chômage et la misère dans les bas quartiers de Liverpool.
- 22 h 30 Documentaire : L'aventure des plantes. La conquête de la terre et l'invention du bois. Mousse et fougères multicolores de Colombie.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Mardi cinéma (et à 22 h 15).
- 20 h 45 Cinéma : Les hommes préfèrent les blondes. Film américain de H. Hawks (1953), avec M. Monroe, J. Russell, C. Coburn, E. Reid, T. Noonan (Rediffusion).
- Deux classiques de culture, dans l'une des deux émissions : « Les hommes musclés », s'embrassent sur un paquebot à destination de la France. Il y a un millier de bord.
- D'après la comédie musicale de l'opéra de la ville de New York d'André Lou. Mise en scène satirique frôlant volontairement le mauvais goût. Marilyn Monroe et Jane Russell sensationnelles en « chercheuses d'or ».

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 30 Cinéma : la Grande Illusion. Film français de J. Renoir (1937), avec J. Gabin, P. Fresnay, E. von Stroheim, M. Dalt, D. Paris, J. Carette, G. Modot, J. Dussé (N. Rediffusion).
- Présent la guerre de 1914, en Allemagne, des officiers français à l'étude des divers camps de prisonniers où ils ont été internés. Le plus célèbre des films de Renoir et le plus apprécié aujourd'hui encore du grand public. Un sujet bien traité, un réalisme historique et une écriture humaine remarquable, et des interprètes prestigieux.
- 22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 20 h, Dialogues : Langage du pouvoir et pouvoir du langage, avec G. Auzou et P. Seguin.
- 21 h 15 Musiques de notre temps : Bartok et sa modernité.
- 22 h 30, Nuits magiques : le Mali.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : « Quatuor à cordes n° 30 », de Haydn, « premier quatuor », de Takemitsu, « Quatuor à cordes n° 21 », de Morton ; par le Quatuor de Tokyo, avec K. Isonaka, K. Ikeda, P. Oudjian, S. Harada.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : Tchaïkovski, Rachmaninov ; 23 h 30, Jazz-Club.

Mercredi 10 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 5 Réponse à tout.
- 12 h 30 Les visiteurs du jour.
- 13 h Journal.
- 13 h 40 Un métier pour demain : Les métiers de la chimie.
- 13 h 55 Les visiteurs du mercredi. Spécial 10-15 ans : 15 h 25, Spécial 10-15 ans : 16 h 50, Superpanda des dessins animés : 17 h 35, Studio 3.
- 18 h 25 L'ère aux enfants.
- 18 h 45 Quotidiennement votre : L'éducation sexuelle : du sexe à l'école.
- 18 h 50 Les parvis de TF 1.
- 19 h 5 A la une.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tiroir du Loto.
- 20 h 35 Variétés : Direct Paris-Lille. En direct de Lille, une émission de A. Blais et R. Prud'homme. Avec M.J. Balle, C. Dumont, R. Gloppe, J. Villiers, etc.
- 21 h 35 L'Orchestre des jeunes de l'Europe. Réal. François Reichensbach. Un reportage sur la vie d'un orchestre. Le travail de jeunes solistes, accompagnés d'extraits de concert : un invité R. Van Kesteren.
- 22 h 35 La part de vérité. Jacques de Malouange, Réal. M. Armand.
- 23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 5 Passes donc me voir.
- 12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 45 Série : Les amours des années grises.
- 14 h Terre des lèbres. Spécial adoption.
- 14 h 50 Réoré A 2. Mia-Mia O. Wano-Wano ; Goldorak ; Casper ; Bouquin-Bouquin ; Maribout ; ficelle ; La Panthère rose ; Zeltro.
- 17 h 25 Les carnets de l'aventure. Réal. : C. Puvion.
- La compétition de planche à voile, organisée par le « Beach Camper » autour de l'île Maurice.
- 18 h 45 Platiné 45.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les gens d'ici.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Chroniques martiennes. Réal. : M. Anderson, d'après R. Bradbury. Les colon.
- Après l'ouverture d'un restaurant sur Mars, les Terriens en ont assez rappelés de toute urgence sur la terre pour une guerre imminente.
- 22 h 15 Magazine musical. D'E. Ruggieri. Avec M. Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture. Un concert Stravinski par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : H. Soudant avec C. Helffer (en liaison avec France-Musique) ; un reportage sur les Cantos d'Iféma.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre. Union des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.).
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Atlas.

20 h Les jeux.

- 20 h 30 Cinéma 16 : Comme un roseau. Téléfilm d'A. Dancourt d'après « Le Roseau penant » de J.-L. Curis. Avec P. Montey, C. Minazzoli, J.-P. Darnas, D. Grey, H. Deschamps, etc.
- 22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : La civilisation égyptienne.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Désordre et ordre (J.-P. Dupuy, économiste) ; à 8 h 32, Histoire de la solidarité au XIX^e siècle : Les assurances.
- 8 h 50, Echer au hasard.
- 9 h 7, Matinales des sciences et des techniques : Au péril de la science : Histoire de la France urbaine : Le cancer de la prostate : Diverses mathématiques.
- 10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : « La divine comédie de papa », de M. et G. Wolinski.
- 11 h 2, Florent Schmitt, par A. Paris (et à 17 h 32).
- 12 h 30, Agnès : avec A. Gaudier, la littérature américaine.
- 12 h 45, Faurama : La littérature américaine.
- 13 h 30, Solistes : L. Samardzicki, contrebasse, et V. Krpan, piano (Sorkovitch, Kuljeric, Komadina, Tadjovic).
- 14 h 5, Sans : Péniches.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Pisé, Anna et Lisa », de C. Pierre.
- 14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : Savoir bien se porter.
- 15 h 2, Le monde en sursaut : L'actualité selon le professeur A. Sicard.
- 15 h 45, Archimède : La machine organisée. Les briques 66-mécaniques.
- 16 h 45, Contact : Le futur musée de la Villette.
- 17 h, Rose libre : La peinture française au XVII^e siècle aux États-Unis.
- 18 h 30, Feuillet : La cloche d'Islande, d'après H. K. Luzzatto.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, La science en marche.
- 20 h, La musique et les hommes : Lier et la baronne O. Meyendorff.
- 22 h 30, Nuits magiques : le Mali.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques pittoresques et légères : Œuvres de J. Strauss, Weber, Quilici et Paster, Vallezelle et Copan.
- 6 h 30, Musiques du monde : Œuvres de Mozart, Vivaldi, Biben, Bruchner, Martin, Szarzynski, Coralli.
- 8 h 7, Quotidien musical.
- 8 h 2, Le matin des musiciens : « Otello », de Verdi.
- 12 h 35, Jazz.
- 13 h, Jeunes solistes : (en direct du Studio 199) : Œuvres de Danzi, Beethoven, Roger, Poulenc, avec L. Cantois, cor, et D. Caban, piano.
- 14 h 4, Microcosmos : 14 h 10, Kalidoscope : 14 h 45, Le billet et l'invité du jour : Les éphémérides de la musique : 15 h 20, Le jeu et la bricole ; 15 h 50, L'école américaine de piano ; 16 h, Microcosmos.
- 17 h 2, Le jeu des solistes : Œuvres de Lenge, Monteverdi.
- 18 h 30, Studio-concert (en direct du studio 105) : Œuvres de Pizis, Luczakowski, Britten, Poulenc, avec M. Bouange, hautbois, M. Allard, basson, C. Kling, piano.
- 19 h 35, Jazz : Où j'en suis ?
- 20 h, Les chœurs de la terre : Magazine de musiques traditionnelles.
- 20 h 30, Concert : (donné salle Gaveau, à Paris, le 29 novembre) : Œuvres de Schubert, avec M. Vogel, baryton, et C. Colard, piano.
- 21 h 30, Concert (en simulcast sur Antenne 2) : « Dumbarton Oaks, concerto pour orchestre de chambre ou ni bémol majeur » et « Concerto pour piano et orchestre d'harmonie », de Stravinski ; par le Nouvel Orchestre philharmonique ; dir. : H. Soudant, sol. C. Helffer.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : 23 h 15, Musique de nuit, œuvres de Chopin, Mendelssohn ; O h 5, Fidélité de nuit : œuvres de Puccini, Rimski-Korsakov, Villa-Lobos.

TRIBUNES ET DÉBATS

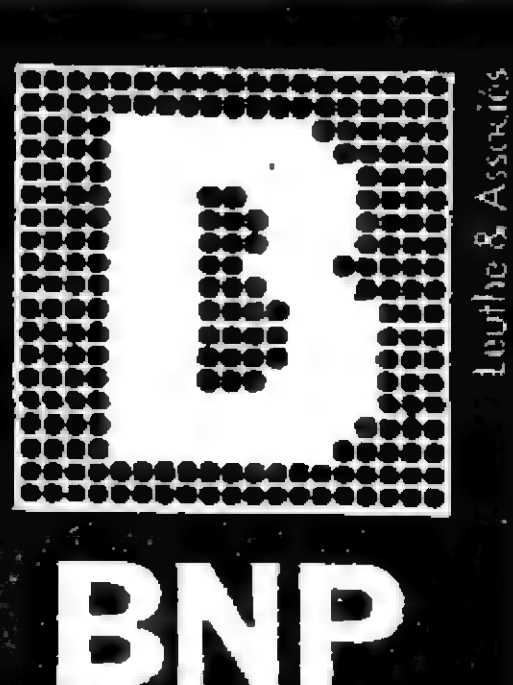
MERCREDI 10 FÉVRIER

- M. Roger Chénaut, conseiller politique aux élections du parti républicain, est l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h 10.

■ Un sondage effectué de novembre 1980 à mai 1981 par le Centre d'études d'opinion (CEO) et portant sur un échantillon représentatif de huit cents jeunes de huit à quatorze ans démontre qu'un enfant français passe en moyenne deux heures par jour devant la télévision, cette durée augmentant néanmoins les jours de congé, et durant les saisons d'automne et d'hiver. Parmi les autres enseignements de cette enquête publiée par le bulletin d'information du service des études et de recherche du ministère de la culture, on retient que l'âge est un facteur déterminant (plus l'enfant grandit, plus il passe de temps devant le petit écran), que les garçons sont en général plus grands consommateurs de télévision que les filles (sauf dans la tranche d'âge des treize-quatorze ans), et que la mère joue un rôle très important dans le

comportement des enfants. Ainsi par exemple, les enfants d'une mère d'un niveau d'instruction primaire passent environ deux fois plus de temps devant l'écran que ceux dont la mère a fait des études supérieures. De même, l'enquête révèle que, contrairement à une idée reçue, les enfants des mères travaillant à l'extérieur regardent plutôt moins la télévision que leurs camarades dont la mère reste au foyer.

VOUS VOULEZ ETRE PROPRIÉTAIRE ?
Prêts Conventionnés BNP et PAP du Crédit Foncier.
La BNP donne du crédit à vos projets.



| OFFRES D'EMPLOI | 1ère | 2ème |
|----------------------|--------|--------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,70 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | 1ère | 2ème |
|--------------------|-------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

TRADUCTEURS-RÉDACTEURS DE LANGUE FRANÇAISE NATIONS UNIES

Un concours de recrutement de traducteurs-rédacteurs de langue française aura lieu les 4 et 5 mai 1982 en vue de pourvoir des postes vacants dans la division de traduction du secrétariat de l'ONU à New-York ou dans d'autres lieux d'affectation. L'engagement initial pouvant mener à une nomination à titre définitif, l'Organisation tient à recruter des candidats qui entendent rester à son service de façon durable.

LES CANDIDATS DOIVENT :

- 1) avoir le français comme langue principale ;
- 2) être titulaires soit d'un diplôme délivré par une école de traduction reconnue, soit d'une licence ou d'un diplôme de niveau égal délivré par une Université ou un établissement équivalent dans un des domaines suivants : droit, économie, physique, chimie, statistique, informatique, astronomie ou astronautique, ingénierie ;
- 3) avoir une parfaite maîtrise du français et une excellente connaissance de l'anglais et d'au moins une autre langue officielle de l'ONU (arabe, chinois, espagnol, russe). Toutefois, pourront exceptionnellement être admis à se présenter au concours les candidats qui, à défaut d'une deuxième langue officielle, possèdent un diplôme universitaire d'un niveau au moins égal au troisième cycle dans l'un des domaines précités.

Le traitement de début brut est de 24.233 dollars par an plus une indemnité de poste d'un montant minimum net de 6.521 dollars par an avec indemnités pour charges de famille.

Pour obtenir les formulaires de demandes d'admission à l'examen, ainsi que des textes d'épreuves d'examen antérieurs, prière d'écrire en joignant une enveloppe format minimum 32 cm x 23 cm avec vos nom et adresse à :

Section de Recrutement du Secrétariat
(Traducteurs de langue française)
Bureau 247
Nations Unies
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse.

Les formulaires dûment remplis devront parvenir au service sus-mentionné avant le 5 mars 1982.

BBC LONDON

requires candidates for vacancies in its

ROMANIAN SERVICE

Applicants should have Romanian as own or best language, detailed knowledge of the social and political life of Romania, a good knowledge of English and a good microphone voice. They should be able to translate rapidly and accurately into Romanian, and, after training, to interview in Romanian and compile programmes. Applicants should be able to type or willing to learn. University degree level of education and proven creative ability are desirable. For further details, write within fourteen days, enclosing a self-addressed envelope for reply to :

Recruitment Officer, Language Services,
BBC, PO Box 76, Bush House, Strand,
LONDON WC2B 4PH, England,
quoting Reference 82.X.2089.

Pour prendre la responsabilité

d'études sectorielles outre-mer
(missions ou séjours)
Société française d'ingénierie
recherche

Ingénieurs

(ENPC, TPE, MINES, CENTRALE)

ayant spécialisation ou expérience en

Economie des transports

Ecrire en indiquant sur l'enveloppe la référence

1670/1803.



9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

KENTING

KENTING DRILLING entreprend en 1982 des opérations de forage à long terme en France à l'aide d'un matériel diesel électrique et d'une technologie de pointe dans cette branche d'activités.

La société invite les personnes de nationalité française qui disposent d'une expérience antérieure dans le forage et qui parlent couramment l'anglais à soumettre leur candidature pour pourvoir aux postes suivants :

- CHEF DE CHANTIER (Rig Manager)
- CHEFS DE POSTE (Drillers)
- ACCROCHEURS (Derrickmen)
- MÉCANICIENS (Motormen)
- HOMMES DE PLANCHER (Roughnecks)
- HOMMES DE SURFACE (Roustabouts)

Les candidats doivent être prêts à travailler en divers points du territoire français.

La société conduit des opérations similaires au Canada, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, et offre des salaires et avantages sociaux intéressants.

Les candidats devront envoyer leur C.V. en mentionnant leur expérience en matière de forage, leur date et lieu de naissance, préférences, et indiquer s'ils possèdent un moyen de transport. Seules les candidatures en anglais seront prises en considération.

Prière d'écrire à : KENTING DRILLING, C/O R.S.V. & G
43, rue de Flandre-Saint-Martin, 75008 PARIS.

LA FONCTION : CHEF DU SERVICE INSTALLATIONS DES EQUIPEMENTS comprenant 50 personnes sous la responsabilité du Directeur de la Succursale

INGENIEUR ELECTRICIEN DE 30 ANS

vous recherchez plus de responsabilités

postulez pour vous EXPATRIER A ALGER

Le profil : l'expérience de la direction de chantiers d'installations électriques et des connaissances complémentaires en mécanique, hydraulique ou électronique. Ecrire sous No 23.839 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75000 Paris Cedex 01, qui transmettra

L'AIR LIQUIDE

recherche

pour son département AFRIQUE

DEUX COMPTABLES

HAUT NIVEAU

Après une période de formation d'un an, ils se verront confier les services comptable et administratif de deux importantes filiales d'Afrique.

Il pourra s'ajouter, à court ou moyen terme, à cette fonction principale des missions de contrôle et d'assistance aux établissements situés dans les pays limitrophes.

Les candidats sont de formation comptable supérieure (D.E.C.S. exigée) élargie à la gestion. Ils justifient de quelques années d'expérience et sont capables d'assurer la formation permanente de leurs plus proches collaborateurs.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser, sous référence 5520,

à L'AIR LIQUIDE

Direction des Relations Humaines

75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07.

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Au sein d'un ensemble de PME regroupant environ 1000 personnes sur tout le territoire national, vous pouvez prendre des responsabilités administratives importantes.

Le secteur d'activité : L'ENERGIE.

Le poste - prise en charge des services administratifs recouvrant toutes les activités suivantes : personnel, trésorerie, facturation, informatique, contrôle budgétaire, services généraux, juridique, pour chacune des filiales. Vous aurez à développer ou à réorganiser certains de ces domaines. Bénéficiant d'un appui de l'administration centrale du Groupe, le titulaire du poste aura une large autonomie dans sa fonction.

Agé de 30 ans minimum et de formation supérieure, ESC ou UNIVERSITAIRE, vous avez acquis quelques années d'expérience à un poste similaire. La justification d'un diplôme de 3ème cycle sera un atout supplémentaire.

Adressez votre candidature, en mentionnant votre salaire actuel, sous référence 186/138 à :



TRANSELEX

128, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

PROGRAMME DE FORMATION

DE TRADUCTEURS-RÉDACTEURS

DE LANGUE ANGLAISE ET FRANÇAISE

A LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (C.E.A.) A ADDIS-ABABA

Ce programme de sept mois est destiné à préparer les participants à se présenter au concours officiel organisé par l'ONU pour recruter des traducteurs-rédacteurs de langue française ou anglaise. Le premier lieu d'affectation pour une période de cinq ans sera la C.E.A. (Addis-Abeba). Pour être admis au stage, les candidats ayant le français comme langue principale doivent avoir une parfaite maîtrise du français, une excellente connaissance de l'anglais et d'une autre langue officielle de l'ONU (arabe, chinois, espagnol ou russe). A titre très exceptionnel, pourront être pris en considération les candidats qui, à défaut de cette autre langue officielle, possèdent un diplôme universitaire dans un domaine économique, social, juridique ou scientifique. Tous les candidats devront être titulaires d'une licence ou d'un diplôme de niveau égal délivré par une université de régime linguistique français ou par un établissement équivalent. Un examen écrit aura lieu en mai 1982 dans divers centres appropriés et le programme de formation commencera en automne 1982. Les candidats sélectionnés pour le programme recevront une allocation pour couvrir leurs dépenses courantes pendant la durée du stage. La demande d'inscription (Notice Personnelle), à joindre à la candidature, peut être obtenue au bureau local de l'ONU et du PNUD. Les candidats doivent avoir la nationalité d'un pays africain pour pouvoir être admis au programme. Les candidatures devront être reçues à l'adresse suivante avant le 30 mars 1982 :

Service de Recrutement des Administrateurs
(Programme de formation de traducteurs C.E.A.)
Bureau 3601 C
United Nations
New-York, N.Y. 10017
Etats-Unis d'Amérique.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFSHORE SYSTEM TECHNOLOGY

TERMINAL INSTALLATIONS INC est une société en rapide expansion dans le domaine des travaux maritimes offshore liés à l'industrie du pétrole. Elle offre actuellement à des ingénieurs compétents des opportunités de carrières très attrayantes dans un environnement professionnel hautement stimulant et recruté des

DIRECTEURS DE PROJET

réf. DP1

(BASES A MONACO)

Ils auront la responsabilité globale de l'exécution des projets d'installation d'entretien et de réparation offshore confiée à la société. Représentants de la société dans tous les secteurs relatifs au projet ils assureront la coordination et le planning entre les différents départements internes, l'utilisateur et les sous-traitants. Les candidats retenus devront posséder un diplôme d'ingénieur (ENSM, ENSPM...) et une expérience d'un minimum de 5 ans en matière de direction de projet d'installation offshore dans l'industrie pétrolière. Ils devront maîtriser parfaitement la langue anglaise et pouvoir facilement se déplacer à l'étranger.

INGENIEURS DE PROJET

réf. IP2

(BASES A MONACO)

Ils préteront leur concours aux directeurs de projet dans tous les aspects de l'exécution de travaux maritimes. Sous leur supervision ils seront responsables entre autre de la liaison avec les sous-traitants, de la programmation et des changements et modifications au niveau des spécifications techniques. Ils seront également chargés du bon ordre de tous les dossiers relatifs aux projets. Les candidats devront avoir une formation d'ingénieur et quelques années d'expérience dans le domaine des travaux offshore. La maîtrise de l'anglais parlé et écrit et la faculté de se déplacer à l'étranger leur seront indispensables.

INGENIEURS DE CHANTIER

réf. IC3

Ils seront chargés de l'exécution sur site des différents travaux de coordination, de supervision et de contrôle dans les domaines des projets offshore.

Les candidats devront avoir une formation d'ingénieur ou de technicien supérieur et une expérience professionnelle sur chantier offshore. Ils devront s'exprimer correctement en anglais et avoir la disponibilité d'effectuer de longs séjours à l'étranger.

Pour les non résidents sur la Côte d'Azur, la société prend en charge les frais de déménagement. Une importante prime d'installation leur sera accordée.

Les offres de candidature accompagnées d'un curriculum vitae sont à adresser à :

TII TERMINAL
INSTALLATIONS INC
Directeur du Personnel - BP 157 - MONACO

directeur général
adjoint
200 000 Francs :

DIRECTEUR ADJOINT

FUTURS
DIRECTEURS DE FILIALE

| OFFRES D'EMPLOI | la ligne | la ligne T.T.C. |
|----------------------|----------|-----------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 71,00 | 53,50 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,70 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,84 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | la ligne | la ligne T.T.C. |
|--------------------|----------|-----------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCAR

leader français du carton ondulé
recherche pour son département
conditionnement
liquides alimentaires

un jeune ingénieur

qui prendra, à terme et après une période de formation, la
RESPONSABILITE TECHNIQUE du département.

Il aura un triple rôle:

- production;
- appui technique important en clientèle;
- conception des emballages et des systèmes nouveaux de remplissage.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, même DÉBUTANT, ayant
une formation à dominante CHIMIE, intéressé par les problèmes de
PACKAGING.

Une spécialisation dans le domaine des PLASTIQUES serait
appréciée.

Après une période de formation qui se déroulera à PARIS avec
des déplacements en Province, le lieu de travail sera ÉPERNAY
(Marne).

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2328 M à préciser sur l'enveloppe
seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur général adjoint

200 000 Francs

Groupe Français produits de grande consommation, Chiffre d'Affaires
900 Millions de Francs, 2500 personnes, recherche un Directeur Gé-
néral Adjoint qui aura dans un premier temps la responsabilité de la
mise en place d'un système de contrôle de gestion permettant d'amé-
liorer la rentabilité des gammes de produits. Il sera secondé par une
équipe de collaborateurs de premier ordre.

L'homme: Formation supérieure indispensable, 35 ans environ, ayant
une expérience financière, contrôle de gestion ou administrative dans
la grande distribution et désirant participer à l'élaboration de la poli-
tique de développement commercial du Groupe. Lieu de travail: ré-
gion Lilloise. Discretion absolue garantie par le Consultant chargé de
ce recrutement.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel sous référence 5633-M à Mamrègès
qui transmettra.

Mamrègès

1, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Société Française de Traitements de Surface
recherche pour une de ses usines situées dans
L'EST DE LA FRANCE

DIRECTEUR ADJOINT

(INGÉNIEUR MÉCANICIEN)

- Soit expérience de production et de gestion;
- Soit connaissances traitement des métaux appréciées;
- Attraité par une carrière dans une P.M.E.

Les dirigeants d'usine dépendant de la Direction Générale ont la
responsabilité complète (technique, commerciale et de gestion) de leur unité
dans le cadre d'une direction par objectifs.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 2168
Pierre Molot Publicité, 39 rue de l'Arcade - 75008 PARIS.
(Réponse et discrétion assurées)

SHRM

Holding de Sociétés de Restauration de Collectivités,
d'Industrie Hôtelière, de Commerce Alimentaire et de
Services.
C.A.: 1,5 Milliard de francs - Effectif: 8000 personnes.

Vent sélectionner, former et donner leur chance à des hommes capables d'assurer
son développement international.
Ces hommes,

FUTURS DIRECTEURS DE FILIALE

ont le profil suivant:

- âgés de 32 ans minimum;
- formation: Grandes écoles type HEC, ESSEC, SUP. de CO. ou grandes
écoles hôtelières;
- expérience: Gestion réussie d'un centre de profit autonome de préférence
à l'étranger;
- langues: Anglais et espagnol;
- personnalité: Ascendant, courage, ouverture personnelle, esprit d'équipe,
combativité, mentalité de pionnier.

L'attribution initiale se fait dans l'une de nos filiales à l'étranger.

L'évolution ultérieure n'est pas liée à ce choix initial.
Le grand décentralisme du groupe permet de prendre rapidement d'import-
antes responsabilités.

Le déroulement d'une carrière nécessite donc chez SHRM, une grande disponi-
bilité géographique permettant d'accepter des affectations successives de durée
moyenne.

L'expatriation se fait en famille avec tous les avantages classiques à l'expatriation.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite, rémunération actuelle et photo
récente à:

SHRM - DIRECTION DU PERSONNEL

113 rue de l'Évêché - 13002 MARSEILLE

Le terrain, rien de tel pour décoller.

Vous êtes ambitieux. Vous voulez gagner 80.000 F
par an dès votre entrée dans la vie active ou
100.000 F + avec quelques années d'expérience.

Le terrain ne vous fait pas peur, bien au contraire;
vous désirez vous donner à fond dans un métier
d'avenir vous permettant de mettre en valeur vos
qualités de décideur autonome.

Vous êtes le RESPONSABLE COMMERCIAL
que nous recherchons: 23 ans minimum.

Formation commerciale supérieure: HEC, ESC,
EDHEC, etc... universitaire: Sciences Economiques,
Ingénieur AM, ISA, etc...

Qualités essentielles pour réussir:

- enthousiasme et combativité;
- sens commercial très développé;
- goût des responsabilités;
- aptitudes à diriger et animer du personnel;
- vous êtes travailleur et disponible.

Notre client, une importante chaîne d'hypermarchés
française, a des postes à pourvoir dans ses
magasins de BORDEAUX où vous bénéficierez au
départ de votre carrière d'une solide formation.
Situation évolutive en rapport avec vos résultats.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé, en indiquant la région qui vous intéresse à: **TÉLÉFORMATION**
B.P. 101 - 59016 LILLE CEDEX. Discretion et réponse assurées.



BANQUE
FRANCO-PORTUGAISE
recherche pour son agence de

CLERMONT-FERRAND
UN GESTIONNAIRE
de haut-niveau
(agent gradé ou cadre)

disposant d'une solide expérience bancaire de plusieurs an-
nées, maîtrisant parfaitement la langue portugaise et ayant
l'habitude de la gestion du personnel.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions à B.F.P.
Service Personnel, 8, rue Helder, 75009 PARIS.

A VALENCE



recherche:
Pour faire face à la croissance
dans le domaine des Télécommunications:

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

- Formation électronique ENSI ou équivalente
- Expérience dans l'industrie indispensable
- Précise des relations avec l'Administration souhaitée
- Placé sous l'autorité directe du responsable de
l'activité télécommunications, cet ingénieur devra être
capable de prendre rapidement les fonctions d'ad-
joint.

RÉFÉRENCE N° 201

Adresser C.V., photo, références et prétentions à
CROUZET Service du Personnel - 26027
VALENCE CEDEX.

INDUSTRIE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
1400 pers. - CA 300 millions (80% Export)
région touristique Haut-Rhône
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL
Service Achats
ESC ou similaire - Expérience
Achats Techniques Industriels.

Dans le cadre du Service Achat, en liaison avec
les services techniques de la société, il sera
responsable de la négociation de contrats
d'achats très diversifiés avec une large
autonomie.

Pratique courante de l'anglais ou de l'allemand
nécessaire.

Logement facilité.

Adr. CV dét.

ss réf. 967 à

seletec



DIVISION « AEROSPATIAL »
recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN DÉBUTANT

- Formation ENSMM Besançon
INSA/GMD Lyon/ENSMA Poitiers
ou équivalent
- Fonction: Etudes structurales et thermiques des équi-
pements électroniques embarqués pour applications
aéronautiques et spatiales: Engins
- Ce poste requiert connaissances en mécanique vibra-
toire, en transfert thermique et en logiciels de calcul.
- Anglais souhaité.

RÉFÉRENCE N° 202

Adresser C.V., photo, références et prétentions à
CROUZET Service du Personnel - 26027
VALENCE CEDEX.

TEMAT

GROUPE MATRA

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

recherche

Ingénieur gestion de production

Dans le cadre d'un plan Directeur, il devra assurer les fonctions suivantes:
- gestion de magasins pièces détachées et produits finis,
- ordonnancement / lancement,
- suivi et optimisation des "en cours".

Il participera à la mise en place d'une gestion informatisée.

Ce poste peut convenir à un Ingénieur Grande Ecole ayant 2 à 3 ans d'expe-
rience industrielle en fabrication électronique grande série.

Des connaissances en Informatique seront appréciées.

Lieu de travail: FINISTERE SUD.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée à: TEMAT
Service du Personnel - 10, avenue Jean Jaurès - 29000 QUIMPER

PONTS, CENTRALE, A.M., E.S.T.P.,...

UN AVENIR OUVERT SUR LE MONDE

Débutant ou futur ingénieur B2, vous vous sentez une âme de bâtisseur. Ce que
vous voulez c'est, dans quelques années, devenir entrepreneur de grandes
réalisations.

Vos aînés le sont déjà, prêts à vous accueillir et à vous donner la maîtrise de leur
métier (Travaux, Etudes Techniques, Commercial, Informatique) pour que - très
vite - vous accédiez à des responsabilités globales.

1100 personnes, nous sommes implantés dans l'ouest de la France où nous avons
la majeure partie de nos chantiers: Bâtiment, Ouvrages d'art, Génie civil, Travaux
industriels, Nucléaire. Nos structures, décentralisées, mettent en oeuvre les derniè-
res applications informatiques (Etudes techniques et de prix, Gestion de
chantiers...)

Filiale d'un groupe international, votre avenir avec nous est ouvert sur le monde.
Une sélection rigoureuse vous permettra d'être retenu par notre Direction Gé-
nérale. Mais dans un premier temps, adressez votre candidature sous référence 4190
à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui nous la transmettra.

HEC-ESSEC-ESCP ... POUR LILLE

En 30 ans nous sommes devenus le numéro un mondial de notre spé-
cialité, vendant à l'export 95 % de nos fabrications de biens d'équipement
à quelques grands clients spécialistes qui installent des unités à travers
le monde.

Aujourd'hui avec plus de 400 personnes, nous réalisons un C.A. de l'ordre
de 250 millions de francs et sommes solidement ancrés à l'un des
grands groupes français de dimension internationale.

Nous créons une nouvelle fonction qui regroupera un certain nombre de
tâches effectuées à l'intérieur et à l'extérieur de la Société: préparation
de budgets, contrôle budgétaire, tableaux de bord, plans de trésorerie,
finances, fiscalité, comptabilité générale et analytique.

Ce devrait être quand la plénitude du poste sera atteinte l'un des princi-
aux collaborateurs du Directeur Général qui tient directement le B.E.
et la négociation commerciale.

Nous désirons confier ce poste à un homme qui, depuis 10 ans, connaît
une belle réussite professionnelle dans une entreprise de moyenne
importance, produits intermédiaires ou de biens d'équipement, soit en
contrôle budgétaire, soit en finances.

Il pourra créer la fonction à sa dimension, la vivre un certain temps; et,
s'il le désire, des voies nouvelles s'ouvriront au niveau du groupe.

Si vous êtes intéressés, vous pouvez écrire avec C.V.

à G. STIKER, sous référence 32208 A.

qui vous assure de la plus totale discrétion.

BOSSARD SELECTION

Centre Vaubans 201, rue Colbert

59800 - LILLE - Tél. (20) 54.06.37

Je tiens à...

REPRODUCTION INTERDITE

| OFFRES D'EMPLOI | 1ère | 2ème |
|-----------------------|--------|--------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,70 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,48 |
| AGENDA | 48,00 | 56,48 |
| PROP. COMM. CAPITALUX | 140,00 | 184,84 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADEES | 1ère | 2ème |
|-------------------|-------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,48 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,48 |
| AGENDA | 31,00 | 36,48 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIETE DE CONSTRUCTION NAVAL ET OFF SHORE
recherche pour ses BUREAUX D'ETUDES, un

INGENIEUR A.M. OU EQUIVALENT

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR ayant :
- 2 à 3 ans d'expérience industrielle ;
- une formation Supérieure en MECANIQUE, HYDRAULIQUE, THERMIQUE et CRYOGENIE ;
- Anglais indispensable.

Connaissance en C.A.O. souhaitée.
(Conception Assistée par Ordinateur).

FONCTION :

- conduire, coordonner, contrôler des études d'installations dans les domaines machine et câbles liquides ;
- traiter les contrats d'Achats des équipements composant ces installations.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, adresser votre CV, photo et prétentions sous No 23.623 à CONTEXTE PUBLICITE 30, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Un important groupe
recherche pour une société filiale à
NANTES

Ingénieur thermicien

Il aura pour mission de prendre en charge les problèmes d'économie d'énergie concernant les ouvrages publics ou privés traités par la société pour le compte des collectivités ou pour son propre compte.
Il devra, en outre, calculer la déperdition thermique en bâtiment ainsi que les réseaux de chaleur, pompes à chaleur et installations solaires.

Ce poste convient à un Ingénieur thermicien de formation, ayant déjà une solide expérience en matière d'économie d'énergie.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 5336 à

Média-System
"Emplois et Carrières"
104 rue Réaumur 75002 Paris.

SOCIÉTÉ SEMI-CONDUCTEURS
- SGS - ATES FRANCE - S.A.
recherche pour son usine de RENNES

UN INGÉNIEUR CONTROLE QUALITÉ EXPÉRIMENTÉ

- Suivi de la fiabilité de composants actifs.
- Mesure électrique - Analyse de spécifications techniques.
- Gestion et encadrement de personnel.
- Relations avec clientèle (aspect technique).
- Anglais courant.

UN INGÉNIEUR ENGINEERING DÉBUTANT

Formation : Physicien spécialisé en électronique.
- Mise au point et réalisation de programmes de sélection électrique de circuits intégrés sur équipement de test automatique.
- Anglais indispensable.

Salaire et position : fonction de l'expérience.
Envoyer CV, manuscrit, prétentions et photo d'identité à :
- SGS - ATES FRANCE - S.A. - Service du Personnel
B.P. 2299 - 35022 RENNES Cedex.

Parker

Nous sommes la filiale française de
Parker Hannifin Corporation à Cleveland,
un des leaders mondiaux dans le secteur des composants
hydrauliques et pneumatiques

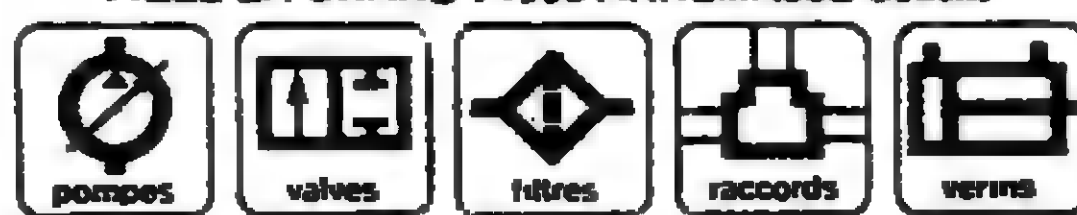
RESPONSABLE DU PERSONNEL

pour notre usine située en Haute - Savoie
(320 personnes, C.A. 130 millions H.T.)

Il doit :
- assister le Directeur du Personnel actuel en vue d'assurer sa succession dans deux ou trois ans ;
- avoir l'expérience d'un poste similaire. Age souhaité 35 ans min ;
- avoir une bonne formation générale à une connaissance parfaite du droit du travail ;
- avoir une bonne connaissance de l'anglais pour entretenir des relations et échanger des informations avec des homologues de notre groupe en Europe qui comporte plus de 3000 personnes.

Lieu de résidence principale : ANNEMASSE (Haute-Savoie)

Faire offres avec photo, C.V. et prétentions à
PARKER HANNIFIN RAK - B.P. 482
VILLE LA GRAND 74108 ANNEMASSE Cedex.



SAUTER

Société, filiale française
d'un groupe européen, en expansion
(150 personnes - 88 M FF C.A.)
spécialisée dans la production et le vente
de systèmes de régulation et d'automatisme
utilisant des techniques de pneumatique,
d'électronique et d'informatique

recherche
POUR PARIS ET GRENOBLE

INGÉNIEURS DE VENTE

Les candidats retenus auront une bonne formation technique, fait preuve de réussite dans la vente de systèmes où l'argumentaire technique est déterminant.
Une expérience de la climatisation serait appréciée.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à :
SAUTER APPARELS AUTOMATIQUES
4, RUE DU RHONE - 68306 VILLAGE NEUF

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
(+ de 5.000 Personnes), recherche le ou la

Responsable de son Association de Formation

SES TACHES PRINCIPALES SERONT :
- la direction d'un centre de formation avec encadrement ;
- l'élaboration du plan de formation ;
- la mise en place des programmes et leur suivi ;
- la prévision et le contrôle budgétaire de la formation ;
- les animations éventuelles selon compétences.

Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) de formation supérieure, ayant l'expérience de la formation professionnelle, continue en entreprise et le sens de l'organisation.

Lieu de résidence à prévoir : Région VESOUL-LUXEUIL (70)

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence 17059-M, à :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

UN PROFESSIONNEL CONFIRMÉ GÉNIE CIVIL - OUVRAGE D'ART

Nous sommes une Entreprise de Travaux Publics implantée dans l'Ouest de la France (C.A. 300 M)

LE PATRON

de notre département Génie Civil
C'est un ingénieur, mais aussi un commercial de talent et un meneur d'hommes.

Se adresse : Seul à NANTES.
Il assurera la gestion et l'animation d'une équipe de 30 personnes et développera les activités tant dans leurs diversités que sur le plan géographique, y compris l'étranger.

En téléphonant à notre Conseil : P. COQUARD, vous pourrez prendre connaissance de façon détaillée de cette offre, de sa nature et de la possibilité d'une future rencontre.

APPELEZ LE (49) 39-61-51.

Réf. : 102/DL.

RESPONSABLE INFORMATIQUE d'un établissement industriel ville du Sud-Est

Notre Société, intégrée dans l'un des premiers groupes français, développe ses activités dans un large marché intéressant le bâtiment et l'industrie, dont les perspectives de croissance sont aujourd'hui importantes.

Responsable de la cellule informatique de l'une de nos usines (800 personnes), vous serez le correspondant et le relais du service informatique central.

Vous dirigerez l'exploitation locale - informatique et bureautique - de l'établissement.
Vous participerez aux études et aux réalisations d'applications générales au sein d'un service informatique.
Après une première étape réussie, votre carrière pourra se développer dans le Groupe si vous le souhaitez vous-même.

Vous avez une formation supérieure de gestion ou d'ingénieur, et une spécialisation en informatique, une expérience d'analyse et d'organisation (3 ans au moins).

Adresser-nous rapidement votre dossier de candidature sous référence 5-82-13 à PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Ville de 160.000 habitants

recherche

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Envoyer candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé
sous n° 7.736 Le Monde Publicité,
service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE USINE banlieue ROUEN, recherche INGÉNIEUR D'ENTRETIEN MÉCANICIEN

Diplômé A.M. ou équivalent.
Ayant déjà 5 à 10 ans d'expérience en usine.
Possibilité de logement de fonction en pavillon.

Adresser C.V. dét. avec manuscrit et photo n° 23.756 CONTEXTE Publicité, 30 avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra. (Réponse assurée.)

Ville de Villersfranche (Rhône),
recherche par voie de concours sur
service unifié recrutement de réduc-
tion contractuel. Licence + di-
plôme délivré par une école de
formation de journalistes et de
rédacteurs.
Rémunération mensuelle nette :
5.100 F. Adresser candidatures
avec C.V. et copie des diplômes
avant le 28 février 1982 à
M. le Maire de Villersfranche
(Service du Personnel).

AVIS DE RECRUTEMENT

sur titre d'un agent contractuel,
chargé d'études dans le domaine
des transports. Formation ingé-
nieur ou économiste. Expérience
professionnelle. Renseignements
et dépôt de candidatures auprès
de :

La direction départementale
de l'équipement d'Alsace-
Moselle, service de l'aménage-
ment et de l'équipement,
3, avenue de Coëst, 67021
Rennes Cedex.

ENTREPRISE LEADER DANS SA RÉGION

UN RESPONSABLE PERSONNEL (E.S.C.P. - I.E.P.)

Envoyer C.V. et photo à :
Jean-Claude SAUVÉ S.P., 222,
37173 CHAMBRAY-TOURSAULT.

RESPONSABILITÉS ET QUALITÉ DE VIE

Nous sommes un des grands de la machine-outil en Europe et recrutons pour notre unité de CHOLET un

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Mécanique Générale

TOURS à COMMANDES NUMÉRIQUES

Il supervisera l'usinage, le montage, le contrôle, la mise en route, l'outillage et l'entretien, soit plus de 300 personnes.
Il sera responsable du C.H.S. et de la C.A.C.T.
Ses connaissances en usinage, son expérience de commandement, son énergie et son esprit d'équipe sont des atouts indispensables pour réussir.
Logement de fonction : Villa dans parc.



Merci d'adresser votre dossier de candidature à
M. GILBERT - Directeur ERNALT - SOMUA, BP 102, 49303 CHOLET.

STRASBOURG DIVISION
GENERAL MOTORS
FRANCE S.A.

recrute pour son SERVICE METHODES

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

POUR ETUDES DE MODIFICATIONS
ET TRAVAUX NEUFS.

Expérience confirmée en études électriques sur machines de production commandées par relais, automatismes programmables, commandes numériques.

Des connaissances en électronique - informatique de production et en mécanique générale seraient un atout supplémentaire.

Prière adresser C.V. détaillé au Département du Personnel de Strasbourg Division GENERAL MOTORS FRANCE S.A.
B.P. No 33 - 67026 STRASBOURG CEDEX.

Importante Industrie
en expansion
Produits modernes
pour le bâtiment à Strasbourg
recherche

JEUNE CADRE EXPORT

E.S.C. - E.S.C.E. ou équivalent
1 à 2 ans supér. exportation
Parlons bien l'anglais
2° langue souhaitée : allemand,
italien ou espagnol

Mission :
- assistance au responsable
de l'exportation pour déve-
loper des marchés d'exporta-
tion déjà actifs.
- études de débouchés, de
canaux de distribution, de
organisation de réseaux.

Ad. C.V. dét. et réf. 652 M à
SELETEC
CONSEIL
67009 STRASBOURG CEDEX.

OFFRES D'EMPLOI

HEC. ESSEC. SUP de CO ou responsable systèmes de g

capital régional

ASSI DE PER

ACTI

CHARGE INTE

RESPONSABLE

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHODÉ (effectif 1.200 personnes) recherche pour ses services de l'exploitation de Dijon un responsable.

ÉTUDES ET ENTRETIEN ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

rattaché au directeur adjoint, il aura en charge l'ensemble des responsabilités de MAINTENANCE (matériel de péage, matériel électrique, réseaux téléphoniques, panneaux de signalisation...) ÉTUDES.

(Plusieurs années de rénovation, développement et expérimentation des prototypes...) CONTRÔLE LE LA SOUS-TRAITANCE (maintenance et études).

Pour mener à bien ces missions, il sera assisté de 4 responsables de maintenance régionaux, un responsable études et d'un responsable laboratoire. Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (ESE, TELECOM, ENSI...) âgé de 35 ans minimum, ayant le goût de :

La technique au sein de la gestion et aux qualités relationnelles. Il aura en outre une première expérience de plusieurs années dans une activité de maintenance. Il aura de très bonnes notions et connaissances. Rémunérations : 153.000 F annuels, voiture de fonction.

Les candidatures sont à adresser à :
Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, service des relations humaines, B.P. 32, 21019 DIJON-GRESILLES.

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

Jeune

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un groupe industriel (5000 personnes, 10 usines, 1,3 milliard de CA dont 20% à l'exportation) poursuit sa politique de redéploiement et de mise en place de structures de gestion décentralisées. Son président souhaite s'adjoindre un :

HEC, ESSEC, SUP de CO ou Ingénieur responsable « systèmes de gestion ».

Vous assurez l'interface entre l'informatique et les utilisateurs et pilotez avec une petite équipe de chefs de projets, un certain nombre d'applications à partir d'un réseau de minis 6 et de progiciels: contrôle budgétaire des frais généraux, gestion industrielle, etc.

Nous cherchons un cadre de formation grande école commerciale ou un ingénieur formé à la gestion ayant été, au cours de cinq à six ans d'expérience dans un groupe industriel, associé à la mise en place de systèmes de gestion informatiques.

C'est un poste-tremplin pour exercer à terme des responsabilités opérationnelles au sein du groupe (en France ou à l'étranger).

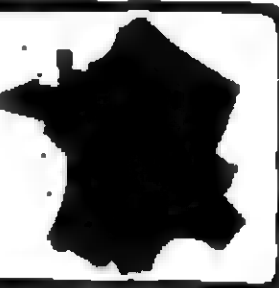
Lieu de travail: à proximité d'une grande ville universitaire de l'Ouest, à 2 heures de Paris.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4112 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



emploi régionaux

LA VILLE DE METZ
RECHERCHE POUR SON CONSERVATOIRE
NATIONAL DE MUSIQUE

UN DIRECTEUR DES ETUDES

Titulaire du C.A. de Directeur
d'Ecole Nationale de Musique

Adjoint du chef d'établissement, il sera plus particulièrement chargé, sous son autorité :

- de déterminer les orientations pédagogiques de l'établissement;
- de coordonner l'activité du corps enseignant;
- d'organiser les concours d'entrée et de fin d'année;
- d'assurer les liaisons avec les parents d'élèves, avec les responsables des établissements d'enseignement général dans le cadre du fonctionnement d'un lycée musical et avec l'Université de METZ pour le DEUG musical.

Les candidatures sont à adresser à :
Monsieur le Maire de la ville de Metz,
B.P. 1025
57036 Metz Cedex.

AGENCE D'URBANISME
DE LA REGION ANGEVINE
recrute

UN CHARGE D'ETUDES

Plus particulièrement responsable de l'animation et du suivi des politiques de l'agglomération (action foncière, gestion du SDAU, programmation de l'urbanisation).

Formation ingénieur ou économiste.

Expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans l'aménagement. Goût du concret et sens du dialogue avec les élus.

Candidature à adresser à :
M. LE DIRECTEUR DE L'A.U.R.A.,
83, rue du Mail, 49000 ANGERS.

SOCIÉTÉ VENTE MATÉRIEL BUREAU
P.M.L.

offre le poste de :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Mission : gestion comptabilité générale et analytique, Administration personnel, Secrétariat société, Contentieux, Administration ventes.

Profil : 32 ans minimum. Statut cadre DECS + Expérience professionnelle. Connaissance informatique souhaitée. Méthodique, ouvert, curieux, organisé. Sens des relations, gestionnaire effectif.

Rémunération 180.000 + poste évolutif.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo à Havas, Le Mans, n° 1103, BP 319, 72007 Le Mans Cedex, qui transmettra.

Synthelabo

recherche pour l'une de ses usines situées à TOURS

UN CONTROLEUR DE GESTION

Expérience industrielle souhaitée. Formation DECS ou équivalent.

Adressez C.V. et prétentions sous référence DAUS/1 à :
M. VOLTZ
22 avenue Garfield
92350 LE PLESSIS ROBINSON

Un ensemble industriel de 2200 personnes, filiale THOMSON-BRANDT crée à LYON la fonction suivante :

ASSISTANT DE PERSONNEL

Homme d'écoute et de dialogue, il sera placé sur le terrain dans un secteur de production de 450 personnes. Il assistera les Chefs d'Unité pour tous les problèmes de gestion des ressources humaines (communication, formation, conditions de travail). Le candidat devra présenter une expérience pratique, même courte, de gestion du personnel. Il trouvera à ce poste formateur un tremplin d'évolution quelle que soit sa formation d'origine.

Ecrire CABINET GATIER, réf. 995 M,
32, rue Barthelemy 69006 LYON.

Cabinet Gatier

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'ASSURANCE SUR LA VIE
EN EXPANSION

recherche pour son siège à PARIS ACTUAIRE

- Responsable de son service actuariat.
- Minimum 30 ans.
- Le candidat justifiera d'une expérience réussie de plusieurs années au sein d'une importante société vie.
- Il devra posséder des qualités d'animation et de contact.
- Conseiller de la Direction, il sera chargé notamment de l'élaboration des nouveaux produits.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 33014 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Label
94300 VINCENNES

SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES
PARIS-RHIN-RHONE

recherche

UN RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL

Expérience recrutement et bonnes connaissances législation du travail exigées. Position maîtrisée. Poste à pourvoir rapidement.

Adressez curriculum vitae et prétentions à Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhone, Service des relations humaines, B.P. 52, 21019 DIJON-GRESILLES.

JEUNES CADRES
Technico-cclaux

France ou export

S.T.S. mécanique ou similaire

Une industrie mécanique Sud-Est-Rhône (500 personnes) produisant des pièces de consommation pour l'industrie, exportant 60 % de sa production, recherche des jeunes cadres diplômés de 5 à 8 ans d'expérience réussie de la vente technique aux industriels.

Angl. ou allem. efficace appr.

Mission : anim. des réseaux, contacts technico-vente et actions de vente auprès industries.

Déplacements : 50 %. Postes d'avenir stables, bien rémunérés. Logement facilité Sud 87.

Adr. C.V. détaillé et réf. 877 à

SELETEC

67008 STRASBOURG CEDEX

Troupe théâtre ch. administ. (travaux), exp. souh. C.V. + prêt. à T.H.A., 1, r. du Signe, 68 Mulhouse.

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT « CONSEIL EN RECRUTEMENT »

350000F +

Un Groupe International de Conseil en Management, parmi les leaders mondiaux, développe ses activités dans le Conseil en Recrutement.

Il recherche un Cadre Dirigeant de haut niveau répondant aux caractéristiques suivantes :

- Expérience du développement rentable d'activités du secteur tertiaire.
- Goût des relations personnelles à haut niveau.
- Souhait d'une carrière de longue durée dans un groupe important.
- Compréhension des métiers et fonctions en fort développement dans l'économie.
- Capacité à animer et à développer une équipe de consultants professionnellement autonomes.
- Formation supérieure (Grande École ou Universitaire).

Manifestez votre intérêt en envoyant un résumé de carrière, sous réf. 73468 M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS qui transmettra. Nous garantissons la plus totale discrétion.

MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.
94, rue Servient Le Mercur 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Marketing bureautique

Conception produits nouveaux

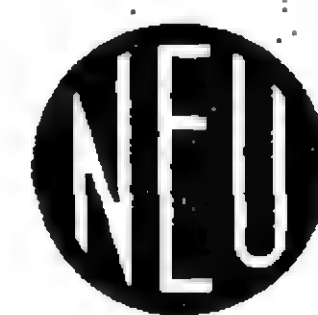
Paris

Rattaché à la division bureautique de THOMSON CSF, le département TELECOPIE recherche un responsable pour prendre en charge les études de marchés, la définition des produits et la promotion commerciale. Dépendant du directeur de département, en position fonctionnelle, il fera la synthèse des informations commerciales (besoins clients, concurrence, évolutions techniques), définira les produits nouveaux et proposera en fonction des possibilités techniques les solutions possibles (étude et développement propre, prise de licence, commercialisation pure), assurera la promotion des produits existants et le démarrage commercial des nouveaux produits en coordonnant les différentes actions (développement, homologation, réalisation, maintenance, etc.). D'autre part, il négociera et rédigera les accords commerciaux éventuels avec d'autres sociétés. Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, parlant anglais, il aura une expérience commerciale aussi bien vente que marketing dans le domaine des biens d'équipements à dominante électronique ou électromécanique. Ecrire à Yves Blanchon à Paris - Réf. M 9320.

Etre à la pointe du progrès en informatique industrielle

Jeune ingénieur électronicien

Lille

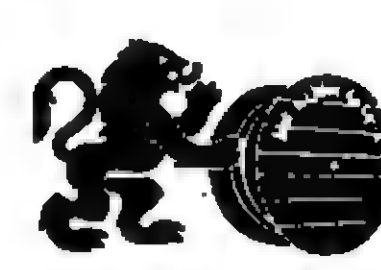


Membre du Groupe ELF, la société NEU développe ses activités dans de nombreux domaines touchant à l'aérodynamique et à la thermodynamique. Par son savoir-faire et la qualité des techniques mises en œuvre elle a acquis une notoriété indiscutée tant en France qu'à l'étranger. Pour faire face à de nombreuses demandes son service informatique est amené à renforcer sa section spécialisée dans la conduite de projets d'automatismes utilisant des technologies à base de micro-processeurs. Le jeune ingénieur qui viendra rejoindre l'équipe en place aura acquis une solide formation de base en électronique industrielle et en "automatique", ou sera un généraliste s'étant formé à posteriori aux techniques des automatismes programmables. Très méthodique et pragmatique il aura, en tant que chef de projet, non seulement à concevoir des solutions ingénieuses à des problèmes variés et complexes mais aussi à mettre en application ses idées avec un souci marqué de la réalisation sans faille. Il devra en outre au moins lire couramment l'anglais. Grâce à une politique de développement avancée il est assuré de rester à la pointe du progrès dans sa spécialité. De larges possibilités d'évolution existent. Ecrire à Daniel Landeau à Roubaix - Réf. M 20048.

Pose de liaisons sous-marines

Jeune ingénieur

Calais



Les Câbles de Lyon est l'un des quatre constructeurs au monde de systèmes de liaisons internationales par câbles sous-marins. Grâce à l'enregistrement de commandes importantes cette société est l'un des principaux exportateurs français de matériel de télécommunications. Elle cherche à renforcer l'équipe chargée de toutes les opérations délicates liées à la pose de ces câbles. Celles-ci vont depuis la reconnaissance des tracés terrestres et sous-marins à bord de navires spécialisés, jusqu'à la réalisation concrète de la liaison en passant par l'établissement de devis, la mise au point du programme de travaux, la recherche de sous-traitants et l'adaptation éventuelle d'équipements particuliers. Basé à Calais, ce poste passionnant nécessite des déplacements d'une durée de 2 à 6 semaines, tant en France qu'à l'étranger, avec séjour à bord des navires de pose. Il convient soit à un ingénieur mécanicien (débutant ou 1 à 2 ans d'expérience) ayant une bonne connaissance des milieux maritimes, soit à un jeune officier de la marine marchande souhaitant allier passion de la mer et responsabilité d'un projet industriel. Lire et parler la langue anglaise est indispensable. L'importance du groupe Câbles de Lyon (plus de 6000 personnes) permet d'intéressantes évolutions de carrière. Ecrire à Daniel Landeau à Roubaix - Réf. M 20047. Discrétion totale assurée.

INFORMATIENS

LE LOTO recherche pour son Service Informatique :

INGENIEUR SYSTEME Réf. IS 1

- Connaissances : Assembleur, CICS/VSE - DOS/VSE.
- Niveau : IUT, Bac C, ou équivalent.
- Expérience : 10 ans dans le poste sur des matériels de différents constructeurs. Capacité d'adaptation souhaitée. Expérience de l'encadrement.

INGENIEUR SYSTEME Réf. IS 2

- Connaissances : Assembleur, CICS/VSE - DOS/VSE.
- Niveau : IUT, Bac C, ou équivalent.
- Expérience : 6 ans dans le poste sur des matériels de différents constructeurs. Capacité d'adaptation souhaitée.

PROGRAMMEURS SYSTEME SUR IBM 4341/370-138 Réf. PS 1

- Connaissances : Assembleur, CICS/VSE - DOS/VSE.
- Niveau : IUT, Bac C, ou équivalent.
- Expérience : 3 ans dans le poste sur des matériels de différents constructeurs. Capacité d'adaptation souhaitée.

Ces postes sont à pourvoir à proximité de Reims en France. Nous vous remercions d'adresser votre candidature (en précisant la référence du poste choisi) à :

Madame RAULIC - LOTO NATIONAL -

Domaine des Gueules Cassées -

Moussy le Vieux - 77250 DAMMARTIN EN GOELE.



Spécialiste

REPRODUCTION INTERDITE

| | Ligne | Ligne C.T.C. |
|----------------------|--------|--------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

ANNONCES CLASSEES

| | Ligne | Ligne C.T.C. |
|-------------------|-------|--------------|
| ANNONCES ENGAGÉES | 40,00 | 47,00 |
| OFFRES D'EMPLOI | 12,00 | 14,00 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | 36,00 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,00 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,00 |
| AGENDA | 31,00 | 36,00 |

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CHEF DE PRODUITS ANTIBIOTIQUES (HF)

La Direction Afrique Francophone d'un Groupe Pharmaceutique International recherche pour sa Direction Marketing son Chef de Produits Antibiotiques.

En collaboration avec les Directions Médicale et des Ventes, il doit contribuer au développement des ventes en adaptant ses plans marketing aux différents marchés ; ses responsabilités concernent les produits actuels et à venir, des études de marché à l'élaboration des campagnes promotionnelles.

Le poste est basé près d'AIK EN PROVENCE mais la fonction justifie des déplacements en Afrique (40 % du temps).

Une expérience de l'industrie pharmaceutique et la pratique de l'anglais sont des atouts non négligeables pour le poste. Une rémunération de l'ordre de 130 000 F + est envisagée.

Adressez lettre manuscrite + CV détaillé en précisant coordonnées téléphoniques sous réf. CPA



PLASTIQUE : DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nous sommes la filiale autonome (C.A. 15 MF - 50 p.) d'un Groupe Industriel de la Métallurgie. Spécialisés dans l'étude, la conception et la fabrication de moules pour les industries de la Fonderie et des Plastiques, nous attendons le Directeur Technico-Commercial qui développera notamment les produits destinés à l'injection des plastiques.

A la fois technicien - ingénieur diplômé - commerçant et gestionnaire, son expérience du contexte industriel concerné et ses réussites doivent lui permettre d'assurer la relève du Directeur Général dans 2 ans.

Le devenir très précis de la première étape de collaboration rend la rémunération très ouverte.

Adressez lettre manuscrite + CV en précisant coordonnées téléphoniques et prétentions sous réf. PLAS.



INGENIEUR (Electromécanique, Mécanique, Thermique,...)

Chef de Service - Responsable au siège des offres à la clientèle.

Constructeur n° 1 dans notre domaine, nous définissons pour nos clients Industriels la meilleure solution aux problèmes de chauffages électriques, nécessaires à leur production.

Si vous avez de solides connaissances dans ce domaine, une expérience voisine d'un mois 5 ans dans l'industrie, venez prendre la RESPONSABILITE de notre Equipe de Techniciens. Vous serez le garant de la QUALITE des offres faites à notre clientèle. Ce poste ouvre de réelles perspectives d'évolution dans le Groupe.

Séjour, il est situé en région parisienne.

Adressez CV détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. MTM (précisée sur l'enveloppe) au CNPG qui transmettra



La politique commerciale volontariste d'un Groupe Industriel de la Région Parisienne (1000 p. C.A. 200 MF) accentue le développement de sa division Alimentation Electrique et Electronique (C.A. 30 MF dont 40 % à l'export) qui a donc besoin de 2 collaborateurs clés :

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN réf. 65411

une courte étape vers la Direction Technique.

D'abord responsable du B.E. au sein de l'activité Alimentation Electrique de mobiles, il assure avec succès une triple mission :

- mise en oeuvre d'une démarche méthodologique de conception des produits actuels et à venir,
- animation humaine et technique du B.E.,
- appui technique des commerciaux en clientèle et de nos filiales anglaise et américaine (anglais impératif).

Ensuite, il doit évoluer vers le poste de Directeur Technique.

INGENIEUR ELECTRONICIEN réf. 65412

de la conception à l'industrialisation.

- il conduit la définition des produits,
- il guide les électroniciens dans leur travail de conception (microprocessing),
- il contrôle la fabrication (coût-délais-qualité),
- il coordonne et structure l'action du SAV,
- il appuie les commerciaux de la Division.

Véritable spécialiste dans son domaine, il est l'interlocuteur privilégié de la Direction dans l'orientation et l'évolution de sa ligne de produits.

Ces deux postes s'adressent impérativement à des ingénieurs diplômés, disponibles pour tout déplacement en France et à l'export. Les rémunérations, fonction de l'expérience, seront négociées à partir de 150 000 F.

Adressez lettre manuscrite + CV détaillé en précisant coordonnées téléphoniques sous la référence choisie.



CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 avenue Victor Hugo 75116 Paris

SATAM Industries

Nous fabriquons et commercialisons des Distributeurs de carburant et des systèmes électroniques de libre-service en proche banlieue Nord.

Nous recherchons

UN JEUNE INGENIEUR pour notre service Pièces de rechange.

D'abord en position d'adjoint, il aura, à terme, la responsabilité complète de ce centre de profit (approvisionnement, gestion de stocks, suivi des commandes, facturation).

Nous souhaitons rencontrer :

- un ingénieur diplômé électromécanicien,
- ayant une première expérience de 2 à 5 ans,
- apte à encadrer une équipe de 20 personnes,
- organisé et méthodique,
- ayant de bonnes notions de gestion et d'informatique,
- dynamique et commerçant.

Merci d'envoyer, CV, photo et prétentions au Directeur du Personnel, SATAM INDUSTRIES, B.P. 100 - 93123 LA COURNEUVE.

SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL CHIRURGICAL recherche dans le cadre de son développement POUR SON SERVICE PUBLICITÉ

1) LE RESPONSABLE DE LA CRÉATION ET DE LA CONCEPTION

(catalogues, emballages) Fiches techniques et suivi des réalisations. Réf. 46.

2) LE RESPONSABLE DES PRODUITS

Il sera chargé de la conception, du développement et de l'industrialisation des produits. Réf. 67.

3) LE SPÉCIALISTE DE PRODUITS

pour encadrement et formation d'équipes de ventes. Réf. 82.

Les candidats retenus devront justifier d'une expérience confirmée de milieu chirurgical.

CES POSTES SONT À POURVOIR À PARIS.

Adressez C.V. manuscrit et prétentions sous référence de poste choisi à :

em euro-média france 48, rue du Provence 75009 PARIS qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures. Discretion absolue assurée.

Midland Bank France

Le secrétaire général de la banque d'affaires française du groupe Midland Bank recherche un collaborateur de haut niveau pour l'assister dans ses missions juridiques.

Le poste offre requiert 3 à 5 ans d'expérience comme juriste de banque, une très bonne pratique de la langue anglaise, une réelle connaissance des crédits internationaux en euro-devises ainsi qu'un sens approfondi de la négociation. Une formation supérieure dans le domaine juridique (DES de droit privé), la maîtrise du droit commercial et du droit des sociétés sont indispensables.

- Les compétences et la formation ainsi définies correspondent à une triple fonction :
- rédiger les contrats et participer à leur négociation avec la clientèle commerciale
 - assurer la gestion juridique de la banque et de ses filiales
 - participer au montage d'opérations financières.

C.V., photo et rémunération actuelle : Marie-Claude Le Moine, secrétaire général, Midland Bank France, 2 Place de la Madeleine - 75008 PARIS

Midland Bank France

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et recevront une réponse.

MORS S.A. recherche pour département PESAGE ÉLECTRONIQUE

Lieu de travail : LE BLANC-MESNIL 93

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

UN DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT CONFIRME CRÉATIF

Ingénieur Haut niveau Spécialiste en :
• Micro Electronique
• Microprocesseur ZILOG-INTEL
Pour animer une équipe d'ingénieurs et techniciens expérimentés en logiciel et hardware. Important programme de nouveaux produits exigeant un grand dynamisme.

3 INGENIEURS LOGICIEL DÉBUTANTS ACCEPTÉS

UN AGENT TECHNIQUE CONFIRME NIVEAU V

Spécialiste analogique bas niveau. Bonnes notions de logique appréciables.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence R&D2010 à SWEETS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

relations humaines

De Formation Supérieure : Ingénieur ou Ecole de Commerce, vos premières années d'expérience professionnelle (5 à 8 ans) vous ont donné un goût certain des contacts humains. Vous êtes persuadé qu'il est important pour votre propre évolution de vous exposer davantage aux Relations Humaines et aux stratégies de gestion de Personnel.

C'est ce qui vous propose une importante Société Internationale de 15000 : 5 000 personnes dont 300 cadres en France. Vous assisterez le Directeur des Relations Humaines dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique d'encadrement des cadres, de développement de leurs motivations et de leurs compétences, et vous appuyerez sur des techniques modernes de Gestion des Ressources Humaines - Anglais nécessaire.

Rémunération ± 170 000 F

Ecrire à : 11, rue La Boétie 75008 PARIS

Réponse et discrétion assurées
Soderhu

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieur

SAXBY

chef comptable

ON TRESORIER

SOIRA

SNECMA

BTS - DUT gestion DUT informatique

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SAXBY
Département signalisation
ferroviaire recherche
pour son Service
Exportation, un

ingénieur

Sa mission :
Il est chargé de l'élaboration d'avant-projets pour remises d'offres et du suivi des affaires.

Son profil :
Il a quelques années d'expérience en signalisation ferroviaire, en électrotechnique ou en automatismes industriels et, en tous cas, des attaches avec le monde du chemin de fer.

Il s'exprime couramment en anglais et si possible dans une autre langue.
Il est prêt à se déplacer à l'étranger.

Adresseur C.V. détaillé, photo et prétentions à Saxby, 40 rue de l'Orillon 75526 Paris Cedex 11.

SAXBY

Société (Paris 8^e) filiale d'un important groupe industriel français de renommée internationale, spécialisée dans la gestion de sociétés de services, recherche son

chef comptable

L'actuel titulaire du poste étant promu dans une autre filiale du groupe.

Dépendant du secrétaire général, il est chargé, avec l'aide d'une équipe de 6 comptables, de la centralisation des différents éléments comptables de ces sociétés de services, bilans compris.

Il participe à la définition des budgets, aux prévisions et au suivi de la trésorerie.

Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une solide formation comptable (DEC) et quelques années d'expérience professionnelle acquise de préférence dans une P.M.E. ou un cabinet d'expertise comptable.

Veillez écrire en précisant prétentions sous réf. 9116 à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Halder 75009 Paris

**GROUPE
AIRELEC RADIAL BRUNNER**
Constructeur d'appareils de chauffage
Electrique Leader sur son marché, recherche

SON TRESORIER

Il sera chargé de la gestion de la trésorerie du groupe.
Relations courantes avec les Banques.
Situations prévisionnelles.
Expérience similaire souhaitée.
Poste évolutif pour candidat motivé.
Salaire attractif.

Adresseur C.V. et prétentions au
Service du Personnel
32 rue du Landy
93300 AUBERVILLIERS

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE REDEVELOPPEMENT
AGRO-ALIMENTAIRE**

SOFRA - CONSEIL FORMATION

pour assurer la croissance de son activité formation,
recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL FORMATION

- Marketing, développement, formation ;
- Evaluation des besoins des entreprises : inter/intra ;
- Expérience cadre indispensable dans poste similaire ;
- Connaissance agro-alimentaire appréciée ;
- Salaire 140.000 F +.

Adr. curriculum vitae manuscrit, photo, salaire actuel à
SOFRA
33, rue Raffet,
75016 Paris.

SNECMA
SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION
DE MOTEURS D'AVIATION

RECHERCHE

Pour son centre de Production
d'EVRY-CORBEIL (91)

BTS - DUT gestion DUT informatique

Avec expérience de 3 ans en gestion base IMS.
Connaissance PL1 et DL1 souhaitées.
Bon anglais technique.

La SNECMA offre les avantages suivants : rémunérations intéressantes - restaurants d'entreprise - facilités de logement et de transport - avantages sociaux.

Candidatures à adresser : "BUREAU D'EMBAUCHE SNECMA"
B.P. N° 81 - 91003 EVRY CEDEX

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

ASSURANCES

Responsable évaluation des risques et tarifications

référence CX 223 AM

Ingénieur SUP. AÉRO, ECP, ENSTA ou équivalent

Chef de projet spatial

référence ZX 357 AM

Directeur technique

référence LA 358 CM

Responsables d'actions de développement commercial

référence MR 359 AM

Chef du service entretien

référence SM 360 CM

Jeune responsable service paye

référence VB 354 AM

etap

etap

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES D'ASSURANCES

offre au sein de sa Direction Contrôle de Gestion un poste d'Adjoint ou Chef de Service Contrôle Technique.

Disposant d'une formation statistique et informatique (ENSAE, ISUP, maîtrise d'économie, économétrie, DEA statistique) et d'une expérience de 2 ans environ de préférence dans le secteur assurances ou bancaire.

Le titulaire du poste sera plus particulièrement chargé :

- d'analyser, définir ou réformer en concertation avec les utilisateurs, les statistiques destinées à l'évaluation des risques,
- du suivi des bases de données définies par le service contrôle technique,
- des études tarifaires.

Intégré à une équipe jeune et performante, ce cadre (homme ou femme) devra disposer de qualités de rigueur et de contact.

Poste à Paris.



FIRME FRANÇAISE DE 1000 personnes,

spécialisée dans la mécanique de précision, l'hydraulique et les asservissements, devant réaliser un important contrat en coopération internationale pour le domaine spatial, recherche un Chef de Projet. Agissant en interface entre le client et les services de la société, il sera le pilote de cette affaire en suivant particulièrement les aspects planification, gestion budgétaire et administrative.

Ce poste implique une solide compétence technique (5-6 ans d'expérience d'études ou méthodes), des qualités de rigueur et un ascendant personnel marqué.

Pour un ingénieur grande école, familiarisé si possible avec l'aéronautique ou le spatial, ce projet représente une opportunité de mission complexe mais attrayante, autorisant une évolution ultérieure dans la société.

La pratique de l'anglais est impérative.

Poste : très proche banlieue ouest de Paris.

UNE SOCIÉTÉ PERFORMANTE ET DYNAMIQUE (extrusion de matières plastiques) recherche son Directeur Technique.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé :

- du développement des produits nouveaux (en liaison avec la clientèle), de la conception et de la réalisation des machines et outillages, de la supervision de la production.

Ce poste conviendrait à un candidat :

- ayant de solides connaissances en mécanique et environ dix ans d'expérience professionnelle dans l'extrusion des matières plastiques,
- témoignant de solides qualités de créativité, de réalisme et de dynamisme.

Poste très intéressant pour candidat désireux de participer pleinement à la vie et au développement d'une entreprise. Connaissance anglaise ou allemande souhaitée.

Poste : ville midi de la France.

SOCIÉTÉ PRODUCTRICE D'ACIERS SPÉCIAUX appartenant à un important groupe

offre une intéressante opportunité de carrière à deux Responsables d'actions de développement et de promotion des ventes pour la France et l'étranger.

Dynamiques et rigoureux, ils assureront, pour les produits relevant de technologies nouvelles, une responsabilité complète impliquant :

- prévisions, plan de campagne, budget,
- publicité, argumentaires techniques et appui auprès de la clientèle,
- suivi et liaison avec l'ensemble des services ventes et usine.

Deux types de profil possibles :

- formation supérieure commerciale complétée par bonne expérience des produits industriels et compétence marketing,
- formation ingénieur, complétée par une bonne expérience acquise de préférence auprès d'industries utilisatrices d'aciers spéciaux et fortes motivations et aptitudes pour le commercial.

Suivant le profil, une formation complémentaire sera assurée.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - 400 millions de CA -

fabrication de petits équipements électromécaniques et électroniques en grande série recherche pour sa principale usine (1 500 personnes) le Chef du Service Entretien.

Il s'agit d'une unité équipée de moyens de production très modernes : usinage, assemblage, moulages plastiques, utilisant des automatismes perfectionnés.

La fonction proposée comportant des responsabilités d'encadrement : une trentaine de techniciens et professionnels qualifiés, le poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM ou équivalent), 7 ans d'expérience minimum dans des fonctions similaires et ayant de bonnes bases en électricité.

Lieu de travail : ville universitaire 100 km de Paris.

Importante Société offre au sein de son Siège Social, situé à 1 heure de Paris, la possibilité à un jeune Cadre de formation commerciale supérieure (ESC, DECS) de prendre la responsabilité de son service paye.

Ce poste qui implique autonomie, initiative et rigueur, peut convenir à débutant très motivé, mais une expérience dans une fonction analogue serait un atout supplémentaire.

Intégré à l'équipe de Direction de Personnel, il a la charge, outre la fonction paye, des statistiques sociales, bilans sociaux, tableau de bord...

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

Poste à Paris.

belokapi
Société de production
de séries de TV et de films industriels
recherche

responsable de son activité droits dérivés HF

Agé (e) de 25 ans minimum, il ou elle apportera une expérience confirmée de la vente, des aptitudes de négociateur et la capacité de gérer le compte d'exploitation de son secteur.

Ce poste est évolutif pour candidat de valeur.

Adresseur lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. et photo sous référence 169 M à Corinne VAN LOEY,

degré
Conseil
11, rue La Boétie
75008 PARIS

TECHNICON

Worldwide leader in laboratory automation and computerization recruits for its INTERNATIONAL HEADQUARTERS located in GARGES-LES-GONNESSE, near PARIS on

executive secretary

assistant to scientific information manager.

Essential requirements :

- Bilingual English-French.
- Scientific background.

(At least baccalaureat C or D in France or equivalent).

Preference will be given to candidates showing experience in one or more of the following :

- experience of documentation,
- other languages,
- experience with word processors and other information aids,
- shorthand.

Suitable candidates should be sent to
C. COLUSTRO - TECHNICON
B.P. 10 - 95330 DOMONT
(Please indicate present salary level and salary requested).

Importante Société d'Ingénierie
filiale de l'un des premiers groupes
industriels français, recherche pour son
Département Administratif :

Chef de Service Gestion Marchés

ESCAE - DROIT - SCIENCES ECO

Animer une équipe de 4 personnes.
Chargé de la gestion administrative, statistique et comptable des marchés, commandes et sous-traités.
Rédige les clauses financières (règlements, révisions de prix...). Assure la facturation.
Gère les comptes clients. Tient à jour le dossier administratif et fournit les statistiques.
Connaissance approfondie et pratique de la législation des marchés de travaux publics exigée ainsi que plusieurs années d'expérience dans situation similaire.

Adresseur lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6903 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

Groupe SETEC
recherche

- pour missions à l'étranger (pays francophones)

Possibilité de carrière ultérieure signalée

INGÉNIEUR HYDRAULIQUE AGRICOLE

5 à 10 ans d'expérience.

- pour études en France

INGÉNIEUR AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

5 à 10 ans d'expérience.

Adresseur C.V. à HYDRATEC (M. Néaud),
58, quai de la Rapée, 75583 Paris cedex 12/

Vos premiers pas dans la fonction personnel...

Nous vous proposons de les faire dans l'une des filiales commerciales d'un très grand groupe international, leader sur son marché.

Votre mission : la mise en place d'une gestion informatisée des cadres (180 pers.).

Dans un premier temps, vous participerez aux recrutements en cours. Ensuite, vous pratiquerez des interviews auprès de nos cadres afin de recueillir des informations objectives sur les analyses de fonctions.

Rattaché au Chef du Personnel, vous travaillerez en toute autonomie, et en liaison avec les services informatiques, pour synthétiser et coder les informations ainsi recueillies.

De formation supérieure (Psycho, Sciences Po, Sup de Co), débutants ou presque, vous allez surtout mettre en œuvre votre dynamisme et votre sens des responsabilités, vecteurs de votre évolution dans la Fonction Personnel au sein de notre groupe.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + photo) sous référence 82203 à

Selecom
225 rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

Karl Suss-France

Équipements destinés aux fabricants de semi-conducteurs, engage immédiatement :

Ingénieur de Maintenance

pour déplacements en clientèle et travail en atelier.

Niveau DUT/BTS..., électromécanique ou électronique, avec bonnes connaissances de la mécanique de précision.

ANGLAIS et/ou ALLEMAND parlé INDISPENSABLE.

Stage de perfectionnement en R.F.A. (3 mois)

Déplacements fréquents.

Lieu de travail : WISSOUS (91)
Domicile : Région Parisienne SUD.

Envoyer photo, CV et rémunération actuelle à :
KARL SUSS FRANCE
5, rue Dolmieu - 91320 WISSOUS
Téléphone : (6) 930-11-50.

EES

OFFRES D'EMPLOIS

Midland Bank France

MORS S.A.
recherche pour département
PSA ELECTRONIQUE

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
UN SECTEUR DE DEVELOPPEMENT
CHIMIQUE CREATE

relations humaines

Soderhu

Je tiens à...

| | Le mètre | Le mètre TTC | | Le mètre | Le mètre TTC |
|----------------------|----------|--------------|--------------------|----------|--------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 | ANNONCES ENCADRÉES | 40,00 | 47,00 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 | OFFRES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 | DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 | IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 | AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 | AGENDA | 31,00 | 36,45 |

ANNONCES CLASSEES

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PRODUITS A DEVELOPPER DANS L'AERONAUTIQUE ET LES MISSILES

Notre Domaine est celui des Armements. Notre Centre d'Etudes, situé à 150 km de Paris, recrute des collaborateurs ayant, si possible, quelques années d'expérience et une formation Air-Marine.

INGENIEURS GRANDES ECOLES AGENTS TECHNIQUES ET DESSINATEURS B.T.S. EN ELECTRONIQUE ET MECANIQUE

Les candidats retenus devront être familiarisés avec les spécialités suivantes :

ELECTRONIQUE
Analogique et microprocesseur

SIMULATIONS
Hybride - temps réel - Mécanique du vol

MECANIQUE
Bureau d'études - Dessins et Intégrations

TECHNOLOGIE
Connaissance des matériaux et composants, Fiabilité et Assurance qualité.

ESSAIS
Intégrations, Mesures, Expérimentations sur le terrain avec déplacements

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous no 23570 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Société d'Ingénierie en croissance continue et ne dépendant pas d'un groupe multinational - recherche des cadres motivés

INGENIEUR D'AFFAIRES pour MOYEN-ORIENT

Responsable de la réalisation complète de contrats d'ingénierie jusqu'à la réception des installations sur le site. Ce poste de haut niveau comporte des responsabilités techniques de coordination, de gestion et de négociation. Il convient à un Ingénieur d'une grande Ecole ayant l'expérience d'un poste similaire et désirant faire partie d'une équipe dynamique. Anglais indispensable. Réf. 8919/A

INGENIEUR D'AFFAIRES pour URSS

Contrat export, valeur 350 Millions de Francs. Réf. 8919/B

INGENIEUR ADJOINT A DIRECTEUR REGIONAL DE CHANTIERS A L'ETRANGER

Ce poste consiste à assister le Directeur des chantiers dans un pays étranger pour le contrôle et la direction de la réalisation de contrats clés en mains d'une valeur moyenne de 300 Millions de Francs. Ce poste convient à un Ingénieur connaissant l'anglais possédant une expérience de quelques années et désirant assumer rapidement des responsabilités importantes. Avantages habituels liés à l'expatriation. Réf. 8919/C

INGENIEUR

ORGANISATION ET METHODES INDUSTRIALISATION

Ce poste consiste à assister les filiales françaises et étrangères de construction des matériels spécifiques utilisés par la Société d'Ingénierie. Il fait partie de l'état-major du Président et peut conduire à des responsabilités de direction. Un Ingénieur de formation type A. & M. ayant quelques années d'expérience pourrait prétendre à ce poste d'avenir. Réf. 8919/D

JEUNE INGENIEUR

AUTOMATISATION, INFORMATIQUE APPLIQUEE

ayant pour fonction de développer l'emploi et l'adaptation de l'automatisation aux techniques particulières de l'entreprise. Réf. 8919/E

RESPONSABLE DE CHANTIER

Nos chantiers se situent en Europe, en Afrique Noire, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud et en URSS. Nous souhaitons confier l'entière responsabilité d'un programme de montage de matériels et de supervision du GENE CIVIL (direction, exécution, coordination et gestion) à un INGENIEUR diplômé (âge min. 32 ans) ayant eu la responsabilité durant plusieurs années de chantiers à l'étranger. Anglais indispensable. Réf. 8919/F

Merci d'adresser C.V., photo, prétentions et rémunération actuelle sous référence correspondante à AXIAL PUBLICITE, 27, rue Talbott 75009 Paris, qui transmettra.

Cadres Dirigeants

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 280 000 +

Vous êtes peut-être le futur Directeur Général Adjoint que je recherche,

- Si votre formation supérieure (ECSEC + DECS ou expertise comptable + ICG ou IAE) vous a permis de vous familiariser rapidement avec les méthodes de gestion et les outils d'organisation modernes (informatique, contrôle budgétaire et de gestion) et si votre poste actuel vous permet de maîtriser l'ensemble des circuits administratifs et les fonctions "économiques" de l'entreprise.

- Je dirige la filiale française d'un Groupe Européen de tout premier plan et je réalise en France 400 millions de C.A. avec un taux d'expansion de 25% l'an, sur un marché très concurrentiel (produits de grande consommation à forte rotation).

- Votre mission sera d'optimiser l'ensemble des fonctions administratives (y compris la fonction personnel), comptables et financières, et la logistique de l'exploitation (lancement des programmes de fabrication, gestion des dépôts et contrôle des stocks, organisation des transports et distribution physique).

Si vous avez l'ambition et l'envie pour accepter un challenge au niveau de la Direction Générale en "managant" une équipe de plus de 60 personnes et en dynamisant les structures d'une Société en pleine mutation, envoyez un dossier complet de candidature précisant votre salaire actuel, vos fonctions, vos performances et vos souhaits sous la référence 1341 M (à préciser sur l'enveloppe) à notre Conseil en Ressources Humaines :

Sonia Lipszyc, 15, rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SOCIETE D'INGENIEURS CONSEIL Région parisienne - poche banlieue Ouest recherche

ASSISTANTS D'INGENIEUR

Niveau souhaité : BTS construction mécanique ou DUT génie chimique.

Le candidat devra pouvoir réaliser des estimations de coûts ainsi que du contrôle de projet dans le domaine de réalisations pétrolières au sein d'une équipe de contrôle de projet.

Exigé : bonnes connaissances de l'anglais (écrit, parlé). Apprécié : une expérience de quelques années dans un domaine similaire, de bonnes aptitudes aux travaux de synthèse.

Prévoir d'envoyer lettre de candidature avec CV, photo et prétentions sous référence 8851 à PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Jeune juriste fonction personnel

Nous recherchons pour notre direction du personnel à Paris, un jeune juriste titulaire d'une maîtrise en droit privé et de préférence ayant acquis une formation complémentaire spécialisée (DESS). Ouvert à tous les aspects de la fonction personnel, ce jeune cadre devra s'imposer par ses compétences et la qualité de ses relations dans une activité de conseil et d'information auprès de la direction du personnel comme des autres directions du groupe.

Il lui sera demandé une contribution efficace tant en matière d'études que de réalisations concrètes (bilan social, journal d'entreprise, etc.). Si ce poste est susceptible de vous intéresser, que vous soyez débutant ou que vous soyez acquis, 1 ou 2 années d'expérience, prenez contact avec notre Département Recrutement 33 rue Laboulaye 75009 Paris.



NOTRE RESPONSABLE DU PERSONNEL est en contact avec nos clients

Étonnant ? Pas vraiment. Notre société est spécialisée dans le service en **forage pétrolier**. Elle est jeune, en expansion importante et équilibrée. Son effectif actuel : 60 personnes, pour la plupart cadres et experts. Les services que nous proposons dépendent essentiellement de la qualité et de l'expérience de nos spécialistes. Outre la gestion administrative du personnel, les relations sociales et le recrutement, l'homme que nous recherchons sera en contact avec nos clients et aura un rôle moteur dans la négociation, l'obtention et le suivi des contrats d'assistance technique. Il a 30 ans au moins, parle couramment anglais. Une connaissance préalable des hommes de chantiers serait appréciée. Le poste est basé à Paris. Envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 9167 à Média System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Applications Bancaires Traitement de chèques

Le Département Conseil et Applications de CONTROL DATA FRANCE recherche des

ANALYSTES D'APPLICATIONS

Si vous avez une expérience dans le secteur bancaire et plus spécialement en traitement de chèques et effets de commerce. Si vous avez une expérience informatique en particulier sur mini-ordinateur avec la connaissance d'un Assemblage et d'un langage évolués. CONTROL DATA vous propose de participer au développement de ses activités : service et consultant auprès des banques. Les postes de nature technico-commerciale sont conçus dans un juste équilibre entre technique et avant-vente. 1 à 2 ans d'expérience, vous êtes disponible pour de brèves périodes en province, proposez votre candidature à M. GARY, Recrutement Conseil et Applications, CONTROL DATA FRANCE, 195 rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES

IMPORTANTE SOCIETE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS Fortement Exportatrice depuis de nombreuses années recherche

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

pour assister son Directeur Commercial en vue de poursuivre son expansion à l'étranger.

PROFIL SOUHAITE : - Ingénieur diplômé Grande Ecole - 40 ans environ - ayant expérience des travaux et négociation des marchés internationaux - bonne connaissance de l'anglais exigée.

Nombreux voyages au MOYEN-ORIENT et en EXTREME-ORIENT.

Adresser dossier de candidature sous No 23-417, CONTEXTE Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS
GRANDE FIRM
INTERNATIONALE D'EDITION
LEADER DE L'AVANT
PAR CORRESPONDANCE
CADRE RESPONSABLE

cadres financiers confirmés

CHEF DU SERVICE FISCAL

Un DECS.

pratique (2 ans min.) de la comptabilité
cabinet et un tempérament de leader

STP les études de l'entreprise

Jeune juriste

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRANDE FIRME INTERNATIONALE D'EDITION LEADER DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE banlieue Sud, recherche **CADRE RESPONSABLE**

(H ou F) 30/35 ans, capable d'assumer la gestion, au sein du département promotion, d'un service Primes.
Si vous pensez avoir :

- de l'imagination, du goût, de la créativité, mais aussi suffisamment de réalisme pour que vos idées puissent être concrétisées;
- un excellent contact;
- le sens des affaires;
- du dynamisme;
- un esprit ordonné et méthodique;
- une grande rigueur morale;

alors vous serez intéressé(e) par ce poste.
Nos préférences se porteront vers le (la candidat(e) ayant déjà exercé des responsabilités dans l'un des secteurs suivants :

- service achat;
- import/export;
- recherche de nouveaux produits.

Bonne connaissance écrite et parlée de l'anglais indispensable.
Dites-nous, en un page, pour quelles raisons cette proposition retient votre attention, et adressez votre lettre, accompagnée d'un curriculum vitae, d'une photo et de vos prétentions à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS, qui transmettra, sous référence n°38 481.

SOCIETE NATIONALE FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FINANCIER pilote dans le domaine de la construction de logements et de leur gestion, recherche

cadres financiers confirmés
diplômés de l'Enseignement supérieur H.E.C. Sup. de Co. Paris - ESSEC - IEP.
Dans un premier temps, nous vous proposons une formation au sein de nos unités opérationnelles. Vous serez ensuite affectés dans des postes à responsabilités directement opérationnelles qui seront à pourvoir dans nos différentes directions décentralisées, soit en région Parisienne, soit en Province.
Une mobilité est indispensable. Vous êtes invités à nous faire connaître vos préférences géographiques après période de formation.
Une première expérience est indispensable, acquise dans des postes financiers. De réelles possibilités d'évolution seront offertes aux candidats de valeur.
Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2606 à Lion publicité, 2, rue des Dardanelles - 75017 Paris qui transmettra.

Fiscalité et Droit des Sociétés

Nous sommes une importante société française (plusieurs milliards de F de C.A., 60 établissements en France) appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français. Notre Directeur Juridique recherche le

CHEF DU SERVICE FISCAL

Vous avez une formation fiscale et après une expérience de plusieurs années acquise dans une société, un cabinet ou l'Administration, vous souhaitez intégrer un des premiers groupes industriels français qui pourra vous offrir de réelles opportunités d'évolution. Vous devrez suivre la législation, la réglementation, la doctrine administrative et la jurisprudence pour la mise à jour annuelle du Guide Fiscal interne et assurer la diffusion des notes de principes sur les problèmes d'actualité; vous serez chargé de traiter les impôts directs (impôts sur les sociétés et essentiellement les impôts locaux (suivi des bases d'imposition, contrôle des versements)), et conseiller les directions administratives de nos usines; vous aurez un rôle fonctionnel auprès des services intéressés pour tous les problèmes de TVA, d'enregistrement et de contentieux de sécurité sociale. Enfin vous interviendrez sur les cas ponctuels de principe en droit des sociétés surtout en ce qui concerne les filiales du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 7670 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Halder, 75009 PARIS, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

bien rompu :

- à la législation sociale et fiscale,
- à la comptabilité anglo-saxonne,
- au reporting,
- au suivi clients et gestion d'inventaire.

Le candidat devra remplir les conditions suivantes :

- bien maîtriser la langue anglaise,
- être prêt à roussir les manches et « mettre les mains à la pâte »,
- avoir au moins 5 années d'expérience dans une société internationale,
- posséder un diplôme comptable.

Nous offrons un salaire motivant (FF 115-130.000 par an selon compétences)
Ecrire sous n° 7.826 Le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE NOS FILIALES

Importante société d'ingénierie (5000 personnes) souhaite intégrer à sa Direction Financière et Comptable un diplômé d'Ecole de Gestion, titulaire du DECS, ayant une expérience à la fois financière et comptable, acquise dans une PME.
Il sera chargé de la création et la gestion de nos filiales, sur les plans juridique, financier et personnel.
Fonctions évolutives en raison des dimensions de l'entreprise et de son rapide développement.
Lieu de travail : Paris - La Défense.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 73470 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT BUREAU ETUDES TECHNIQUES recherche

pour son siège
en RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN FORMATION SUP. ÉLEC. OU I.E.G.

Pour études installations générales d'usines, courants forts. Télécommandes et contrôles. Stage ou passage E.D.F. serait apprécié.
Envoyer curriculum vitae manuscrit détaillé et prétentions sous n° 31.609 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RÉGION MELUN recherche

JEUNE RÉVISEUR COMPTABLE

Bilingue anglais
Rémunération 65.000-75.000 F par an
Tél. à Dominique Grenier au 060-87-27.

royale belge

IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN D'ASSURANCES

recrute pour son Siège de Paris équipé d'un IBM SERIE 1 - 512 K sous RPS/MTM

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

- Formation DUT Informatique - AFPA ou équivalent.
- 2 à 3 ans d'expérience minimum en réalisation d'applications sur petit ou moyen système.
- Excellente pratique de la programmation et du COBOL.

Il prendra rapidement la responsabilité de la gestion du système et participera à la réalisation d'applications TEMPS REEL au sein d'une petite équipe.

Poste intéressant pour candidat de valeur et disponible.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel - ROYALE BELGE, 63, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.

Un DECS,

La pratique (2 ans mini) de la comptabilité en cabinet et un tempérament de gagnant.

L'agrandissement de nos affaires - service et négoce international - et le volume des contrats donnent à ce poste des responsabilités qui seront confiées à un (ou une) professionnel (le) ayant autant de rigueur et de goût de l'analyse que de disponibilité et de sens des résultats.

Poste à Paris - anglais lu - 25 ans minimum -

* Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez entre 9 h et 18 h le 763.11.15 - Réf. 1200.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Handwritten note: 07/11/82

| | La ligne | La ligne T.T.C. |
|----------------------|----------|-----------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,84 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | La ligne | La ligne T.T.C. |
|--------------------|----------|-----------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,60 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,40 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de perutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

organisation industrielle

Réf. F 5 M

Le Département Bouteilles et Pots de BSN-EMBALLAGE vient de signer l'accord de mise en place de la 5^e équipe pour le personnel posté en continu. C'est dire l'importance accordée aux problèmes d'organisation du travail, dans la double perspective d'amélioration de la productivité et des conditions de travail. Nous recherchons le Responsable du Service Organisation-Formation-Information de l'une des usines de ce Département (600 personnes, 8 lignes de fabrication). Membre de l'équipe de Direction de l'usine, il assiste et conseille ses collègues. Avec eux, il identifie les gains de productivité, définit la charge de travail, étudie la répartition des tâches. Il suit ou conduit les actions d'amélioration de la productivité, en cohérence avec le plan industriel de l'établissement. Participant à l'étude de l'évolution des ressources et des besoins en matière de qualification de personnel, il assure la formation. Il anime l'information du personnel et améliore les communications. 3 à 5 ans d'expérience industrielle ont permis à cet ingénieur de maîtriser les problèmes d'organisation d'atelier. Dans une fonction d'organisateur, de responsable de production ou de méthodes. La situation de l'usine à 20 km de Lyon permet de bénéficier d'un environnement particulièrement agréable.

audit et systèmes de gestion HF

Réf. F 6 M

La taille et la diversité des activités de GERVAIS DANONE FRANCE - 2,5 Mds de Frs de CA, 4300 personnes, 7 usines, 7 directeurs régionaux de vente - ont conduit la société à une structure de contrôle de gestion décentralisée. Ainsi la Direction du contrôle de gestion anime et coordonne les différentes cellules de gestion des grandes directions : industrielle, commerciale, marketing, achats. Cette nouvelle organisation s'accompagne d'une évolution des systèmes de gestion qui nécessite la mise en place d'une fonction d'Audit opérationnel. La personne recherchée développera la démarche audit au sein de la société, en assumant au départ des missions d'audits généraux dans les différents domaines opérationnels. Elle adaptera et fera évoluer les systèmes de gestion et les procédures. Cette fonction nécessite un très bon niveau de connaissances en comptabilité analytique. Elle permettra à un diplômé d'école supérieure de commerce ayant acquis au moins 3 ans d'expérience de l'audit, en cabinet ou en entreprise, d'évoluer au sein du contrôle de gestion.

Adressez votre candidature avec CV détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn gervais danone

bsn.gervais danone . bsn

Ingénieur Télécommunications

pour développer et optimiser un réseau national de transmission de données (matériel IBM 370/158 et 370/168, mini DEC et CII-HB).

Dans le cadre du développement de ses activités informatiques, la filiale française d'un important groupe mondial recherche son RESPONSABLE RESEAU.

Ingénieur Télécom, ou tenant cette fonction en entreprise, il aura une expérience d'environ 5 ans dans la conception et l'administration de grands ou moyens réseaux et une bonne connaissance des matériels suivants :

- terminaux,
- minis,
- matériels de transmission type multiplexeurs avec logiciels correspondants.

Il aura pour mission :

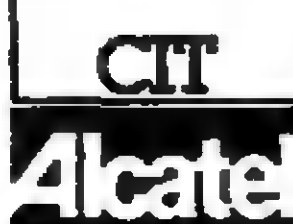
- de mettre en œuvre et d'exploiter un réseau national de transmission de données (20 noeuds, 350 terminaux) en établissant des procédures, une méthodologie, des scénarios de maintenance.
- d'assurer le développement et l'évolution du réseau en tenant compte des progrès technologiques (projet télématique, interconnexions avec des réseaux locaux) et en lui donnant une extension sur le plan international.

Ce poste est à pourvoir dans une société en position forte sur son marché et autorisant des perspectives d'avenir intéressantes pour un candidat disposant d'un bon potentiel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et souhaits de rémunération) sous la référence MH3 à notre Conseil

INFRAPLAN 83, bd Raspail, 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTec



Filiale d'un puissant Groupe industriel français, leader de la commutation temporelle recrute

2 INGENIEURS GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

Ils participeront au sein d'une équipe d'Intégration Systèmes à des projets de télécommunication portant sur des systèmes de commutation à base de microprocesseurs.

Une expérience de 3 à 7 ans serait appréciée.

L'un des postes, basé dans un premier temps en banlieue Sud-Ouest pourrait évoluer vers une période d'activité de quelques mois aux U.S.A.

Dans les 2 cas, une bonne pratique de l'anglais serait un atout.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions à CIT ALCATEL, Service Recrutement et Orientation - B.P. 57 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY.

BANQUE PRIVEE Quartier OPERA recherche pour son Service de Trésorerie Back Office

ADJOINT CHEF DE SERVICE (CLASSE IV)

Chargé de suivre et de contrôler les comptes et les différents mouvements de trésorerie toutes devises.

Ce poste implique :

- une parfaite connaissance des opérations de change et de trésorerie;
- une formation bancaire de base approfondie;
- une expérience professionnelle (5 ans) dans un service similaire;
- une réelle capacité d'encadrement;
- le sens de la responsabilité.

Les points suivants seront particulièrement appréciés :

- diplôme professionnel (B.P.);
- anglais;
- connaissances informatiques;
- libre rapidement.

Ecrire avec CV et prétentions à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous réf. 79457 M

GENERAL ELECTRIC

INFORMATION SERVICES

recherche, dans le cadre de son expansion, un

expert en télécommunications

qui sera chargé d'assister sa clientèle de grandes entreprises pour tous les problèmes de réseau :

- liaison avec l'équipement;
- interfaces pour les terminaux;
- liaison avec le réseau;
- suivi des anomalies.

La personne recherchée a une expérience réussie dans un poste similaire. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Si vous êtes intéressé, merci d'appeler notre Conseil au 742.21.11 ou de lui adresser votre curriculum vitae détaillé sous référence VE 22 :

CARRIERES SERVICES

Groupe GGS

19, rue de la Paix - 75002 PARIS

Conseils en recrutement

Société d'éditions spécialisées en droit fiscal offre plusieurs postes d'

ANALYSTES JURIDIQUES

pour analyser au sein d'une équipe de juristes les éléments constitutifs d'une base de données.

Le niveau minimum demandé est la maîtrise de droit.

Possibilité de travail à temps partiel (mi-temps ou moins).

Adressez lettre de candidature manuscrite et C.V. détaillé sous référence 8060 à :

BEO

3, rue de Téhéran 75008 PARIS. Discretion assurée.

GRAND GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE recherche

ANALYSTE EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE

- Expérience 1 à 2 ans audit ou cabinet d'organisation

- Formation Grande École
- Rémunération 120.000 F

Merci d'adresser votre c.v. détaillé sous réf. 7662 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 75009 PARIS, qui transmettra.

CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL recherche

RESPONSABLE SERVICE FISCAL

Expérience fiscalité internationale

Anglais courant

Adressez curriculum vitae et prétentions 14, rue de Prony, 75017 Paris.

THOMSON-CSF

recherche

TECHNICIEN QUALITE COMPOSANTS

(Déchargé des obligations militaires)

Intégré à l'équipe en place et en relation avec les services techniques de conception d'équipements :

- il choisit, après analyse (technologie, fiabilité...), les composants nouveaux du marché international qui seront utilisés dans les matériels;
- il assure la mise à jour du fichier composants.

Une formation de type BTS, DUT mesures physiques, Electronique ou Assistant(e) d'ingénieur, associée à une première expérience industrielle en technologie des composants est nécessaire.

Adressez C.V. détaillé, prétentions, photo sous No 23150 au Service du Personnel, 68, Avenue Pierre Brossolette 92242 MALAKOFF Cedex.

IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE INTERNATIONALE offre à de jeunes

DIPLOMES de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

débutants, une affectation immédiate dans des postes opérationnels avec de larges possibilités de carrière tant en FRANCE qu'à l'ÉTRANGER.

La connaissance de l'Anglais est indispensable, celle de l'Allemand appréciée.

Adressez votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 7886 à :

QIP organisation et publicité

2 RUE MARENGO 75001 PARIS QUAI TRAM.

Cabinet comptable en immobilier, recherche STAGUAIRE ou COLLABORATEUR N. 4 possibilité association Vio, 6, rue des Ormes 94120 Fontenay-sous-Bois.

LABOR. C.N.R.S. ORSAY (91)

INGÉNIEUR PHYSICIEN ET CHIMISTE

Diplômé Grandes Ecoles (E.S.P.C.I.) Centrale, Téléphone : (01) 941-63-87.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR recherche

UN TRADUCTEUR TECHNIQUE

Anglais - Français

Vous êtes de langue maternelle anglaise ou des connaissances techniques très approfondies de l'énergie, l'industrie, l'agro-alimentaire, les transports et l'infrastructure

Formation ingénieur ou technicien très appréciée.

Env. cur. vit. en français, photo et présent. à SOGELERG, 25, rue du Port-des-Jolies, CHEVILLY-LARUE, 94000 FUMES CEDEX.

Nous sommes une Société internationale, basée à Paris. Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.

Notre département Législation Sociale recherche

1 JURISTE

Diplômé d'enseignement supérieur

Spécialiste en droit du travail

pour conseiller ses interlocuteurs : Chefs d'entreprises, responsables du Personnel, avocats, cabinets fiduciaires...

Vous avez acquis, au cours d'une première expérience professionnelle, la maîtrise du droit du travail, de la réglementation de la Sécurité Sociale et de l'hygiène-sécurité, ou vous êtes débutant fortement motivé par tous ces domaines.

Vous êtes un homme de conseil.

Envoyez votre candidature détaillée à SVP Direction du Personnel 54 rue de Monceau 75008 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

PARIS - Division

INGENIEUR SPECIALISTE

INGENIEUR DE BUREAU

INGENIEUR

LA SOUDURE AUTOCENE FRANÇAISE

INGENIEURS DIPLOMES

Recherche de personnel

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une importante Société livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français recherche pour son Siège à

PARIS - Division CIMENT

INGENIEUR SPECIALISTE MANUTENTION

- Il participera dans le cadre des propositions et des réalisations aux définitions, études, chiffrages, achats des équipements de manutention de CIMENTERIES : transporteurs, élévateurs, stackers, grappeurs, convoyeurs à godets, etc...
- Expérience minimum de 5 années en grosse manutention
- Diplôme Grande Ecole ou équivalent
- Anglais parlé indispensable.

INGENIEUR DE BUREAU D'ETUDES

- Il participera au contrôle et au suivi des études d'installation des ateliers principaux de cimenteries,
- Il coordonnera les travaux d'Etudes d'une équipe de spécialistes : électriciens, automatismes, Génie Civil, etc...
- Il sera l'interlocuteur technique du client
- Diplôme Grande Ecole ou équivalent
- Anglais parlé indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous la référence 23621 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

URGENT

Société prestataire de services

INGENIEUR COMMERCIAL

Ingénieur diplômé Ecole de Commerce

Responsable commercial, ayant travaillé 2 à 3 ans le verre et ayant bonne connaissance de l'enseignement INFORMATIQUE pour commercialiser programme EXCLUSIF

Flux + Indépendance

Écrire de MENDEZ/ZUNZ, M. HUEZ, 11, rue de Montcau, 75008 PARIS.

VILLE DE VILLENEUVE-LE-ROI

(Villeneuve-le-Roi - Val-de-Marne)

recrute d'URGENCE

DIRECTEUR des SERVICES

(ville de 20.000 à 40.000 hab.)

un INGENIEUR

SUBORDONNÉ

Envoyer d'urgence candidature avec C.V. détaillé à Monsieur le Maire

94290 VILLENEUVE-LE-ROI.

BUREAU DE DESIGN

recherche

ATTACHE DE DIRECTION

Envoyer lettre manuscrite à

A.L.D. pour Nephros Cedex 20

92088 PARIS-LE DÉFINISSE.

Ecole secondaire privé

recherche

minimum 30 ans

à PROF. DE MATHS

à PROF. D'ITALIEN

à SECRÉTAIRE

SURVEILLANTE

Téléphone : 281-29-30.

Société de Courtage

ASSURANCES - REASSURANCES

travaillant dans 50 pays

spécialisée en MARITIME AVIATION

et très engagée dans les études techniques de financement de navires et de marchandises, recherche pour poste

TECHNICO-COMMERCIAL

comportant des contacts clientèle à niveau élevé

2 HOMMES, nationalité française, 32 ans minimum,

études universitaires supérieures avec excellent anglais

parlé, écrit indispensable, bonne connaissance allemand ou espagnol souhaitée.

« Nous apprécions spécialement les qualités humaines

dynamisme, sens des responsabilités à l'intérieur

d'une équipe, loyalisme.

« Ce poste conviendrait plus particulièrement à des

candidats ayant 10 ans expérience assurance, ligne

internationale bancaire, shipowner's representative,

etc... Possibilité voyages à l'étranger après stage

technique.

« Notre développement rapide de ces dernières

années ouvre de sérieuses possibilités d'avancer.

Adresser C.V. en langue anglaise uniquement sous

réf. 4160/FR à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres

75015 PARIS

Banque Populaire

recherche des

DIRECTEURS D'AGENCE

- Efficacité commerciale.
- Aptitude à l'animation.
- Goût pour les responsabilités demandées.

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V. et

photo jusqu'au 22 février 1982, sous référence

« 23.404 » à :

Agence HAVAS

136-140, avenue Charles-de-Gaulle,

92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

recherche

1) INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORTATION R&A

pour gestion technique et financière de contrats

d'équipements et d'usines « clés en main »

2) INGENIEUR TECHNIQUE ET DEVELOPPEMENT R&D

pour études du domaine chimique, physico-chimie et génie

chimique

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES INGENIEURS EXIGÉS

Débutant ou expérience 1 à 3 ans.

Lieu de travail PARIS.

Déplacements à l'étranger.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée en

précisant la référence de poste à pourvoir

sous n° 7.827 Le Monde Publicité, Service annonces

classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Ville de 30 000 habitants

PUBLICITAIRES

DIPLOMÉE

5 ans de fonction minimum

pour assurer la

direction d'une agence

(80 bureaux).

Les candidatures sont à adresser

à M. le Maire,

Hôtel de ville,

93290 Tremblay-lès-Gonesse.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

de dimension internationale

recherche un

JURISTE D'ENTREPRISE

de formation supérieure, chargé

principalement des questions

liées au droit des contrats inter-

nationaux et d'une partie

du contentieux courant de

l'entreprise.

Bonne connaissance de l'anglais

indispensable.

Expérience de 5 ans minimum

souhaitée.

Adresser C.V., photo et préten-

sions, n° 23.928, Contesse Pub-

licité, 20, av. de l'Opéra,

75040 Paris cedex 01, qui tr.

CHASSEUR DE TÊTES

cherche pour diverses sociétés

Paris, Province et étranger

COMMERCIAUX

attachés, inspecteurs, ingé-

nieurs, techniciens, V.P.R., agents.

Téléph. matin au (1) 771-85-58.

SOCIÉTÉ QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES

recherche

UNE CHEF DU PERSONNEL

Après 35 ans environ,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur,

75002 PARIS.

Env. C.V. et prétentions,

sous n° T.031.631 M. à

MODE

LES HOMMES, CE PRINTEMPS

Dans la mode masculine de printemps on retrouvera l'influence italienne, les costumes croisés à deux ou six boutons et l'alliance des dessins des tissus de vestes et de chemises, aux variantes infinies.

Couturiers et tailleurs proposent, en entrée de saison, les prince-de-galles, les rayures et les chevrons en dispositions plus ou moins accentuées en étoffe de laine. Ils reprendront les mêmes pour l'été en coton. Ce coton sera aussi gaufré en serres-sucres et mélangé au lin, qui fait un retour prononcé en tissages.

Les dernières statistiques font ressortir une reprise des achats en mode masculine, à la fois en chemises et en pantalons importés pour plus de la moitié d'Extrême-Orient, dans les premiers prix, mais aussi dans les produits de luxe, notamment pour les chemises. C'est dans cette perspective que les créa-



GIANNI VERSACE, un des meilleurs créateurs italiens qui vient de lancer son printemps à Paris, a choisi pour sa veste de printemps courte, à revers arrondi, un prince-de-galle en grisaille et rouge, à revers recroquant le même dessin en plus petit. 59 ter, rue Bonaparte.

de toiles, dont la France est le premier producteur d'Europe. Par temps chaud, rien n'est plus agréable à porter, mais on peut se demander si les hommes accepteront de payer leur prix des vêtements éternellement froissés.

Les formes sont souples et larges, avec une inspiration sportive ou campagnarde se traduisant par des chemises sans col, des gilets paysans aux teintes naturelles. Ainsi, les bleus sont-ils aquatiques, les jaunes solaires, les bruns terreux, et les gris citadins, tous ces coloris se mariant avec le blanc.

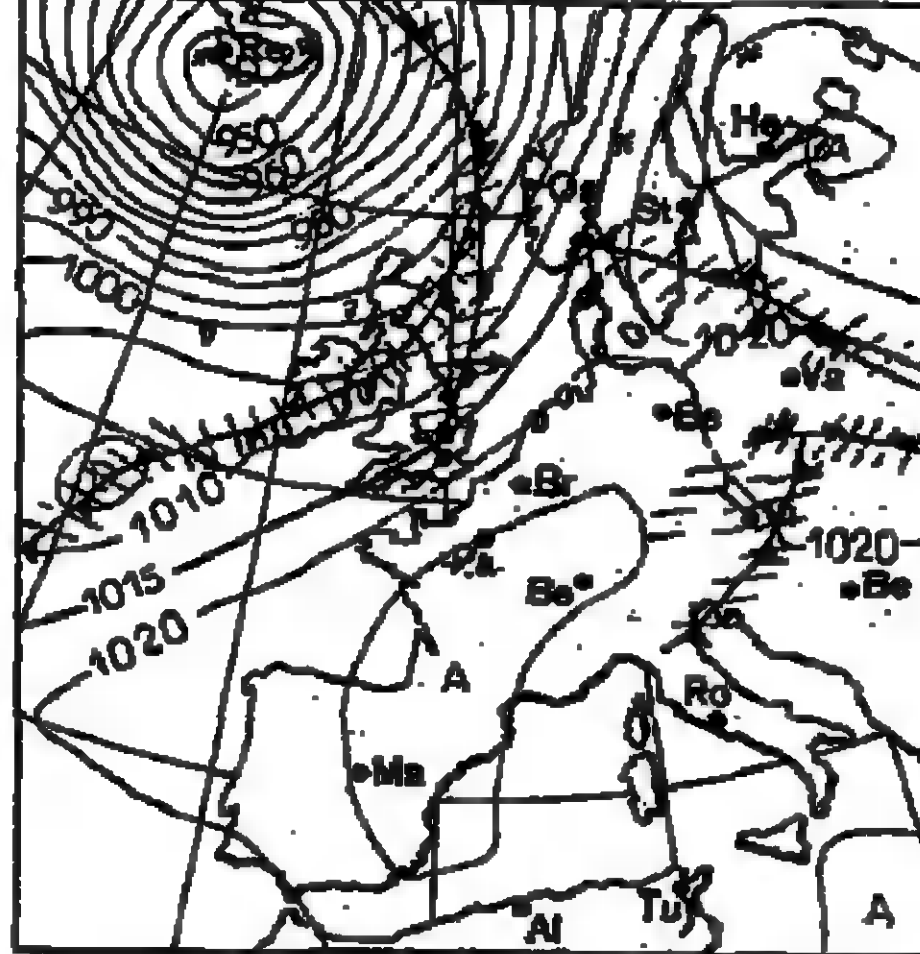
tours d'avant-garde relançant, pour la rentrée, les chemises à poignets mousquetaires, mais en modèles de ville plutôt qu'hébridés. A porter avec des boutons en mercaptyles en or.

Nous assistons à au début d'une campagne menée par Intergold, la société de promotion des bijoux en or, seul ou mêlé au cuir ou aux pierres dures. Affaire à suivre, car les chemises à poignets mousquetaires représentent moins d'un tiers du marché français, avec un prix de vente au-dessus de 112 F, au lieu de 78,65 F, en moyenne, pour le modèle à poignets simples.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 09 02 82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le 9 février à 8 heures et le 10 février à 24 heures.

Les barres pressions qui recouvrent la France se renforcent et se déplacent vers l'est. La perturbation qui traverse les îles Britanniques se dirige vers le nord-est. Son front froid ondule assez loin sur l'Atlantique. Sa pénétration sur l'ouest du pays ne se fera que jeudi.

Mercredi, après un début de matinée avec de nombreux brouillards, assez denses du Bassin aquitain au lyonnais et aux frontières de l'est, de faibles gelées de 0 à -3 degrés se produiront dans l'intérieur. Le beau temps modelé prédominera sur la majeure partie de la France, toutefois les nuages seront plus nombreux de la Vendée à la Bretagne et aux Flandres, et de faibles pluies seront même observées en soirée sur la pointe de la Bretagne.

Les vents resteront faibles et les températures maximales supérieures aux normales saisonnières.

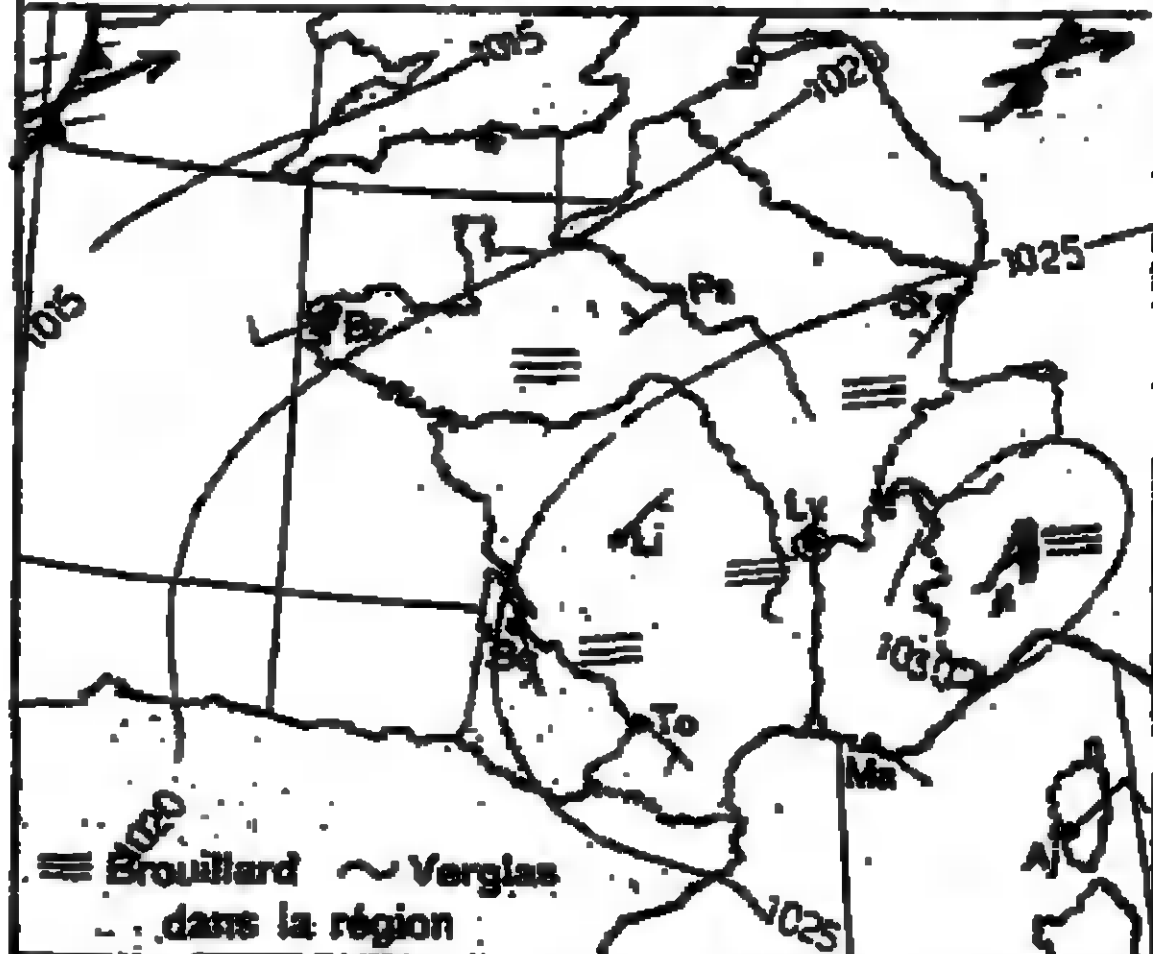
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 9 février 1982 à 7 heures, de 1 025,2 millibars, soit 769 millibars de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 février; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9 février): Ajaccio, 15 et 3 degrés; Biarritz, 13 et 1; Bordeaux, 13 et 2; Bourges, 12 et 1; Brest, 10 et 9; Caen, 9 et 7; Cherbourg, 9 et 7; Clermont-Ferrand, 13 et -2; Dijon, 11 et 0; Grenoble, 13 et -1; Lille, 9 et 4; Lyon, 14 et 1; Marseille, 14 et 3; Nancy, 9 et 0; Nantes, 12 et 4; Nice, 15 et 8; Paris-Le Bourget, 10 et 3; Pau, 14 et 2; Perpignan, 16 et 4; Rennes, 11 et 6; Strasbourg, 11 et 2; Tours, 12 et 3; Toulouse, 14 et 3; Pointe-à-Pitre, 22 et 22.

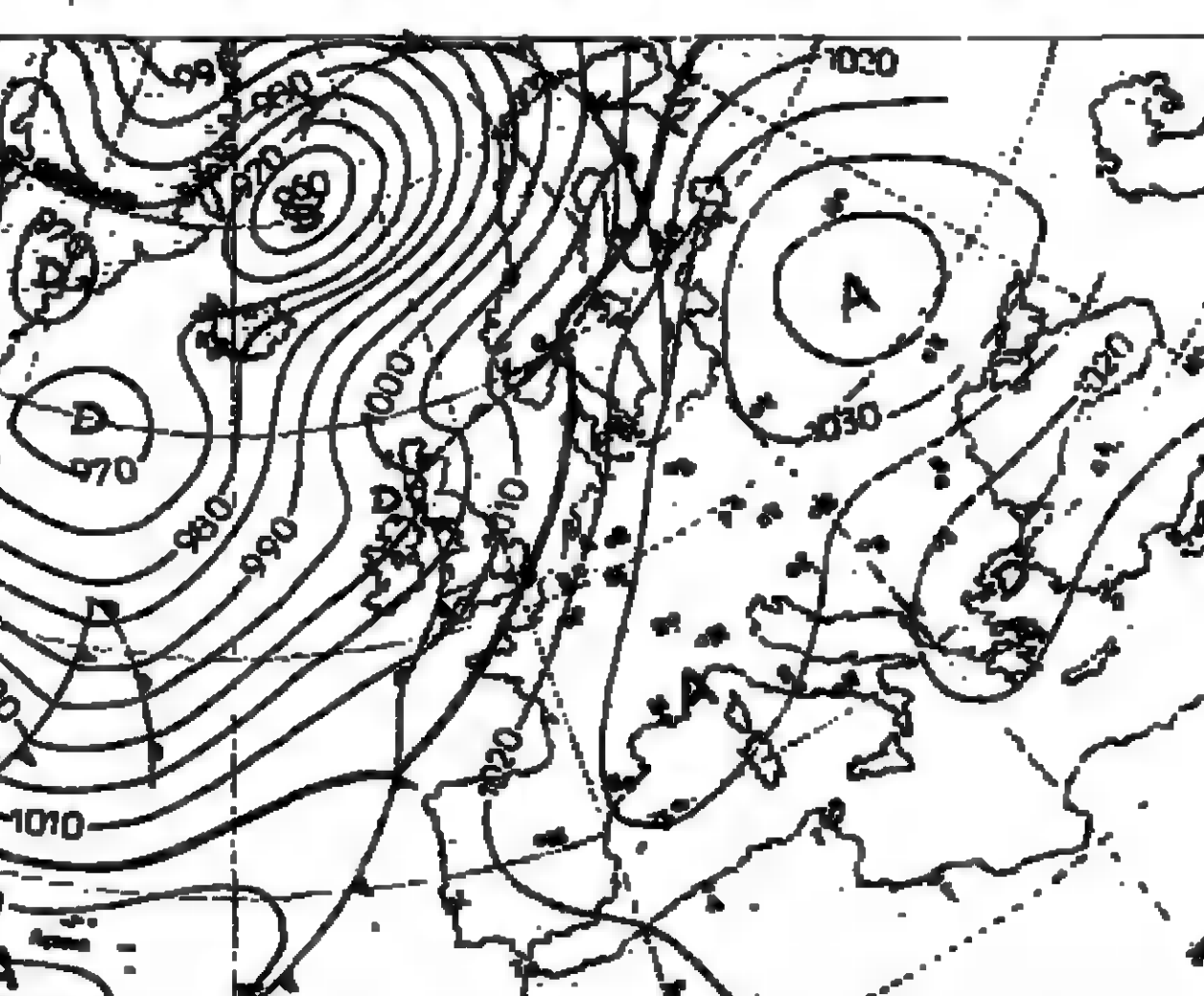
Températures relevées à l'étranger: Alger, 18 et 8 degrés; Amsterdam, 5 et 3; Athènes, 13 et 4; Berlin, 5 et 2; Le Caire, 15 et 10; Les Canaries, 22 et 14; Copenhague, 0 et 0; Dakar, 22 et 17; Genève, 12 et -1; Jérusalem, 16 et 2; Lisbonne, 17 et 9; Londres, 8 et 8; Madrid, 15 et -1; Moscou, -14 et -24; Nairobi, 28 et 13; New-York, -1 et -1; Palma-de-Majorque, 16 et 1; Rome, 15 et 8; Stockholm, -4 et -6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 10.2.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 10 FÉVRIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Bonn, 8 et -2; Bruxelles, 8 et 5; Le Caire, 15 et 10; Les Canaries, 22 et 14; Copenhague, 0 et 0; Dakar, 22 et 17; Genève, 12 et -1; Jérusalem, 16 et 2; Lisbonne, 17 et 9; Londres, 8 et 8; Madrid, 15 et -1; Moscou, -14 et -24; Nairobi, 28 et 13; New-York, -1 et -1; Palma-de-Majorque, 16 et 1; Rome, 15 et 8; Stockholm, -4 et -6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

viens gagner la moitié ouest du pays, avec un renforcement des vents du sud. Les températures, assez basses le matin dans l'intérieur (+2 à +5 degrés), resteront élevées dans la journée (+12 à +16 degrés du nord au sud).

Vendredi 12 février: le temps doux, couvert et pluvieux se généraliserait à la majeure partie du pays. Des éclaircies commenceraient à se développer par l'ouest. Les températures resteraient élevées, elles seront toujours comprises entre 10 et 16 degrés.

Samedi 13 février: après une matinée encore pluvieuse sur l'est du pays, une amélioration passagère gagnerait l'ensemble de la France. Toutefois, la matinée sera souvent brumeuse. Les températures s'élèveront en moyenne jusqu'à 15 degrés.

BREF

BANQUES

LE SUCCÈS DE LA CARTE BLEUE. - 2 600 000 porteurs de cartes, plus de 150 000 commerçants et un volume d'activité de l'ordre de 25 milliards de francs, tels sont les résultats obtenus par la carte bleue en 1981. La carte bleue est devenue la première carte de paiement française.

La fonction et règlement auprès des commerçants à 14 milliards de francs) prime notamment la fonction « retrait d'espèces » (10,6 milliards de francs). Un porteur moyen utilise maintenant sa carte plus de vingt fois par an chez les commerçants, au lieu de dix fois par an en 1977.

Le groupement carte bleue a décidé d'étendre son réseau et d'améliorer le système des autorisations de paiement, grâce au quel les commerçants peuvent être garantis au-delà du plafond qui leur a été communiqué par leur

banque. Actuellement, les commerçants appellent le centre d'autorisation par téléphone. Au cours de l'année 1982, une première tranche de six cents terminaux d'autorisation sera installée dans des magasins ou commerces dont le nombre de demandes au centre est important. Les commerçants dotés de cet équipement pourront ainsi recevoir une réponse sur écran, sans intervention orale.

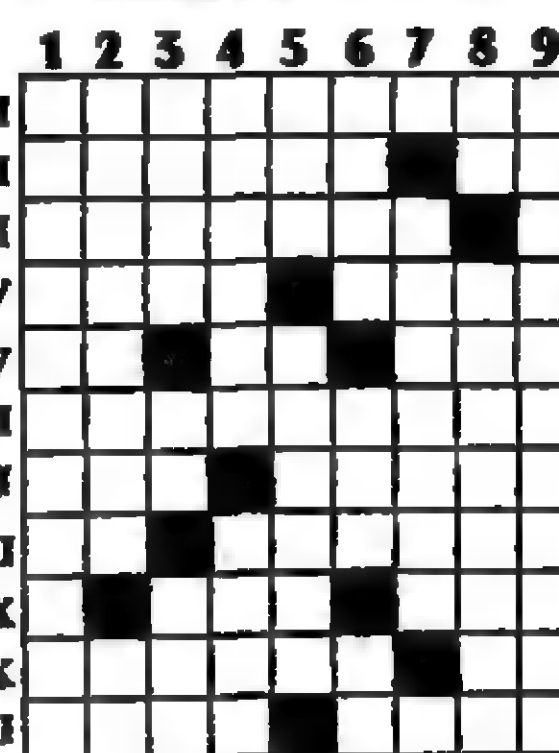
RÉTROMANIE

FORES ET SALONS EN FÉVRIER. - Bordeaux-Lac, 300 antiquaires au Parc-Expo, 5-14 février; Bourges (18), parc Saint-Paul, antiquités, 12-14 février; Paris, porte de Versailles, brocante et vieux papiers, 12-21 février; Avignon (84), Salon des antiquaires, 18-22 février; Val-de-Vie (78), Septième Salon des antiquaires, 18-27 février; Cannes (06), antiquaires au Palais

des festivals, 18-28 février; Paris-Bastille, Salon de la curiosité et de la peinture, 26 février-7 mars; Toulouse (31), brocante au Parc-Expo, 4-8 mars.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3122



HORIZONTALEMENT

I. Elles sont prises par les affaires. - II. Boulette ou coquille. Possessif. - III. Travaille par intermittence. - IV. Commune du Morbihan. Caroline Charlotte. - V. Promon. Des hommes y ont piqué. Dédit. - VI. Le coq pour la Frigate. - VII. Produits de l'arrière-saison. Petit sac en peau. - VIII. Complément. Fait éclater des grenades. - IX. Animal qui se trouve souvent dans les réserves. Le demi se mange. - X. Pincer fort. Note. - XI. On droit à un banc ou à un fauteuil. Pays de Brest.

VERTICALEMENT

I. Rencontre dans laquelle les avant se heurtent violemment. - II. Des présents bien emballés les comblent de joie. Couple en vadrouille. - III. Un dépouillement lui enlève tous ses billets. Ville. Orientaliste. - IV. Loin du monde. Sont fatals à beaucoup d'hommes après une attaque. - V. Eid méchant. Sorte de bombe. - VI. Instrument de « concert » très rare. Très faible. Eau courante. - VII. Montent plus vite que ceux qui les doublent. - VIII. Conjonction. Sont abandonnés par des personnes débauchées. - IX. Elles se font entendre avec leur archet.

Solution du problème n° 3121

Horizontalement
I. Cervelle. - II. Echafaud. - III. Ré. Cat. - IV. Trappe. - V. Ivresse. - VI. Tessiture. - VII. Ul. EO. Mot. - VIII. Défenseur. - IX. Tête. - X. Barda. Eu. - XI. Tôtiers.

Verticalement
1. Cerintide. - 2. Escarvel. Bo. - 3. Rh. Arx. Feal. - 4. Va. Pasé. Ri. - 5. Effusion. De. - 6. La. Est. Star. - 7. Luc. Eumée. - 8. Eden. Routh. - 9. Et. Mètreur.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 11 FÉVRIER

- La mode et les poupées. 10 h. 10, rue Pierre-le-Grand, Mme Legros.
- Histoire de l'université racontée aux jeunes. 15 h 30, Sorbonne, rue des Ecoles, Mme Hulot.
- Musée de Saint-Denis. 15 h. 22, rue Gabriel-Péri, Mme Chapuis.
- Bibliothèque Forney. 15 h. 1, rue du Figural, Mme Garnier-Ahlberg.
- Le Louvre des Valois. 15 h, cour Carrée du Louvre, Mme Penet.
- Gustave Moreau. 15 h. 14, rue de La Rochefoucauld, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
- Paris mérovingien. 15 h. 23, rue de Sévigné (Approche de Paris).
- Vie quotidienne au Moyen Âge. 10 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Arauc).
- Musée de la préfecture de police. 15 h. 1, rue des Carmes (L'Art pour tous).
- Collège des Bernardins. 15 h. 23, rue parvis de Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
- Hôtel Thiers. 15 h. 27, place Saint-Georges (Mme Feytaud).
- Azules des Gobelins. 15 h. 42, avenue des Gobelins (Mme Hager).
- La Bourse. 11 h 15, métro Bourse (P.-V. Jastel).
- Collection Thyssen. 11 h. Petit Palais (Mme Leblanc).
- Châli-d'œuvre du musée. 10 h, musée du Louvre.
- Appartements royaux du Louvre. 15 h, porte Dorée (Paris et son histoire).
- Du quartier des Tournelles à la place des Vosges. 14 h 30, métro Saint-Sebastien-Froissart (Paris pittoresque et insolite).
- L'île Saint-Louis. 14 h 30, métro Pont-Marie (Réurrection du passé).
- Notre-Dame. 14 h 30, façade, portail central (Mme Roman).
- Les catacombes. 15 h. 2 bis, place Denfert-Rochereau (Tourisme culturel).
- Vieilles rues de Paris. 14 h 30, métro Esplanade-Marcus (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

20 h 30, 5, rue Laffayette. - Le bouddhisme au Japon (film) (nouvelle Acropole).

20 h 30, 33, place Maubert, Pasteur Tarrat. - Jésus dans le Coran. M. Boyer. - Les sagas islandaises (Association protestante de liaison inter-universitaire).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 8 et 9 février:

• Fixant les attributions des chefs d'état-major.

• Relatif au comité technique paritaire central des personnels enseignants titulaires de statut universitaire.

UN ARRÊTÉ

• Fixant les modalités de naissance et d'extinction de la dette douanière.

CIRCULATION

SUR LES CODES EN VILLE

M. J.-C. Weynants, un Français résidant en Belgique, nous écrit:

A propos de l'utilisation des codes en ville, M. Pagès, dans le Monde du 12 janvier, a raison sur un point: il y a en France trop de voitures aux phares mal réglés. Mais ce n'est pas l'ontage instituant l'obligation des codes en ville qui est « criminel ». C'est la négligence coupable des automobilistes qu'il faut incriminer: un réglage de phares ne coûte pas les yeux de la tête. Soyons logiques: si les codes éblouissent en ville, ils éblouissent aussi en rase campagne et peuvent donc être également à l'origine d'accidents, d'au-

tant plus qu'il n'y a pas, comme en ville, de nombreuses sources de lumière (éclairage public, publicité, etc.) qui atténuent l'éblouissement.

M. Fiterman, notre ministre des transports, n'a-t-il pas condamné trop vite la mesure en lui imputant, si je ne m'abuse, des morts? Ne reste-t-il pas à prouver que ces accidents mortels ont été dus à l'utilisation des codes en ville? Il y a tant de causes possibles: phares mal réglés, distraction, fatigue, malaise, etc. Ce que l'on ne nous dit pas, c'est que l'obligation évite sûrement aussi que des accidents se produisent. Il en va comme pour les ceintures de sécurité, qui tuent parfois, mais qui sauvent bien plus souvent (neuf fois sur dix, selon les statistiques).

En Allemagne, pays que l'on cite si souvent en exemple en France, les automobiles ont des phares blancs qui sont réputés être plus éblouissants, et l'utilisation des codes est obligatoire en ville. Personne ne songe à modifier cette situation. En Belgique, où les phares peuvent être blancs ou jaunes, l'obligation des codes en ville existe aussi. On pourrait citer d'autres pays. Ce qui est bon en Allemagne ou ailleurs n'est donc pas bon en France? Faut-il qu'une fois de plus la France se singularise?

En fait, la question qui se pose est celle des phares mal réglés et, d'une manière plus générale, des véhicules hors d'état de circuler que l'on rencontre trop fréquemment sur les routes de France. Une solution a déjà fait ses preuves: celle du contrôle technique après quelques années d'utilisation du véhicule. Ce contrôle technique existe en Allemagne (encore elle) et en Belgique notamment.

N'y a-t-il pas moyen d'arriver à une harmonisation, au moins au niveau européen?

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
513 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE
306 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (toute valeur) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de vérifier tous les numéros propres au capital de l'imprimerie.

Je tiens à remercier

Le Monde

régions

BEAUX JOURS POUR LE CHEMIN DE FER

Retour des autorails en Bretagne

240 CV, 15 tonnes et 120 kilomètres à l'heure

Après le T.G.V. qui desservira Rennes et Nantes, la région Bretagne va-t-elle bénéficier du T.E.L. (Transport ferroviaire léger) ? C'est en tout cas la proposition faite par un groupe d'économistes consultants de la société Snertrans (1) qui, en liaison avec la Fédération nationale des usagers des transports (FNAUT), proposent une nouvelle politique et un nouveau matériel de desserte pour l'ouest de la France.

C'est par la région Bretagne qu'Amiens et la FNAUT ont commencé la publication de leurs travaux sur le thème ferroviaire national. En effet, l'extrême Ouest est largement représentatif de la situation nationale (les trois quarts de ses lignes ferroviaires ont disparu depuis 1935) et se prête au développement d'une desserte légère puisque, excepté Rennes et Brest qui dépassent 100 000 habitants, la région est jalonnée de villes petites ou moyennes et de centres touristiques.

La concentration de la population (3 millions d'habitants) le long des côtes a amené la S.N.C.F. à conserver les seules lignes de Rennes à Brest, par Saint-Brieuc et Morlaix et de Rennes à Quimper par Vannes et Lorient. L'axe central n'existe plus depuis 1907. Les axes nord-sud existent toujours, mais seules les lignes de Brest à Quimper et de Saint-Malo à Nantes sont ouvertes au trafic des voyageurs.

Le « métro des régions », ainsi que l'ont surnommé ses créateurs, se présente comme une alternative au transport par autocar qui a progressivement remplacé le train lors de la fermeture des lignes secondaires. La détérioration du service a amené les voyageurs à utiliser de plus en plus les véhicules individuels au détriment des économies d'énergie. « Jusqu'ici les investissements routiers ont été évalués par référence à leur rentabilité collective alors que les investissements ferroviaires l'étaient seulement par rapport à leur rentabilité interne pour la

S.N.C.F. », ainsi que le reconnaît le rapport Guillaumat, affirmant les spécialistes d'Snertrans. Il s'agit aujourd'hui de proposer un moyen de transport économique qui permettrait en même temps à la S.N.C.F. de remplir le rôle de service public qui doit être le sien.

On double la vitesse

Les charges totales d'une ligne secondaire exploitée en 1981 atteignent 60 000 à 90 000 F par an et par kilomètre. Les recettes qu'elle ne dépasse pas 20 000 F. La mise en circulation d'un matériel léger permettrait de réduire considérablement les charges : la vitesse commerciale serait doublée par rapport à l'autocar, le nombre de circulations triplé. Les charges du T.E.L. seraient ainsi comprises entre 40 000 à 50 000 F alors que les recettes pourraient osciller de 20 000 à 30 000 F. Le déficit serait alors considérablement réduit.

Snertrans et la société Soulé

qui exporte 100 % de sa production, notamment en Afrique, ont donc mis au point un véhicule léger de 200 à 240 CV pesant 15 à 16 tonnes, auquel un wagon peut être couplé en cas de fort trafic. L'autorail peut rouler de 100 à 120 kilomètres à l'heure et accueillir soixante personnes environ. Il possède un moteur Diesel et un roulement à essieu amélioré qui garantit le confort. Afin de répondre aux critères de sécurité de la S.N.C.F., un large bouclier protège l'autorail. Le véhicule, initialement plus léger, a été alourdi afin de décaler les signaux automatiques. Il peut circuler sur les voies classiques.

Enfin, l'autorail, exploité par un seul agent, le conducteur, permet l'économie du personnel et de la maintenance. Le matériel est d'entretien comparable à celui du métro, la disparition du chef de gare et de réduire largement les autres charges d'exploitation qui, avec les dépenses en personnel, grèvent lourdement le budget de la S.N.C.F. (installation fixe, énergie, entretien du matériel roulant, etc.). Fort de l'expérience britannique (un autorail léger est actuellement à l'étude outre-Manche), Snertrans a déposé un dossier à l'ANVAR et a pris contact avec les collectivités locales. La ville de Châtelleraud, dans la région Centre, est intéressée. Les spécialistes vont être entendus par les conseils régionaux de Bretagne, du Centre, de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le métro de région constitue un sujet de méditation pour la S.N.C.F. qui s'était jusqu'à présent montrée sceptique. En effet, la volonté des pouvoirs publics de rouvrir les lignes secondaires alourdit un budget déjà très déficitaire, et l'apparition d'un matériel léger et économique peut constituer une solution à ce dilemme financier.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) 10-20, rue de Proches, 75015 Paris. Tél. : 300-40-00.

EN PLEINE BEAUCE

Comment se débarrasser du rail de l'Aérotrain

Aux portes d'Orléans, s'élève un souvenir encombrant que beaucoup voudraient voir disparaître : une sorte de viaduc de béton gris, haut de 5 mètres, long de 18 kilomètres, qui court à travers le département du Loiret entre Fleury-les-Aubrais et Arthenay et rappelle qu'il se réalisait de façon éphémère le rêve de l'ingénieur Berthelin : l'Aérotrain.

Ce rail, installé sur des pylônes, au milieu des champs de blé et de betteraves de la Beauce. La décision de construire ce tronçon, présenté à l'époque comme l'annonce d'une liaison à très grande vitesse et sur coussin d'air entre les bords de la Seine et ceux de la Loire, aura bientôt quinze ans. Elle fut prise le 6 février 1967 en conseil interministériel, sous la présidence de M. Georges Pompidou, et devait, dans l'esprit de ses initiateurs, ouvrir la voie aux transports en commun interrégionaux du futur.

L'Aérotrain fut définitivement abandonné en 1974, victime de l'austérité et du renchérissement du prix du pétrole, mais aussi de difficultés insurmontables dans la mise au point de son moteur. Cependant la structure, comme on appelle ici la voie en forme de T renversé sur laquelle il a évolué près de mille heures, est restée : elle sert de perchoir aux oiseaux et de support d'affichage aux campagnes électorales. Quant au véhicule lui-même, qui a été, le 5 mars 1974, un record mondial de vitesse aux coussins d'air avec 425 kilomètres/heure, il vieillit lentement dans un hangar qui jouxte la voie à Cheville.

Aujourd'hui, il semble bien que personne ne sache vraiment quoi faire de cette ligne expérimentale, véritable vestige de l'ère technologique qui a demandé près de deux ans pour être opérationnelle et sur laquelle l'Aérotrain prit son envol pour la première fois en septembre 1969.

La position la plus claire est celle des maires des cinq communes concernées par son passage (Saran, Cercottes, Cheville, Arthenay et Ruan). Ils affirment leur « désir ardent » de la voir disparaître. Les reproches qu'expriment les maires ne sont pas seulement d'ordre esthétique. Pour être tous agriculteurs, ils ont fait « sur le terrain » l'expérience de la gêne que provoque, pour la culture des champs, leur découpage par cette halle de béton. « Nos machines ne passent pas dessous, et nous devons travailler nos champs en parcelles séparées, avec tout ce que cela comporte de perte de temps et de rendement », expliquent-ils. « La Beauce est une terre riche, renchérit le maire d'Arthenay, M. José Cardona, mais, de tout ce qui y est planté, cette ligne est ce qui y a de plus improductif. »

Les Beaucerons sont gens calmes et posés, et leur irritation discrète n'a pas, semble-t-il, éveillé l'intérêt des milieux officiels. À la direction départementale de l'équipement d'Orléans, qui a la charge de l'entretien et de la surveillance de l'ouvrage, on s'étonne même de la curiosité que peut encore inspirer la piste d'essai de l'Aérotrain et l'on ne mentionne aucun projet de démolition ou même de reconversion.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaire spécial sur demande

ENTRE NICE ET GENÈVE

Alpazur, un train sur le sentier des bergers

La S.N.C.F., les Chemins de fer de Provence, les conseils régionaux de Rhône-Alpes et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le ministère des transports, promoteurs du train Alpazur, qui relie quotidiennement, l'été dernier, Genève à Nice par la ligne des Alpes (le Monde du 27 juin 1981), renouvelleront leur expérience l'année prochaine. De huit mille cinq cents voyageurs ont emprunté, entre le 13 juin et le 25 septembre, les rames de ce train de cent dix-huit places qui refuse du monde à de nombreuses reprises pendant le mois d'août. Le succès d'Alpazur est ahé, semble-t-il, bien au-delà des espérances que plaçaient les animateurs dans cette opération.

La S.N.C.F. et les Chemins de fer de Provence ont ainsi pu constater qu'il existe effectivement une clientèle de voyageurs peu pressée et qui conçoit le train comme un moyen commode pour découvrir la France. Les deux sociétés ont proposé un train qui s'arrête dans les gares pour permettre aux voyageurs de se dégoûter les jambes, pour respirer et pour regarder le paysage ; qui ne démarre pas au sifflet ou au signal sonore émis dans chaque voiture, mais seulement lorsque tous les passagers ont repris sagement leur place. Un tel train n'existait plus. Avec l'Alpazur, la S.N.C.F. a su,

à l'heure du T.G.V., offrir un petit voyage « rétro ».

La « croisière » d'Alpazur, le long des Alpes et de la Provence, a séduit les voyageurs attentifs, bien sûr, à la beauté exceptionnelle du paysage, mais surtout à l'animation organisée dans les rames. Historiens, conteurs, poètes, chanteurs, géographes, bergers, mais également maîtres des communes traversées, se sont relayés à bord du train pour compléter l'information des voyageurs sur les sept départements traversés, leur faire découvrir leur région et les hommes qui y vivent. « Ce style d'intervention nous a semblé indispensable pour répondre au souci que nous avions d'intégrer Alpazur dans les « pays » traversés à bord du train », explique l'un des responsables du comité pour l'aménagement et l'expansion économique de l'Isère.

Cet organisme voudrait qu'Alpazur génère un mouvement touristique tout le long de la ligne, que les voyageurs ne se contentent pas seulement de cheminer, mais qu'ils s'arrêtent dans l'une ou l'autre des vingt stations qui ponctuent la ligne longue de 500 kilomètres parcourue en neuf heures. Dans les gares qui jusqu'alors périssaient comme l'épave, le bar et l'hôtel tout proches, l'espoir renaît. Plusieurs communes ont, dès le mois de

septembre, réclamé l'extension du service Alpazur durant le reste de l'année et une amélioration des correspondances qui permettrait aux habitants de Lyon, de Marseille et d'Abbeville d'emprunter plus facilement ce train.

Dès l'été prochain, la S.N.C.F. affectera à la ligne Genève-Nice un matériel roulant de meilleure qualité — probablement des turbos — la restauration de l'Alpazur se fera à partir de produits essentiellement régionaux, enfin des livres seront mis gratuitement à la disposition des voyageurs et l'on développera l'animation à l'intérieur des rames.

Les membres du comité de défense de la ligne Grenoble-Veyrier, qui s'élevèrent, à juste titre, il y a trois ans, contre la réduction des personnes affectées à la ligne et les « allègements » de crédits alloués par la S.N.C.F. à l'entretien de la voie — qui compte, sur une distance de 110 kilomètres, douze viaducs, six tunnels et des rampes de 25 pour mille, — peuvent être rassurés. Le succès d'Alpazur redonne à la ligne des Alpes toutes ses chances et à ses usagers quotidiens la certitude que « leur » train continuera de les conduire à Grenoble ou à Digne pour y travailler.

CLAUDE FRANCHILLON.

DANS SON NUMÉRO DE FÉVRIER

L'EUROPE VERTE

Un dossier consacré aux problèmes de l'agriculture, au moment où s'ouvrent à Bruxelles les négociations sur les prix agricoles.

Le Monde
dossiers et documents

DANS CE NUMÉRO UN SECOND DOSSIER :

LA MUSIQUE EN FRANCE

En vente partout 4,50 F

Halte au Vol

1
serrure à 8 points
à pompe
LAPERCHÉ
(Fabrication Française)
depuis 1788
GARANTIE 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
2.350 F TTC
Tous dépts. compris
PARIS-BANLIEUE
autres marques :
BRICARD - PICARD
IZIS-FICHET-MUEL
DEMS GRATUIT
Société
PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
en 4 versements

laissez-nous augmenter les rendements

Demande de : documentations, visites, essais, rendez-vous, démonstrations, contacts, etc...

de vos annonces ou vos mailings

La publicité (presse ou voie postale) qui sollicite une réaction concrète n'est pas une publicité comme les autres.

En mettant un bon à découper au bas de n'importe quelle annonce, ou une carte-réponse pour accompagner n'importe quel mailing, on obtient... n'importe quel rendement !

Pour obtenir le maximum de réponses, il faut des techniques spéciales appliquées par des spécialistes. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le nombre de contacts augmente, leur qualité aussi et, par conséquent, la rentabilité globale.

... et animer votre réseau pour en tirer parti !

(concessionnaires, agents, franchisés, revendeurs, démarcheurs, représentants, etc.).

- Informer des actions de promotion engagées,
- obtenir son adhésion et sa coopération,
- résoudre ses problèmes spécifiques et locaux,
- le former aux techniques du marketing direct et à l'exploitation des actions entreprises.

Nous sommes certainement les très rares spécialistes français de la publicité à réaction concrète et de l'animation de réseau.

laissez-nous 15 mn pour le prouver

Notre Directeur Commercial Noël HENRY vous présentera nos « performances authentiques et vérifiables ». Pour cela, faites-nous renvoyer ce bon par votre secrétaire et dès réception nous prendrons rendez-vous.

Prêtez de contacter M. _____
FIRME _____ FONCTION _____
ADRESSE _____ TEL. _____

AGENCE DE MENDEZ/ZUNZ

11, RUE DE MONCEAU 75008 PARIS ☎ (01) 261.83.32+

Ilya 5 a
le
Et auje
a en

Le Monde

économie

SOCIAL

LES CONSÉQUENCES DE L'ORDONNANCE SUR LES TRENTE-NEUF HEURES

Les économies sur les salaires élevés doivent servir à la création d'emplois, propose la C.F.D.T. de la métallurgie

L'application de l'ordonnance sur les trente-neuf heures continue de susciter des réactions dans les entreprises où des conflits viennent de déboucher sur des solutions — et dans les états-majors syndicaux et politiques.

La grève du zéro des douaniers s'est poursuivie, lundi 8 février, avec moins de rigueur : aucune perturbation aux frontières italiennes et espagnoles ; en revanche, quelques bouchons, se sont produits sur les axes routiers du Nord aux postes frontalières de Saint-Aybert, près de Valenciennes (autoroute Paris-Bruxelles), de Rekkem (autoroute Lille-Gand) et de Camphin (autoroute Lille-Tournai) ainsi qu'en Lorraine où il fallait deux heures d'attente, lundi, pour passer la frontière franco-allemande.

Dans les aéroports, des retards importants (quarante-cinq minutes) ont été enregistrés à Toulouse-Orly, à l'aéroport de Marseille, où des manifestations contestent l'aménagement de la réduction des horaires, ainsi que des douaniers.

Dans le secteur privé, de nombreux conflits se prolongent : avec, parfois, occupation des usines : Compagnie européenne d'accumulateurs (filiale de la C.G.E.), à Lige ; Sogin (filiale de Cif-Alcatel), à Guingamp (Côtes-du-Nord).

Dans le commerce, les actions se poursuivent au B.H.V. de Valenciennes et aux Nouvelles Galeries de Dijon, aux Dames de France de Toulouse, tandis que le travail a repris au Monoprix et aux Nouvelles Galeries de Tours.

Dans l'hallimement, les six cents ouvriers de Mas-Bledman, dans la région de Toulouse, sont toujours en conflit, tout comme chez Vitus en Haute-Marne.

Aux établissements Barthier (qui fabriquent des chaussures à Laventie (Pas-de-Calais), une partie des salariés sont en grève « limitée » à l'appel de la C.G.T., refusant l'accord sur les « horaires souples » signé entre la direction et F.O. et la C.G.C. Des ouvriers de la société de tuyauterie Delattre-Lavivier ont bloqué, mardi matin, l'accès du chantier de la centrale nucléaire de Creus (Ardèche).

● **L'Air Liquide** : 600 embauches envisagées avant la fin de 1987 : la direction a proposé aux syndicats syndicaux un contrat de solidarité — comprenant une forte réduction du temps de travail et des pré-retraites volontaires des 55 ans — qui devrait permettre 600 embauches environ avant la fin de 1988. On indique qu'à l'issue des réunions paritaires des 3, 4 et 5 février, la direction de l'Air Liquide ramènera l'horaire hebdomadaire de travail de 40 heures à 37 heures en trois étapes : moins une heure au 1^{er} février 1987, moins une heure au 1^{er} septembre 1987, moins une heure au 1^{er} janvier 1988. Pour les deux premières étapes, la compensation salariale sera de 100 %. La compensation de la troisième étape sera discutée lors d'une réunion paritaire durant l'hiver prochain.

● **Accord sur la durée du travail à la SNCF** : (Aéronautique) entre la direction et les syndicats C.G.T., F.O., C.G.O. et C.F.T.C. Le temps de travail est réduit d'une heure. Ainsi, selon la direction, les salariés (conducteurs, techniciens, dessinateurs...) qui faisaient 41 heures 30 feront à compter du 1^{er} février 1987, 40 heures 30. Cette heure est compensée à 100 %. La C.F.D.T. a refusé de signer, en dénonçant plusieurs lacunes : pas de référence à la cinquième semaine de congés payés, pas de précision sur la « gestion » des heures supplémentaires.

Le travail a repris dans deux usines. Les employés des usines de Châteauroux et d'Arthon (Indre) du groupe textile Balsem ont repris le travail, lundi 8 février, après une semaine de grève, à la suite d'un accord intervenu entre la direction et les représentants du personnel sur la répartition des cinq semaines de congé, le maintien des salaires après l'entrée en vigueur de la semaine de trente-neuf heures, et la réaffectation des primes de transport, de panier et de vacances. De même, les ouvriers de l'usine Mosique et Céramique de Maubeuge (Nord) ont repris le travail lundi, après une semaine de grève et trois jours d'occupation : ils ont obtenu le passage de la semaine de quarante-deux à quarante heures sans diminution des salaires.

LA C.F.D.T.

réduction des hauts salaires pour créer des emplois

La fédération C.F.D.T. de la métallurgie a présenté, lundi, des contre-propositions pour la prochaine réunion, le 16 février, dans la métallurgie. Les cadettistes demandent tout d'abord que le volant des heures supplémentaires annuelles dont peut disposer le patron ne dépasse pas celui de 1981. Et, surtout, pour la compensation des salaires, la C.F.D.T. réclame « le maintien intégral de la masse salariale » aux conditions suivantes : compensation à 100 % pour les bas

salaires, puis dégressive pour les rémunérations plus élevées, les bonis dégragés ou économisés devant servir à la création d'emplois.

M. JEAN AUROUX :

le problème de la solidarité est central

De son côté, le ministre du travail, M. Jean Auroux, a renouvelé son appel à la solidarité et à la justice en cause des avantages acquis des salariés les plus privilégiés, dans une interview à la Croix du 9 février.

« Ce n'est pas par la facilité qu'on réduit le nombre de chômeurs. Il faut donc tenir un langage de responsabilité et une solidarité nouvelle et agissante. C'est dans cette perspective qu'on pourra créer des emplois. Les bons ministres du travail ne sont pas forcément ceux qui prêchent le laxisme. Nous traversons une crise durable, et la France ne doit pas devenir un bureau d'aide sociale ni un guichet de loisirs. (...) Si l'on prend la question de la compensation salariale d'une réduction de la durée du travail, la surplu de la croissance ne peut être utilisé à la fois pour améliorer le pouvoir d'achat et pour créer des emplois. C'est dire que le problème de la solidarité est central dans la politique de réduction de la durée du travail et de création d'emplois. (...) Si on a plus de 20 000 F par mois, on peut faire une pause », ajoute M. Auroux à propos des négociations sur les rémunérations.

Il y a 5 ans Wang a révolutionné le traitement de textes. Et aujourd'hui tout le monde a encore 5 ans de retard.

Il y a cinq ans, nous avons révolutionné le traitement de textes en lançant la première machine de traitement de textes aussi facile à utiliser qu'une machine à écrire. Avec en plus, un écran-télé qui affichait ce que vous tapiez.

Il y a cinq ans déjà, si vous vouliez corriger des fautes, ajouter ou effacer des mots, ou remanier des paragraphes entiers, c'est tout simplement sur l'écran que vous obteniez tout cela. En quelques secondes. Quand vous désiriez sortir un document définitif, une imprimante séparée bourdonnait discrètement à 200 mots-minute. Et vous pouviez stocker jusqu'à 120 pages d'informations sur une petite disquette.

Les gens étaient déjà si contents de notre traitement de textes qu'aujourd'hui, Wang est le premier dans le monde.

Plus de 50.000 entreprises dans le monde utilisent nos systèmes pour gagner du temps et de l'argent. Du petit comptable en Finlande au grand fabricant stéréo de Francfort. De fait, 85% des 500 entreprises classées par le magazine Fortune.

Cette expérience nous aide à toujours améliorer la productivité

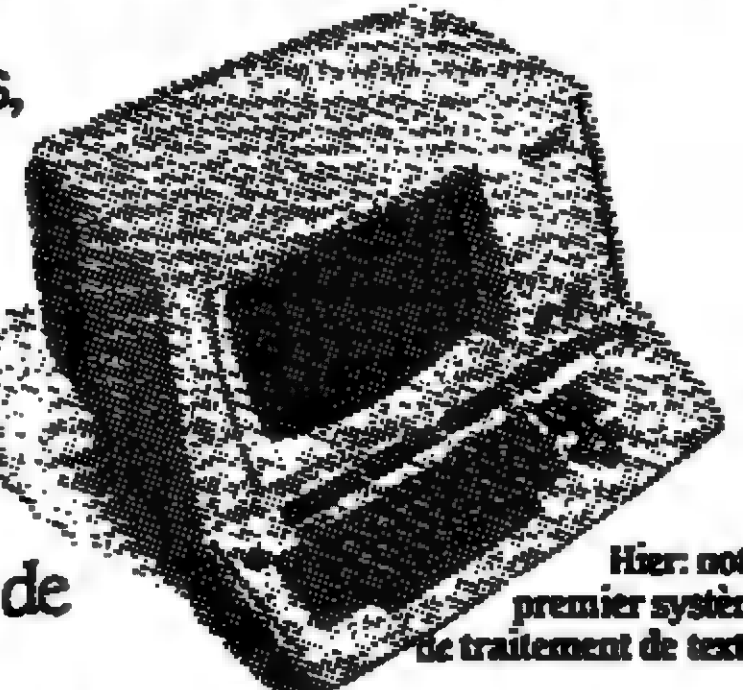
de tous les types d'affaires. Elle nous a aussi aidés à développer le seul système de traitement de textes qui permette de passer d'un poste de travail unique à un



aujourd'hui, les systèmes d'automatisation de bureau Wang. système tolérant plus de cent vingt-huit postes (selon les cas). En intégrant les capacités de traitement de textes, de traitement de données et de courrier électronique. Et voilà pourquoi nous conservons cinq ans d'avance sur tout le monde.

WANG

Rendre le monde plus efficace.



Hier : notre premier système de traitement de textes.

WFP 01/86 282

Coupon-réponse : si vous souhaitez assister à une démonstration du traitement de textes Wang, téléphonez à 01 560 22 11 ou bien, renvoyez ce coupon-réponse à :

Wang France, Tour Galilée 1
78 Avenue Galilée, 92074 Bagneux Cedex.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Code Postal _____

Téléphone () _____

JOANNE ROY.

(1) Initiative fédérale « A bas les interdicts professionnels », Schœnenstein 115, 2000 Hambourg 6.

(2) Force ouvrière, affiliée à la C.F.D.T., n'assistera à aucune des deux conférences, tandis que la C.F.D.T. y participera.

LE DIXIÈME CONGRÈS DE LA F.S.M.

A La Havane, la C.G.T. ne demandera pas à reprendre le secrétariat général

Les syndicats polonais seront absents

Le dixième congrès de la F.S.M. (Fédération syndicale mondiale) va se tenir à La Havane du 10 au 15 février. Lors des assises précédentes, à Prague en 1978, la C.G.T. avait spectaculairement abandonné le secrétariat général qu'elle détenait depuis la fondation de l'Internationale, en 1945.

La centrale française, malgré, semble-t-il, certaines sollicitations, ne reviendra pas sur sa décision à Cuba. Il pourrait en être autrement, déclare-t-on au siège de la Confédération, rue La Fayette, si l'évolution amorcée par la F.S.M. combrait mieux le décalage qui existe entre ses positions théoriques et les faits.

En abandonnant avec éclat le secrétariat général de la F.S.M., confédération succédant à deux de ses dirigeants (G.M. Louis Fédant, puis René Gensous) durant un tiers de siècle, la C.G.T. s'était trouvée fort isolée.

La seule approbation était venue de la C.G.I.L., sa sœur transalpine, mais celle-ci avait déjà rompu ses liens avec la F.S.M. et ne se trouvait à Prague qu'à titre d'observateur. En outre les Italiens se plurent à ironiser sur le temps qu'avait mis M. Ségué à prendre conscience de l'emprise exercée sur l'Internationale par les pays de l'Est, et à combattre cette hégémonie.

Les cégétistes avaient d'ailleurs annoncé qu'ils pourraient reconsidérer leur attitude plus tard. Les Hongrois, qui en la personne de M. Sator Gaspard, avaient pris la relève et qui, comme les autres pays, tels que la Tchécoslovaquie, la Roumanie et l'Allemagne de l'Est, ont soutenu la centrale française, reviennent à la tête de l'Internationale. Celle-ci est en effet la seule grande organisation im-

concrète. L'attitude de la C.G.T. a été arrêtée cet été, et M. Georges Ségué en a notamment fait état le 12 décembre dernier.

Aucun représentant des syndicats polonais ne sera présent dans la capitale cubaine. Pour sa part, la C.G.T. entend y maintenir, sans changement, la position qu'elle a adoptée vis-à-vis de la Pologne depuis que le général Jaruzelski y a pris le pouvoir. Et la « réserve » observée par la Confédération française a aussi été celle des autres syndicats membres de la F.S.M., certains d'entre eux ayant plutôt une tendance à condamner le chemin qu'avait pris Solidarnosc.

Le projet de document qui sera soumis aux congressistes de Cuba, le second point de friction : la tendance des syndicats des pays socialistes à faire de la F.S.M. la caisse de résonance de la politique extérieure de leur gouvernement. La C.G.T. a été entendue, mais elle estime que le décalage est encore grand entre la doctrine et la réalité.

Troisième critique : l'attitude des syndicats dans ces pays. Des progrès ont été accomplis, nous a déclaré M. Gensous, qui depuis qu'il a quitté son bureau de Prague, est chargé à Paris du secteur international : « La situation, ajoute-t-il, n'est pas partout la même. Dans certains pays, les syndicats ne peuvent être seulement des chambres d'enregistrement des ordres d'exécution. Une opinion syndicale commence à apparaître en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en République démocratique allemande. Ce mouvement n'est pas sans relation avec ce qui s'est passé en Pologne, et qui a accéléré le processus. Mais le poids des habitudes est toujours là. »

Enfin, quatrième objet de désaccord : la démocratie et les droits de l'homme. « Il y a une révolution, dit M. Gensous, bien qu'il y ait des pays qui ne jurent pas par l'écrit. » A ce sujet, la Pologne, élue pré-séjour de la conférence, n'a donné lieu à aucune observation de la part du dirigeant cégétiste.

En revanche il souligne que les pays socialistes ne sauraient être accusés d'être les seuls à ne pas respecter la Déclaration universelle des droits syndicaux adoptée par la F.S.M. en 1978. M. Gensous dénonce non seulement l'Amérique latine, mais entre autres la République fédérale d'Allemagne où le Comité de coordination pour la lutte contre les interdicts professionnels (1) estime à cinq le nombre des personnes qui ont été sanctionnées depuis 1979 en raison de leurs activités et de leurs opinions politiques.

La France elle-même n'est pas à l'abri de toute critique. A preuve, dit encore M. Gensous, le gouvernement Mitterrand a entrepris de rétablir dans leurs droits les seuls mille postiers sanctionnés au cours des trente-cinq dernières années.

Cependant, si la C.G.T. s'interroge sur son éventuel retour au secrétariat de la F.S.M., c'est en raison de l'immobilisme auquel elle se heurte dans le jeu syndical européen. Elle avait cru pouvoir forcer la porte de la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats) (2), en prenant quelque distance avec la F.S.M. Cette méthode avait permis à la C.G.I.L. d'entrer dans le « club européen ». Celle-ci, il est vrai, était allée se désaffiler de la centrale de Prague. Malgré leurs efforts, M.M. Ségué et Krausek n'ont pu surmonter le veto du D.G.E. allemand et de quelques autres dirigeants de la C.E.S., qui ont aussi écarté des demandes des Commissions ouvrières espagnoles et de la C.G.T. paraguayenne.

En revanche, il est vrai, la C.G.T. a joué un rôle positif dans la tenue de deux conférences syndicales regroupant des organisations appartenant tant à la F.S.M. qu'à la C.E.S. (Confédération internationale des syndicats libres), à la C.M.T. (Confédération mondiale du travail) et à d'autres « sensibilités » (c'est-à-dire à Belgrade, en 1980, la conférence pour le développement, et à Genève, en novembre 1981, la quatrième conférence syndicale européenne (2)).

Quoi qu'il en soit, la C.G.T. va se rendre à La Havane avec l'intention d'y défendre les conceptions qu'elle avait déjà soutenues précédemment, déclare M. Gensous. Si elle écarte actuellement de nouvelles responsabilités, elle entend conserver celles qu'elle détient dans les U.I.S. (Unions internationales syndicales et professionnelles). Enfin elle veut que l'action contre les interdicts transnationaux devienne plus concrète et que la F.S.M. s'en donne les moyens matériels, y compris par une meilleure formation des cadres syndicaux.

JOANNE ROY.

(1) Initiative fédérale « A bas les interdicts professionnels », Schœnenstein 115, 2000 Hambourg 6.

(2) Force ouvrière, affiliée à la C.F.D.T., n'assistera à aucune des deux conférences, tandis que la C.F.D.T. y participera.

Je tiens à...

AGRICULTURE

Paysans sans frontières

II. — Des arrosoirs pour libérer les femmes de Casamance

par JACQUES GRALL

Avec le mouvement Agriculteurs français et développement international, des paysans de Bourgogne et de Franche-Comté ont entrepris de rencontrer des collègues de Casamance au Sénégal. Ils expliquent leurs motivations humanitaires, économiques, syndicales et politiques et ont voulu connaître le pays souvrant.

Le voyage a commencé comme un départ de groupe en vacances : trente personnes dont plus de deux tiers d'agriculteurs et d'agricultures venus de Bourgogne-Franche-Comté s'en vont en train vers le Sénégal. Un autre groupe, aussi, de la région Rhône-Alpes, qui se rendait dans le Sine Saloum, Paris-Rome, Rome-Dakar, parce que c'est moins cher que la ligne directe. Une nuit de vol : le premier choc, pour un grand nombre des paysans qui n'avaient jamais pris l'avion.

Second choc, le souffle chaud du vent à Dakar. Troisième choc : l'entassement à trente-cinq dans un taxi-brousse de trente (petites) places.

À la descente de notre boîte de sardines, un peu hétéro, c'est Kenkita — plus qu'un choc, un vocaisme inattendu proféré par des centaines de bouches des dizaines de tam-tam et les sifflets des griots. Les femmes se bousculent dans la poussière, les enfants courent en tout sens. Tout tendent les mains : « Bonjour, bonjour, salut salut ! ». Les hommes, imbus de leur responsabilité dans l'union des uns et les autres. La folle fête durera jusqu'à la moitié de la nuit. Deux mille villageois, des délégations, larges, venues d'une quarantaine d'endroits célèbres de l'arrière des paysans français. C'est en fait une impressionnante démonstration de force de l'AJAC, l'Association des jeunes agriculteurs de Casamance, elle a tout organisé.

Six coqs sont morts

Cette fête préparée depuis des semaines par l'AJAC clôt aussi une campagne d'action baptisée « Attachez les coqs ». C'est-à-dire : attachez-les au travail.

Le travail, c'est la principale valeur de ces jeunes militants paysans, de religion musulmans pour le plus grand nombre, ce qui ne les a pas empêchés d'être à la présidence de l'AJAC, un catéchisme venu du Nord, d'éthique stricte. Jeunesse, mais d'un « sortent-ils ? Comment est né ce mouvement qui transcende les ethnies, les religions, et qui conseille aux paysans de se prendre en charge ? C'est d'abord Demba Mansaré, qui, venu de Guinée, est passé, après avoir été comptable à Dakar, au centre de formation des techniciens agricoles, créé par les Frères Blancs, à Bobo-Dioulasso, en Haute-Volta. Il a constitué le premier groupe villageois en 1978. Depuis l'AJAC a grandi et est représenté dans environ quarante villages de la région de Casamance. Avec d'autres dirigeants, Demba Mansaré a constitué aussi l'Association de formation des paysans africains (APFA), pour favoriser le dialogue des cadres du mouvement paysan dans l'ensemble des pays d'Afrique francophone. L'APFA s'est réunie deux fois en congrès en 1979 et 1981. Demba Mansaré a été élu au sein d'un comité d'urgence, un comité d'urgence, ne s'est intéressé à ces rencontres. Les différents mouvements régionaux comme l'AJAC, quand ils existent, constituent une APFA nationale. Celle du Sénégal, n'est pas encore reconnue par les autorités.

Un jardin potager de 1 hectare en culture depuis trois ans, une pharmacie-maternité, une garderie d'enfants qui fonctionnent pendant les travaux d'irrigation, de juin à septembre, un ponton collectif, une boutique collective aussi : telles sont les réalisations du village de Bakadiou, inspirées par son groupe de l'AJAC, et du

moins dans le quartier des paysans du Bakadiou, raconte Lamin Djite, alias Alfred Schult, un jeune Américain, du Corps de la paix, qui vit ici depuis quatre ans. Car dans l'autre quartier, celui des familles du marabout, le contact passe mal. « Il définit ainsi son travail : aider les gens à s'organiser et faire le lien avec les services gouvernementaux. Pour l'instant, il s'emploie à apprendre aux villageois comment se nourrir d'une façon plus équilibrée en utilisant les ressources du village. Le meilleur équilibre alimentaire, c'est une combinaison de l'écoulement sur le développement des potagers, afin de ne pas compter sur les seules céréales — riz, sorgho, mil, et l'idée de préserver, est la plus difficile à faire passer », dit encore Lamin Djite. Pour le ponton collectif, on a essayé d'améliorer les rendements avec l'achat de dix coqs. Rodin Island Red. Mais on manquait d'encadrement pour les conseils techniques et les vaccinations. Six coqs sont morts.

An cours d'un premier séjour, Geneviève Gilard, française, technicienne agricole, volontaire du progrès, a travaillé à la mise en place des potagers. « Il fallait guerroyer pour obtenir la construction et l'entretien des clôtures. Sinon les troupeaux piétinent tout et les chèvres... » Elle a aussi mis au point avec les villageois des compostières : « Les bœufs sont trop fragiles et les engrais trop chers. Avec les déchets de nos déchets, les engrais, on fait un bon compost. D'ailleurs, si je rentre en France pour m'installer, je jeterai de l'agrobiologie. »

Un champ pour l'AJAC

Les groupes de l'AJAC sont à l'origine des activités collectives dont les bénéficiaires servent au développement du village. Partout, en effet, les familles de paysans cultivent des lopins individuels : il en 2 hectares, au moins d'arachides (les cacahuètes) dans la brousse, du mil, du sorgho, quelques-uns aussi un bout de vigne. Ce dernier travail est exclusivement celui des femmes : tôt levées le matin, après avoir tâté le sol, elles partent à l'œuvre, à l'instar d'un enfant sur le dos, et ne rentreront que le soir, pour la corvée de bois et piler le mil à nouveau. Le sens de la collectivité, nécessaire au développement de cultures nouvelles, et au partage des tâches, très inégal aujourd'hui, entre les deux sexes est différent selon les ethnies. Plus développé chez les Diolas que chez les Mandingues.

Les initiatives sont diverses : à Diambars, un grand village où la rare chance d'être relié à la préfecture voisine de Kolda par une voie goudronnée, ils sont quatre jeunes de l'AJAC à cultiver en commun, erpédies de temps à autre un camion (noué) de manques pour les vendre dans le nord du pays, à tenir un rapport plus que la culture.

Un chantier-école de Bio-Cefa, dont on reparlera, les vingt jeunes familles qui, semblant, il est rapporté plus que la culture. Au sein de l'AJAC, c'est-à-dire pour l'AJAC, les deux sexes travaillent à la coopérative artisanale fabriquant, sans aucune source d'énergie autre que leurs muscles, même pour l'abattage des arbres, des fauteuils, « trop chers pour les paysans, ils sont destinés à la clientèle des villes, des fonctionnaires... ». Enfin le village a des ateliers, une femme responsable du moulin à mil, acquis pour la collectivité.

Replanter des arbres

Au bout de longues heures de route, dont les deux tiers sur une piste défoncée, voici Medina — Koumba, un village peul. Après avoir bu de l'eau glacée, — il y a un réfrigérateur à fuel — assisté au baptême musulman d'une petite... Elisabeth, du pre-

nom de la femme du président de l'AFDI-Bourguigne — Franche-Comté, nous visitons les réalisations du groupe AJAC du village, constitué de vingt-trois hommes et dix-sept femmes (« les vieux donnent des conseils ») au son de deux violons, à la sonorité de biniou. Le maraboutage qui éviscérait aux femmes d'aller au marché, la bananeraie dont le produit sert à financer les équipements collectifs du village : d'abord la mosquée, puis la pharmacie. Mais surtout, il y a huit ans qu'un village de médecine-complète, nous l'impulsion du président de la coopérative d'élevage, on a entrepris de replanter des arbres. La déforestation qui modifie le climat a fait ravager dans le nord du Sénégal. Elle se poursuit rapidement en Casamance. Ceux de Medina qui ont assisté à la commission et du matériel contre le feu de brousse, espèrent que leur exemple sera suivi.

On s'est d'abord fait la clôture, — c'est un village d'éleveurs — puis planté des pommiers d'acajou (anacardium), un arbre à tout faire, car ses noix sont un produit de vente et ses amandes bonnes à manger. Pendant la visite, le président des éleveurs tire des portraits avec un appareil à développement instantané. Plus loin, un essai d'herbe fourragère, qui s'étend naturellement et étouffe les autres herbes. Pourquoi l'AJAC ne favorise-t-elle pas la distribution de ces graines ? L'idée est retenue. On envisage des essais avec des variétés françaises de dactyle pour régions sèches. Le président de l'AFDI Jacques Gilard, nous suggère : « Il y avait de bonnes variétés d'herbes qui ont disparu petit à petit », commente le président des éleveurs.

Le mot d'ordre de pousse dans la région de l'entretien des animaux permettrait un gain de production considérable. En langage occidental, gagner un litre de lait par jour, quand les vaches ne produisent que 10 litres, cela fait un accroissement de productivité de 33 %. Dans ce village, plus entreprenant que d'autres, avec le nomadisme, les vaches ont acquis le rôle du mouvement. « L'organisation du travail étonne pourtant les visiteurs français : les grandes tiges de mil ont été plantées à l'horizontale, évitant le pillage des oiseaux. Combien de temps resteront-elles à sécher au sol, pénétrées par l'humidité ? Un paysan français calculerait la pourcentage de perte. Mais, nous dit-on, ce n'est pas un problème. Le temps du ramassage ne sera pas long, car il y a d'autres travaux sans doute sont plus urgents. Pour le savoir il faudrait « débrancher » plus longtemps.

« Si votre femme est déléguée... »

« Ici, nous avons deux bureaux, un pour l'association des hommes, un pour celle des femmes, avait précisé le jeune responsable de l'AJAC de Medina-Koumba, mais depuis l'ajout international de la femme, celle-ci n'est plus à l'initiative de toutes les actions du mouvement. »

L'AJAC joue un rôle important dans cette évolution. Des femmes sont élues dans les structures départementales et régionales du mouvement. Même dans des villages mandingues, où les hommes aident à l'entretien des champs (c'est pourquoi ils attendent aujourd'hui volontiers l'emménagement sur le bœuf, l'arbre à queue, bien habillé, fait de fabriquer la clôture des jardins et de préparer le sol des pépinières pour les femmes favorables à son rapprochement. « Si y a un développement véritable, c'est ce qui changera le plus », estime Alfred Schult. Et Jean-Denis Diouf, de passage dans un village, apostrophe ainsi la population : « Ma femme, elle fait des journées sans moi. Si votre femme est déléguée par le village, il faut la laisser partir. Faire savoir que la vie, ça change. »

Il ne saurait être plus clair. Il est applaudi.

Les revendications des femmes tournent toutes autour de l'équipement du travail. De la sécurité aussi.

Dans l'ensemble des villages traversés, les femmes se sont regroupées en club, comme le Club des femmes de l'ancien châtellain, ou en associations. Pour montrer leur unité, elles s'habillent d'un pagne de couleurs identiques. Pour diminuer les charges de travail, il faudrait des moulins à mil. Des 6 heures, les villages réveillent au son des pilons, plus bruyants que l'appel du muezzin à la prière. L'entraide du moulin demande une formation et des moyens pour payer le fuel du moteur. Des ressources aussi, pour les familles qui doivent payer ce « service ». Les femmes réclament aussi des pompes : l'eau n'est jamais loin en Casamance, à trois mètres, à dix mètres parfois ; rien à voir avec les puits du Sahel, qui déconcentrent jusqu'à 60-80 mètres. Mais les corvées d'eau incombent aux femmes, qui portent sur la tête

des bassins de 40, voire 60 litres. Et le problème est le même : l'entretien des pompes nécessite formation et ressources. D'ailleurs, en huit jours, nous n'en verrons qu'une seule. Aussi les femmes souhaitent-elles avoir des arrosoirs pour leurs potagers. Revendication étonnante, mais apparemment les moyens des villageois ne leur permettent pas l'achat de cet outil, absent des dossiers des organismes internationaux de développement. L'organisation d'une garderie d'enfants, surtout pendant la saison hivernale des travaux, est encore ardemment souhaitée, avec des pharmacies, une infirmière ou une matrone par village.

Elles sont une vingtaine assises en arc de cercle, en pagne blanc et vert. Toutes jeunes — dix d'entre elles allaient tranquillement leur bœuf. Parmi elles, la présidente du club Courage, prend la parole, sans que l'entente cesse de se nouer. Après avoir abordé les questions du puits, des arrosoirs, des barbeles pour clôturer le jardin : « Nous voudrions, dit-elle, trouver un moyen pour empêcher les femmes et les malades. Pendant une journée nous avons cherché un moyen de transport pour envoyer nos enfants à l'école. Nous avons De 8 heures à 3 heures du matin. L'enfant est mort. »

Des arrosoirs, des moyens de transport, une machine à coudre ? Ces choses, évidemment, que l'Etat les fournisse ? Quelle est la responsabilité du pouvoir et des organismes internationaux dans ce domaine ? On comprendra par la suite que dans un village voisin, l'UNICEF a pour ainsi dire parachuté six machines à coudre, mais il n'y a pas de couturière !

Prochain article :

DÉCIDER AU VILLAGE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Hélicoptère et tracteurs

De latent, le mécontentement paysan est devenu patent. La vue d'un ministre de l'Agriculture fuyant dans un avion agricole, à travers un brouillard vaporeux, pour s'engouffrer dans un hélicoptère, concourant à un cortège spectaculaire, le divorce consommé entre le pouvoir et la plus puissante des organisations paysannes.

Précisant qu'il s'agit « de réagir à chaud à un comportement qui commence à provoquer la colère de ceux qui ne sont pas des technocrates », le ministre de l'Agriculture, c'est-à-dire du plus grand nombre, Nicole Chaillet, dans L'UNITÉ, hebdomadaire du P.S., observe : « L'habitus de se comporter comme les inspirateurs américains de la politique agricole, ces messieurs de la F.N.S.E.A. (sans cesse dans des avions, et dans un avion à jamais de femmes — tout juste hommes, l'institut national de la recherche agronomique, notre INRA, est de niveau mondial, la direction est à la tête de la plus grande des équipes. Pourquoi ? Nos agriculteurs sont malheureusement moins instruits : il y a, pour cent de bacheliers, et demi nous ont reçu une instruction professionnelle, celle-ci concerne la technique, beaucoup moins la gestion et pas du tout le commerce. Ils font des coopérateurs indisciplinés, parce que trop individualistes. »

Sur ce point précis, Eric Rabiller, dans LE MONDE LIBÉRAIRE, organe de la fédération anarchiste, explique : « Il me paraît impensable que les paysans représentent leurs coopérateurs en main. Pour ce faire, il est nécessaire de former les agriculteurs, car ce sont eux qui ont une vision de la coopération, mais également l'entreprise commerciale. Pour ce faire, il faut mettre en place des structures de formation pour adultes efficaces et organiser un système de remplacement et d'entraide car l'agriculteur qui sera en formation aura des responsabilités dans la coopération pour une période déterminée ne pourra pas effectuer son travail personnel. » Dans L'ESPRESSO, Agnès Rebattet et Jean-François Jacquier notent l'accent sur « le paradoxe » d'une agriculture française, « formidable machine exportatrice », qui laisse « ses agriculteurs de plus en plus démunis ». Ils

La réforme foncière

(Suite de la première page.)

L'année d'endettement pour des revenus, qui souvent ne dépassent pas le SMIC aboutit à des catastrophes : actuellement, selon le Crédit agricole, 12 % des exploitants supportent 50 % de l'endettement total de l'agriculture.

Ce sont pour la plupart de jeunes exploitants (entre 25 et 35 ans), qui viennent soit d'acheter une ferme, soit de se moderniser. De cent-cinq, plus des trois-quarts, soit environ 100 000 ménages, sont dans une situation de quasi-faillite, considérée comme « insupportable ». Il faut donc, pour casser le cercle infernal de l'endettement, offrir à ces jeunes des possibilités plus larges qu'actuellement de location des terres.

Le projet du gouvernement prévoit qu'un jeune agriculteur en première installation, qui ne possède pas suffisamment de capitaux pour acheter les terrains et le capital d'exploitation nécessaires, pourra louer, soit en bail de carrière (à vie), soit en durée limitée, des terres appartenant à des propriétaires privés ou publics. Le projet prévoit aussi de créer des sociétés foncières à laquelle participerait l'Etat, des régions, divers investisseurs institutionnels (caisses d'épargne, mutuelles, etc.), éventuellement des investisseurs privés. Ces sociétés seraient chargées de gérer les terres et de les louer aux jeunes agriculteurs, qui seraient ainsi libérés de la dette foncière.

Cet office, évidemment public à caractère administratif, sera géré par des agriculteurs, élus par leurs pairs sur des listes à la proportionnelle, assistés de deux conseillers désignés par le gouvernement. L'UNICEF a pour ainsi dire parachuté six machines à coudre, mais il n'y a pas de couturière !

Prochain article :

DÉCIDER AU VILLAGE

naît un comité technique et un conseil d'administration des SAFER), définit et anime la politique d'installation des jeunes. Il est relayé à la base par des offices départementaux (travaux à cinquante par office départemental), également élus par les paysans, qui veillent à l'application de la politique des structures et donnent un avis sur l'installation des jeunes.

Les SAFER, quant à elles, continuent d'exercer leur droit de préemption sur les terres agricoles libérées, achètent ces terres et les revendent, soit de façon classique à des exploitants, soit à une société fondatrice de type mixte décrite plus haut. Elles gèrent les terres ainsi louées (perception des loyers). Outre que la décision d'attribution leur échappe désormais, elles voient la composition de leur conseil d'administration modifiée : d'une part, les représentants de capitaux (caisses d'épargne, mutuelles, etc.) pourront disposer de la moitié des sièges, et d'autre part y entreraient, à côté des représentants classiques de paysans (la F.N.S.E.A. et le C.N.A.S.A.), les offices fonciers départementaux.

En clair, les offices fonciers sont des organes de décision, élus, qui exercent les SAFER, les contrôlent et se substituent à elles pour décider de l'attribution des terres, mais qui, contrairement à ce que redoutaient les intéressés, ne seront pas propriétaires des terrains agricoles.

Reste un problème : le financement de l'aide publique. Il n'est pas traité par le projet de loi. Une commission ad hoc devra être constituée pour étudier ses modalités. A court terme, le gouvernement dispose d'une somme de 40 millions de francs (liste pour l'ensemble des crédits du Crédit agricole), insuffisante pour un achat direct des terres mais qui, associée aux autres sources de financement prévues (notamment les mutuelles), devrait permettre de lancer le système de location des terres dès le début de 1983.

VERONIQUE MAURUS.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Accord Matsushita-Kodak. — Une filiale du groupe japonais Matsushita vient de signer avec Kodak un accord pour la fourniture des piles au lithium qui doivent équiper le nouvel appareil photo-disque de la firme américaine.

● Banque de données : D.R.I. s'installe en France. — Le « serveur » américain d'informations économiques en lignes Data Resource Inc. (D.R.I.) va ouvrir un bureau à Paris, dans l'intention d'affirmer sa position en France.

Energie

● Reprise des négociations entre l'ENI et la Sonatrach sur le prix du gaz. — Une délégation de la société italienne ENI est attendue à Alger, le 9 février, pour reprendre avec la Sonatrach

trach des négociations sur le prix du gaz algérien. L'Italie dispose d'un contrat d'achat de 12,5 milliards de mètres cubes par an de gaz algérien pendant vingt ans. Cette reprise des discussions intervient moins d'une semaine après la signature d'un accord entre la Sonatrach et Gas de France. (A.F.P.)

Marché commun

● La réunion des ministres de l'industrie de la C.E.E. initialement prévue pour le 9 février, est reportée au 23 février à la demande de M. Pierre Dreyfus, ministre français de l'Industrie. Ce report, jugé indispensable par le ministre français, devrait permettre de préparer un accord technique entre les Dix sur le dossier textile (fixation des plafonds globaux d'importation de produits des pays à bas prix ; ratification de l'adhésion de la Communauté à l'accord multilatéral).

AGRICULTURE

commande armor embar...
seurs milliers de camemberts

BOHE INTERACTIONS DE L'EUROPE

AUX DES EURO-MONNAIES

CUBNEZANS-VIRI

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

SECTEUR DE L'EUROPE

AGRICULTURE

A ISIGNY DANS UNE USINE OCCUPÉE

Un commando armé enlève... plusieurs milliers de camemberts

De notre correspondant

Caen. — Isigny (Calvados) a été le théâtre, dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 février, d'un coup de main para-militaire contre les cent vingt-cinq grévistes de la Société fromagère de Normandie (S.F.N.), qui réclament avec le soutien de la C.G.T. et de la C.F.D.T., une réduction immédiate du temps de travail (37 h. 20 au lieu de 38 h. 20).

A 0 h. 30 lundi, deux cents hommes armés de matraques, de munitions et, selon des témoins de revolvers ont pris d'assaut la fromagerie alors occupée par une trentaine de personnes. Une opération brutale menée sous le contrôle de cadres supérieurs du groupe Securitas et avec de grands moyens : liaison radio, chiens, médecin d'accompagnement, etc.

JACK AUGER.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | EN MOIS | SEPT MOIS | SIX MOIS |
|------------|---------------|------------------|------------------|------------------|
| | + ou - | Rep. + ou Rep. - | Rep. + ou Rep. - | Rep. + ou Rep. - |
| \$ E.-U. | 6,6390 | 6,6390 | 6,6390 | 6,6390 |
| \$ Can. | 4,9715 | 4,9715 | 4,9715 | 4,9715 |
| Yen (100) | 2,5505 | 2,5505 | 2,5505 | 2,5505 |
| DM | 2,5305 | 2,5305 | 2,5305 | 2,5305 |
| DM (100) | 2,5305 | 2,5305 | 2,5305 | 2,5305 |
| F.B. (100) | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 |
| F.B. (100) | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 |
| L. (100) | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 |
| S. (100) | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 |
| S. (100) | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 | 14,9215 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | | | | |
|--------------|--------|--------|---------|----------|----------|----------|----------|---------|---------|----------|----------|
| DM | 9 7/8 | 10 1/8 | 10 1/16 | 10 7/16 | 10 1/16 | 10 7/16 | 10 1/16 | 10 1/16 | 10 7/16 | 10 1/16 | 10 7/16 |
| S-E | 15 1/4 | 15 3/4 | 15 9/16 | 15 15/16 | 15 11/16 | 15 11/16 | 15 1/16 | 15 1/16 | 15 1/16 | 15 1/16 | 15 1/16 |
| Florida | 10 1/4 | 10 1/4 | 9 7/8 | 10 3/8 | 9 7/8 | 10 3/8 | 9 7/8 | 10 3/8 | 9 7/8 | 10 3/8 | 10 1/4 |
| F.R. (200) | 14 1/4 | 15 1/4 | 16 | 15 | 19 | 19 | 18 | 18 | 18 1/2 | 19 1/2 | 19 1/2 |
| 1 (1944) | 22 | 22 | 21 1/4 | 22 1/2 | 22 1/2 | 22 1/2 | 22 1/2 | 22 1/2 | 22 1/2 | 22 1/2 | 22 1/2 |
| E | 14 1/4 | 14 3/4 | 14 1/4 | 14 5/8 | 14 5/16 | 14 5/16 | 14 15/16 | 14 5/16 | 14 5/16 | 14 15/16 | 14 15/16 |
| F. française | 14 5/8 | 14 7/8 | 14 7/8 | 15 3/8 | 15 3/8 | 15 3/8 | 15 1/2 | 15 1/2 | 15 1/2 | 15 1/2 | 16 |

ÉNERGIE

ALORS QUE LES PRIX DU PÉTROLE BAISSENT, L'OPEP POURRAIT TENIR UNE CONFÉRENCE EXTRAORDINAIRE.

Plusieurs ministres du pétrole des pays du Golfe se sont réunis le 8 février à Abou-Dhabi, pour envisager la tenue d'une conférence extraordinaire de l'OPEP. La réduction des prix, confirmée, des pétroles de la mer du Nord et de l'Iran accroit, en effet, les pressions à la baisse et encourage la concurrence entre les pays membres qui tentent de maintenir leur part de marché.

La remise de 1 dollar offerte par Téhéran rend par exemple le brut iranien moins cher que le pétrole du Koweït, pourtant de plus mauvaise qualité. L'Iran, qui a un fort besoin de devises pour financer ses importations alimentaires et son effort de guerre, a prévu dans son budget des recettes pétrolières pour 1982 (21 mars 1982 - 30 mars 1983) de 19 milliards de dollars. Cela suppose que les exportations — actuellement de 700 000 barils par jour — passent à plus de 2 millions de barils quotidiens. La baisse des prix devrait stimuler les ventes.

Plusieurs pays qui éprouvent actuellement des difficultés financières tournent les regards vers l'OPEP en matière de crédit. Au lieu de 30 jours les compagnies pétrolières disposent désormais couramment de 90, voire 120 jours, de délai de paiement. D'où la nécessité d'une harmonisation des pressions en faveur d'une conférence extraordinaire.

15-19 mars plein emploi
organise une semaine de perfectionnement aux techniques psychologiques de sélection, à Paris
(1) 236.70.06

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE

Le conseil d'administration, réuni le 5 février 1982 sous la présidence de M. Florent Wenger, a pris connaissance des comptes de l'exercice 1981.

Le total du bilan au 31 décembre 1981 s'élève à 17 379 millions de francs (+ 14,45 %) et les dépôts confiés par la clientèle à 11 448 millions de francs (+ 5,45 %).

Après 17,6 millions de francs d'amortissements, 68,8 millions de francs de provisions d'exploitation, 4,7 millions de francs de provisions hors exploitation réglementées, et 105,9 millions de francs d'impôts sur les sociétés.

Les résultats de l'exercice ressortent à 114,4 millions de francs sur lesquels 49,3 millions de francs ont été affectés aux provisions pour risques généraux. Le bénéfice net s'élève à 65,1 millions de francs contre 46 millions de francs pour l'exercice 1980. Les résultats consolidés du CIAL et de ses filiales dépassent 130 millions de francs.

L'accroissement de ces résultats découle principalement de l'augmentation des bénéfices de nos succursales et filiales étrangères dues, dans une large mesure, à la progression du volume des affaires traitées et, partiellement, aux modifications des pertes de change.

En l'absence de nationalisation, ces résultats auraient permis au conseil d'administration de proposer à l'assemblée générale :

— D'affecter aux réserves 40,4 millions de francs ;
— De distribuer aux actionnaires 35,5 millions de francs, par versement d'un dividende de 16 F (assorti d'un avoir fiscal de 8 F) à chacune des 2 286 467 actions de 50 F formant le capital.



Slav ouverte au public le 28 juillet 1980 au nominal de 500 F, CORTEXA est destinée à offrir au public et aux investisseurs institutionnels des possibilités d'investissement dans des sociétés françaises et étrangères ayant une vocation particulière dans le domaine de l'innovation et de la technologie.

Actif net au 31 décembre 1981 (en millions de francs) : 205. Nombre d'actions en circulation : 333 801. Valeur de l'action au 31-12-81 : 614,12 F.

Au 31 décembre, la structure du portefeuille était la suivante :

— Electronique : 40 % ; biotechnologie : 15 % ; défense : 9 % ; énergie : 24 % ; divers : 12 %.

Les demandes de souscriptions et de rachats sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences en France de :

— La Banque de Paris et des Pays-Bas ;
— Le Crédit du Nord ;
— La Banque régionale d'escompte et de dépôt.

NATIO-INTER

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981. Les revenus distribuables permettent ainsi de proposer à la prochaine assemblée générale la distribution d'un dividende net de 32,54 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 16,25 F, soit un revenu global de 48,79 F.

ÉPARGNE OBLIGATIONS

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 22 janvier 1982, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981. Les revenus distribuables permettent ainsi de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 13,86 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 7,14 F, soit un revenu global de 21,00 F.

Les recettes constituées par les loyers, les primes à la construction et produits financiers, se sont élevés, en 1981, à 36 025 730 F, contre 32 690 861 F en 1980, soit une augmentation de 12,03 %.



En présentant les comptes du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'année 1981, M. Etzelien, président de TENNECO, a indiqué que la stratégie du groupe axée sur le renforcement des activités liées au domaine de l'énergie avait été réaffirmée au cours de l'exercice, ces activités ayant représenté 70 % du produit d'exploitation.

Le bénéfice net a atteint 873 millions de dollars au cours de l'année en progression de 12 % sur l'exercice précédent. Pour le seul quatrième trimestre le bénéfice a été de 230 millions de dollars soit une hausse de 30 % par rapport au quatrième trimestre 1980.

Le bénéfice net par action s'établit en 1981 à 4,01 dollar contre 3,58 dollars en 1980. Il convient de rappeler que le nombre d'actions a, entre-temps, été augmenté de 10 millions en rémunération de l'acquisition de Houston Oil and Minerals Corporation. Pour le quatrième trimestre 1981, le bénéfice par action a atteint 1,91 dollar contre 1,56 dollar pour le quatrième trimestre 1980, soit une progression de 22 %.

En l'absence de nationalisation, ces résultats auraient permis au conseil d'administration de proposer à l'assemblée générale :

— D'affecter aux réserves 40,4 millions de francs ;
— De distribuer aux actionnaires 35,5 millions de francs, par versement d'un dividende de 16 F (assorti d'un avoir fiscal de 8 F) à chacune des 2 286 467 actions de 50 F formant le capital.

Chiffres d'affaires (dollars) : 13 482 000 000 (1981) / 13 236 000 000 (1980)
Bénéfice net (dollars) : 873 000 000 (1981) / 778 000 000 (1980)
Bénéfice par action (1) (dollars) : 4,01 (1981) / 3,58 (1980)

Chiffres d'affaires (dollars) : 4 283 000 000 (1981) / 3 641 000 000 (1980)
Bénéfice net (dollars) : 230 000 000 (1981) / 200 000 000 (1980)
Bénéfice par action (2) (dollars) : 1,91 (1981) / 1,56 (1980)

(1) Sur la base d'une moyenne de 124,9 millions d'actions en 1981 et 112,2 millions d'actions en 1980.
(2) Sur la base d'une moyenne de 120,6 millions d'actions en 1981 et 117,3 millions d'actions en 1980.

SOURCE PERRIER S.A.

Le conseil d'administration de la Source Perrier S.A. réuni le 3 février 1982 a approuvé les comptes de l'exercice 1981-1982 clos le 30 septembre 1981.

Les comptes se soldent par un bénéfice net de 60 032 969 F contre 52 489 962 F pour l'exercice précédent. D'où reprise de provision sur titres de participation de 34 738 963 F intervenus à l'époque.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera convoquée le mardi 30 mars 1982 au siège social à Vergennes la distribution d'un dividende de 8 F par action, soit 12 F, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, dividende qui s'ajoutera à un capital augmenté du fait de la distribution d'actions au personnel intervenus au cours de l'exercice.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DU NORD

SIMNOR

Les recettes constituées par les loyers, les primes à la construction et produits financiers, se sont élevés, en 1981, à 36 025 730 F, contre 32 690 861 F en 1980, soit une augmentation de 12,03 %.

Le dividende 1981 à proposer à la prochaine assemblée générale sera fixé par le conseil d'administration, lors de sa séance du 23 mars prochain. Il pourra être en hausse de un point et demi par rapport à celui de l'exercice 1980.

ÉPARGNE-VALEUR

Le Conseil d'administration qui s'est réuni le 27 janvier 1982 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981. Les revenus distribuables permettent ainsi de proposer à l'assemblée qui sera convoquée dans les plus brefs délais, fin mars, la mise en distribution d'un dividende de 14,58 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,48 F, soit au total 17,06 F contre 14,58 F pour l'exercice précédent (12,28 F + 2,30 F de crédit d'impôt).

ÉPARGNE-INTER

Le Conseil d'administration qui s'est réuni le 28 janvier 1982 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981. Les revenus distribuables permettent ainsi de proposer à l'assemblée qui sera convoquée dans les plus brefs délais, fin mars, la mise en distribution d'un dividende de 19,02 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,97 F, soit au total 20,00 F contre 18,25 F pour l'exercice précédent (14,60 F + 0,85 F de crédit d'impôt).

NATIO-VALEURS

Le Conseil d'administration qui s'est réuni le 28 janvier 1982 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981. Les revenus distribuables permettent ainsi de proposer à l'assemblée qui sera convoquée dans les plus brefs délais, fin mars, la mise en distribution d'un dividende de 23,03 F assorti d'un crédit d'impôt de 4,20 F, soit au total 27,23 F contre 23,71 F pour l'exercice précédent (19,78 F + 3,95 F de crédit d'impôt).

ENGINEERING

Copies couleurs
Qualité photographique professionnelle.

FORMAT : 21 x 29,7 ou 29,7 x 42
DELAI 24 H - URGENCES : 6 MINUTES
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL
PARIS-12 - 347.21.32



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Lettre du Président Ambroise ROUX aux actionnaires

Madame, Monsieur et cher Actionnaire,
Dans quelques jours, la Compagnie Générale d'Électricité sera nationalisée.

Le sursis de quelques semaines dû à la décision de janvier du Conseil Constitutionnel me donne la possibilité de vous informer de l'activité de votre Compagnie en 1981 comme de ses résultats.

Dans un cas comme dans l'autre, le bilan est particulièrement satisfaisant.

Le chiffre d'affaires de 1981 avec 56,7 milliards de francs est supérieur de 24 % à celui de 1980 ; nos commandes à 64,7 milliards sont en hausse de 26 %. A l'étranger, un effort soutenu a permis de porter notre niveau de commandes à plus de 25 milliards, soit + 43 % par rapport à 1980 et + 120 % par rapport à 1979.

Qui plus est, 1981 comme le début de 1982 a été marquée, dans le cadre d'une gestion qui sera restée capitaliste jusqu'au bout, par une série d'accords entraînant d'importantes prises de contrôle et de participation tant en France qu'à l'étranger. Je citerai notamment COCHERY et DORIS en métropole, KABELMETAL en République fédérale allemande, CHESTER CABLE et LYNCH aux États-Unis, MARINE INDUSTRIE au Canada. Ces opérations vont se traduire par un notable renforcement de la position concurrentielle internationale de plusieurs des

secteurs d'activité du Groupe, particulièrement caractéristique dans le domaine des câbles où nous allons nous situer au deuxième rang au plan mondial.

Les résultats courants de la Compagnie s'élèvent à 238 millions de francs, contre 201 millions en 1980. En ce qui concerne les résultats consolidés, je rappellerai que les chiffres de 1980 (560 millions de résultats, 2 125 millions de cash flow) ont marqué une progression importante sur ceux de 1979 confirmant ainsi l'amélioration constante enregistrée depuis 1975 qui avait eu pour effet de multiplier le cash flow par trois et les résultats consolidés par quatre. D'ores et déjà je peux vous annoncer que les chiffres de l'exercice 1981 seront, en dépit d'une conjoncture souvent difficile, en augmentation sur ceux de 1980.

1981 aura donc été, sur tous les plans, la meilleure année de la CGE depuis sa fondation.

Une ultime satisfaction m'aura été donnée, celle de voir le Conseil Constitutionnel remettre en cause les articles de la loi de nationalisation relatifs à l'indemnisation. J'avais souligné dans ma lettre de novembre 1981 combien la solution initialement choisie par le gouvernement pour l'indemnisation des actionnaires était inéquitable et tout spécialement dans le cas de la CGE.

La nouvelle formule portera votre indemnisation, dividende de l'exercice 1981 compris, à 492 francs par action au lieu de 334 francs. Le chiffre retenu est donc plus équitable sur le plan matériel, sans se dissimuler cependant qu'il est très inférieur à la valeur liquidative de l'action CGE comme à l'évaluation qui en avait été faite par la société Merrill Lynch. Mais, sur le plan moral, aucune indemnité ne saurait évidemment réparer le préjudice de votre éviction d'une Compagnie à laquelle vous avez donné tant de preuves de votre fidélité.

En ce qui me concerne j'ai, vous le savez, décidé de renoncer à toute fonction dans la Compagnie dès le jour de la nationalisation. Ainsi, le Conseil d'administration et moi-même verrons nos pouvoirs cesser définitivement au même moment. C'est également ensemble que, vous et moi, quitterons notre Compagnie pour remettre entre les mains de la Nation le Groupe de la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ.

Qu'à cette occasion, il me soit permis de vous redire mon très profond regret de notre séparation et ma très grande reconnaissance pour l'engagement constant à nos côtés qui a été le vôtre, comme pour l'attachement dont vous n'avez cessé de faire preuve à l'égard de notre Compagnie.

Ambroise ROUX,
5 février 1982.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

8 FEVRIER

Forte baisse du napoléon et de la rente 4 1/2 % 1973

Le fait saillant de la séance de lundi à la Bourse de Paris a indiscutablement été la baisse du napoléon (- 3,5 %), repassé en dessous de la barre des 500 F, et, dans la foulée, de la rente 4 1/2 % 1973 (- 4,2 %). Après des négociations serrées, la pièce française de 20 F a finalement enregistré depuis le 26 décembre 1979 et sa prime, c'est-à-dire son surcoût par rapport à son poids d'or, est revenue de 47,59 % à 38,96 %. Elle n'a pas été seule dans ce cas, puisque l'Union latine et le Virelli (pièce suisse de 20 F), de taille, de poids et de teneur identiques, ont perdu respectivement 4,5 % et 1,8 %. La crise mondiale de l'or a exercé son reflux, tout comme les tracasseries auxquelles sont soumis les porteurs.

Pour en rester à l'or, notons que le lingot a encore gagné du terrain (+ 215 F à 73 495 F), alors qu'à Londres le prix de métal précieux se traitait à 381,30 dollars (- 2,75 dollars de 20 F), de la taille, de poids et de teneur identiques, ont perdu respectivement 4,5 % et 1,8 %. La crise mondiale de l'or a exercé son reflux, tout comme les tracasseries auxquelles sont soumis les porteurs.

Sur le marché des actions, habituellement indécis au début de semaine, les valeurs françaises ont repris leur progression, mais à faible cadence, et, à la clôture, l'indice instantané enregistré une légère avance de 0,4 %.

Aucune nouvelle particulière n'a été divulguée dans les traversées vidées d'une bonne partie de la clientèle par les vacances scolaires. L'activité, quant à elle, a été très modérée comparée à celle de vendredi (180 millions de francs de transactions rien que sur les actions françaises à terme).

Les professionnels se félicitaient de la bonne tenue de la Bourse, affirmant que le score de la séance préjugeait bien de la suite des événements.

NEW-YORK

Sévère rechute

La perspective d'un énorme déficit budgétaire de 91,5 milliards de dollars pour l'année fiscale 1983 a provoqué, lundi, l'effet d'une douche glacée sur Wall Street. Un peu mieux orienté à la veille du week-end, le marché a fait volte-face et a brutalement reculé pour revenir à son niveau le plus bas depuis le 29 octobre 1981. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est rapidement élargi, et à la clôture l'indice des Industriels a enregistré une perte de 17,60 points à 833,42. Une assez forte activité a régné et 48,5 millions de titres ont changé de main contre 53,35 millions vendredi.

Les investisseurs redoutent surtout les emprunts accrus auxquels l'administration devra avoir recours pour boucher ce déficit colossal et qui auront pour principal effet d'absorber les liquidités disponibles et de déclencher une réévaluation des taux d'intérêt déjà bien engagée avec la généralisation de la prime rate bancaire à 16 1/2 %. Comparé aux conditions existantes, la réaction de l'indice Dow Jones pourrait constituer un bon palier de résistance. Ce qui n'était pas l'avis de l'analyste de la firme de courtage E.F. Hutton. « Ce serait, disait-il, affirmer, n'a rien de magique ».

| VALEURS | Cours de 5 fév. | Cours de 9 fév. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 22 1/4 | 22 1/8 |
| Amstar | 20 3/8 | 20 1/8 |
| Boeing | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Chrysler | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Eastman Kodak | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Ford | 28 1/2 | 28 1/8 |
| General Electric | 28 1/2 | 28 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/8 |
| IBM | 28 1/2 | 28 1/8 |
| International Paper | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | 28 1/8 |
| McDonald's | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Merck & Co. | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Microsoft | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Oracle | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Rockwell International | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Spacelabs | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Union Carbide | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Westinghouse | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Xerox Corp. | 28 1/2 | 28 1/8 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PROMOUES. - Compte tenu du bon développement de l'activité, le conseil a décidé de distribuer une action gratuite pour cinq.

DU PONT DE NEUMOURS. - Grands de la compagnie pétrolière Conoco depuis l'été 1981, le groupe annonce pour l'exercice 1981 un bénéfice net de 1 080 millions de dollars (contre 744 millions) dont 316 millions de dollars proviennent des résultats obtenus par cette compagnie dont les comptes ont été consolidés avec ceux de Du Pont à compter du 1^{er} août dernier. Le chiffre d'affaires atteint 22,80 milliards de dollars contre 13,70 milliards. Sur ces

recettes, 81 milliards de dollars ont été fournis par Conoco. Les profits du groupe Du Pont nouvelle forme ont été augmentés de 139 millions de dollars par les frais financiers occasionnés par les emprunts souscrits afin de prendre le contrôle de Conoco.

Le président E. G. Jefferson a précisé que l'augmentation de l'activité avait été enregistrée dans la plupart des secteurs vers la fin de 1981 et que cette tendance allait persister durant le premier semestre du nouvel exercice.

CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE. - Bénéfice net pour l'exercice 1981 : 65,2 millions de francs contre 46 millions. Le résultat consolidé dépasse 130 millions de francs contre un peu plus de 110 millions. En l'absence de nationalisation, le conseil aurait fixé le dividende global à 24 F contre 18,45 F.

CRÉDIT NATIONAL. - Émission d'un emprunt de 2,5 milliards de francs représenté par 500 000 obligations de 5 000 F portant intérêt de 16,90 % et amortissables de 1984 à 1994.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 31 déc. 1981)
5 fév. 8 fév.
Valeurs françaises 111,9 111,8
Valeurs étrangères 106 107,9
C° DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 29 déc. 1981)
10 fév. 11 fév.
Indice global 96,4 96,4

Taux du marché monétaire
Effets publics 90 jours 14,3/4
COURS DU DOLLAR A TOKYO
8/2 9/2
1 dollar (en yen) 233,60 235,75

BOURSE DE PARIS Comptant 8 FEVRIER

| VALEURS | Cours de 5 fév. | Cours de 9 fév. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 22 1/4 | 22 1/8 |
| Amstar | 20 3/8 | 20 1/8 |
| Boeing | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Chrysler | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Eastman Kodak | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Ford | 28 1/2 | 28 1/8 |
| General Electric | 28 1/2 | 28 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/8 |
| IBM | 28 1/2 | 28 1/8 |
| International Paper | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | 28 1/8 |
| McDonald's | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Merck & Co. | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Microsoft | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Oracle | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Rockwell International | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Spacelabs | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Union Carbide | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Westinghouse | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Xerox Corp. | 28 1/2 | 28 1/8 |

Marché à terme

| VALEURS | Cours de 5 fév. | Cours de 9 fév. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 22 1/4 | 22 1/8 |
| Amstar | 20 3/8 | 20 1/8 |
| Boeing | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Chrysler | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Eastman Kodak | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Ford | 28 1/2 | 28 1/8 |
| General Electric | 28 1/2 | 28 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/8 |
| IBM | 28 1/2 | 28 1/8 |
| International Paper | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | 28 1/8 |
| McDonald's | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Merck & Co. | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Microsoft | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Oracle | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Rockwell International | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Spacelabs | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Union Carbide | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Westinghouse | 28 1/2 | 28 1/8 |
| Xerox Corp. | 28 1/2 | 28 1/8 |

COTE DES CHANGES

| MONNAIES ET DEVISES | COURS | MONNAIES ET DEVISES | COURS |
|--------------------------------|---------|---------------------------------|-------|
| Allemagne (100 DM) | 5 950 | Or fin (en gramme) | 72000 |
| Belgique (100 BF) | 254 200 | Pièce de 10 dollars | 72000 |
| Canada (100 C\$) | 14 912 | Pièce de 20 dollars | 628 |
| France (100 F) | 231 700 | Pièce de 50 dollars | 628 |
| Grande-Bretagne (100 £) | 77 800 | Pièce de 100 dollars | 628 |
| Italie (100 L) | 100 400 | Pièce de 200 dollars | 628 |
| Japon (100 ¥) | 11 114 | Pièce de 500 dollars | 628 |
| Maroc (100 M) | 8 900 | Pièce de 1 000 dollars | 628 |
| Néerlande (100 G) | 4 751 | Pièce de 2 000 dollars | 628 |
| Portugal (100 P) | 11 114 | Pièce de 5 000 dollars | 628 |
| Espagne (100 Ptas) | 8 900 | Pièce de 10 000 dollars | 628 |
| Grèce (100 Dr) | 4 751 | Pièce de 20 000 dollars | 628 |
| Inde (100 Rs) | 11 114 | Pièce de 50 000 dollars | 628 |
| Israël (100 NIS) | 8 900 | Pièce de 100 000 dollars | 628 |
| Liban (100 L.L.) | 4 751 | Pièce de 200 000 dollars | 628 |
| Libye (100 D) | 11 114 | Pièce de 500 000 dollars | 628 |
| Malaisie (100 M) | 8 900 | Pièce de 1 000 000 dollars | 628 |
| Malte (100 M) | 4 751 | Pièce de 2 000 000 dollars | 628 |
| Mexique (100 P) | 11 114 | Pièce de 5 000 000 dollars | 628 |
| Norvège (100 Kr) | 8 900 | Pièce de 10 000 000 dollars | 628 |
| Pays-Bas (100 f) | 4 751 | Pièce de 20 000 000 dollars | 628 |
| Pologne (100 Zloty) | 11 114 | Pièce de 50 000 000 dollars | 628 |
| Roumanie (100 Lei) | 8 900 | Pièce de 100 000 000 dollars | 628 |
| Royaume-Uni (100 £) | 4 751 | Pièce de 200 000 000 dollars | 628 |
| Suède (100 Kr) | 11 114 | Pièce de 500 000 000 dollars | 628 |
| Suisse (100 Sfr) | 8 900 | Pièce de 1 000 000 000 dollars | 628 |
| Turquie (100 Liras) | 4 751 | Pièce de 2 000 000 000 dollars | 628 |
| Union Soviétique (100 Roubles) | 11 114 | Pièce de 5 000 000 000 dollars | 628 |
| USA (100 \$) | 8 900 | Pièce de 10 000 000 000 dollars | 628 |
| Yugoslavie (100 Dina) | 4 751 | Pièce de 20 000 000 000 dollars | 628 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS | MONNAIES ET DEVISES | COURS |
|--------------------------------|---------|---------------------------------|-------|
| Allemagne (100 DM) | 5 950 | Or fin (en gramme) | 72000 |
| Belgique (100 BF) | 254 200 | Pièce de 10 dollars | 72000 |
| Canada (100 C\$) | 14 912 | Pièce de 20 dollars | 628 |
| France (100 F) | 231 700 | Pièce de 50 dollars | 628 |
| Grande-Bretagne (100 £) | 77 800 | Pièce de 100 dollars | 628 |
| Italie (100 L) | 100 400 | Pièce de 200 dollars | 628 |
| Japon (100 ¥) | 11 114 | Pièce de 500 dollars | 628 |
| Maroc (100 M) | 8 900 | Pièce de 1 000 dollars | 628 |
| Néerlande (100 G) | 4 751 | Pièce de 2 000 dollars | 628 |
| Portugal (100 P) | 11 114 | Pièce de 5 000 dollars | 628 |
| Espagne (100 Ptas) | 8 900 | Pièce de 10 000 dollars | 628 |
| Grèce (100 Dr) | 4 751 | Pièce de 20 000 dollars | 628 |
| Inde (100 Rs) | 11 114 | Pièce de 50 000 dollars | 628 |
| Israël (100 NIS) | 8 900 | Pièce de 100 000 dollars | 628 |
| Liban (100 L.L.) | 4 751 | Pièce de 200 000 dollars | 628 |
| Libye (100 D) | 11 114 | Pièce de 500 000 dollars | 628 |
| Malaisie (100 M) | 8 900 | Pièce de 1 000 000 dollars | 628 |
| Malte (100 M) | 4 751 | Pièce de 2 000 000 dollars | 628 |
| Mexique (100 P) | 11 114 | Pièce de 5 000 000 dollars | 628 |
| Norvège (100 Kr) | 8 900 | Pièce de 10 000 000 dollars | 628 |
| Pays-Bas (100 f) | 4 751 | Pièce de 20 000 000 dollars | 628 |
| Pologne (100 Zloty) | 11 114 | Pièce de 50 000 000 dollars | 628 |
| Roumanie (100 Lei) | 8 900 | Pièce de 100 000 000 dollars | 628 |
| Royaume-Uni (100 £) | 4 751 | Pièce de 200 000 000 dollars | 628 |
| Suède (100 Kr) | 11 114 | Pièce de 500 000 000 dollars | 628 |
| Suisse (100 Sfr) | 8 900 | Pièce de 1 000 000 000 dollars | 628 |
| Turquie (100 Liras) | 4 751 | Pièce de 2 000 000 000 dollars | 628 |
| Union Soviétique (100 Roubles) | 11 114 | Pièce de 5 000 000 000 dollars | 628 |
| USA (100 \$) | 8 900 | Pièce de 10 000 000 000 dollars | 628 |
| Yugoslavie (100 Dina) | 4 751 | Pièce de 20 000 000 000 dollars | 628 |

Le marché à terme des valeurs étrangères est en hausse, le DAX 100 a gagné 17,60 points à 833,42. Le marché des actions françaises a également progressé, l'indice CAC 40 a gagné 0,4 % à 111,8. Le marché des obligations a été en baisse, le CTA 100 a perdu 0,2 % à 106. Le marché des devises a été en hausse, le dollar a gagné 0,1 % à 235,75. Le marché de l'or a été en hausse, l'or fin a gagné 0,1 % à 72000. Le marché des métaux a été en hausse, le cuivre a gagné 0,1 % à 150. Le marché des produits agricoles a été en hausse, le blé a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits industriels a été en hausse, le pétrole a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de consommation a été en hausse, le sucre a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de luxe a été en hausse, le vin a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé a été en hausse, le médicament a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de beauté a été en hausse, le cosmétique a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de mode a été en hausse, le vêtement a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sport a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de loisirs a été en hausse, le jeu a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture a été en hausse, le livre a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de culture publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de science publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de technologie publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de communication publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de transport publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de construction publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de défense publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de sécurité publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de justice publique a été en hausse, le matériel a gagné 0,1 % à 100. Le marché des produits de santé publique a été en hausse, le matériel a gagné

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. AMÉRIQUE LATINE : « L'institutionnalisation du pouvoir militaire », par Stephen Sutter ; « Une sous-tragédie pour sous-développés », par Agui Castro Pita ; « Tout-il coopère avec M. Duvalier ? », par Léon Gani et Alain Bortolillo.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES : — GUATEMALA : les quatre principales organisations de guérilla décident d'agir leurs forces.
— CHINE : les autorités s'efforcent de minimiser l'affaire Deng Xiaoping.
4. EUROPE : — BELGIQUE : le gouvernement applique sa politique d'austérité sans tenir compte de la grève générale.
— POLOGNE : le gouvernement règle ses problèmes qui deviennent être, à l'origine, négociés avec Solidarnosc.
5. AFRIQUE : — M. Brejnev félicite M. Marchais après le congrès du P.C.F.

POLITIQUE

6. M. Brejnev félicite M. Marchais après le congrès du P.C.F.

SOCIÉTÉ

7. A Paris, commémoration en ordre dispersé pour les neuf morts de Chomane.
8. ÉDUCATION : — L'année de la langue russe.
— Conflit pédagogique dans un lycée de Sorcelles.
— DÉFENSE : les États-Unis décident de reprendre leur production d'armes chimiques.
11. SPORTS : natation.
— PRESSE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

9. Les hormones féminines : procs et progrès.
10. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE : le futur musée national des sciences et de l'industrie.

CULTURE

12. CINÉMA : le réalisateur Lino Brocka au Festival de Cannes.
— MUSIQUE : Tame, de Donostia.

RÉGIONS

28. Deux jours pour le chemin de fer.

ÉCONOMIE

29. SOCIAL : les conséquences de l'ordonnance sur les trente-neuf heures.
30-31. AGRICULTURE : « Pensions sans frontières » (10), par Jacques Grull.
31. AFFAIRES : ÉTRANGER.
32. ÉNERGIE.

RADIO-TELEVISION (15) INFORMATIONS

« SERVICES » (27) : La mode ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (16 à 28) ; Carnet (11) ; Programmes spectacles (13-14) ; Bourse (33).

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

A partir de 1.250 F 3.000 tissus Luxueux draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS et MANTEAUX sur MESURE

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, r. 4-Septembre, Paris, Opéra Tél. : 742-70-41

du lundi au samedi de 10 h. à 18 h.

A B C D F G

LA DIFFICILE REPRISE DE LA C.S.C.E. A MADRID

Un compromis est intervenu sur la liste des premiers orateurs

De notre correspondant

Madrid. — La Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, ajournée le 18 décembre 1981 (cinq jours après la proclamation de l'état de guerre en Pologne), a repris, ce mardi matin 9 février, dans un climat tendu. La plupart des participants occidentaux sont, ou seront, représentés par leurs ministres des affaires étrangères, qui sont décidés, au cours des deux séances plénières hebdomadaires — ce mardi et vendredi — à dénoncer la violation des droits de l'homme en Pologne et la responsabilité de l'U.R.S.S. dans cette affaire.

La journée de lundi a été marquée par de nombreuses rencontres bilatérales entre les différents ministres. M.M. Genscher et Haig ont notamment tenté d'harmoniser les positions ouest-allemande et américaine. Les chefs de délégation de l'Europe des Dix se sont réunis dans la matinée et ceux de l'OTAN, accompagnés du représentant espagnol, se sont rencontrés à deux reprises.

Les discussions ont surtout été consacrées aux problèmes de procédure qui menaçaient de bloquer l'ouverture de la Conférence, notamment celui de la liste des orateurs. Le représentant néerlandais, président sortant de la Conférence (la présidence est rotative par ordre alphabétique), était en possession d'une liste de dix-huit pays, tous occidentaux ou neutres, inscrits pour prendre la parole ce mardi. La Pologne, dont le hasard a voulu qu'elle prenne aujourd'hui la présidence des Pays-Bas avait, elle, établi une

autre liste de sept orateurs, tous d'Europe de l'Est.

Un panache des deux listes a finalement été décidé, la Hongrie devant parler en premier. Le ministre français des relations extérieures, M. Cheysson, était en principe inscrit pour l'après-midi, mais le représentant polonais, arguant des pouvoirs qui lui confèrent la présidence, a laissé planer la menace de suspendre les travaux ce mardi dès 13 heures jusqu'à vendredi. La séance n'ayant théoriquement été convoquée que pour la matinée. On doute cependant, du côté occidental, que le représentant de Varsovie puisse finalement adopter une décision aussi radicale, qui ne pourrait que détériorer davantage le climat de la C.S.C.E. La présidence passera vendredi au représentant du Portugal, qui, bien entendu, lèvera toute obstruction à l'intervention des orateurs occidentaux.

THIERRY MALINIAC.

A L'ORIENT LES LIBYENS ONT PRIS POSSESSION DE LEUR PREMIER PATROUILLEUR LANCE-MISSILES.

Le premier des dix patrouilleurs lance-missiles construits en France pour la Libye est officiellement sous pavillon libyen depuis la fin de la semaine dernière dans le port de Lorient, où il est en cours d'armement. A cet effet, la préfecture maritime de Lorient, en Indique que le programme d'armement de ces bâtiments suit, donc, son cours normal avant l'appareillage éventuel. Des considérations politiques et financières avaient amené la France, avant l'élection à l'Elysée de M. François Mitterrand, à retarder la livraison de ces vedettes lance-missiles à la Libye.

Sur une commande totale de dix unités, quatre étaient à Lorient, bloquées dans une partie du port d'où elles ne pouvaient s'échapper ; les six autres sont en cours d'achèvement à Cherbourg. Ces patrouilleurs sont armés, en principe, de quatre missiles surface-surface Exocet, d'un canon de 76 millimètres et d'une torpille double de 40 mm.

A Lorient c'est donc la première mise à l'eau, baptisée « Aïda-Grima », qui vient de prendre son premier essai, sous pavillon libyen. Une autre, sous pavillon du pays client, est à couple de la première tandis que les deux autres sont bloquées à quai. Toutefois, le travail continue à bord pour l'armement. A la préfecture maritime, on ajoute cependant qu'il n'y a pas encore de date prévue de livraison.

MM. ÉTIENNE BEAULIEU ET PAUL MANDEL SONT ÉLUS A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Deux élections ont eu lieu lundi 8 février à l'Académie des sciences dans la section de biologie humaine et sciences médicales. Les nouveaux membres sont MM. Étienne Beaulieu et Paul Mandel.

Né le 12 décembre 1928 à Strasbourg, M. Étienne Beaulieu est depuis 1960 professeur agrégé de chimie biologique à la faculté de médecine de Paris, puis à l'université de Paris-Sud. Il a été élu à l'Académie des sciences à la section de biologie humaine et sciences médicales. De son œuvre sont des d'importantes applications médicales en endocrinologie féminine.

Docteur en médecine et docteur en sciences, M. Mandel a été élu en 1979 le centre de neurochimie du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) à Strasbourg, où il était professeur de chimie biologique à la faculté de médecine. Il était depuis 1980 membre correspondant de l'Académie des sciences.

Le numéro du « Monde » daté 9 février 1982 a été tiré à 564 989 exemplaires.

La mort de Marthe Richard

Services secrets et maisons closes

Mme Marthe Richard est morte ce mardi 9 février, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Son nom était lié à la loi qui, en 1946, avait provoqué la fermeture des maisons closes.

Marthe Richard était une héroïne. Une héroïne mythologique. Elle a fait pendant plus d'un demi-siècle partie de ces personnages brusquement éblouis par la célébrité à bon marché et qui ne veulent plus quitter l'éclat des projecteurs ni le masque des vérités trop farouches.

Si tardée, qu'avec elle, on ne sait plus très bien où on en est. Née le 15 avril 1889, fille d'un adjoint, Marthe Richard fut une jeune fille agitée. Evadée d'une maison de redressement à seize ans, elle trouve un riche protecteur, mandataire aux Halles. Il l'épouse. Marthe Richard devient Marthe Richer (Richard sera un pseudonyme) s'installe à l'aviation débutante. Survient la guerre, son mari est tué.

Ici commence l'histoire ou la légende. Le capitaine Ladoux, un des chefs du service de renseignement, qui vaudra, après la guerre, dans une série de livres à gros tirages, exalter ses services, dira comment Marthe Richer, « espionne au service de la France », sera envoyée à Saint-Sébastien pour y séduire l'attaché naval d'Allemagne, von Krohn. Sacrifiant sa vertu à son patriotisme, elle

y parviendra aisément et rendra d'appréciables services à son pays. Superbe histoire, qui fait pleurer les foules. Face au prototype de Mata-Hari, l'espionne perfide, se dressait l'image de la Française échamée à venger un époux et à sauver son pays. En 1938, Edwige Feuillère fut Marthe Richard et Eric von Stroheim l'Allemand dans un film de Raymond Bernard. D'autres films, d'autres livres traitèrent cet inépuisable sujet.

Marthe Richard, héroïne consacrée dont seuls quelques spécialistes mettent en doute l'importance des services qu'elle a rendus, épouse un Américain, M. Compton, se lance dans les courses de l'aéronautique et s'avoue sa gloire. Seconde guerre mondiale. Marthe Richard organise un réseau d'évasion pour les aviateurs alliés. Le 29 avril 1945, elle est élue au conseil municipal de Paris sur la liste d'union des mouvements de résistance. Elle siège jusqu'en octobre 1947. Elle fait campagne pour la loi du 13 avril 1946, qui interdit « toutes les maisons de tolérance sur l'ensemble du territoire national », et dont l'auteur est en réalité M. Pierre Dominjon. Il n'importe : on l'appellera la « loi Marthe Richard ».

La fermeture des maisons de tolérance a été beaucoup d'intéressée. Marthe Richard, qui a brandi le drapeau de la pudeur, est devenue une cible. Certains s'efforceront de lui faire payer, en la discréditant, la perte de leurs revenus inadmissibles. Des adversaires moins intéressés fouilleront dans un passé trop composé.

Polémiques, procès, arrestation même, pour une affaire fort embrouillée. Marthe Richard se défend avec brio et angles, brandissant sa renommée, l'entraînant avec des livres comme *Mon destin de femme*, où la fiction prend manifestement le relais. Mais la vérité se fait de plus en plus lointaine et brumeuse, et Marthe Richard, veuve Richer, épouse Compton, va retomber dans la petite histoire.

Pas encore. Vingt-sept ans après « la » loi, en 1973, elle s'interroge : les maisons de tolérance doivent-elles être ouvertes ou fermées ? A la télévision, bien entendu, elle conclut que, peut-être, comme le propose le docteur Peyrot, ancien député U.D.R. de la Vienne, des « cliniques sexuelles municipales ». En 1977, à quatre-vingt-huit ans, c'est la bataille avec le commissaire Chevénier qui, dans ses souvenirs, la commissaire est sans pitié. La vieille dame sans merci. Elle l'emporte. Marthe Richard a voulu rester, dans le souvenir des Français, la seule femme décorée de la Légion d'honneur à titre militaire pour faiblesse héroïque devant l'ennemi. — J. P.

LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

La C.G.T. refuse l'indice INSEE pour l'indexation des salaires

Nouveau test difficile pour le gouvernement : la reprise des négociations sur les salaires des fonctionnaires. La C.G.T. a fait savoir, à la veille des discussions, ce mardi 9 février, que le maintien du pouvoir d'achat sur la base de l'indice INSEE était « inacceptable ». M. Anicet Le Pors a annoncé une augmentation de 10,5 %, en quatre étapes, avec indexation sur l'indice INSEE.

Lors du premier round des discussions, le 15 janvier, le ministre de la fonction publique, M. Anicet Le Pors, avait annoncé que la politique des salaires devait à la fois permettre d'anticiper, en douceur, sur la hausse des prix par un élargissement pour le début de mars, de réduire l'indexation hiérarchique et de réformer la grille des rémunérations. Des janvier, M. Anicet Le Pors avait pas caché que les discussions seraient « très serrées ». D'entrée de jeu, la C.G.T. a fait

LE DOLLAR FRANCHIT A NOUVEAU LA BARRIÈRE DES 6 FRANCS

A nouveau très recherché dans la perspective de taux d'intérêt encore plus élevés aux États-Unis, le dollar a poursuivi et même accentué son avance contre toutes monnaies mardi matin 9 février sur toutes les places financières internationales, très actives pour la plupart.

A Paris, la devise américaine a franchi à nouveau la barre des 6 F pour la seconde fois en une semaine pour s'établir à 6,025 F (contre 5,973 F la veille en fin d'après-midi). Elle s'est établie sur le marché de Francfort à 2,738 DM (contre 2,708 DM) et à 1,905 FF à Zurich (contre 1,889 FF). Dans la City, la livre sterling a franchi le seuil du 2,60 dollar (contre 2,580 dollar) et le franc suisse a franchi la barre du 2,60 franc (contre 2,580 franc).

Quelques heures auparavant, le dollar avait coté 255,75 yen à Tokyo contre 254,60 yen et ce en dépit de l'intervention massive de la Banque du Japon.

Les propositions budgétaires du président Reagan associées d'un montant de 91,5 milliards de dollars pour l'année fiscale 1982, et les efforts exercés par la Réserve fédérale pour ralentir davantage encore l'augmentation de la masse monétaire américaine, vont déclencher une nouvelle escalade du loyer de l'argent.

Parallèlement, les milieux financiers font également valoir que la volonté manifestée par les pays européens de peser sur les taux ne pourrait encore que favoriser l'ascension du dollar.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DUREE

1 heure hebdomadaire pendant 4 ou 5 mois

Pt de Neuilly, Pte Orléans, Pte Chapelle, etc...

tennis action

équipé par DUNLOP 246.16.55

Élections de présidents de conseils régionaux

MIDI-PYRÉNÉES : M. Alex Raymond (P.S.)

M. Alex Raymond, député socialiste de Haute-Garonne, a été élu, jeudi 8 février, président du conseil régional de Midi-Pyrénées. M. Raymond a obtenu 72 voix sur 73 votants, les conseillers de l'opposition (15) sont 15 sur 53 membres de l'assemblée. M. Raymond a obtenu 72 voix sur 73 votants, les conseillers de l'opposition (15) sont 15 sur 53 membres de l'assemblée. M. Raymond a obtenu 72 voix sur 73 votants, les conseillers de l'opposition (15) sont 15 sur 53 membres de l'assemblée.

LORRAINE : M. Jean-Marie Rausch (U.D.F.)

M. Jean-Marie Rausch, sénateur et maire de Metz (U.D.F.), président du conseil général de la Moselle, a été élu président du conseil régional de Lorraine par 43 voix sur 63. M. Rausch a été élu au premier tour, bénéficiant des voix de l'ensemble de l'opposition.

M. Pierre Blanch, maire d'Epinal (P.S.), a obtenu 17 voix. M. Pierre Messmer (R.P.R.), qui n'était pas candidat, a obtenu une voix. Il y a eu deux bulletins blancs trouvés dans l'urne.

M. Jean-Marie Rausch succède à M. André Madoux (U.D.F.), président du conseil général de la Moselle, qui ne se représentait pas.

M. Tony Larnue, sénateur socialiste, maire de Grand-Croixville, a été élu président du conseil régional de Haute-Normandie, par 25 voix contre 18 à M. Roger Fosse, R.P.R., député de Seine-Maritime. Il remplace à ce poste M. Laurent Fabius, ministre du budget, adjoint au maire de Grand-Croixville, c'est d'ailleurs à ce titre qu'il siège au conseil régional.

M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), maire de Fécamp (Seine-Maritime), a été élu président du conseil régional de Corse par un vote à main levée à l'unanimité des présents.

Au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Noël Joseph (D.S.) a été élu président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais par 98 voix sur 106 suffrages exprimés (8 bulletins blancs). M. Joseph avait été élu l'été dernier à la tête du conseil régional en remplacement de M. Pierre Mauroy.

Le bureau comprend 11 socialistes, 4 communistes, un R.P.R. et un U.D.F. Y siègent aussi désormais les présidents des conseils généraux des deux départements, tous les deux socialistes.

Apprenez l'anglais qu'il vous faut...
...l'anglais efficace!
Sessions intensives : 15 février - 1^{er} mars
325.41.37
I.L.C. - International Language Centre - 20, passage Dauphine - 75006 Paris

LA FIXATION HAUTE COMPÉTITION. TYROLIA.

LA VICTOIRE EN DIAGONALE.

C'est un produit de la technique. Diagonale Tyrolia que les meilleurs skieurs du monde vont diriger la victoire. Andy Anderson, Steve Podzinski, Toni Sailer, Armin Zöggeler, Lennart Bråten, Christian Dreyer et beaucoup d'autres s'en sont servis pour gagner les plus grandes compétitions.



Je suis